Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12459 – 4,20 F · Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Fontaine · MARDI 19 FÉVRIER 1985

Coup de semonce au Soudan ?

Les Etats-Unis et les puissances européennes vont-ils abandonner à son sort le régime, vieux maintenant de quinze ans, du maréchal Nemeiry ? Au moment où le Soudan traverse la crise économique et financière la plus grave de son existence, où la famine frappe quelque quatre millions de ses habitants, le département d'Etat a décidé de mettre fin à une aide économique de l'ordre de 200 millions de dollars.

Cette somme figurait dans le « programme de sauvetage économique » élaboré en 1982 par le Fonds monétaire international en collaboration avec diverses puissances occidentales ; ce programme assurait au Soudan un soutien financier de l'ordre de 1,5 milliard de dollars par an. Il a été suspendu, vraisemblablement sous l'impulsion de Washington.

Les raisons invoquées officiellement pour justifier l'interruption de l'aide sont d'ordre technique : le gouvernement de Khartoum n'a pas été capable de redresser la situation économique, de payer les intérêts dus sur une dette publique évaluée à quelque 9 milliards de dollars. Bien que ces doléances soient fondées, elles ne suffisent pas pour expliquer une mesure aux allures de sanction qui risque de provoquer des remous, voire des bouleversements intérieurs.

La situation économique n'a pas cessé de se détériorer depuis quelques années, et ce n'est pas la première fois que le gouvernement soudanais n'a pas pu respecter ses engagements financiers. Les Etats-Unis, pourtant, fermaient les yeux sur l'incapacité et l'incurie des autorités de Khartoum, au point que le Soudan était devenu le premier bénéficiaire de leur aide en Afrique noire.

Il s'agissait de sauver de la faillite un régime « ami » dans un pays occupant une position stratégique centrale. Le maréchal Nemeiry avait bien mérité la place privilégiée qu'on lui conférait. Mettant un terme à sa politique « progressiste » en 1971 – après l'échec d'une tentative de coup d'Etat attribué au Parti communiste, – il avait décimé les rangs de toutes les formations de gauche et virtuellement rompu avec l'Union soviétique. Il fut l'un des rares chefs d'Etat arabes à saluer la paix séparée israélo-égyptienne et à soutenir les mouvements d'opposition dans des pays jugés inféodés à Moscou, notamment en Ethiopie, en Libye, en Syrie, etc.

Le gouvernement de Washington n'en a pas moins été contraint de réexaminer sa politique à l'égard d'un régime qui, en introduisant une législation « islamique » aux allures moyenâgeuses, viole les droits de l'homme et contribue à aggraver les difficultés économiques du pays. En même temps, il tient le maréchal Nemeiry pour responsable de la persistance de la rébellion des autonomistes sudistes, laquelle a entraîné, entre autres, le « gel » de deux projets majeurs : le canal de Jongley (crucial pour l'agriculture du pays) et l'exploitation pétrolière.

L'interruption de l'aide financière occidentale n'est peut-être cependant qu'un coup de semonce. Le maréchal Nemeiry est attendu le mois prochain à Washington ; il lui reste un dernier délai pour s'engager à mener une politique plus conforme aux réalités nationales et internationales.

Saïda, au sud du Liban a fêté le retrait des Israéliens

L'armée israélienne a achevé la première phase de son retrait du Sud du Liban. L'évacuation, samedi 16 février, avec deux jours d'avance sur le calendrier prévu, de la ville de Saïda, – aussitôt occupée par l'armée libanaise – a été accueillie, dans la grande cité du sud, par une explosion de joie.

Le président Gemayel, qui s'est rendu dimanche à Saïda a rendu hommage à la résistance anti-israélienne.

De notre correspondant

Kfar-Falous (Liban du sud). – « *On rentre à la maison !* ». Le hurlement a jailli de la tourelle du véhicule de tête, dominant le vacarme des chenilles qui cramponnent la chaussée boueuse. Un cri du cœur assurément.

Derrière le blindé A-21, une trentaine d'autres – dont plusieurs chars Patton M-60 – grimpent lentement la route de montagne qui serpente vers Jezzine, sous le regard muet du personnel de l'hôpital Hariri de Kfar-Falous. L'étoile de David et le drapeau jaune et vert de la brigade Golani flottent au vent. Un soldat, tout sourire, adresse un V de la victoire plutôt incongru. Un geste rare, il est vrai.

Tout au loin, derrière les collines embrumées, à une douzaine de kilomètres vers l'ouest, il y a Saïda, abandonnée sans remords deux heures plus tôt à la liesse d'une bruyante libération. Saïda, occupée pendant trente-deux mois et à qui les tankistes israéliens tournent résolument le dos, sans esprit de retour.

Tout avait commencé inopinément à l'aube de ce samedi 16 février, et au beau milieu du sacro-saint repos sabbatique auquel sacrifie tout juif, pieux ou non. Pour prendre ses adversaires par surprise et garantir un repli serein aux lourds convois de Tsahal, le gouvernement de Jérusalem avait choisi d'avancer de quarante-huit heures l'opération de redéploiement.

Le 18 février n'était en vérité qu'une échéance-butoir, pas une date impérative. La rumeur d'un retrait anticipé courait depuis quelques jours à Jérusalem. Mais qui avait songé au sabbat ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 3.)

L'adhésion à la CEE de Madrid et de Lisbonne risque d'être retardée

Alors que les ministres des affaires étrangères des Dix devaient commencer, le lundi 18 février, à Bruxelles, avec l'Espagne et le Portugal, une nouvelle session de trois jours de négociations sur l'élargissement de la Communauté européenne, les dossiers encore en souffrance (pêche, agriculture, prestations sociales) ne semblent pas près de trouver une solution satisfaisante. Aussi, l'entrée de l'Espagne et du Portugal pourrait ne pas avoir lieu, comme prévu, le 1er janvier 1986.

De notre correspondant

Madrid. – C'est dans un climat de franc pessimisme que le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernando Moran, se rend ce lundi 18 février à Bruxelles pour y négocier à nouveau avec ses collègues les conditions d'adhésion de son pays à la CEE. L'impatience et le mécontentement sont de plus en plus perceptibles à Madrid face aux difficultés qui se multiplient, et les responsables politiques espagnols ont décidé de durcir le ton.

A l'occasion de la visite que M. Bettino Craxi, premier ministre italien et président en exercice de la CEE, a effectuée à Madrid les 15 et 16 février, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a évoqué pour la première fois publiquement une possibilité déjà avancée en privé par plusieurs membres du gouvernement : celle que l'Espagne n'entre pas comme prévu dans la Communauté le 1er janvier 1986, et même qu'elle n'y entre pas du tout. « *Je ne doute pas de l'importance politique de l'adhésion,* a affirmé M. Gonzalez, *mais nous ne sommes pas prêts à payer n'importe quel prix économique pour autant. Nous craignons sérieusement que les chapitres non encore résolus ne puissent être débloqués de manière équilibrée.* » M. Craxi ne s'est pas montré plus optimiste, en évoquant de son côté « *le risque que les négociations ne connaissent pas une fin heureuse* ».

Tour à tour, les ministres espagnols de l'économie et de l'agriculture, MM. Boyer et Romero, ainsi que le secrétaire d'Etat aux relations avec la CEE, M. Marin, viennent de tenir des propos semblables.

THIERRY MALINIAK.

(Lire la suite page 36.)

Le droit d'asile en péril

Les menaces s'accumulent sur le droit d'asile. Ce droit bénéficiait largement jusqu'ici aux militants politiques fuyant les dictatures de l'Est ou d'Amérique latine, ainsi qu'aux réfugiés indochinois de la mer. Cette politique n'est pas complètement remise en cause, et la France entend respecter la tradition qui est la sienne en ce domaine et que rappelle la Constitution depuis 1946 : « *Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.* » Mais devant le flot grossissant des faux réfugiés politiques et des vrais réfugiés économiques, le gouvernement s'apprête à prendre des mesures qui visent à mieux séparer le bon grain de l'ivraie.

Les préfets devront notamment filtrer plus rigoureusement les personnes qui, prenant prétexte de « *persécutions* » politiques dans leur pays (c'est le terme de la convention de Genève de 1951) tentent de tourner l'interdiction faite aux étrangers de venir chercher du travail en France. Des textes sont prêts à l'Hôtel Matignon instituant une nouvelle procédure d'admission des personnes qui sollicitent l'asile politique. Ces textes auraient dû être publiés il y a plusieurs mois déjà, mais, sous la pression des associations qui œuvrent en faveur des réfugiés, M. Fabius ne les a pas encore signés.

La France, qui revendique une longue tradition de terre d'asile et compte cent soixante-quatre mille réfugiés officiellement recensés, hésite à ternir cette image. D'autres pays l'ont depuis longtemps précédée dans la voie de la rigueur, comme l'ont montré les débats des Assises européennes sur le droit *d'asil organisées à Lausanne* (Suisse) du 13 au 17 février.

La plupart des gouvernements européens, qui doivent faire face à une montée de la xénophobie et des égoïsmes nationaux, estiment aujourd'hui que la coupe est pleine. Il ne se passe pas de semaine sans que l'on assiste ici ou là à des expulsions de candidats à l'asile politique. Des Tamouls et des Afghans en ont fait récemment l'expérience en France.

Alors que les frontières européennes se ferment, le nombre de réfugiés ne cesse de croître dans le monde (quinze millions aujourd'hui), sans que les organisations internationales chargées de leur venir en aide ou de faire respecter un minimum de solidarité (Nations unies, Conseil de l'Europe...) aient pour l'instant trouvé la solution.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire nos informations page 14.)

« LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

Nouméa : la montée des extrêmes

Les incidents survenus le dimanche 17 février dans la localité minière de Thio, au cours desquels sept Mélanésiens et deux gendarmes mobiles ont été blessés, ont mis fin à l'accalmie que la Nouvelle-Calédonie connaissait depuis la visite de M. Mitterrand. Les dirigeants du Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS) ont demandé, lundi, l'expulsion du territoire des représentants du Front calédonien (extrême droite), organisateurs du « pique-nique » qui a été à l'origine des heurts violents entre Canaques et forces de l'ordre. Ils ont aussi suspendu leurs négociations avec M. Pisani.

I. – « Nous refusons d'être les immigrés des Canaques »

De notre envoyé spécial
ALAIN ROLLAT

Nouméa. – « *Je l'ai dit à Pisani : je suis prêt à organiser des milices. Si les incidents qui ont eu lieu à Thio après les élections du 18 novembre se reproduisent, nous y ferons monter des Nouméens avec armes et bagages pour défendre la ville contre les terroristes du FLNKS.* » Puisque c'est M. Roger Laroque qui le dit, il faut le croire. Le maire de Nouméa agace parfois ses amis du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), mais, s'il est réélu sans interruption depuis 1953, c'est bien parce que beaucoup de ses concitoyens se reconnaissent dans son franc-parler.

D'ailleurs, les milices ne lui sont pas étrangères. Il y en a déjà eu à Nouméa, en juin 1958, pour soutenir l'action du Comité de salut public de l'Algérie française, créé à Alger, et ce n'est pas un hasard si l'on retrouve aujourd'hui certains acteurs de cette période algéroise à la tête du Comité de soutien national pour la Nouvelle-Calédonie française.

Ici, à Nouméa, on l'aime aussi, ce « *cher Laroque* » – comme disait familièrement le général de Gaulle, lors de sa visite dans le territoire, en septembre 1966 – parce que l'histoire de sa famille tient une bonne place dans l'imagerie collective de la communauté caldoche, et parce que sa propre carrière représente localement un modèle de réussite politico-sociale. Son arrière-grand-père, modeste ouvrier auvergnat, débarqué avec les évangélisateurs, en 1843, fut, en effet, l'un des premiers colons à s'établir librement en Nouvelle-Calédonie et à y prospérer après avoir amassé un joli magot en Australie. Quant à son rôle politique, il le doit pour l'essentiel au pouvoir économique d'une autre vieille famille, bordelaise celle-là, les Ballande (actuellement plus de 3 milliards de francs CFP de chiffre d'affaires – 165 millions de francs – dans l'alimentation, la distribution, l'électroménager, l'élevage, l'industrie mécanique, le chalandage, etc.), dont il fut longtemps l'un des principaux employés. Nul ne lui conteste sa qualité de porte-parole de la « *ville blanche* ». M. Roger Laroque exprime donc un sentiment largement répandu, au sein de la communauté d'origine européenne, quand il ajoute, à propos de ses amis politiques : « *Nos élus ont été jusqu'à présent trop modérés face à des gouvernements laxistes.* »

Mais si le jugement du maire de Nouméa correspond à la « norme » calédonienne, où situer le Front calédonien – l'organisateur, ce dimanche 17 février, du « pique-nique » de Thio, – qui dit la même chose que lui ? A l'extrême droite ? Ses dirigeants, bien entendu, refusent cette étiquette. « *Nous ne sommes pas des extrémistes* », dit le président de ce nouveau parti, apparu sur la scène calédonienne à l'automne 1981. « *Nous sommes, c'est vrai, à droite du RPCR, mais nous représentons la Calédonie profonde et nous sommes extrêmement légalistes ; nous demandons simplement l'application dans le territoire des lois de la République française.* »

(Lire la suite page 8.)



Jean Baudrillard
La Gauche divine

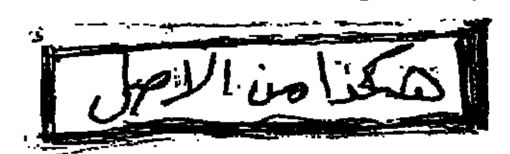
"Si les masses ont élu le PS, ce n'est pas du tout pour un programme, c'est pour le voir au pouvoir."
Jacques Duquesne/Le Point

"Un livre indigné et joyeux." Art-Press

Collection "Figures" dirigée par Bernard-Henri Lévy



LIRE



débats

LE JUGE D'INSTRUCTION

L'homme le plus dangereux de France ?

par MARCEL LEMONDE (*)

A la suite de plusieurs affaires judiciaires retentissantes, un nouveau sport a récemment fait son apparition dans une certaine presse : la chasse aux juges d'instruction. Le gibier est d'autant plus vulnérable qu'il est, par nature, dans l'impossibilité de se défendre ou, plus exactement, qu'il ne peut le faire que maladroitement, en s'exposant davantage : on attend de lui qu'il reste silencieux. Certes, il vaut mieux qu'on lui tire dessus à coups de stylo plutôt qu'à coups de revolver : c'est en quelque sorte un progrès... Mais certains sont allés trop loin pour que l'on puisse encore se taire.

La crédibilité de la justice est une valeur fondamentale dans une démocratie, et si la confiance des citoyens envers leurs juges est ébranlée, le mal est profond ; or des aberrations ont été dites ou écrites, et il est temps de faire une mise au point, non pas sur tel ou tel dossier en cours d'instruction (on en a déjà trop parlé), mais sur l'institution elle-même puisque c'est elle qui, globalement, est mise en cause.

En résumé (pour s'en tenir aux réflexions les plus modérées), on a dit du juge d'instruction à peu près ceci : ses pouvoirs sont exorbitants ; il les exerce sans contrôle ; c'est d'autant plus inquiétant qu'il est en général très jeune, qu'il n'a parfois aucune expérience, voire aucune maturité. En somme, celui qu'on surnomme tantôt *« l'homme le plus puissant de France »*, tantôt *« le petit juge »* (on ferait bien mieux de l'appeler tout simplement par son nom), serait en fait l'homme le plus dangereux de France...

Que répondre ? Exorbitants, les pouvoirs du juge d'instruction ? On ne compte plus les réformes qui ont multiplié les garanties, limité les pouvoirs en question : depuis toujours les décisions les plus importantes du magistrat instructeur peuvent être frappées d'appel, ce qui signifie qu'une décision contestée du juge doit, pour continuer à produire ses effets, être confirmée par trois autres magistrats (qui, eux, ne sont pas particulièrement jeunes) ; une loi du 8 décembre 1897 a introduit l'avocat dans le cabinet du juge d'instruction, permettant ainsi à l'inculpé d'avoir accès au dossier et de préparer sa défense ; une loi du 17 juillet 1970 a obligé le juge à motiver la mise en détention provisoire en matière correctionnelle ; une loi du 6 août 1975 a limité à six mois la durée de cette détention pour certains inculpés ; récemment, la loi du 9 juillet 1984 a institué un débat contradictoire à l'occasion de la mise en détention.

On pourrait multiplier les exemples. Tout cela ramène à leur juste valeur les affirmations selon lesquelles l'activité des juges d'instruction se caractériserait par l'arbitraire le plus absolu. Et qu'on n'imagine pas que les intéressés déplorent cette évolution : l'Association française des magistrats chargés de l'instruction, par exemple, a approuvé le nouveau texte sur le débat contradictoire qui constitue indiscutablement un progrès dans notre droit. La seule réserve qu'elle a émise concerne les conditions matérielles de travail des juges d'instruction, extrêmement difficiles et aggravées par la nouvelle procédure (ce qui n'est pas négligeable, mais est un autre problème).

Trop jeunes les juges d'instruction ? On a, tout d'abord, envie de citer Brassens : *« Le temps ne fait rien à l'affaire... »* Il n'est pas certain que la qualité de la justice soit proportionnelle à l'âge de ceux qui la rendent... Remarquons d'ailleurs que cette critique est généralement adressée aux seuls juges d'instruction. Serait-il sans importance qu'un magistrat à peine sorti de l'adolescence soit juge aux affaires matrimoniales et tranche à longueur d'année des problèmes de garde d'enfants dans le cadre des procédures de divorce ? Et les juges d'instance, qui règlent des litiges essentiels concernant la vie quotidienne de leurs concitoyens ? Et les juges des enfants, qui, tous les jours, retirent à leurs parents des mineurs en danger, etc. ?

« Ils compliquent tout »

Si les juges d'instruction sont trop jeunes, il est urgent de se préoccuper de l'âge des magistrats en général. Mais il est tout de même étonnant qu'on ait mis vingt-cinq ans pour s'apercevoir des inconvénients d'un système faisant confiance aux jeunes : c'est le 1er mars 1959 qu'a été créé le Centre national d'études judiciaires (devenu en 1970 l'actuelle Ecole nationale de la magistrature). Si la jeunesse impliquait la « bavure », celle-ci aurait dû, logiquement, survenir plus rapidement.

En fait, n'est-ce pas ailleurs qu'il faut chercher l'explication au malaise actuel ? Ce qui est nouveau, ce n'est pas l'existence du juge d'instruction (il a été introduit dans notre procédure, sous sa forme actuelle, par une loi du 20 avril 1810) ; ce ne sont pas ses pouvoirs (ils sont en diminution depuis le XIXe siècle) ; ce n'est pas son âge (il est recruté de la même façon depuis un quart de siècle). Ce qui est nouveau, c'est le contexte dans lequel il travaille : un phénomène relativement récent a fait son apparition, consistant à faire du juge d'instruction une sorte de vedette du fait divers, à multiplier autour de lui micros et caméras, ce qui n'est certainement pas la meilleure garantie d'une bonne justice.

La première condition pour qu'un magistrat travaille correctement est qu'il travaille dans la sérénité, avec le recul nécessaire. A cet égard, l'évolution constatée ces dernières années est préoccupante. Elle mérite qu'on s'interroge et peut-être qu'on corrige certaines pratiques. Elle n'est cependant pas de nature, comme certains voudraient le faire croire, à remettre en question les bases mêmes de notre procédure pénale.

Il est certes concevable, en théorie, de construire un système procédural sans juge d'instruction. Mais il faut alors admettre lucidement que l'entreprise n'est ni simple ni sans risque. Les institutions judiciaires d'un pays se façonnent au fil des siècles et on ne peut, du jour au lendemain, faire du passé table rase, sous peine de voir surgir de nouveaux problèmes, peut-être infiniment plus graves que les précédents.

Le juge d'instruction est avant tout un magistrat du siège, gardien des libertés individuelles, obstacle incontournable pour le parquet hiérarchisé et dépendant de l'exécutif. N'est-il pas d'ailleurs significatif que, lorsqu'un régime veut attenter aux libertés, il commence toujours par neutraliser *« ces juges d'instruction qui compliquent tout »*, selon la formule célèbre d'un ancien procureur général ?...

Plutôt que de remettre en question l'équilibre fragile de nos institutions, plutôt que de voir dans les juges d'instruction, hier des shérifs ou des tortionnaires, aujourd'hui des irresponsables totalement immatures, demain des dangers publics à supprimer d'urgence, qu'on les prenne donc pour ce qu'ils sont : des magistrats qui, dans leur grande majorité, s'efforcent d'accomplir leur tâche dans le souci d'une bonne administration de la justice.

(*) Président de l'Association française des magistrats chargés de l'instruction.

« JE VOUS SALUE MARIE »

Foi et fantasmes

par HENRI FESQUET

NE trouvez-vous pas cela merveilleux ? Voilà cent trente et un ans – et même beaucoup plus à se référer à la tradition pérenne de l'Eglise romaine – que le dogme de l'Immaculée Conception a été défini par Pie IX ; voilà cent trente et un ans donc – pour le moins – que les prédicateurs s'échinent au catéchisme et en chaire à expliquer cette vérité de foi qui finalement est assez « simple » : la mère de Jésus est la seule créature humaine qui n'a pas été effleurée par le péché originel, elle est sans tache, c'est une sainte parfaite, étrangère au mal.

Et voilà plus de cent trente ans que les neuf dixièmes des catholiques, même les plus éclairés, l'ignorent, ou plutôt – ce qui est plus grave – confondent l'Immaculée Conception avec la naissance virginale, autrement dit avec le fait que Jésus n'a pas de père selon la chair. Telle est la nouvelle qui ne cesse de faire choc et d'envahir, toute foi mise à part, le champ de la conscience et de l'inconscient. Car la foi est moins au centre de cette préoccupation que l'immémorial fantasme que l'on retrouve non seulement dans les diverses religions mais notamment dans certains groupes féministes. La nature est plus forte que l'énoncé des dogmes. « Né de la Vierge Marie », ce passage du Credo dominical va au-devant d'une harmonie préétablie.

On redoute ce que l'on aime et il arrive que la femme rêve d'une grossesse sans intervention extérieure, d'un duo avec son enfant qui ne serait pas un trio. Le comble, c'est que le christianisme, religion de l'Incarnation, ait cru devoir enjamber l'acte charnel pour présenter le père de Jésus comme un pur esprit, un être inaccessible, céleste et universel créateur.

L'important n'est pas de savoir si les baptisés croient à la virginité de Marie mais que « ça leur parle ».

La « tache » de la copulation n'a pas été inventée par les clercs : ils n'ont eu qu'à puiser dans le fonds commun. En leur temps, saint Henri, sainte Cunégonde (998) passaient pour un couple parfait car leur mariage fut blanc. N'allons pas chercher si loin : le vœu de chasteté ou la simple promesse de célibat des clercs conserve quelque chose d'exemplaire. Du même coup, par la force des choses, la femme devient une exclue et, parce qu'elle l'est souvent, reléguée dans des besognes secondaires : vaisselle, ravaudage des chaussettes.

Au-devant du succès

Jean-Luc Godard n'y a pas forcément pensé, mais en insérant dans son film un zeste de religion et un autre de refoulement sexuel, il court au-devant du succès. La mairie versaillaise a ajouté un piment supplémentaire à ce mélange détonant et contribué à remplir les salles obscures.

Quoi qu'elle en pense et quoi qu'on en pense, l'Eglise romaine a un sens inné de la publicité : elle a mis en évidence le plus extraordinaire des mystères. L'agnosticisme contemporain en fait ses choux gras. La pureté spirituelle de Marie – l'Immaculée Conception – ne l'intéresse pas, et le dogme de Pie IX est tombé dans une trappe d'indifférence comme celui de l'Assomption (1950). Ce qui l'intéresse, c'est le sein inviolé de Marie, la naissance virginale du Christ.

Il n'en reste pas moins que le dogme marial a placé la femme en tête de l'humanité. Elle est « mère de Dieu » (qui dit mieux ?), elle est vierge parturiente ; elle est exempte de péché ; elle est en son corps et son âme au paradis (Assomption). Et pourtant ces privilèges exorbitants – hormis pour les protestants – n'ont guère aidé les femmes de l'histoire à sortir de leur situation précaire. Au contraire : comme si à trop donner par les sommets on abandonnait le quotidien.

Là où l'antiféminisme est le plus virulent, c'est généralement là où les hommes d'Eglise sont les plus puissants.

Chassez le mâle et il revient au galop ... Dieu le Père n'y peut rien...

Comment l'entendez-vous ? Que Dieu est indifférent, qu'il n'a aucun goût à fausser les lois de sa propre création et que l'homme suffit bien à broder autour du plus évocateur des thèmes ; il ne pense, dit-on, qu'à ça.

Comment l'entendez-vous ? Que l'Eglise se plaît à séparer ce que Dieu a prévu pour être uni. A Bernadette Soubirous, la Vierge a parlé patois : *« Que soy era immaculada councepciou »* (1858), soit quatre ans après la promulgation dogmatique. Une bonne nouvelle arrivant du ciel... l'enfant de Lourdes ne pouvait que terminer sa vie dans un couvent. On doit conclure que, si on reconnaît l'arbre à ses fruits, l'immense armée pacifique des religieuses donne dans l'ensemble le témoignage de femmes épanouies. Dans les autres religions aussi, et ce n'est généralement pas au cinéma qu'elles ont découvert leur vocation.

LU

UN CAHIER SPÉCIAL D'« AUTREMENT »

« Le Caire, mille et une villes »

APRÈS les capitales noires, le Québec ou Marrakech, la revue *d'« analyse des comportements contemporains »*, *Autrement*, qui fête cette année son dixième anniversaire, publie un numéro hors série sur Le Caire. Qu'on n'y cherche pas des plans détaillés, des courbes et des recourbes, des études démographiques. En revanche, le voyageur – plus que le touriste – désireux d'appréhender l'énorme ville de treize millions d'habitants, à la fois dans sa poésie la plus délicate et dans son réalisme le plus cru, sera servi et bien servi. Certes, l'exercice consistant à réunir une quarantaine de signatures sur un même thème fait toujours courir le risque d'un tableau chatoyant mais disparate. Il suffit pourtant d'un lien commun pour que l'ensemble retombe sur ses pieds. Dans ce cahier sur *« Le Caire, mille et une villes »*, le liant magique a été l'humour affectueux des différents auteurs.

C'est un trait de génie d'avoir demandé au professeur suisse Jean-Jacques Luthi de s'extraire de ses savantes études sur la francophonie égyptienne pour nous faire entendre les *« cris du Caire »*. On saura ainsi que les *« Françaises exquises »* exaltées au coin des rues cairotes... ne sont que des pommes de terre. Quant aux *« urnes de miel »* du primeuriste, ce sont de simples carottes. L'esprit populaire s'exprime aussi traditionnellement au Caire par des blagues où se mêlent volontiers vie privée, religion et politique. Ainsi, la femme d'un raïs rentrant enceinte d'un séjour en Israël, avant la paix, et qui calme son jaloux de mari par ces mots : *« Tu devrais remercier le Ciel, pour une fois que nous faisons un prisonnier ! »*...

Le jeune islamologue Gilles Kepel nous ramène sur terre avec les *« dix mille haut-parleurs »*, qui, bien plus que les *« mille minarets »*, symbolisent, hélas ! aujourd'hui au Caire une religion saisie du vertige du bruit. Un non moins jeune coptologue, Luc Barbulesco, nous promène avec perspicacité parmi les objets vivants de son étude, mais on contestera son affirmation selon laquelle il n'y a pas de quartier copte au Caire. Qu'est-ce alors que Choubra, où vivent entassés un demi-million de chrétiens ?

« Corruption »

Pour le cinéma égyptien, c'est encore à un jeune arabisant français, Yves Thoraval, accompagné cette fois d'une spécialiste égyptienne, Magda Wassef, qu'il revient de nous révéler que ce septième art, si prisé aujourd'hui dans le Paris branché, n'est plus ce qu'il était, ne serait-ce que parce que Le Caire ne compte plus aujourd'hui qu'une quinzaine de salles dignes de ce nom.

C'est à un Égyptien – notre collaborateur Alexandre Buccianti, Cairote dans l'âme en dépit de ses origines italo-chaldéennes, – qu'il appartient de lever avec ironie le voile sur ce que l'Occident appelle dédaigneusement – chez les autres – la *« corruption »* et qui, dans le cas de l'Egypte, est, bien souvent, *« une manière de survivre plutôt qu'un désir de s'enrichir »*. Le romancier populiste Gamal Ghitani (récemment traduit en France) nous conduit enfin dans les cafés du Caire populaire que la télévision familiale, les *« bars debout »* et autres inventions barbares n'ont pas encore réussi à éliminer. Si ces cafés, où fermentent les inspirations littéraires ou politiques, venaient un jour à disparaître, il y aurait une ville de moins, mais non la moindre, parmi les mille cités qui, dans la plus belle anarchie, composent Le Caire.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ *Le Caire, mille et une villes*, n° 12 hors-série de la revue *Autrement*, février 1985, 260 pages (avec 30 photos de Laurent Monlaü et Roger Stenberg), 75 F, diffusion Le Seuil.

COURRIER DES LECTEURS

Pas de nostalgie en Autriche

Dans un article intitulé « Nostalgie et politique à Vienne » (*le Monde* du 1er février), votre éditorialiste a porté sur l'Autriche et particulièrement sur sa façon de venir à bout du cauchemar national qu'étaient sept ans d'occupation nazie un jugement que les Autrichiens d'aujourd'hui – non moins fidèles aux idéaux démocratiques que le reste de l'Europe occidentale – ne peuvent pas laisser sans réponse. Ce serait, tout d'abord, méconnaître totalement la nouvelle conscience nationale autrichienne – née bien avant la libération de 1945 dans les camps de concentration nazis, dans l'émigration autrichienne ainsi que dans l'Autriche occupée même – que d'affirmer que ce peuple soit incapable de *« porter sur sept années de son histoire un regard autocritique enfin dépourvu de toute trace de nostalgie »*.

Loin de connaître la moindre nostalgie du passé, les gouvernements d'Autriche depuis 1945 se sont tous engagés résolument à effacer toute trace du nazisme (...) En vérité, tous les membres de ce parti – dont le nombre était d'ailleurs bien inférieur au chiffre cité par votre éditorialiste – ont été systématiquement éliminés des administrations publiques, un grand nombre de leurs responsables ont été jugés et condamnés par les tribunaux autrichiens (...).

Dans quelques semaines, les cérémonies qui rappelleront aux Autrichiens et au monde la joie d'un peuple libéré qui reconstitua sa République, il y a quarante ans, manifesteront aussi sans l'ombre d'un doute. Dans quelle direction sont tournés les yeux autrichiens ? Sûrement pas vers le passé.

PETER JANKOWITSCH
(député de Vienne).

Longue vie, monsieur Chevènement !

Je ne suis pas socialiste ; c'est le moins que je puisse dire. N'empêche que, depuis depuis plus de trente ans que m'est offert le loisir d'apprendre et de réapprendre mon métier d'éducateur, c'est la première fois que je me sens à tel point d'accord avec mon ministre (...).

Bravo, monsieur Chevènement ! Du coup, j'en oublierais presque le passé : même votre visite, jadis, à mon université et la démagogie arborée pour la circonstance. Il est vrai qu'une démagogie cousue de si gros fils blancs ne pouvait enfoncer que quelques têtes bien décidées d'avance à se noyer – par vos bons soins ou par ceux d'un autre. Peut-être vous fallait-il passer par des égarements de ce genre pour en arriver où vous êtes arrivé. Tout le monde se trompe. Tout le monde n'a pas le mérite de tirer parti de ses erreurs. Et puis, en ces temps héroïques ou préhistoriques, vous étiez bien loin des fonctions que maintenant vous honorez.

Longue vie, donc, monsieur le ministre ! Puissent mes amis de l'opposition prendre de la graine ! Quoi qu'il arrive en 1986 – comme on dit en politique, – je ne vois pas ce qu'ils pourraient faire de mieux. Au fond, au cas où vous ne seriez pas ennemi de la cohabitation, pourquoi ne prendraient-ils pas dès maintenant la sage décision de vous conserver un poste que vous occupez actuellement si bien ?

HAROLD SMITH,
(maître de conférences à l'université Paris-Dauphine.)

isa
l'étoffe des managers

Vous avez cette étoffe : dimension personnelle, aptitude à la décision, volonté de réaliser. Essentiel...
Vous avez, déjà, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou une responsabilité en entreprise. Important...
Mais un manager doit, aussi, être un vrai « professionnel ». Formation et entraînement intensifs sont alors indispensables.
L'ISA, en 18 mois, vous donnera toute votre envergure.

Réunions d'information,
avec le Directeur de l'ISA et des Anciens « ISA » :
BORDEAUX : mardi 19 février à 18 h 30
Hôtel Frantel, 5, rue Robert-Le-Teulade
MARSEILLE : mardi 5 mars à 18 h 30
Hôtel Frantel, rue Neuve-Saint-Martin
LYON : mardi 19 mars à 18 h 30
Hôtel Sofitel, 20, quai Gailleton

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - TÉL. (3) 956-80-00 POSTE 476 OU (3) 956-24-28 (LIGNE SPÉCIALE « RENSEIGNEMENTS »)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Centre HEC-ISA de Jouy-en-Josas

En vue de la rentrée de septembre 1985
date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la deuxième session :
Vendredi 1er mars 1985

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

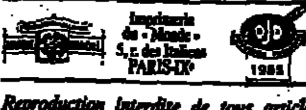
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 360 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

هكذا من الأصل

étranger

LE RETRAIT ISRAÉLIEN DU LIBAN ET LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT

Un hommage du président Gemayel à la « noble résistance nationale »

De notre correspondant

Saïda. — L'armée israélienne a évacué Saïda et ses environs le samedi 16 février à midi, avec quarante-huit heures d'avance sur la date limite du 18 février fixée par le gouvernement de Jérusalem. Dans la foulée, le contingent de l'armée libanaise — mille deux cents hommes de toutes confessions — qui attendait patiemment devant le pont enjambant l'Awali, position avancée des forces israéliennes depuis leur repli du Chouf en septembre 1983, a fait son entrée dans la ville, la troisième du pays, avec ses deux cent mille habitants aux neuf dixièmes musulmans sunnites.

Ce fut aussitôt une explosion de joie. Exagérée ? Certes, l'armée libanaise ne venait pas de libérer cette portion de territoire national par la force de ses armes et le sacrifice de ses soldats et avait subi de multiples avanies avant d'atteindre les portes de Saïda. Elle n'y aurait de plus jamais pénétré ni tenté de le faire si les Israéliens y étaient restés.

Mais les Israéliens ne partaient pas par bonté d'âme ou en échange de concessions imposées au Liban. C'est bien contraints qu'ils se sont résignés à un repli sans contrepartie, censé englober en trois étapes tout le territoire libanais sous leur occupation. La guérilla de tous les instants menée *crescendo* par la résistance libanaise a, pour la première fois, imposé à Israël l'évacuation d'un territoire arabe conquis.

Le sort des « collaborateurs »

Incontestable victoire, ressentie comme telle à Saïda, et que le notable des lieux, le docteur Nazih Bizri — député modéré entre tous, — a souligné devant le président Amine Gemayel, venu à Saïda dimanche dans un de ces gestes bien inspirés dont il a le secret. « *Vous devez être convaincu,* lui a-t-il dit, *qu'une résistance forte vous renforce. (...) L'armée doit être à l'image de la résistance.* »

Le président Gemayel a, d'ailleurs, rendu hommage aux combattants de l'ombre. « *La noble résistance nationale libanaise,* a-t-il dit, *a élevé la dignité libanaise et a redonné courage au peuple du Liban. (...) Nous promettons aux habitants du Sud et aux Libanais que le sang versé sur le sol béni du Sud sera une plate-forme pour la poursuite du processus de libération, de réunification et de reconstruction du Liban.* » Ce qui témoigne de l'évolution des mentalités au sein des chrétiens, maintenant convaincus de la nécessité de la lutte contre Israël et, en tout cas, admiratifs à l'égard de ceux qui la mènent.

La guerre du Liban a commencé au Sud, elle se terminera au Sud, estime-t-on de longue date à Beyrouth. Certains ont cru que l'on touchait au but après l'invasion israélienne de 1982 et l'entrée en scène de l'Occident et de sa force multinationale. Leur désillusion n'en fut que plus amère. Est-ce cette fois le début de la fin ?

Ainsi que le souligne l'éditorialiste de *An-Nahar*, ce n'est pas parce que la première journée après le retrait israélien et même la seconde se sont déroulées le mieux du monde à Saïda que tout est joué. *Les causes de troubles subsistent*, et chacun regarde ici avec inquiétude du côté des Israéliens, estimant que ceux-ci ont trop annoncé chaos et massacres intercommunautaires après leur retrait pour assister impassibles à l'événement contraire.

Aussi, les autorités libanaises et les forces agissantes sur place s'emploient-elles à désamorcer les causes potentielles de troubles. « *Nous essayons de ne pas tomber dans les mêmes erreurs qu'ailleurs, en ne laissant rien au hasard, nous appliquant à garder la situation constamment sous contrôle,* nous a déclaré le docteur Bizri. *La sécurité de Saïda et de ses environs ne procède finalement ni des milices des uns et des autres ni même de l'armée ou de la police, mais de la bonne entente entre la population de toutes les communautés.* »

Les conflits virtuels sont connus. Ce sont, pour l'essentiel : un prolongement local de la confrontation générale entre chrétiens et musulmans du Liban, la compétition latente sunnito-chiite pour l'exercice du pouvoir dans les régions à dominante musulmane, la présence palestinienne. Les dirigeants de Saïda sont convaincus de pouvoir en venir à bout, sans autres troubles que la liquidation des « *collaborateurs* » qu'ils préfèrent appeler « *agents d'Israël* ».

« *Ceux qui ont du sang sur les mains doivent partir. La plupart ont d'ailleurs quitté Saïda dans les fourgons de l'armée israélienne, les autres ont encore une chance de disparaître, sinon, ils seront liquidés* », nous a déclaré à ce sujet le docteur Bizri, en refusant cependant de confirmer l'exécution de trois d'entre eux la nuit précédente. Confirmation qui nous a été donnée par un autre notable de Saïda, en précisant que l'un d'eux est le « *tristement célèbre* » Mohamed Habli dit « Captain Habli ». « *Israël avait une centaine d'agents à Saïda, autour de Habli et d'Abou Arida. Presque tous des musulmans, voyous ou criminels, exécuteurs naguère des basses œuvres des Palestiniens, passés aux Israéliens pour la même besogne. Ils ont assassiné près de soixante-quinze personnes à Saïda, et il serait impensable qu'ils demeurent parmi nous, impunis.* »

Et les miliciens chrétiens des forces libanaises ? Ceux qui sont étrangers à la région ont été discrètement et progressivement retirés au cours des derniers mois, selon le témoignage des musulmans de Saïda. Les autochtones, car Saïda est entourée et surplombée d'un chapelet de villages chrétiens, ont, encore plus discrètement, abandonné leurs uniformes et rangé leurs armes.

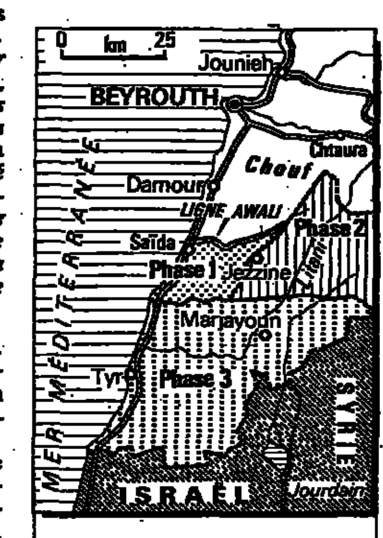
Point final de cette reconversion feutrée : les forces libanaises ont vidé samedi leur bureau d'Abra, localité chrétienne de la banlieue de Saïda, sans officiellement le fermer. Ayant arrêté un Palestinien qui leur semblait suspect, les (ex) miliciens chrétiens l'ont remis à l'armée au lieu de le garder prisonnier. Le docteur Bizri confirme que le président Gemayel et le chef des forces libanaises, M. Abounader, ont pris l'engagement de fermer les permanences armées relevant d'eux. Ce qui n'exclut pas un sentiment de peur chez les chrétiens de la zone évacuée.

Pour couper court à toute possibilité de contre-exactions de la part des Palestiniens, les chefs locaux des deux camps de Saïda — Aïn Heloueh et Myeh Myeh — ont été convoqués par les notables de Saïda il y a quatre jours et forcés de prendre l'engagement qu'il n'y aurait pas de vengeances, l'excuse des « *éléments incontrôlés* » chère aux Palestiniens étant refusée *a priori*.

Des manifestants ayant récemment arboré le portrait du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dans les rues de Saïda, ont été châtiés. Un des participants nous a même assuré que les Palestiniens se sont engagés à se conformer aux « *décisions de Saïda* », fussent-elles contraires aux instructions de l'OLP. Les chiites du Sud sont catégoriques : si les Palestiniens s'aventurent à rouvrir un bureau à Saïda, il sera brûlé dans l'heure. « *Et par nous* », aurait fait savoir Amal à la population de Saïda.

M. Yasser Arafat a, c'est ici notoire, tenté de reprendre pied au Liban en faisant alliance avec les sunnites de Saïda. Tout bien pesé, ceux-ci ont refusé, malgré leur crainte du flux chiite, pour éviter toute possibilité de reconstitution d'un quelconque pouvoir palestinien dans leur ville.

LUCIEN GEORGE.



Conformément au plan d'évacuation par étapes du sud du Liban, rendu public à Jérusalem le 14 janvier 1985, la première phase du retrait devait se terminer le 18 février. Aucune date n'a été fixée officiellement en ce qui concerne les deux autres phases. Mais le général Ori Orr, commandant des troupes israéliennes au sud du Liban, a estimé que la deuxième phase du retrait israélien commencera à la fin du mois d'avril et que l'ensemble de l'opération sera terminée en septembre.

● *Un ancien responsable palestinien expulsé de Cisjordanie.* — Israël a expulsé, dimanche 17 février, vers le Liban, un ancien responsable palestinien, Abdel Aziz Chahin, mettant ainsi fin à un moratoire de cinq ans sur l'expulsion des Arabes originaires de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Un porte-parole du ministère de la défense a déclaré qu'Abdel Aziz Chahin, autrefois responsable du Fatah à Hébron (Cisjordanie), avait cherché à troubler l'ordre public dans les territoires occupés et en Israël même. La Cour suprême israélienne a rejeté un appel contre son expulsion, a-t-il ajouté. — *(Reuter.)*

● *Le patriarche melkite à Paris.* — Sa Béatitude Maximos V Hakim, chef spirituel de l'Eglise melkite (appelée aussi grecque-catholique, rite byzantin uni à Rome), qui compte environ un million de fidèles au Proche-Orient, notamment au Liban, a commencé, dimanche 17 février, à Paris, une tournée à l'étranger. Il devait s'entretenir, ce lundi, avec M. Dumas, ministre des relations extérieures. Il sera reçu, mardi, par M. Mitterrand.

UN APPEL DE MOHAMMED ALI

Beyrouth *(AP)*. — L'ancien champion de boxe poids lourd, Mohammed Ali, alias Cassius Clay, a lancé un appel dimanche 17 février pour la libération des quatre Américains et du diplomate saoudien détenus en otage, mais il a annoncé qu'il rentrerait aux Etats-Unis sans tenter de trouver les ravisseurs.

L'ancien champion, converti à l'islam en 1964, était arrivé à Beyrouth samedi dans l'espoir d'obtenir la libération des cinq personnes, toutes enlevées l'année dernière à Beyrouth-Ouest.

Mais il a dit avoir reconsidéré sa mission après avoir assisté à un service religieux dimanche après-midi dans une mosquée chiite de la banlieue sud de la capitale, *Beir-El-Abed*, et s'être entretenu avec plusieurs dirigeants religieux. « *Je m'en suis rendu compte après ma prière à la mosquée : pourquoi ceux qui détiennent les otages se feraient-ils connaître du public et viendraient-ils me voir pour libérer les otages ?* » Il a néanmoins lancé un appel aux ravisseurs pour qu'ils libèrent leurs otages.

A la mosquée de Beir-El-Abed, les fidèles avaient accueilli Cassius Clay en brandissant des portraits de l'imam Khomeiny et en criant en arabe « *Mort à l'Amérique, Mort à Israël, Allah est grand* ».

Saïda en fête

(Suite de la première page.)

Le premier ministre, M. Shimon Pérès aurait, dit-on, décidé de hâter le mouvement il y a une semaine après que la mort de quatre soldats *en l'espace de vingt-quatre heures* eut rappelé à tous le caractère plus que jamais dérisoire des sacrifices désormais consentis par Tsahal au Liban.

Samedi vers 6 heures, le dernier contingent de l'unité Golani qui campait sur les hauteurs de Saïda, la fameuse « *Tel Khara* » (en hébreu, la « *colline de la m...* ») reçut l'ordre de plier bagages en deux heures. Les hommes mirent du cœur à l'ouvrage car une heure plus tard, ils étaient prêts au départ.

Sur les cols proches de Jezzine, les bulldozers chassaient la neige, tandis que le gouvernement israélien informait de sa décision l'ambassade américaine à Tel-Aviv et les autorités de Beyrouth par l'entremise du quartier général de la Force des Nations unies au Liban du Sud (FINUL). A 11 h 07 (heure locale), les soldats israéliens dirent adieu à Saïda.

Kfar-Falous, à l'heure du déjeuner. Peu après le passage du convoi, arrivent dans deux Range-Rover, le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, le général Moshé Lévy, chef d'Etat-major, et le général Ori Orr, commandant de la « *région nord* » et responsable à ce titre des opérations au Liban. Habillé en civil, M. Rabin affirme, d'une voix enrouée, qu'Israéliens et Libanais ont « *coopéré à l'échelon local afin d'éviter un bain de sang* ». Deux hélicoptères Skyhawk viennent de passer dans le ciel. Un peu plus tôt, ils jetaient sur Saïda des milliers de tracts signés du général Orr et mettant en garde la population contre tout regain de « *terrorisme anti-israélien* ».

Le ministre de la défense éclate de rire en rappelant à un journaliste, à propos de la violation du repos sabbatique, sa mésaventure de 1977. Il avait alors, en tant que premier ministre, commis la fatale erreur d'accueillir sur une base militaire une escadrille d'avions F-15 quelques minutes après le début de sabbat. Les partis religieux, en mal de rébellion, saisirent ce prétexte pour renverser son gouvernement. La crise ouvrit la route du pouvoir au Likoud.

« *Cette fois,* note M. Rabin, *notre décision est conforme à la loi religieuse.* » Celle-ci accepte en effet une transgression de la trêve sabbatique, lorsque sont en jeu « *la vie ou la mort* ». N'est-ce pas le cas au Liban ? Plusieurs ministres religieux ont néanmoins protesté, dimanche, plutôt pour la forme, au cours du conseil hebdomadaire contre le « *sacrilège* » commis.

A 2 kilomètres de Kfar-Falous, la pancarte qui signalait en hébreu la *présence d'un camp militaire*, démonté quelques jours plus tôt, est déjà recouverte de peinture noire. L'endroit s'appelle Mashnaka. Cette ancienne base n'est plus qu'un vaste terre-plein où les blindés marquent une pause. Plusieurs soldats, dont un juif éthiopien, font la queue devant deux téléphones de campagne.

Le sergent Shavit Snir n'a que vingt ans et sert au Liban depuis dix semaines. Il vient de parler avec son père, qui habite le kibboutz Bet-Hashita, en Galilée, et lui a appris la mort *la veille au pays du Cèdre* d'un de ses meilleurs amis, tué en manipulant une mine. Pendant son séjour au Liban, Shavit a déjà essuyé trois attaques. Commentaire : « *Je suis trop jeune pour crever ici !* »

Une ligne de repli inconfortable

La première phase du retrait israélien du Liban s'est achevée ce week-end sans incident notable. Et *maintenant ?* L'*armée israélienne ne* contrôle plus que 2 300 kilomètres carrés, soit 22 % du territoire libanais (au lieu de 2 800 kilomètres carrés) où vivent environ 400 000 personnes réparties ainsi : 230 000 chiites, 70 000 chrétiens, 40 000 Palestiniens et 30 000 druzes. La première étape du repli n'a entraîné aucune réduction spectaculaire des effectifs mobilisés au Liban. Trois cents soldats seulement restaient dans la zone évacuée samedi.

Il est trop tôt pour savoir quand s'achèvera la deuxième phase du redéploiement. « *Dans trois mois* » selon le général Lévy. « *Dans dix à douze semaines* », selon le général Orr. C'est un ordre de grandeur. Une chose est sûre : le temps travaille contre les Israéliens, qui ont donc intérêt à accélérer les choses.

Israël s'attend, pour de nombreuses raisons, à une recrudescence des attaques contre son armée. Les adversaires de Tsahal vivent pour la plupart dans les zones restées sous son contrôle, où eurent lieu jusqu'ici deux attaques sur trois. « *La région est infestée de terroristes* », reconnaissait samedi M. Rabin. Les divers groupes libanais présents dans le sud ont intérêt à une telle escalade.

La nouvelle ligne, qui commence à l'embouchure de la rivière Litani, est inconfortable. Pour la première fois, les soldats stationneront, sans défenses fixes, au milieu d'une région chiite très hostile. Aucun obstacle naturel n'empêchera plus les infiltrations. La capture des assaillants sera beaucoup plus difficile dans une région rocailleuse propice aux attentats.

« *Nous protégerons au mieux la vie de nos soldats* », assure M. Rabin. Comment ? En multipliant les opérations-surprises, les contrôles routiers, les patrouilles à pied, en limitant au minimum le trafic automobile, en stoppant la circulation du nord au sud. Assurément, pour les soldats israéliens restés au Liban, les mois qui viennent ne s'annoncent pas roses.

« *Et quand tout sera fini,* observe amèrement *Al Hamishmar*, journal du Mapam (opposition de gauche), *il n'y aura ni albums de photos ni chansons héroïques, mais seulement le silence pesant d'une nation faisant son examen de conscience en se demandant comment elle a pu abandonner son destin à des va-t'en-guerre.* »

J.-P. LANGELLIER.

A LA VEILLE DES CONVERSATIONS AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES DE VIENNE

Un rapprochement se précise entre Washington et Damas

De notre correspondant

Washington. — Les deux journées de conversations soviéto-américaines sur le Proche-Orient qui doivent s'ouvrir le mardi 19 février à Vienne ont été précédées de gestes de bonne volonté entres les Etats-Unis et la Syrie. Cette détente dans les relations entre deux pays qui étaient, il y a à peine plus d'un an, au bord d'un affrontement militaire direct au Liban ajoute un nouvel élément — de taille, car il n'est pas de règlement régional possible sans l'aval de Damas — au remaniement en cours de la donne proche-orientale.

Le premier signe de cette amélioration des rapports américano-syriens est venu de Washington lorsque le porte-parole du département que le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a réaffirmé, le mercredi 13 février, que l'application de la résolution 242 de l'ONU, qui appelle à la restitution des territoires occupés par Israël en échange de sa reconnaissance par les pays arabes, devait aux yeux des Etats-Unis concerner non seulement la Cisjordanie mais aussi les hauteurs du Golan.

Il s'agit là d'une position connue de Washington, qui avait condamné l'annexion du Golan par Israël en décembre 1981. Mais sa confirmation deux jours après que M. Arafat et le roi Hussein se furent mis d'accord avec l'appui de l'Egypte et de l'Arabie saoudite pour œuvrer ensemble dans l'esprit de cette même résolution 242 a valeur d'une garantie américaine donnée à la Syrie. De cette manière, les Etats-Unis ont fait savoir au président Assad qu'ils savaient que Damas n'accepterait jamais une tentative de règlement ignorant les droits syriens sur le Golan et avait les moyens de s'y opposer.

M. Reagan a téléphoné à M. Asad

Ce signal n'a pas empêché la Syrie de condamner vigoureusement l'accord conclu entre le roi Hussein et M. Arafat, mais trente-six heures après qu'il eut été émis l'un des cinq Américains enlevés, l'année passée, à Beyrouth, M. Jeremy Levin, correspondant de la chaîne de télévision CNN, *retrouvait la liberté*. M. Levin s'est-il purement et simplement échappé comme il le dit, et apparemment le pense ? Ses gardiens lui ont-ils, au contraire, donné la possibilité de le faire grâce à une négligence délibérée ? L'une ou l'autre thèse peut se défendre, et certains responsables américains penchent en privé vers la seconde.

Mais l'essentiel est que M. Levin, ayant trouvé refuge auprès de l'armée syrienne présente dans la plaine de la Bekaa, où il était détenu, a été sans délai transféré à Damas et remis à l'ambassade américaine.

Loin de s'interroger publiquement sur le rôle de la Syrie dans cette affaire, le département d'Etat l'a qualifié de « *positif* ». Samedi soir, M. Reagan lui-même appelait le président Assad au téléphone pour le féliciter de sa réélection il y a une semaine à la tête de l'Etat syrien, le remercier de l'apport de son pays à la libération de M. Levin et exprimer l'espoir que de semblables efforts permettront celle des quatre autres ressortissants américains qui seraient entre les mains des mêmes mystérieux terroristes ayant revendiqué l'attentat commis en 1983 contre les « marines » à Beyrouth.

A la veille des conversations soviéto-américaines, dont Washington s'évertue à affirmer qu'elles *n'iront pas au-delà d'un simple* échange de vues, les choses ont donc beaucoup plus bougé qu'on ne veut bien le dire. Outre l'ébauche d'un front formé par M. Arafat avec les capitales arabes pro-américaines en faveur d'un début d'ouverture vers Israël, une amorce de rapprochement américano-syrien s'esquisse et s'ajoute aux possibilités que le dirigeant palestinien et le roi Hussein ont offertes à l'URSS en demandant la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

BERNARD GUETTA.



ASIE

LA GUERRE DU CAMBODGE

La chute de Phnom-Malai est pour le Vietnam une victoire plus politique que militaire

nous déclare le prince Sihanouk

Après avoir occupé, la semaine dernière, le quartier général des Khmers rouges à Phnom-Malai, à proximité de la frontière thaïlandaise, les forces vietnamiennes ont entrepris des opérations contre les repères de leurs adversaires dans la chaîne des Cardamones (Sud-Ouest cambodgien).

En Thaïlande, l'armée a commencé, le dimanche 17 février, à déplacer vers l'intérieur du pays quelque quarante mille civils cambodgiens qui ont fui les combats de ces derniers jours.

Sur la frontière sino-vietnamienne, quatorze civils vietnamiens ont été tués par des obus chinois les 15 et 16 février, a affirmé, samedi, l'agence vietnamienne de presse VNA. Mais rien n'indique qu'une offensive chinoise soit en préparation à Kunming, quartier général de la région militaire sud-ouest, selon un envoyé spécial de l'AFP.

Correspondance

Bangkok. — La prise, par les troupes vietnamiennes, de la zone de Phnom-Malai représente pour Hanoï une incontestable victoire politique, estime le prince Sihanouk. « *Venant après la chute de la plupart des camps frontaliers du Front national de libération du peuple khmer, les récents succès vietnamiens peuvent facilement donner l'impression au monde que la résistance est bel et bien liquidée* », nous dit-il. En revanche, sur le plan militaire, le prince, qui nous a reçu samedi dans la résidence qu'il occupe à une centaine de kilomètres de Bangkok, estime que « *rien n'est dit* ».

La plupart des observateurs sont en effet d'accord pour penser que les pertes subies par les Khmers rouges au cours de cette offensive, qui a duré plus d'un mois, sont relativement légères et que les quelques milliers de soldats présents à Phnom-Malai ont réussi à se disperser à l'intérieur du pays.

Le prince a relevé que la Chine allait très prochainement effectuer une nouvelle livraison d'armes aux nationalistes cambodgiens. Commentant la récente déclaration des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN (1), qui, réunis la semaine dernière dans la capitale thaïlandaise, avaient prié les Etats-Unis de fournir, eux aussi, des armes à la résistance non communiste, le prince Sihanouk nous a dit : « *J'ai l'impression que le président Reagan n'y est pas opposé ; il suffit de voir ce qui se passe en Amérique latine. Mais il est clair que le Congrès est actuellement contre tout engagement de type militaire en Asie du Sud-Est. Pour ce qui est des forces de l'Armée nationale sihanoukiste (ANS), nous n'avons du reste pas besoin d'armes supplémentaires.* »

Selon le prince, l'ANS compterait aujourd'hui quelque dix mille hommes armés. Deux ou trois mille autres seraient à l'entraînement, « *et nous disposons déjà d'armes en quantité suffisante pour les équiper* ». Tout comme M. Son Sann, (FNLPK, Front national de libération du peuple khmer), le prince Sihanouk a vivement encouragé ses hommes à se comporter en guérilleros. « *Ce sont, du reste, les Vietnamiens eux-mêmes qui nous obligent à adopter ce genre de tactique.* »

« *Ce que nous devons faire, c'est mettre sur pied des petites bases, ne plus répéter l'erreur de concentrer nos soldats dans ces grands camps frontaliers qui ne demandent qu'à être attaqués... et détruits. Les Vietnamiens ne peuvent être partout au Cambodge. Il y a de vastes zones où ils ne pénètrent pratiquement pas. C'est là que nous devons nous installer. Dans la jungle, dans les forêts, dans les montagnes* », dit-il.

C'est, en fait, déjà le cas de l'Armée nationale du Kampuchéa démocratique (ANKD), qui a récemment déplacé son quartier général dans les Cardamones et qui dispose d'un réseau de bases et de caches jusque dans les provinces limitrophes du Vietnam. Des éléments des 4e, 330e et 339e divisions de l'armée populaire du Vietnam font d'ailleurs mouvement vers les Cardamones.

Seules jusqu'à présent les bases sihanoukistes n'ont pas été attaquées. « *En bonne logique, elles devraient l'être tôt ou tard* », commente le prince. « *Mais on pourrait aussi concevoir que, pour des raisons politiques, le Vietnam s'abstienne.*

Peut-être pour laisser la porte ouverte à d'éventuelles négociations, peut-être simplement pour jeter la suspicion dans les rangs de la résistance nationaliste. Plusieurs personnalités du FLNPK m'accusent d'avoir conclu un accord secret avec Hanoï. C'est absolument faux. Je vous jure que je n'ai rencontré ni les Vietnamiens ni M. Hun Sen lors de son passage à Paris en décembre dernier », nous a-t-il déclaré, en ajoutant : « *Je ne puis tout de même pas prier le Vietnam d'attaquer les sihanoukistes simplement pour prouver ma bonne foi.* »

JACQUES BEKAERT.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

Discrétion à Pékin

De notre correspondant

Pékin. — La Chine a réagi avec la plus grande modération apparente et avec discrétion à la chute de la base khmère de Phnom-Malai, à la frontière khméro-thaïlandaise. Pékin savait déjà depuis plusieurs jours que les Khmers rouges avaient décidé d'abandonner la base sans combattre et de se replier ailleurs au Cambodge. Les Chinois savaient égalemnt que Moscou avait demandé très fermement à son allié vietnamien d'éviter toute violation massive de la frontière thaïlandaise. C'est donc par un petit encadré à la « une » du *Quotidien du peuple* que la nouvelle a été annoncée.

Pékin a beau dire que cette retraite en bon ordre constitue une défaite pour Hanoï, qui n'a pas réussi à anéantir la résistance, il ne s'agit pas moins d'un sévère revers pour la Chine. Ses protégés khmers rouges ont été, une fois de plus, incapables de faire face à une puissance de feu massive vietnamienne. Mais, lors de la guerre contre le régime Lon-Nol, soutenu par l'aviation américaine, les Khmers rouges avaient fait preuve d'une toute autre agressivité. Ce ne sont pas les opérations de commandos à l'intérieur du pays qui ont changé l'équilibre des forces ; elles n'ont, d'ailleurs, guère gêné l'offensive vietnamienne.

La Chine a aussi montré qu'elle n'était pas capable, contrairement à ses déclarations, de venir en aide à son allié thaïlandais menacé par la présence massive de troupes vietnamiennes à sa frontière. Les violents bombardements et les coups d'épingle donnés le long de la frontière sino-vietnamienne par l'armée chinoise, s'ils irritent Hanoï, ne sont toujours pas en mesure de faire céder des dirigeants endurcis par cinquante années de combats.

Il faut donc, pour le moment, se contenter de déclarations de circonstances. Le *Quotidien du peuple* affirme ainsi que l'offensive vietnamienne est un « *combat désespéré et voué à l'échec* ». Il minimise l'impact causé par la perte de plusieurs camps. *Le China Daily* titre ce lundi à la « une » que « *la guérilla khmère attaque les Vietnamiens sur leurs arrières* ». Les Chinois espèrent que cet échec de la résistance la convaincra enfin de s'implanter davantage à l'intérieur du Cambodge.

A la veille des congés de la Fête du printemps — le Nouvel An chinois, le 20 février, — on ne croit guère à l'imminence d'une « *seconde leçon* » chinoise, car les dirigeants de Pékin souhaitent que cette fête soit le symbole de la prospérité retrouvée. L'effet de surprise ne doit cependant pas être exclu.

Ensuite, toutes les options restent ouvertes. Le secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, s'est rendu à la frontière vietnamienne la semaine dernière, alors que les combats faisaient rage au Cambodge. « *C'est une politique importante de la Chine que de repousser la menace causée par les autorités vietnamiennes contre la sécurité de ses régions frontières et de sauvegarder la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. A aucun moment nous ne fléchirons* », a-t-il déclaré à cette occasion.

Pour le moment, les deux armées se préparent à passer le réveillon sur le pied de guerre, tandis que les stratèges chinois ruminent ce problème : comment infliger à coup sûr et sans trop de pertes, à une armée mieux équipée et plus aguerrie, une « seconde leçon » plus efficace que la première ?

PATRICE DE BEER.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

COUP DE THÉATRE AU PROCÈS DE NEW-YORK

Le général Westmoreland retire sa plainte en diffamation contre la chaîne CBS

Coup de théâtre dans le procès qui opposait depuis le 9 octobre dernier devant un tribunal de New-York le général Westmoreland à la chaîne de télévision CBS : à la suite d'un accord entre les deux parties, CBS a annoncé, dimanche 17 février, que l'ancien commandant en chef des forces américaines au Vietnam (1964-1968) retirait sa plainte en diffamation.

Les dirigeants de la chaîne CBS devaient apporter des précisions sur cet épilogue au cours d'une conférence de presse, lundi. Selon des informations publiées par le *New York Times* et la chaîne de télévision CNN, le général renoncerait à sa demande de dommages intérêts d'un montant de 120 millions de dollars et CBS, pour sa part, ne désavouerait pas les auteurs du documentaire de quatre-vingt-dix minutes, diffusé en 1982 sous le titre : « Les ennemis non recensés : tromperie au Vietnam » et qui avait été à l'origine de l'action de M. Westmoreland. Les deux parties reconnaîtraient que le procès s'est déroulé, jusqu'à la date de son interruption, dans des conditions correctes.

L'abandon de sa plainte par le général Westmoreland apparaît clairement comme une victoire de CBS tant sur le plan moral que sur le fond du dossier. L'ancien commandant américain au Vietnam avait, en effet, justifié sa démarche devant le tribunal en déclarant qu'il s'était senti « *humilié* » par les accusations des auteurs du documentaire d'avoir délibérément sousestimé la force réelle des effectifs vietcongs engagés face aux GI's pendant la guerre du Vietnam (*le Monde* des 9 octobre et 21 novembre 1984). Or plusieurs témoignages-clés d'anciens officiers de renseignements américains, ayant agi sous les ordres du général Westmoreland, ont, au cours des deux dernières semaines, conforté la thèse défendue par CBS.

En particulier, les déclarations faites, le 6 février, par le général Joseph McChristian, ancien chef des services de renseignement à Saigon pendant la période incriminée, aujourd'hui à la retraite, ont porté un coup sévère à la défense de son ancien patron.

Devant le tribunal, le témoin a affirmé avoir présenté au général Westmoreland, en mai 1977, un rapport lui proposant de quasiment doubler les estimations de troupes ennemies, les faisant ainsi passer de 300 000 à près de 600 000. Le commandant en chef américain, après avoir pris connaissance du document, aurait déclaré à son subordonné : « *Si j'envoyais ce télégramme à Washington, cela provoquerait une bombe politique.* »

A la suite de ce témoignage et de ceux de deux autres importants officiers de renseignement, la semaine dernière, allant dans le même sens, les avocats de M. Westmoreland auraient conseillé à leur client d'arrêter ses poursuites, ses chances de succès étant désormais considérablement réduites.

M. L.

A TRAVERS LE MONDE

Inde

• LA TRAGÉDIE DE BHOPAL. — Près de 25 % des bébés nés de mères qui avaient été exposées aux fuites de gaz toxique de l'usine de l'Union Carbide, à Bhopal, sont morts peu après leur naissance, a rapporté, dimanche 17 février, le *Hindustan Times*. D'autre part, le docteur Iswar Das, membre du gouvernement du Madhya Pradesh, a accusé le groupe américain de ne pas vouloir transmettre certaines informations nécessaires au traitement des victimes de la catastrophe de décembre dernier. Enfin, sur place, plus de mille personnes ont manifesté, samedi, pour obtenir la fermeture de l'usine. — *(AFP, AP.)*

République sud-africaine

• POURSUITES ABANDONNÉES CONTRE Mgr HURLEY. — Les autorités de Pretoria ont renoncé à poursuivre Mgr Denis Hurley, soixante-neuf ans, primat de l'Eglise catholique sud-africaine, qui était accusé d'avoir faussement accusé la police de brutalités, il y a deux ans, au cours d'une conférence de presse. Mgr Hurley, une personnalité de la lutte anti-apartheid, avait dit qu'il se félicitait de son procès car « *beaucoup de vilaines choses y seront révélées* ». Selon le procureur régional, une enquête a établi que les accusations reposaient sur des ouï-dire et le parquet a décidé de ne pas poursuivre l'affaire. — *(AP.)*

AVANT LES ÉLECTIONS DU 31 MARS AU SALVADOR

L'alliance de la droite avec l'extrême droite met le président Duarte en position difficile

De notre envoyé spécial

San-José-de-Costa-Rica. — L'ARENA, la formation d'extrême droite salvadorienne durement touchée par la victoire de Jose-Napoleon Duarte à l'élection présidentielle de mai 1984, a retrouvé tout son punch. Elle dénonce haut et fort la « *trahison* » de Duarte qui a engagé en octobre un dialogue avec la guérilla et a suscité de « *faux expoirs de paix* ». Le chef de l'ARENA, le major Roberto d'Aubuisson poursuit, avec succès, sa tournée des popotes pour encourager des militaires, déjà réticents, à ne plus soutenir la politique de pacification par la négociation engagée par le président. Des groupuscules, encore plus à droite que l'ARENA, lancent carrément des appels « *à la dissolution des partis par l'armée* ».

Sur le terrain, l'armée est une nouvelle fois repartie à l'assaut des positions tenues par les insurgés du Front Farabundo-Marti. Plus que jamais, il apparaît que la mort, juste après la rencontre de La Palma entre M. Duarte et la guérilla, du lieutenant-colonel Domingo Monterrosa, a fait pencher la balance du côté des adversaires du dialogue. C'est le colonel Ochoa, commandant en chef des opérations dans le Nord du pays, qui a maintenant la vedette. Ses unités d'élite ont sur ordre symboliquement réoccupé La Palma, où la guérilla se déplacait à peu près librement.

Dans le Chalatenango, l'un des fiefs des insurgés, la population civile est de nouveau prise entre deux feux et le colonel Ochoa accélère la formation de groupes d'« autodéfense civile » sur le modèle de ceux qui, au Guatemala, servent de « tampons » entre les forces armées et la guérilla.

Relance des opérations militaires, assorties d'un programme d'action « psychologique », escalade de la violence politique dans les villes et les campagnes : les Escadrons de la mort ont recommencé leurs actions punitives après une période de relative discrétion. Selon les services juridiques de l'archevêché de San-Salvador, le nombre des victimes de la violence politique a doublé de décembre à janvier. L'approche des élections législatives, d'abord fixées au 17 mars puis reportées au 31 mars, n'est pas étrangère à cette recrudescence de meurtres politiques. Des fonctionnaires du gouvernement, des partisans de la démocratie chrétienne, des dirigeants syndicaux, mais également des notables de l'ARENA ont été froidement abattus ces dernières semaines par des tueurs à gages.

Coup dur pour M. Duarte qui doit absolument remporter ces élections s'il veut avoir quelque chance de poursuivre son programme de « *lutte contre la violence de tous bords* » et de « *pacification* » du pays : l'ARENA et le Parti de conciliation nationale (PCN) de « Chachi » Guerrero (qui s'était rapproché du dirigeant démocrate-chrétien après sa victoire de mai 1984) ont décidé d'aller ensemble à la bataille électorale de mars. Il s'agira d'élire les soixante députés de la nouvelle Assemblée ainsi que les deux cent trente et un maires. L'alliance avec l'extrême droite ruine à peu près certainement les espoirs de la démocratie chrétienne de conquérir la majorité.

L'actuelle Assemblée nationale est dominée par la droite et l'extrême droite. La prochaine risque de l'être encore davantage puisque la Cour suprême — en majorité hostile au président — a rejeté le véto que ce dernier avait opposé à la loi martiale. Les nouvelles dispositions favorisent les adversaires regroupée de la démocratie chrétienne.

Huit mois après son élection triomphale à la présidence — et quatre mois seulement après la rencontre de La Palma, — M. Duarte doit constater avec amertume que sa marge de manœuvre est de plus en plus réduite. Les critiques fusent de toutes parts, dans la classe politique, dans les milieux d'affaires. Les réserves de l'armée à l'égard d'une véritable négociation avec le Front Farabundo-Marti (qu'elle espère maintenant vaincre sur le terrain grâce à une assistance militaire américaine plus importante et plus sophistiquée) sont de plus en plus fortes. Seule, l'Eglise, qui a joué le rôle difficile du médiateur au cours des deux premières rencontres entre les autorités et les représentants de la guérilla, s'évertue à réclamer une relance du dialogue. « *C'est le seul chemin qui mène à la paix* », affirme Mgr Rivera Y Damas, archevêque de San-Salvador.

La rencontre de La Palma était spectaculaire et symbolique. Mais le fond n'avait pas été réellement abordé, le programme de règlement politique « maximaliste » présenté par la guérilla à la seconde rencontre — celle d'Ayagualo en novembre, — a fait l'effet d'une douche froide sur les conseillers de M. Duarte, eux-mêmes peu enclins à proposer une troisième rencontre avant les élections du 31 mars. « *Dans le contexte actuel*, disent-ils, *ce serait du suicide.* » Mais ils n'excluent pas une initiative du président pour tenter de reprendre un avantage, si faible soit-il, avant l'échéance de mars.

MARCEL NIEDERGANG.

Les dirigeants de la guérilla souhaitent une reprise du dialogue

Très préoccupés par ce qu'ils qualifient de « *rapide détérioration de la situation au Salvador* », les dirigeants de la guérilla ont fait parvenir une « lettre privée » au président Duarte pour lui proposer un échange de vues « *afin de préparer très sérieusement la troisième rencontre entre les autorités salvadoriennes et les représentants du FDR et du Front Farabundo Marti* ».

Ils sont cependant conscients que l'organisation d'un troisième rendez-vous avant les élections générales du 31 mars est hautement improbable. Selon eux, M. Duarte « *a littéralement le dos au mur et il subit un véritable harcèlement tant des autorités judiciaires que de l'Assemblée législative et des forces armées. (...) Une victoire de la droite et de l'extrême droite aux élections du 31 mars risquerait de rendre encore plus difficile une reprise du dialogue pour la paix* ».

Les dirigeants de la guérilla affirment que l'armée salvadorienne ne peut pas, même avec une aide accrue des Etats-Unis, venir à bout de la guérilla. Ils précisent cependant n'être capables de tenir encore que deux ans, ce qui implique que leurs difficultés sont de plus en plus grandes. (Il semble, en particulier, que les dirigeants sandinistes leur mesurent très chichement une assistance qui a été, dans les premières années, généreuse.)

Bien qu'ils donnent l'impression de vouloir faire quelque chose pour venir en aide à M. Duarte, puisque leur but immédiat est la reprise du dialogue, les représentants de la guérilla maintiennent apparemment les revendications présentées lors de la rencontre de novembre (un plan de règlement politique en trois points) et qui prévoient *in fine* « *une participation au gouvernement, ne serait-ce que sous la forme d'un ministre sans portefeuille* ». Une perspective qui a irrité les conseillers de M. Duarte (« *Ils réclament toujours le partage du pouvoir* »).

Les responsables du Front jugent cette réaction excessive, car « *cette hypothèse n'est envisagée que dans la phase ultime du processus de pacification* ».

M. N.

Au


18, rue de l'Arcade, 75008 PARIS
Tél. : 265-42-63
ARABE LITTÉRAIRE MODERNE :
— Session extensive (tous niveaux) du 20 février au 30 juin 1985.
— Sessions intensives (pour débutants) 300 h agréées par l'État durant 10 semaines à compter des 25 février, 11 avril, 13 mai 1985.
ANGLAIS : Sessions intensives 240 h agréées par l'État (très bonnes bases requises) durant 8 semaines à compter du 25 février ou du 6 mai 1985.



9 h 30 à 19 h - Tél. 501.66.39

هكذا من الأصل

مكرر من الاصل

à Pékin

R
droite
ifficile

ASIE

L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE ET LE COMMERCE FRANCO-INDIEN

15 milliards de francs de contrats en balance

Huit contrats pour 15 milliards de francs. Voilà en gros ce que la découverte des activités clandestines du colonel Alain Bolley pourrait coûter dans un premier temps à l'industrie française, civile et militaire en Inde. Une somme dont le paiement s'échelonnerait bien entendu sur plusieurs années et qui représente cinq *fois* la valeur des ventes françaises à l'Inde en 1984.

De notre correspondant

New-Delhi. – Ces huit contrats, qui sont à des stades plus ou moins avancés de discussions, devaient être conclus avec la France d'ici quelques semaines, ou quelques mois. Les délais indiens ne sont jamais très précis et les « urgences » souvent très relatives...

Ainsi il y a six ans que l'armée indienne réclame à cor et à cri des canons tractés de 155 millimètres ; un contrat fabuleux (400 pièces) d'environ 10 milliards de francs, pour lequel la fabrique d'armement de Bourges (FABE) dans le cadre du Groupement industriel de l'armement terrestre (GIAT) est, ou était, particulièrement bien placée. Les Autrichiens, les Suédois et le Royaume-Uni (en association avec l'Italie et l'Allemagne de l'Ouest) offrent un canon similaire, mais, selon le patron de l'artillerie indienne lui-même, le général J.-R. Malhotra, *« l'engin français est le meilleur »*.

Cette constatation, qui faisait suite à des rumeurs persistantes et des fuites habilement répercutées dans la presse, selon lesquelles le canon autrichien avait la faveur des grands « décideurs » politiques indiens – à défaut de celle des militaires, – date du 12 janvier 1985. La tourmente d'espionnite, qui devait provoquer la « mutation » à Paris de l'ambassadeur de France en Inde, commença de souffler sur la capitale deux semaines plus tard. Depuis, on dit que les Britanniques, qui semblaient hors course, sont revenus très forts et talonnent les Autrichiens...

Autres contrats sur lesquels Français et Britanniques s'affrontent : la livraison de systèmes de lance-missiles pour équiper dix ou vingt appareils Dornier (ouest-allemands) parmi les cent cinquante qui sont en préparation d'assemblage en Inde. Thomson offre un radar de guidage, l'Aérospatiale le missile AS 15 TT. Montant du contrat : 200 millions de francs, avec à la clé l'espoir d'équiper d'autres avions. *« Les besoins de l'armée de l'air indienne sont énormes »*, affirme un connaisseur.

Les hélicoptères Dauphin

L'Inde a acheté, en 1983, quarante Mirage 2000 – les deux premiers seront livrés incessamment, – mais l'offre d'en assembler une centaine de plus localement a été déclinée. Reste que Delhi songe ou songeait à acquérir une dizaine d'appareils supplémentaires de manière à parer toute défaillance des quarante premiers. Des conversations étaient en cours à ce sujet avec Dassault ; elles sont, dit-on, revenues au point mort.

Voilà pour les contrats militaires. Du côté des affaires civiles, l'acquisition par Indian Airlines d'une demi-douzaine d'Airbus (pour 2,5 milliards de francs, dont 40 % pour la part française) est ou était en bonne voie. Mais le contrat définitif n'est pas encore signé car le montage du financement n'est pas terminé. Affaire à suivre.

L'Aérospatiale, qui fut bien placée pour vendre vingt-sept hélicoptères Dauphin à l'Office indien des pétroles (pour 500 millions de francs environ), ne sait plus très bien non plus si l'affaire sera ou non conclue. Les Britanniques, qui offrent un appareil à la fois plus cher et nettement moins performant, auraient repris confiance : à échéance de quelques années, c'est un marché potentiel d'au moins deux cents appareils qui est en jeu.

L'affaire Bull, qui concerne la fabrication en Inde, sous licence française, de gros ordinateurs (pour 200 à 250 millions de francs), devait ou devrait sortir d'ici quelques jours. De même la fourniture à la Compagnie nationale productrice d'électricité (DESU) de six turbines à gaz par le groupe Alsthom pour environ 300 millions de francs. Et le même groupe, par l'entremise de la CGCE Alsthom, était ou demeure bien placé pour obtenir la part de génie civil dans la construction d'un barrage et d'une centrale au Cachemire (pour 2,5 milliards de francs environ). *Idem* pour la fourniture, d'ici quelques mois, de chaudières pour la centrale hydro-électrique par Sein Industries, autre filiale du groupe.

Enfin, le contrat d'assistance technique de cinq ans signé par la Compagnie française des pétroles (CFP) avec l'Office pétrolier indien (ONGC) expire le mois prochain. La CFP négocie depuis plusieurs mois sa reconduction pour cinq ans. C'est un contrat qui devrait rapporter autour d'un demi-milliard de francs sur cette période. Comme les Charbonnages de France qui s'apprêtaient à signer un accord d'ingénierie avec leur équivalent indien pour la mise en valeur de certaines mines locales, toutes les sociétés citées plus haut ignorent quel sera leur sort. Certaines, par les conditions exceptionnelles qu'elles offrent à leurs interlocuteurs ou par la qualité supérieure de leurs produits, demeurent confiantes. D'autres sont plus inquiètes et craignent d'avoir à payer non seulement les pots cassés par le colonel Bolley, mais aussi, peut-être, le déséquilibre persistant et grandissant au profit de Paris de la balance des échanges franco-indiens.

Ce déséquilibre s'est encore très fortement aggravé en 1984, la France ayant vendu pour 3,36 milliards de francs (+ 46 % sur l'exercice précédent) de matériels divers, tandis que la valeur des exportations indiennes vers l'Hexagone atteignait moins de 2 milliards (1,98 milliard, soit + 14,5 % seulement). Du coup, pour la première fois, l'Inde est devenue le second marché des produits français en Asie, derrière le Japon, et avant Hongkong. Cette situation gêne les industriels français. Le moins qu'on puisse dire est que l'affaire Bolley tombe politiquement à pic. New-Delhi, ce n'est un secret pour personne, se plaint en effet régulièrement de ne pas parvenir à pénétrer en France, les produits indiens étant souvent inadaptés et trop chers.

Les chiffres de 1984, habilement transmis à la presse, vont permettre aux deux partenaires de justifier d'éventuelles annulations de contrats par des considérations économiques et non pas politiques. A moins d'expliquer la percée des industriels français en Inde par la qualité du travail réalisé par le colonel Bolley...

PATRICE CLAUDE.

Afghanistan

Deux livres sur l'intervention soviétique

La bibliographie sur l'Afghanistan vient de s'enrichir coup sur coup de deux ouvrages, prolongeant ceux de Mike Barry (1) et de Jean-Christophe Victor (2). Il y a dans le monde francophone un intérêt exceptionnel pour l'Afghanistan et son peuple, de la part d'anciens coopérants ou scientifiques, qui ont tous l'expérience de séjours sur place avant et généralement aussi après l'intervention soviétique. Ils suivent l'évolution du conflit et en relatent les péripéties avec attention (3).

Réunissant les études de certains de ces observateurs, le premier livre, *Afghanistan, la colonisation impossible* (4), a pour propos de présenter la réalité afghane et y réussit largement. Le lecteur entrevoit en tout cas la complexité du pays et de sa société, au terme d'une présentation didactique étendue. Les auteurs n'ont, affirment-ils, *« nul* a priori *idéologique dans leur regard si ce n'est la volonté de respecter les faits et de les présenter dans toute leur richesse et leur diversité »*. Mais ils ne se placent bien entendu pas du point de vue de Kaboul, ni de celui de l'URSS ! Leur description a, dans l'ensemble, la rigueur d'un travail de chercheur sans les excès d'un essai politique. Et, en fin du compte, le lecteur n'a guère de peine à mesurer pourquoi les Soviétiques *n'ont pas la partie* facile en Afghanistan.

Cet ouvrage collectif servira sans doute de référence sur un sujet dont on n'a pas fini d'entendre parler. *Peuples d'Afghanistan*, de Bernard Dupaigne, souligne l'indépendance de ces populations chez lesquelles dominent les Pachtouns, que leurs *« incurables divisions empêchent de s'unir durablement »*. *« L'hétérogénéité sociale »* est mise en relief par Pierre et Micheline Centlivres, ainsi que le type de production agricole. Mais le souci de réforme – inspirée par le modèle soviétique – a creusé l'écart, disent ces auteurs, entre la société rurale, où les hommes portent haut l'esprit de liberté, et l'Etat, à l'égard duquel les paysans sont traditionnellement très méfiants. Un Etat dont, par ailleurs, Gilles Rossignol décrit la formation historique, ce qui tend à montrer que le pouvoir s'est isolé, coupé de ses racines traditionnelles. Olivier Roy analyse l'islam, dans la société et la résistance afghanes. Il relève notamment que *« les islamistes proviennent toujours du réseau scolaire gouvernemental et jamais des multiples madrasa « privées » qui formaient l'essentiel du clergé afghan »*. Et il affirme qu'il ne faut pas percevoir le mouvement islamique comme *« conservateur et extrémiste de droite »* alors qu'il a un côté *« révolutionnaire et réformiste »*, *« s'inspire de la conception étatique occidentale »* et fait même montre d'un *« progressisme social »*. Au reste, souligne-t-il, les mouvements de résistance sont très divisés entre *« réformistes »* et *« radicaux »* par des querelles à la fois idéologiques et stratégiques.

Jean-José Puig porte un regard plus général sur la résistance, *« miroir brisé »* de l'Etat afghan, et son lien avec le tissu social ; il dénie toute représentativité à une résistance de gauche (d'obédience nationaliste prochinoise) et estime, d'autre part, qu'une *« éventuelle soumission des Afghans au système soviétique n'a rien d'inéluctable »*. Etienne Gille-recherche, pour sa part, témoignages à l'appui, les racines du marxisme en Afghanistan, voulant démontrer que les communistes, déterminés et organisés, ont infiltré le régime Daoud, pour finalement chasser cet aristocrate républicain du pouvoir, en 1978, et faire le jeu de l'URSS. Selon lui, Hafizullah Amin avait signé son arrêt de mort en n'autorisant pas les troupes soviétiques à entrer, en 1979, en Afghanistan. Et *« le handicap, constitué par la haine anticommuniste et antisoviétique qui s'est développée dans tout l'Afghanistan, sera de toute manière difficile à surmonter »*. Enfin, Jacky Mathonnat dresse un bilan mitigé du développement de l'économie afghane *« impulsé de l'extérieur »*, avant la révolution d'avril 1978, la période postérieure restant, par la force des choses, largement encore dans l'ombre. Sa dépendance, dit-il, n'aurait eu rien d'alarmant si l'URSS n'avait eu des visées expansionnistes.

***

C'est, en revanche, un aspect de la pénétration soviétique qui est analysé en profondeur par Pierre Metge, dans *l'URSS en Afghanistan, de la coopération à l'occupation, 1947-1984* (5). Malgré sa présentation ingrate et son caractère tout à fait universitaire, ce cahier d'études stratégiques du CIRPES est d'une lecture accessible à un large public. L'auteur est, lui aussi, un bon connaisseur de la région. Son analyse prend quelque peu le contre-pied de la thèse en vigueur en Occident et qu'Etienne Gille, par exemple, résume par la *« volonté obstinée des Soviétiques de prendre le contrôle de leur voisin méridional »*. Au terme d'une recherche historique s'appuyant sur quasiment toutes les sources accessibles, il conclut que *« l'engagement soviétique apparaît plutôt comme le produit inévitable d'un processus qui, de coopération économique et militaire en intervention dans la vie politique, a conduit l'URSS à se ranger de plus en plus étroitement aux côtés d'un régime dont elle avait encouragé l'accession au pouvoir et qui se proclamait son ami »*.

Pierre Metge cherche à démontrer ainsi comment, abandonné par l'Occident, l'Afghanistan s'est placé dans l'orbite soviétique sous les régimes monarchique de Zheher Shah et républicain de Daoud. Et comment l'avènement d'une *« classe étatique »* a favorisé la prise du pouvoir par des communistes afghans qui ne sont pas passés par le moule idéologique soviétique. Pour lui, la révolution de 1978 a plutôt devancé une opération de répression (des communistes par Daoud) et, par la suite, les Soviétiques ont voulu persuader Taraki d'éliminer Amin. N'étant pas parvenus à cet objectif, ils se sont finalement chargés du travail eux-mêmes – lors de l'intervention militaire – mais n'ont jamais parfaitement maîtrisé l'enchaînement des événements à Kaboul. Au terme de ses recherches, l'auteur n'a pas trouvé confirmation de la thèse d'un *« plan d'absorption de l'Afghanistan »* par l'URSS et doute, par ailleurs, que celle-ci se soit engagée de plein gré dans le processus conduisant à l'affrontement actuel. Elle a été prise, selon lui, dans un *« engrenage »*.

Signalons enfin le dossier de *Problèmes politiques et sociaux*, constitué, pour la Documentation française, par Pierre Gentelle (nº 499 du 16 novembre 1984). Sous le titre *l'Afghanistan cinq ans après l'intervention soviétique*, on y trouve, outre une chronologie (1947-1984), de nombreux articles sur l'*« impossible révolution bourgeoise »*, les raisons de l'intervention soviétique, les origines, les composantes et difficultés de la résistance, et les implications régionales et mondiales du conflit.

GÉRARD VIRATELLE.

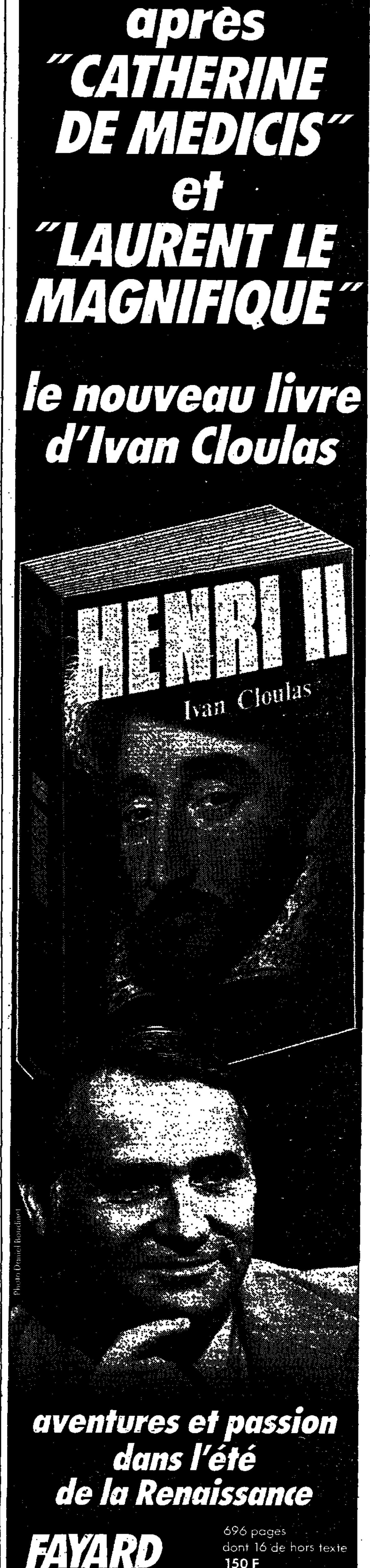
(1) *Afghanistan* « Petite Planète » Le Seuil ; et *le Royaume de l'insolence (la résistance afghane du Grand-Mogol à l'invasion soviétique*. Flammarion 305 p., 86 F (*le Monde* daté 30-31 décembre 1984).

(2) *La Cité des murmures : l'enjeu afghan*. J.-C. Lattès, 88 F.

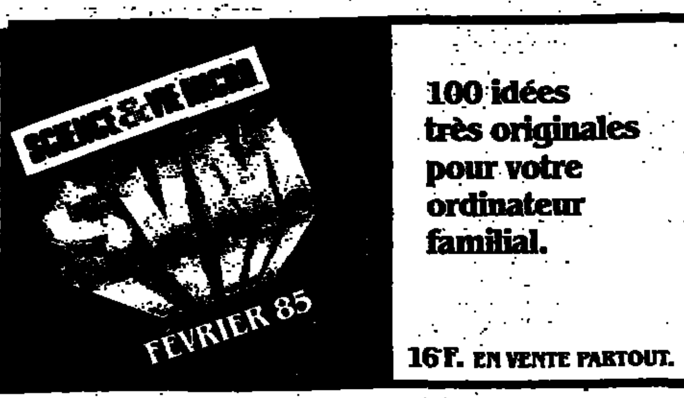
(3) Notamment dans *les Nouvelles d'Afghanistan*, édité par AFRANE (Amitié franco-afghane), BP 254 75 524 Paris Cedex 11, et *Défis afghans* revue du Bureau international Afghanistan (BIA), 24, rue de Chaligny, 75012 Paris.

(4) Cerf. 274 p., 70 F.

(5) Ed. Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques (CIRPES), 54, boulevard Raspail, 75006 Paris, 60 F.







CREA
Barnett
Chemisier Habilleur
OFFRE EXCEPTIONNELLE
1980

DIPLOMATIE

APRÈS LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

La crise de l'UNESCO apparaît plus aiguë que jamais

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni en session extraordinaire depuis le mardi 12 février pour examiner les conséquences du retrait américain de l'Organisation, a conclu ses travaux, dans la nuit de samedi à dimanche, sans être parvenu ni à dégager de nouvelles ressources (du moins en quantité suffisante), ni à réviser en baisse le programme d'action pour l'année à venir. Les membres du conseil, au nombre de cinquante, se sont contentés de confirmer leur souci de sauvegarder les activités de l'Organisation et de souhaiter que le « manque à gagner » provoqué par le retrait des Etats-Unis — qui fournissaient un quart du budget de l'UNESCO — puisse être compensé par la compression des frais de gestion et les contributions volontaires des Etats membres.

Les délégués se sont séparés, après une dernière séance marathon, sur un sentiment de grand pessimisme, et avec l'impression que l'avenir de l'Organisation était plus incertain que jamais.

Le succès enregistré en matière budgétaire est mince : au total, les contributions volontaires annoncées par certains États membres au cours de ce conseil extraordinaire atteignent à peine 6 millions de dollars, sur les 28 qui restaient à trouver (le directeur général, M. M'Bow, ayant annoncé que 15 des 43 millions manquants pourraient être épargnés en ne pourvoyant pas aux postes devenus vacants, et par d'autres économies sur la gestion). Les deux seules contributions vraiment importantes sont celles de l'Union soviétique (2 500 000 dollars) et de la France 2 millions).

Cette situation suscite évidemment une vive inquiétude au secrétariat de l'Organisation, à Paris. Le président de l'association du personnel de l'UNESCO, M. Bruno de Padirac, souhaitait prendre la parole à ce sujet devant le conseil exécutif; il en a été empêché.

Dans le texte de l'intervention qu'il comptait faire, il déplorait notamment que l'association n'ait pas été consultée au moment de la réalisation de l'étude présentée par M. M'Bow sur les conséquences du retrait américain. Il estimait que ce retrait appelait *« l'application d'un plan d'austérité réaliste et courageux »*, qui aurait notamment comporté l'arrêt de tout recrutement extérieur dès l'annonce des intentions américaines (période durant laquelle plus de deux cent soixante candidats ont été intégrés à l'Organisation).

« L'UNESCO ne pourra traverser la crise la plus difficile de son histoire qu'en s'appuyant sur son personnel, concluait M. de Padirac. *Le caractère hiérarchisé et centralisé du secrétariat n'a pas, jusqu'à présent, permis l'instauration d'une véritable participation. (...) Plus que responsable de la crise, le personnel en sera surtout la victime. »*

La stratégie de M. M'Bow a été mise en échec sur trois points. Il n'est plus question, comme il l'envisageait, de saisir la Cour internationale de justice de La Haye de son contentieux avec Washington, et d'obtenir de ses magistrats qu'ils obligent les Etats-Unis à verser leur cotisation pour 1985, bien qu'ils aient quitté l'UNESCO le 31 décembre 1984 après avoir respecté la procédure et le calendrier prévus.

Pas davantage, M. M'Bow n'a pu obtenir que les fonctionnaires américains soient les premiers révoqués — pour des raisons en principe strictement budgétaires — si des compressions de personnel deviennent indispensables. Il est vrai que cette disposition, soutenue par les Soviétiques, aurait constitué une dérogation, pour ne pas dire plus, aux règles de la fonction publique internationale, et que la réintégration de ces agents n'aurait pas été difficile à plaider à Genève.

M. M'Bow contre la presse et les diplomates

Enfin, le directeur général n'est pas parvenu à empêcher les Etats-Unis de disposer, comme les statuts leur en donnent le droit, d'une mission d'observation auprès de l'UNESCO. La controverse sur ce point était évidemment beaucoup plus que théorique. Un refus, s'il avait été confirmé, aurait achevé de creuser le fossé entre les Américains et l'Organisation.

En conservant une petite cellule diplomatique place de Fontenoy, les Etats-Unis demeurent au contraire présents, fût-ce par l'intermédiaire de témoins muets, dans une institution internationale où bon nombre de ses membres ne désespèrent pas de les voir revenir, y compris des pays qui ne sauraient passer pour des inconditionnels de Washington, comme la Chine.

D'une manière générale, M. M'Bow n'a pas réussi à couper les Américains des autres Occidentaux et d'un certain nombre de pays du tiers-monde. C'est même plutôt le contraire qui s'est produit. Les menaces de retrait, qui ne valent certes pas préavis officiel mais n'en sont pas moins significatives, se sont multipliées au fil de la semaine.

Le Japon, mais aussi le Canada, le Danemark, les Pays-Bas, la RFA, Singapour et d'autres encore ne cachent plus leurs « états d'âme ». En nombre de voix à l'assemblée générale, cela ne compte pas beaucoup; en termes budgétaires, après le retrait américain, de telles défections auraient un impact considérable. Quant à leur signification politique, elle serait probablement décisive pour l'avenir de l'UNESCO.

Comme dans d'autres phases de la controverse sur la gestion de M. M'Bow, l'attitude de ce dernier a involontairement fourni quelques arguments de poids à ses contempteurs. La violente diatribe du directeur général contre les journalistes (*le Monde* daté 17-18 février), accusés d'avoir *« déshonoré leur profession »* en publiant des articles critiques, a accentué le malaise de ceux des délégués occidentaux qui soutenaient encore M. M'Bow. Tout particulièrement de la part du « patron » d'une organisation internationale chargée, parmi d'autres choses, de défendre la liberté de l'information.

Quant à sa philippique contre les représentants permanents et les membres du conseil exécutif qui auraient, selon lui, été les *« informateurs »* de la presse, elle a laissé médusé un auditoire habitué à un peu plus d'égards diplomatiques pour les Etats qui font vivre l'UNESCO et pour leurs représentants.

Au terme de cette longue semaine de discours — où la France, une fois annoncée sa contribution exceptionnelle, est restée plutôt spectatrice, ce qui continue d'alimenter bien des spéculations, chez les Etats africains francophones en particulier, — non seulement la question budgétaire n'est pas résolue, mais elle est même en train de passer au second plan. C'est désormais de la survie même de l'UNESCO, et de tout ce qu'elle a incarné vaille que vaille depuis sa création, qu'il s'agit.

BERNARD BRIGOULEIX.

LA SEMAINE CULTURELLE IRANIENNE A ÉTÉ MARQUÉE PAR DEUX GRAVES INCIDENTS

La Semaine culturelle iranienne organisée du 11 au 15 février par la délégation de Téhéran à l'UNESCO, à Paris, a été marquée par de violents incidents entre contestataires et membres du service d'ordre iranien.

Jeudi 14 février en début de soirée, deux membres de l'Association des étudiants islamiques opposés au régime de Téhéran ont distribué des dossiers dénonçant la répression et la torture en Iran. Pris à partie par le service d'ordre qui avait été mis en place par la délégation iranienne, les deux opposants ont été sévèrement malmenés et blessés.

Vendredi, un militant du Parti communiste Toudeh qui distribuait dans la même salle des tracts protestant contre l'incident de la veille a été également malmené par les membres du service d'ordre et blessé d'un coup de couteau. Il a été hospitalisé à Laennec où il devait subir samedi matin une intervention chirurgicale.

Plusieurs organisations iraniennes, dont l'Association des écrivains iraniens en exil et l'Association des juristes démocrates iraniens, avaient protesté au début de la semaine contre la tenue de cette *« semaine culturelle »* dans des lettres adressées à M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, soulignant leur surprise de voir *« l'UNESCO coopérer de cette manière avec un régime qui se réclame des idéaux opposés aux siens »*.

AFRIQUE

UN AN APRÈS L'ACCORD DE LUSAKA

Les troupes sud-africaines occupent toujours le sud de l'Angola

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — Il y a un an, le 16 février, l'Afrique du Sud et l'Angola signaient à Lusaka (Zambie) un accord sur le retrait des troupes de Pretoria du Sud angolais et le contrôle par Luanda des infiltrations en Namibie des maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

Cette étape importante devait donner le coup d'envoi à une offensive diplomatique de Pretoria vers ses proches voisins puis en direction de l'Europe. L'opération a permis à l'Afrique du Sud de renouer le dialogue avec certains Etats de la ligne de front (Mozambique, Zimbabwe, Angola, Botswana, Zambie, Tanzanie) et cela par Américains interposés, mais elle n'a pas permis d'atteindre les objectifs proclamés.

Les troupes de Pretoria sont toujours stationnées à N'Giva à 35 kilomètres de la frontière namibienne à l'intérieur du territoire angolais. Le retrait aurait dû être achevé au 31 mars de l'an dernier. La commission conjointe mise sur pied à Lusaka et chargée de veiller à la bonne exécution du retrait ne s'est pas réunie depuis le 19 novembre dernier.

Les deux diplomates américains qui avaient pour mission de superviser l'évolution de la situation devaient officiellement quitter Windhoek (Namibie) le 15 février à la veille de l'anniversaire. Parce que le retrait est sur le point de s'achever, comme l'affirmait M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires africaines, lors de sa visite il y a à peine dix jours en Afrique du Sud ?

Manifestement, Washington presse Pretoria de faire un geste de bonne volonté, mais les Sud-Africains rechignent, mettant toujours en avant comme raison que les infiltrations de la SWAPO n'ont pas cessé et ont au contraire repris avec la saison des pluies. Cent trente maquisards auraient été tués depuis le début de l'année. De leur côté, les troupes sud-africaines ont perdu sept hommes.

Le dialogue s'est, d'autre part, développé entre les deux capitales à propos du cas de M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA (rébellion armée contre Luanda). Le 4 février, le chef de l'Etat angolais, M. Eduardo Dos Santos, affirmait sans ambages que l'UNITA était *« partie intégrante »* de l'armée sud-africaine, exécutant des *« missions militaires ordonnées par cette armée pour créer des difficultés »* au gouvernement angolais. M. Dos Santos ajoutait : *« Pretoria pense que tous les non-Blancs appartiennent à une race inférieure, incapables d'exercer pleinement leurs droits politiques et de diriger un Etat »*.

Ces propos ne sont pas ceux de la conciliation et sont parallèles à ceux tenus à la même époque par le président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, artisan du dialogue et apôtre déçu d'une paix négociée en Afrique australe.

Dans une interview au *Rand Daily Mail*, quotidien libéral de Johannesburg, M. Kaunda faisait part de son amertume en ces termes : *« Nous avons essayé de travailler ensemble, mais cela n'a rien donné. Réellement, quelles sont les raisons d'avoir de l'espoir ? Il n'y a aucune. Les faits parlent d'eux-mêmes. Nous avons espéré quelque chose, et rien ne s'est produit parce que l'Afrique du Sud n'a pas changé de la façon souhaitée. »*

Incontestablement, les lueurs d'espoir qui s'étaient allumées au printemps dernier n'ont guère persisté.

Un autre Etat de la ligne de front, le Botswana, a, au début du mois, annoncé qu'il craignait une invasion par les forces de l'Afrique du Sud et de l'un de ses bantoustans, le Bophuthatswana. Le président Quett Masire nous a déclaré prendre la menace très au sérieux. Une inquiétude née des reproches faits par l'Afrique du Sud au Botswana concernant les infiltrations à partir de ce pays de combattants de l'ANC (Congrès national africain). Le 13 février, une bombe détruisait à Gaborone la maison d'un journaliste sud-africain exilé proche de l'ANC. Dans la capitale de la petite république, on a clairement désigné la main de Pretoria derrière cet attentat qui a fait deux blessés.

Une tension renaissante

L'une des meilleures illustrations de cette tension renaissante en Afrique australe reste aussi, et surtout, la situation intérieure au Mozambique et les accusations de Maputo du non-respect par Pretoria des engagements signés à Nkomati le 16 mars dernier.

Une situation qui inquiète les américains qui craignent que M. Samora Machel soit contraint de resserrer les liens avec l'URSS pour conserver son pouvoir menacé par la déstabilisation de la RNM (Résistance nationale du Mozambique). Ils ont donc accordé une aide militaire *« limitée »* de 1 million de dollars pour preuve de leurs efforts en faveur d'un règlement du problème mozambicain. Néanmoins, M. Machel a, tout récemment encore, estimé que l'Afrique du Sud était *« incapable ou réticente »* à exécuter l'accord de Nkomati. Il a désigné chez son puissant voisin *« les forces ultraracistes et droitières qui cherchent à recoloniser le Mozambique à partir de l'Afrique du Sud »*.

M. Pik Botha, ministre des affaires étrangères, a admis qu'il y avait *« des éléments dans son pays qui ont procuré une assistance à la RNM sous une forme ou sous une autre »*, ajoutant qu'aucune preuve n'avait été apportée par Maputo d'un soutien officiel de l'Afrique du Sud. Cette déclaration a été faite peu après la réunion de la commission conjointe, le 8 février, au cours de laquelle M. Sergio Veira, ministre mozambicain de la sécurité nationale, a fourni des documents attestant de la violation des accords de Nkomati par l'Afrique du Sud. Ces documents sont en cours d'examen.

Si M. Botha reconnaît que des « éléments » pro-RNM sont basés en Afrique du Sud, il est également manifeste que certains responsables militaires et des hommes politiques de droite ont toujours du mal à accepter le pacte de non-agression et de bon voisinage signé entre les deux pays.

Un an après, certains Etats de la ligne de front ont le sentiment d'avoir une fois de plus été floués, et Pretoria a bien du mal à prouver sa bonne foi. Les Sud-Africains disposent, pour l'instant, d'une carte : le retrait des troupes d'Angola. Les Américains voudraient bien qu'ils l'abattent. L'avenir dira si M. Crocker a été suffisamment persuasif.

MICHEL BOLE-RICHARD.

EUROPE

Grèce

Athènes demande à l'OTAN de ne plus organiser de manœuvres en mer Egée

La Grèce a demandé à l'OTAN que les manœuvres de l'alliance dans l'Est méditerranéen n'aient plus lieu en mer Egée, a indiqué le 15 février à Athènes le ministre adjoint de la défense M. Antonis Drossoyannis. Elle propose que les exercices se déroulent en mer Ionienne et au sud-est d'une ligne Rhodes-Karpathos-Crète — soit totalement en dehors de l'espace maritime enserré entre la Turquie et son propre territoire. La demande a été soumise par écrit à l'OTAN et *« verbalement notifiée »* au commandant du flanc sud-est de l'OTAN, l'amiral américain William Small. La Grèce n'a pas reçu de réponse.

Le ministre a, d'autre part, confirmé que les forces helléniques ne participeront plus à des manœuvres alliées tant que des *« points de friction »* existeront avec la Turquie et que les problèmes de la Grèce par rapport à l'OTAN seront *« en suspend »* (1).

La décision grecque prend effet immédiatement, a poursuivi M. Drossoyannis ; c'est ainsi que le pays ne participera pas à un prochain exercice qui doit avoir lieu du 26 février au 13 mars.

L'administration américaine, d'autre part, est *« préoccupée »* par l'évolution récente de la position du gouvernement de M. Andréas Papandréou à propos de ses installations militaires en Grèce, a indiqué, le 15 février à Washington, un porte-parole du département d'Etat. Alors que l'accord de stationnement de quelque trois mille sept cents GIsur quatre grandes bases et une quinzaine d'autres établissements plus modestes avait été renouvelé en 1983, le premier ministre affirme désormais que le bail ne sera pas renouvelé en 1988 si son parti, le PASOK (socialiste), emporte les élections à la fin de cette année, rappellent les Etats-Unis.

Le 15 février, le *Washington Post* a annoncé que l'administration républicaine préparait des plans pour se retirer de Grèce en 1988. L'une des options à l'étude, selon le quotidien, serait le repli sur la Turquie. Sans confirmer officiellement cette information, un porte-parole du Pentagone a déclaré qu'il était *« évidemment de la plus élémentaire prudence d'envisager toutes les options »*.

En fait, les experts confirment que la perte des bases grecques serait un coup très dur pour le système de défense occidental. En particulier, la base aéro-navale de Souda, en Crète, est un des points d'escale les plus importants de la VIe flotte américaine en Méditerranée ; la base aérienne d'Hellénikon, près d'Athènes, accueille, pour sa part, les avions-espions SR 71 « Black Birds », outils indispensables du dispositif de surveillance de la mer Egée et du Proche-Orient.

Pour la prochaine année fiscale, le budget américain prévoit une stagnation (à 500 millions de dollars) de l'aide militaire à la Grèce, tandis que l'assistance à la Turquie augmenterait sensiblement (de 700 à 790 millions). — *(AFP, Reuter.)*

(1) Le contentieux gréco-turc porte en particulier sur le statut de certaines îles de souveraineté grecque, mais très proches de la côte turque. Athènes dénonce en particulier le fait que l'OTAN, lors de ses manœuvres, adopte une attitude ambiguë sur ce point — sans doute pour ne pas déplaire à Ankara, qui estime, par exemple, que l'île de Limnos, ne devrait pas, aux termes des traités internationaux concernant la région Sèvres et Montreux), être militarisée. Quant aux « problèmes de la Grèce avec l'OTAN », ils résultent, pour l'essentiel, de la promesse, faite par M. Papandréou durant sa campagne électorale de 1981, de réviser la situation de son pays dans l'alliance.

Pologne

M. Walesa réagit très fermement aux menaces du procureur

M. Lech Walesa a catégoriquement refusé de tenir compte des menaces formulées contre lui par le procureur de Gdansk, le samedi 16 février, et a réitéré le jour même l'appel à un arrêt de travail de quinze minutes, le 28 février, pour protester contre les projets de hausse des prix. Il a ajouté que cette action marquerait le début d'une *« contre-offensive »* de Solidarité.

M. Walesa avait été convoqué par le procureur à la suite de l'interpellation, le mercredi 13 février, de sept responsables de Solidarité qui participaient à ses côtés à une réunion consacrée à la préparation de cette action symbolique. Ces sept personnes sont sous le coup d'une instruction pour *« tentative de troubler l'ordre public »* — et trois d'entre elles, MM. Frasyniuk, Lis et Michnik, ont été emprisonnées (*le Monde* daté 17-18 février).

Le procureur a averti M. Walesa qu'il serait lui aussi l'objet de poursuites judiciaires s'il *« ne cessait pas ses activités »*. Le président élu de Solidarité a, selon ses propres dires, aussitôt rétorqué qu'il poursuivrait au contraire ces mêmes activités dès qu'il aurait quitté le bureau du procureur.

M. Walesa a publié ensuite un communiqué d'un ton particulièrement ferme, où il déclare notamment : *« Les autorités n'ont pas pu se saisir des membres de la TKK* (la direction clandestine du syndicat) ; *et elles n'ont pas eu le courage d'arrêter le président de Solidarité. Elles se sont vengées sur des militants qui ont toujours fourni les plus grandes preuves de combativité.* (Il s'agit de MM. Frasyniak, Lis et Michnik.) (...) *La répression augmente notre détermination. »*

Les « révélations » de M. Knapik

D'autre part, la télévision de Varsovie a fait état samedi soir du retour en Pologne d'un certain Jacek Knapik, ancien vice-président d'une Union des Polonais en Autriche. Selon la télévision de Varsovie, l'intéressé, qui a été présenté à l'antenne, aurait *« rapporté des documents importants et originaux sur le Bureau de coordination de Solidarité à Bruxelles »* (la principale représentation de Solidarité en Occident), et ces documents porteraient notamment sur les *« liens du bureau avec la TKK* (en Pologne) *et avec les centres de subversion et les services secrets occidentaux »*.

A Bruxelles, le bureau de Solidarité a déclaré tout ignorer de M. Knapik, et à Vienne, nous signale notre correspondante Waltraud Baryli, on indique dans les milieux polonais que le personnage en question avait disparu de Vienne depuis près d'un an et qu'il était l'objet d'une enquête pour détournement de fonds. Il s'agirait d'une somme de 100 000 schillings, (environ 45 000 francs) collectée auprès de certains Polonais résidant à Vienne pour leur permettre de suivre les cours d'une auto-école...

Belgique

A L'AUBE D'UNE ANNÉE ÉLECTORALE

Les socialistes francophones prônent le réalisme

De notre correspondant

Bruxelles. — Le Parti socialiste francophone, qui tenait son congrès à Bruxelles les samedi 16 et dimanche 17 février, a réélu M. Guy Spitaels à sa présidence. C'est le troisième mandat de M. Spitaels, qui depuis plusieurs années s'est efforcé d'engager le parti sur la voie du réalisme.

L'exemple de la gauche française a servi et, tout en dénonçant la faillite du gouvernement de coalition entre sociaux-chrétiens et libéraux, M. Spitaels a pris soin de ne pas promettre des miracles. *« Il n'y aura pas de grand jour »*, a-t-il dit, après la « nuit » du gouvernement Martens. Il n'a pas caché que, s'ils revenaient au pouvoir, les socialistes devraient maintenir la plupart des mesures d'austérité prises par l'actuel gouvernement et que leur marge de manœuvre serait étroite.

L'objectif des socialistes francophones en cette année électorale est de parvenir à sortir des tranchées de l'opposition. C'est pourquoi M. Spitaels s'efforce de mener une politique d'ouverture envers tous les « progressistes » bruxellois et wallons. Mais il s'est bien gardé, tout comme les autres dirigeants du parti, d'indiquer avec qui les socialistes comptent revenir au gouvernement, c'est-à-dire s'ils préféreraient faire alliance avec les sociaux-chrétiens ou avec les libéraux.

Paradoxalement, ils semblent entrevoir une meilleure chance de revenir au pouvoir en s'alliant avec les libéraux, bien que ceux-ci soient classés nettement à droite des sociaux-chrétiens. Il s'agirait dans ce cas de la résurrection d'une « alliance laïque » que la Belgique a déjà connue.

A propos de l'installation des missiles de croisière en Belgique, les socialistes francophones ne prennent pas position de façon catégorique. Contrairement aux socialistes flamands, résolument opposés au déploiement des euromissiles de l'OTAN, ils se contentent de demander un nouveau « moratoire » pour la mise en place de ces armes, afin de donner une « dernière chance » aux négociations américano-soviétiques.

JEAN WETZ.

Halte au
PICARD
GARANTI 5 ANS
3 350 F TTC
Sté S.P.P.
554.58.08
554.41.95

Djibouti

Les nomades sinistrés du camp d'As-Eyla guettent les premières pluies

De notre envoyé spécial

As-Eyla. — Un peu à l'écart du campement, des petits tas de pierres noires — *ici, la roche est volcanique,* — signalent les tombes d'enfants en bas âge enterrés à la sauvette. Les *tukuls* — huttes rondes pour les Afars et carrées pour les Issas — sont faits de nattes ou de chiffons posés sur des branches de bois mort. Vers midi, le soleil est brûlant. Des bidons vides, de toutes dimensions, sont alignés au pied d'une énorme bâche pleine d'eau, dans l'attente d'une distribution fatalement trop chiche. *« De quoi cuisiner, mais pas de quoi se laver »,* dit tristement le *docteur Aden, un médecin djiboutien.* Des enfants malingres, vêtus souvent d'un seul bout de tissu crasseux, traînent entre les *tukuls.* La prochaine distribution mensuelle de vivres aura lieu pendant le week-end, car les premiers camions chargés de sacs de céréales commencent à arriver. La précédente remonte au 14 janvier.

A 150 km au sud de Djibouti, pratiquement sur la frontière éthiopienne, As-Eyla offre le spectacle, désormais d'une terrible banalité, d'un camp de sinistrés de cette sécheresse qui ronge peu à peu, tel un cancer, la corne de l'Afrique. Ils sont environ 6 000, dont l'immense majorité sont venus de la rive éthiopienne du lac Abbé, qui s'étale à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'As-Eyla, à cheval sur la frontière entre l'Ethiopie et Djibouti. *« Vingt-quatre heures de marche pour un être valide, mais il leur a fallu quatre à cinq jours pour se traîner jusqu'ici, et beaucoup sont morts en arrivant »,* raconte M. Ali Malo, secrétaire exécutif de l'ONARS, l'Office national d'assistance aux réfugiés et sinistrés.

Les premiers sont arrivés à l'époque la plus chaude de l'année, l'été dernier. *« Au début,* poursuit M. Ali Malo, *il s'agissait de chefs de famille en quête de vivres. Nous avons créé un centre de distribution, afin qu'ils ne soient pas tentés de se fixer sur place. Ils repartaient chargés de nourriture. Nous avons ainsi ravitaillé 8 000 familles. Mais, assez vite, les hommes qui venaient n'avaient plus la force de retourner chez eux. Puis des familles entières se sont présentées. Vers la fin de l'année, nous avons été contraints d'ouvrir un camp pour les nourrir et les soigner. »* Ces affamés souffraient, comme partout ailleurs dans la région, de tous les maux de la sous-alimentation : diarrhée, vomissements, tuberculose, pneumonie et rougeole chez les enfants.

As-Eyla, en bordure du lit d'un oued et de ses nappes d'eau souterraines, est l'un des rares « jardins » de la petite République de Djibouti. 170 familles — de 1 000 à *1 200 personnes — s'y adonnent au* maraîchage. As-Eyla est également doté d'un petit gîte d'étape, qui vient d'être réaménagé pour les rares touristes attirés par les étonnantes cheminées d'où s'échappe la vapeur formée par les sources d'eau chaude du lac Abbé. Les sinistrés y ont été regroupés non loin des jardins, sur la piste qui conduit à Dikhil, le chef-lieu de district djiboutien le plus proche.

Quand le camp s'est formé, *tukul* contre *tukul,* la situation a failli tourner à la catastrophe. *« Les gens allaient chercher de l'eau dans l'oued,* rapporte le docteur Aden. *Diarrhées et vomissements se sont propagés. Nous avons très vite eu une soixantaine de morts au camp. Il y a eu également des victimes parmi la population locale. »* Les malades présentaient tous les symptômes du choléra, mais, selon M. Ali Malo, *« les analyses de laboratoire n'ont confirmé qu'un cas, dans un campement de nomades, à une quinzaine de kilomètres d'ici ».* Le choléra, fléau inavoué des affamés de toute la région.

Un manque cruel de moyens

Pour enrayer l'épidémie, les autorités ont pris un certain nombre de dispositions. Les *tukuls* ont été espacés. L'accès de l'oued a été interdit aux sinistrés, ravitaillés en eau grâce à la fourniture, par la CEE et l'UNICEF, de 91 bâches d'eau alimentées par un camion-citerne fourni par les Américains. Les équipes du Croissant-Rouge djiboutien et une antenne du ministère de la santé ont été renforcées en janvier. Des latrines ont été creusées. La population a été vaccinée contre le choléra. Fin janvier, l'épidémie a été enrayée, mais plus de 200 personnes sont mortes dans le camp, et on a compté une quarantaine de victimes parmi la population locale.

Depuis la guerre de l'Ogaden, en 1977-1978, Djibouti accueille une quinzaine de milliers de réfugiés, regroupés à Dikhil. De nombreux Somaliens et Ethiopiens se sont plus ou moins installés à Djibouti-ville même, en dépit de leur situation irrégulière. *« Les deux tiers des gens que nous soignons sont des étrangers »,* nous dira l'un des médecins de l'hôpital. En outre, la petite République a également souffert de la sécheresse l'an dernier, puisque, dès avril, un appel a été lancé pour secourir 80 000 sinistrés locaux, soit le quart de la population. *« Pratiquement, tous nos nomades »,* résume le président Hassan Gouled. A l'époque, la base française a fourni des camions aux autorités pour ravitailler les nomades affamés du territoire.

Pour toutes ces raisons, les autorités répugnent à demander le statut de réfugiés pour les sinistrés d'As-Eyla, qui sont des victimes de la sé*cheresse et non des réfugiés politi*ques. Le HCR — Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU — adopte une attitude identique. Djibouti redoute que ces malheureux ne se fixent sur place s'ils obtiennent le statut de réfugiés. *« Nous voulons pouvoir leur dire, quand cela sera possible, de retourner chez eux »,* résume le chef de l'Etat djiboutien.

Les sinistrés d'As-Eyla sont donc aidés avec les moyens du bord. Ils ont eux-mêmes construit leurs *tukuls,* mais les rations alimentaires sont insuffisantes. *« Certaines familles partagent ce qu'on leur donne avec des parents demeurés de l'autre côté du lac, et, au bout de trois semaines, ils n'ont plus rien. En outre, le camion-citerne est insuffisant, et des familles n'ont pas eu d'eau pendant quarante-huit heures »,* explique le docteur Aden. Faute de vêtements, les mères ne peuvent pas protéger les enfants de la fraîcheur nocturne, sensible en cette saison.

La situation sanitaire à As-Eyla s'est, cependant, nettement amélio*rée. Début janvier,* on y a compté jusqu'à dix morts par jour. Ce chiffre a été réduit, depuis, à quatre décès par semaine. Au dispensaire local, qui ne compte que onze lits, les malades s'installent sur des nattes ou des bouts de carton, à même le sol. Mais tout risque de nouvelle épidémie semble écarté pour l'instant, et les vivres promis par le PAM (Programme alimentaire mondial) — 2 500 tonnes de céréales, 400 tonnes de lait en poudre et 250 tonnes d'huile — devraient permettre, en dépit des retards, de faire face à la situation. Quant aux 1 000 tonnes de farine de blé offertes par la France, elles seront revendues sur le marché pour acheter des médicaments, entre autre.

Il reste que, dans cette région déshéritée, les autorités manquent de moyens pour ravitailler les campements de nomades, pour la plupart sinistrés de la sécheresse, et que le transport des malades, en particulier, pose des problèmes insurmontables. Les Djiboutiens font ce qu'ils peuvent, mais même le dispensaire d'As-Eyla a du mal à soigner son monde. *« Le plus tragique,* raconte le médecin, *c'est que nous arrivons à remettre sur pied, en le soignant et en le nourrissant, un enfant, tout en sachant qu'une semaine plus tard il nous sera retourné dans un état aussi déficient qu'au départ, car il n'aura pratiquement rien mangé dans l'intervalle. »* Si les pluies interviennent en avril-mai, à l'époque où elles sont attendues, les nomades sinistrés d'As-Eyla retourneront de l'autre côté du lac Abbé. *« Ils partiront »,* tentent de se convaincre les Djiboutiens. Et s'il ne pleut pas ?

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● *Nouvelle revue africaine. — Le Réveil africain,* revue bimestrielle publiée à Paris, vient de diffuser son premier numéro, qui comprend notamment une étude sur « Les mythes et réalités de l'unité nationale en Guinée » ainsi qu'une analyse de « La montée en première ligne » du président Conté. (304, rue Saint-Honoré, Paris 75001. Tél. : 260-91-63. 60 F l'abonnement annuel).

Mauritanie

La nouvelle équipe a soulevé de grands espoirs

nous déclare M. Miské, ancien ambassadeur à l'ONU

Ancien dirigeant du mouvement anticolonialiste mauritanien Nabda, ancien ambassadeur à l'ONU, M. Ahmed Baba Miské est considéré dans son pays comme une figure politique. Arrêté le 24 avril 1984, il a été mis en résidence surveillée dans sa ville natale, Akjoujt, début juin. Il n'a été libéré que le 16 décembre, à la suite des mesures d'amnistie prises par le nouveau président, le colonel Moawiya Ould Sid Ahmed Ould Taya. De passage à Paris, il a répondu à nos questions, et d'abord à celle de savoir ce que lui reprochait le gouvernement de M. Haidalla :

« Je l'ignore. Je suis d'autant plus surpris de ce bannissement intérieur que, depuis quelques années, je me suis mis à l'écart de la politique pour m'occuper, à titre privé, de coopération internationale.

— Que s'est-il donc passé ?

— Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées et maintenues en prison sans être jugées. Des responsables syndicaux et des étudiants étaient accusés d'appartenir à des associations nassériennes et d'avoir participé à un complot prolibyen, encore que le mot n'ait pas été officiellement prononcé. Mais la plupart des détenus étaient des lycéens et des collégiens d'une quinzaine d'années. On a appris, après leur libération, que presque tous ont été gravement torturés. Il y a eu plusieurs morts. D'autres demeureront estropiés pour la vie.

— Les responsables de la répression ont-ils été châtiés ?

— L'opinion espère que toute la lumière sera faite sur cette affaire et que les mesures qui s'imposent seront prises. Il est remarquable qu'à la suite du changement du 12 décembre, il y a eu des manifestations de rue sans précédent par l'ampleur et la spontanéité. Les gens de toutes les tendances politiques se sont retrouvés à côté des non-politiques dans une sorte d'union nationale. La nouvelle équipe a soulevé de grands espoirs car, dès le 12 décembre, elle s'est engagée en faveur du « respect des droits de l'homme et des libertés » et a déclaré la guerre à la corruption. Elle a présenté ces choix comme les principales orientations de la restructuration venant s'ajouter aux trois engagements pris le 10 juillet 1978, à savoir la fin de la guerre contre les Sahraouis — qu'il faut prolonger par le maintien de la paix — le redressement économique et l'instauration de la démocratie.

— Comment expliquer la dégradation de l'économie après un début de redressement ?

— Elle est due à la sécheresse, mais aussi à une mauvaise gestion et au tarissement de l'aide arabe, lequel est la conséquence des maladresses commises à l'égard de régimes aussi différents que ceux de l'Arabie saoudite, de l'Irak et de la Libye. Dans l'opinion publique, le marasme économique et la diplomatie sont étroitement liés.

— Pourquoi le président Taya réussirait-il mieux que son prédécesseur ?

— Il est connu lui aussi pour son intégrité mais c'est un homme pondéré, ouvert, méthodique. C'est aussi un patriote qui n'appartient à aucun clan. Mais c'est seulement à l'épreuve du pouvoir qu'on peut juger les hommes d'État. Pour le moment, il bénéficie d'un préjugé favorable.

— Alors qu'il est question de réunir un sommet maghrébin, comment le conflit saharien est-il perçu aujourd'hui par les Mauritaniens ?

— Ce n'est pas un problème qui passionne l'opinion comme au Maroc, bien que les Sahraouis soient des frères particulièrement proches. Les Mauritaniens n'ont pas toujours compris la politique menée. Il est vrai que la Mauritanie n'a jamais eu de politique saharienne cohérente et suivie. Dans les années 60 et 70, elle a perdu une occasion exceptionnelle de soutenir les Sahraouis contre le colonisateur, ce qui aurait permis à l'union de se faire naturellement entre les deux entités. Puis il y a eu l'erreur de la guerre contre les Sahraouis. En 1978, elle s'est dégagée de la guerre et le nouveau pouvoir a revendiqué l'ambition de créer dans la région « une dynamique de la paix » qui a paru un moment susceptible de débloquer une situation figée et difficile. Mais ces intentions n'ont pas débouché sur une politique cohérente et persévérante.

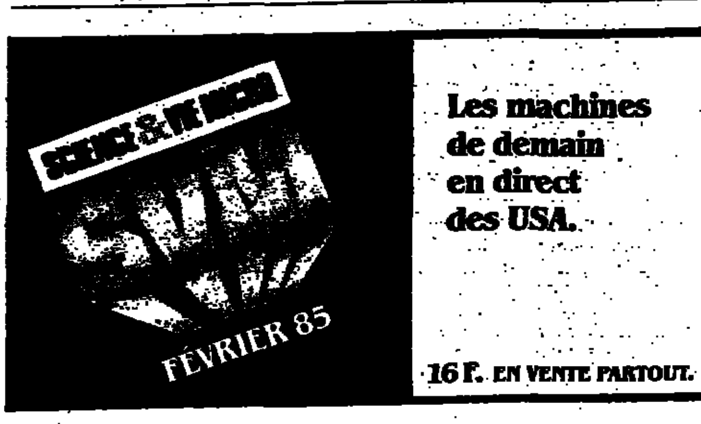
— La Mauritanie en avait-elle les moyens ?

— Elle n'a pas les moyens de pression de ses deux grands voisins, mais elle bénéficie d'une position stratégique essentielle. Les Mauritaniens, sensibles aux conséquences du conflit, espèrent donc que leur pays pourra jouer un rôle actif pour favoriser la paix dans la région. »

Propos recueillis par
PAUL BALTA.

Halte au Vol

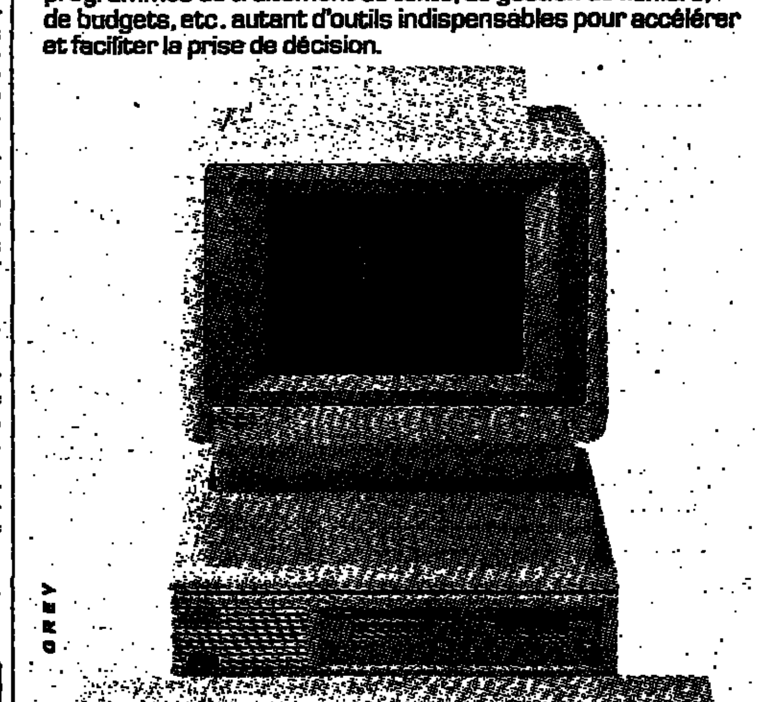
1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10e
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 350 F TTC
Pose et dépl. comp.
PARIS-BANLIEUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95
FACILITÉS DE PAIEMENT



HP 150, DES PROGRAMMES A METTRE ENTRE TOUTES LES MAINS.

La force d'un micro-ordinateur c'est la richesse et la diversité de ses programmes. Hewlett-Packard et ses partenaires proposent avec le HP 150 un catalogue de plus de 200 logiciels, répondant avec précision aux besoins les plus diversifiés d'un grand nombre de professions et de métiers. Plus qu'un simple programme ou logiciel c'est en fait une solution complète qui est offerte.

Cadres et dirigeants d'entreprises, vous qui devez prendre les bonnes décisions, au bon moment, avec les programmes HP vous disposez de tableurs électroniques, de logiciels graphiques, de programmes de traitement de texte, de gestion de fichiers, de budgets, etc. autant d'outils indispensables pour accélérer et faciliter la prise de décision.



Dirigeants de PME-PMI, vous qui voulez accroître la rentabilité et la productivité de votre entreprise avec un investissement peu élevé, nous vous proposons avec le HP 150 des programmes pour la comptabilité, la gestion commerciale, les stocks, la paie, le personnel et les ressources humaines, etc. Ce sont des outils de management efficaces et faciles à utiliser.

Professions médicales et libérales, artisans, agriculteurs et collectivités, il existe pour vous des logiciels spécialisés et des programmes spécifiques mis au point par HP et ses partenaires en fonction de vos activités et besoins. Faciles à utiliser, particulièrement adaptés à vos attentes, les logiciels HP 150 vous aideront à améliorer votre gestion, dans votre domaine.

Ingénieurs, techniciens, scientifiques, dans le domaine des logiciels techniques, HP et ses partenaires ont développé pour vous une panoplie de programmes techniques et scientifiques : calculs, statistiques - CAO - Bâtiment - Architecture - Chantiers, énergie, calculs thermiques, devis...

Tous ces logiciels sont disponibles en français auprès du réseau des distributeurs HP. Partout en France, ils sont là pour vous les montrer et vous les expliquer. Si vous désirez en savoir plus, reportez-vous à la page suivante où vous trouverez la liste des distributeurs agréés Hewlett-Packard.



HP France Parc d'Activité du Bois Briard 91040 Évry Cedex

HP 150 PREMIER MICRO-ORDINATEUR A ÉCRAN TACTILE.
ÉLU "MICRO" DE L'ANNÉE*

* COUPE 84, ORGANISÉE PAR LA REVUE "L'ORDINATEUR PERSONNEL"

politique

APRÈS LES VIOLENTS INCIDENTS DE THIO

Le FLNKS reproche à M. Pisani de jouer « son propre jeu au profit de la droite »

De notre correspondant

Nouméa. — L'impression de gâchis qui prévalait dès dimanche soir en Nouvelle-Calédonie après les incidents violents survenus à Thio (sept Mélanésiens et deux gendarmes mobiles blessés) était accentuée, lundi, par les diverses réactions enregistrées sur place. Ce lundi, en fin de matinée, une maison non occupée se trouvant à proximité de la tribu de Saint-Philippo a été incendiée, confirmant ainsi les craintes exprimées par les rares commerçants demeurés dans la cité minière après les élections du 18 novembre.

Parmi la centaine de personnes résidant habituellement à Thio et venues de Nouméa à l'incitation du Front calédonien, aucune famille n'avait l'intention de se réinstaller. Après les événements de dimanche, elles risquent de passer encore plus longtemps dans les tours de Saint-Quentin, (banlieue de Nouméa) avant de pouvoir regagner leur village. Les premières victimes de cette initiative sont donc les habitants de Thio, réfugiés et résidents.

Dans les tribus de Saint-Philippo, Thio-Mission et Saint-Pierre, la colère est grande. *« C'est avec la bénédiction des mobiles que les « fachos » sont venus nous provoquer,* affirme Mme Marie-Françoise Machoro... *Venir comme ça faire de la publicité pour un « pique-nique » à l'appel de deux groupes politiques, c'est de la provocation, ce n'était pas un pique-nique ordinaire. »* Un membre de la tribu de Saint-Philippo ajoutait lundi : *« Ils ont fait une grosse erreur. M. Pisani avait dit que la région commençait à redevenir calme, et non seulement ils* [les gendarmes mobiles] *protègent les « fachos », mais ils nous rentrent dedans. La réaction des Canaques va être encore plus dure qu'il était prévu ! »*

Les Mélanésiens de Thio s'estiment floués, car, samedi, ils avaient laissé lever par les gendarmes mobiles les barrages de la tribu de Saint-Philippo. Dans leur esprit, il s'agissait là d'une compensation offerte par l'administration aux Caldoches, furieux après l'interdiction qui leur avait été signifiée.

Quant à la raison principale des incidents, elle tient au revirement des autorités locales sur l'interdiction du rassemblement de Thio, décrétée, samedi soir, par M. Pisani. Il semble qu'il y ait eu d'abord, sur le terrain, un défaut de transmission imputable au capitaine qui commandait l'escadron de gendarmes mobiles mis en place au col de Nassirah. Dans la série des comptes rendus faits au général Deiber, cet officier n'aurait pas assez insisté sur le fait qu'autoriser un, puis deux non-résidents à accompagner sur place les réfugiés de Thio revenait, en fait, à laisser passer les membres les plus actifs du Front calédonien, dans la mesure où chacun de ceux-ci s'était arrangé pour prendre avec lui, en voiture, un réfugié qu'il pouvait « exhiber » — si l'on ose dire — au contrôle des gendarmes comme preuve de sa « bonne foi ». Cette omission aurait donné au général Deiber, qui supervisait l'opération depuis Nouméa, une fausse idée de la situation sur le terrain et l'aurait conduit à sous-évaluer les conséquences de la décision finalement arrêtée. La seconde erreur, à l'origine directe des heurts, semble incomber à un autre officier, celui qui commandait le détachement de gendarmes mobiles chargé de contenir les membres de la tribu de Saint-Philippo. Il apparaît, en effet, difficile que, compte tenu de la brièveté de l'action, celui-ci ait eu le temps de prendre des instructions. Ce capitaine n'a pas pu empêcher ses hommes de tirer un grand nombre de grenades lacrymogènes et offensives ou de pénétrer dans la tribu sur un large périmètre. Dans l'état d'esprit actuel, investir une « réserve mélanésienne » — alors que les Canaques sont déjà fort allergiques à cette notion — constitue un fait grave pour des hommes qui attachent à leur terre une importance symbolique.

Dans cette affaire, M. Pisani n'a, pour une fois, pas traduit dans les faits l'obsession de la sécurité qu'il manifeste depuis sa nomination en Nouvelle-Calédonie. Ces incidents, en tout cas, ont compromis les chances d'une reprise normale de l'activité à Thio, à quinze jours de la rentrée scolaire et à un moment où se poursuivaient de difficiles négociations sur la réactivation du centre minier. Une réunion prévue lundi matin à Thio à ce sujet a été annulée. Le comité FLNKS local a affirmé que *« rien ne se fera dorénavant, à Thio, sans la participation du peuple canaque ».* A Nouméa, le bureau politique du FLNKS a demandé, en invoquant la loi sur l'état d'urgence, que les dirigeants du Front calédonien soient exclus du territoire. Il a ajouté que désormais il lui sera *« plus difficile de faire confiance à Edgard Pisani, qui fait son propre jeu au profit de la droite anti-indépendantiste »* et appelé *« tous les militants à mettre en œuvre avec plus de détermination la motion votée au congrès de Nakety »,* c'est-à-dire le texte prévoyant la préparation d'actions de déstabilisation économique de Nouméa. La délégation indépendantiste que M. Pisani devait normalement rencontrer lundi n'était pas au rendez-vous.

F. F.

UN DROLE DE PIQUE-NIQUE

Poulet froid et grenades

De notre correspondant

Nouméa. — Le « pique-nique » projeté par le Front calédonien, dimanche à Thio s'est aussi mal passé que possible. Tout le monde y a perdu : les « pique-niqueurs » eux-mêmes, qui ont connu des moments difficiles ; M. Edgard Pisani, qui a interdit, puis finalement autorisé cette expédition de l'extrême droite et surtout les Mélanésiens de cette localité minière qui ont eu sept blessés dans leurs rangs à la suite d'une charge des gendarmes mobiles.

Après l'interdiction de ce « pique-nique de solidarité » décidée par le délégué du gouvernement (nos éditions datées 17-18 février), le Front calédonien avait annoncé le maintien de son mot d'ordre. Son objectif était d'organiser un rassemblement pacifique sous le couvert d'une sorte de pèlerinage pour les habitants de Thio réfufiés à Nouméa. *« Dans notre esprit,* disait M. Claude Sarran, président du groupement, *il ne s'agit aucunement d'une provocation. Nous voulons simplement pique-niquer sur une plage de Thio ».*

La plage en question se trouve à 300 mètres de la tribu de Thio-Mission, l'une des plus virulentes du FLNKS.

Le dimanche matin vers 6 h 45, à Nouméa un premier convoi de voitures se rend aux tours de Saint-Quentin où sont logés les réfugiés de Thio. Pour les transporter, le Front calédonien a loué deux cars. On y entasse hommes, femmes et enfants, Européens, Tahitiens, Wallisiens, un peu dépassés par les événements. Second point de ralliement à 7 h 15 — *« Pour les voitures complètes »,* avait-il été précisé dans une petite annonce du quotidien local — au péage de la voie rapide qui sort de l'agglomération nouméenne. Ambiance d'un grand départ d'un mois d'août métropolitain. On fait le plein d'essence et de boissons fraîches. Un quart d'heure plus tard, le convoi s'ébranle. Cent cinquante voitures particulières et les deux cars partent vers Thio. Il y a 80 kilomètres jusqu'à Boulouparis, où l'on tourne à droite pour prendre la route de Thio. Pas un gendarme jusqu'au col de Nassirah à 11 kilomètres de l'embranchement. Là, un escadron de gendarmes mobiles (une centaine d'hommes) barre la route.

Il est 8 h 45 et la chaleur est déjà accablante. Face aux forces de l'ordre, le groupe de « pique-niqueurs » s'agrandit. Peu d'entre eux sont effectivement des habitants de Thio. Le reste : des militants et des sympathisants du Front calédonien. L'un de ces derniers vend des canettes de bière et distibue des cartes de visite barrées de tricolore sur lesquelles ont lit : *« Jean-Marie Le Pen nous a chargés d'une mission : conserver la Calédonie française ».* Le limonadier-militant se déclare d'ailleur cousin du président du Front national. La foule est tranquille et décontractée.

Le président du Front calédonien négocie avec le capitaine de gendarmerie. *« Nous avons le droit de circuler librement,* lance-t-il ; *vos gens n'ont rien à faire ici. Il existe d'autres endroits pour pique-niquer que Thio,* répond l'officier. *Nous ne laisserons passer que ceux qui ont quelque chose à y faire.*

— Il y a justement beaucoup d'habitants de Thio parmi nous.

— Alors, ils passeront ! »

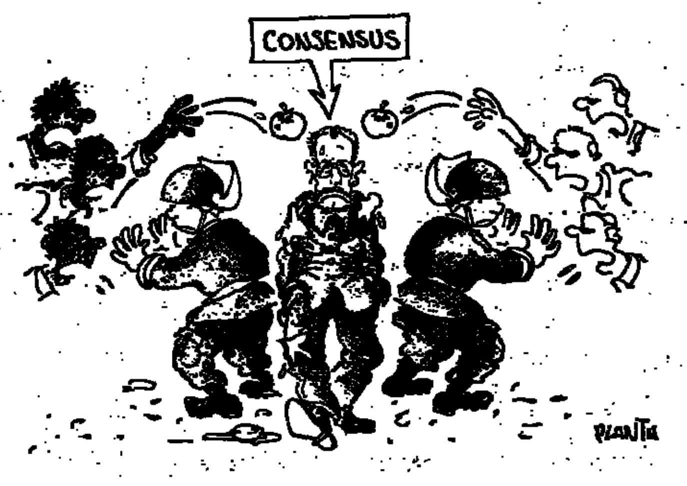
Du coup, les dirigeants du Front calédonien décident de répartir les habitants de Thio dans le plus grand nombre possible de voitures. On fait débarquer des cars surchauffés des Wallisiens et des Tahitiens pour les installer dans les voitures individuelles. Nouvelles palabres entre le capitaine de gendarmerie, qui transpire sous son képi, et le responsable caldoche, qui rougit à vue d'œil : *« Il y a un problème,* dit ce dernier. *Les gens de Thio n'ont pas de voitures ; ce sont des Nouméens qui les ont amenés ; il faut donc qu'ils les accompagnent. »* Le capitaine court vers sa voiture pour rendre compte à l'autorité, c'est-à-dire le général Deiber, qui suit l'opération depuis Nouméa. L'officier revient face aux manifestants : *« D'accord,* concède-t-il *: pas plus d'un habitant de Nouméa par voiture accompagnant vos gens de Thio. — Mon capitaine,* répond M. Sarran, *tout le monde est venu en famille. On ne va pas laisser ici les femmes et les gosses, tout de même. — Attendez... ».* Nouvelle consultation du capitaine. Il revient et accepte. Le Front calédonien a gagné. Judicieusement répartis, les « passeports » humains que sont les habitants de Thio permettent aux « pique-niqueurs » militants de se rendre dans la cité minière. Les gendarmes mobiles inspectent minutieusement chaque voiture. Ils auraient pu faire une découverte gênante : juste avant le contrôle, un homme a jeté un revolver dans les fourrés. Les discussions ont duré trois heures.

Pendant ce temps, à 50 kilomètres de là, on palabre également. Cette fois, ce sont les Canaques de la tribu de Saint-Philippo — la plupart, membres du FLNKS ou du PALIKA (Parti de libération kanake) — qui sont face aux gendarmes mobiles. Ils ont déjà des pierres et des bâtons à la main. L'arrivé du convoi est annoncée à l'officier commandant le détachement ; celui-ci prend la décision de dégager la route. *« On va vous repousser jusqu'aux portes de la tribu »,* prévient-il. Le porche, qui délimite l'entrée, est à 30 mètres. Les gendarmes prennent position.

Il est 13 h 10. *« Allez, on pousse ! »,* ordonne l'officier. Les Mélanésiens résistent, les projectiles fusent ; une pierre atteint un photographe au ventre. A côté de lui, un gendarme lance une première grenade ; c'est le signal de la ruée. Aux grenades lacrymogènes succèdent les grenades offensives au bruit assourdissant. Pour plus d'efficacité, elles sont projetées en tir tendu. Les Canaques ont reflué à l'intérieur de la tribu où les gendarmes se sont déployés.

On se bat à coups de bâton au milieu des explosions. Mme Marie-Françoise Machoro, la sœur aînée de l'ancien secrétaire général de l'Union calédonienne (UC) tué le 12 janvier, armée d'un bâton, s'oppose à un gendarme qui n'ose pas la frapper et trébuche en reculant. Faisant preuve d'un zèle superflu, un autre gendarme jette une grenade offensive à l'intérieur d'une habitation. Il en sort un homme plutôt âgé, M. Jacob Nepamoindou, petit chef d'une tribu voisine, ancien candidat à l'élection sénatoriale de septembre 1983. Il est criblé d'éclats de métal et saigne abondamment du bras. A l'entrée de la tribu, un autre Canaque, d'une cinquantaine d'années, est assis par terre ; une grenade lui a explosé dans les pieds ; choqué, il tremble de tous ses membres. Malgré un garrot de fortune, il perd beaucoup de sang. Deux journalistes le transportent jusqu'à une jeep.

Après ce « nettoyage » qui a duré moins de cinq minutes, le convoi de Caldoches passe sans encombre. Quatre kilomètres plus loin, on s'installe sur la plage ou sur le parking des locaux de la société Le Nickel.



La limonade et le poulet froid circulent, mais le retour s'annonce difficile et l'on est inquiet. *« Je suis mort de peur,* dit M. Sarran, *j'ai peur qu'il n'arrive quelque chose à une femme ou à un gosse, nous n'avons cherché aucune provocation »,* répète-t-il inlassablement. Ailleurs, sur l'herbe, on est plus catégorique : *« Pas de pitié !* [pour les Canaques], lance, la bouche pleine, un Caldoche, *on aurait dû en zigouiller cinq ou six. »*
Vers 16 heures, les toiles cirées sont repliées et les glacières fermées.

Pour les gendarmes, il est difficile de rééditer l'opération de la tribu de Saint-Philippo en dégageant les Mélanésiens qui se trouvent sur le bord de la route, afin d'éviter qu'ils ne s'en prennent au cortège. Pour garantir la sécurité des Nouméens, il est alors décidé que ce seront les gendarmes qui ouvriront la route. Un véhicule blindé part en tête, suivi de deux camions remplis de gendarmes mobiles casqués, les fusils chargés. Mais sur le pont, face à la tribu de Thio-Mission, des pierres se mettent à pleuvoir sur les véhicules des « pique-niqueurs ». Les gendarmes ne peuvent rien faire et attendent que cela s'arrête. L'ensemble du convoi compte une cinquantaine de voitures qui sont ainsi bombardées.

Plus loin, après la tribu de Saint-Philippo, nouveaux jets de pierres, encore plus nourris. La voiture des envoyés spéciaux de TF 1, partie avant le convoi, a toutes ses vitres brisées par une douzaine de cailloux de grosse taille. Pour dégager les abords de la chaussée, les gendarmes tirent quelques grenades. Jusqu'à la côte ouest le cortège reflue à 30 kilomètres à l'heure, sous l'escorte de la gendarmerie et sous la pluie qui entre par les vitres et les pare-brise cassés des véhicules dont aucun ou presque n'a échappé aux pierres des Canaques en colère. L'aller avait été conquérant. Le retour ressemble à un exode.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

La montée des extrêmes

(Suite de la première page.)

La « Calédonie profonde » ? Le premier chef de file du Front calédonien, M. Justin Guillemard, l'un des plus actifs représentants de la communauté caldoche de la région agricole de Bourail, pouvait légitimement aspirer à la représenter, en raison de ses ascendances. Son successeur, M. Claude Sarran, lui, fait figure de néophyte. Calédonien de fraîche date, cet employé de commerce de trente-quatre ans est, en effet, né dans le Gers. Il ne vit en Nouvelle-Calédonie que depuis quatorze ans. Son second, M. Alain Dagostini, quarante et un ans, professeur de sciences économiques, est un pied-noir, arrivé à Nouméa il y a treize ans. Leurs compagnons — fonctionnaires, commerçants, artisans, chefs d'entreprise — sont assurément représentatifs, mais ils le sont surtout des classes moyennes de la communauté européenne, pour partie d'immigration récente, qui s'est toujours réunie pour la préservation de ses intérêts économiques.

« Nous sommes nés dans la rue », dit fièrement M. Sarran. C'est vrai. La première irruption publique du Front calédonien, qui n'était pas encore vraiment organisé, date de ce jour de juillet 1982 où une trentaine de jeunes acivistes locaux se livrèrent à un assaut violent contre la nouvelle majorité de l'Assemblée territoriale, contrôlée pour la première fois par le Front indépendantiste. Un simple chahut, selon M. Sarran, qui évoque en souriant son bref séjour en prison.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en métropole, M. Sarran et ses compagnons se considèrent donc en état de résistance. Pour eux, *« la Nouvelle-Calédonie est devenue la Pologne », « le gouvernement socialiste, le pire ennemi de la France et des Français »,* il faut que les Calédoniens ripostent *« aux pressions et menaces qui visent à fausser le jeu démocratique »* et s'accrochent *« à leur territoire et à leurs convictions sans se laisser manipuler ». « C'est là que se trouve le salut,* disent-ils, *le gouvernement socialiste n'est pas éternel. Le drame calédonien doit être le Watergate de Mitterrand ».*

La solution de la crise ? C'est tout simple : il suffit de traiter la revendication canaque comme n'importe lequel des particularismes provinciaux. Sinon, *« autant accorder leur indépendance aux Savoyards, aux Bretons, aux Corses, aux Basques »*... Le Front calédonien se veut plus progressiste que M. Laroque, fervent départementaliste. Ses dirigeants préconisent pour le territoire un statut d'autonomie calqué sur celui de la Corse. Le reste n'est qu'une affaire d'*« ordre »,* de *« sécurité »,* de *« défense d'une société démocratique et libérale garantissant la libre entreprise et la propriété privée pour toutes les ethnies du territoire ».* Il convient évidemment de *« desserrer le carcan administratif, afin de favoriser l'initiative privée et d'alléger la fiscalité, en supprimant notamment l'impôt sur le revenu ».*

Tout naturellement, le Front calédonien a appelé à voter pour la liste de M. Jean-Marie Le Pen aux élections européennes de juin dernier. Et le chef de file de l'extrême droite française a fait un tabac en Nouvelle-Calédonie : 15,72 % des suffrages exprimés (5 044 voix) sur l'ensemble du territoire et 19,54 % à Nouméa (3 200). Pour autant, le Front calédonien reste distinct du Front national, de même qu'il a refusé de suivre M. Justin Guillemard dans son ralliement au RPCR, d'où la démission de celui-ci et son remplacement par M. Sarran.

Si le Front calédonien n'a pas rejoint le Front national, la cause en est surtout aux querelles de personnes qui ont divisé les partisans locaux de M. Le Pen à l'occasion des élections territoriales du 18 novembre. Les deux partis d'extrême droite ont abordé le scrutin séparément : le Front calédonien, sous la conduite de M. Sarran ; le Front national, sous celle de M. Roger Galliot, alors maire de Thio. Aucune des deux formations n'a récupéré le potentiel de suffrages réunis en juin par le président du Front national. Le Front national continue de faire cavalier seul, animé principalement par un autre néophyte de la cause caldoche, le romancier ADG, M. Alain Camille, correspondant de *Minute* à Nouméa, qui publie depuis deux semaines un hebdomadaire, *Combat calédonien,* dont l'objectif militant est de *« résister »* aux *« desseins tortueux du gouvernement rose ».*

Le Front calédonien veut rester autonome pour *« aiguillonner »* sur le terrain les élus de la majorité territoriale. Son slogan fleurit à Nouméa : le « ROC » ! Entendez par là le Renouveau de l'opposition calédonienne. Le FLNKS ? Un faux problème, selon M. Sarran. *« Tjibaou est le chef d'une bande de tueurs. Quand, à la télévision, il a dit que, si le référendum ne lui donnait pas l'indépendance, il n'accepterait pas le verdict des urnes, heureusement que les crachats ne traversent pas l'écran, parce que, à ce moment-là, beaucoup de Français en auraient reçu dans la soupe !... »* Les inégalités dont ont été victimes les Canaques ? Quelles inégalités ? *« Les Mélanésiens se laissent aller facilement... »,* souligne M. Dagostini, professeur rapatrié d'Algérie.

« A la bonne franquette »

Au Front calédonien la tonalité des mots d'ordre reste très modérée si on la compare à celle qui prévalait à l'automne 1981, quand d'autres groupuscules d'extrême droite diffusaient des tracts, signés *« Légitime défense »,* sur lesquels on pouvait lire : *« Nous sommes trahis et livrés aux sauvages. Aux armes Calédoniens ! L'heure n'est plus à la tolérance ni à la patience mais à la contre-attaque armée. »* Les mêmes tracts désignaient alors nommément *« les responsables de la haine raciale et de la violence sauvage » : « les Guiart, ces vautours, Machoro, l'irrécupérable, Naisseline, l'illuminé, Tjibaou, le défroqué »,* etc.

Les auteurs de ces lignes haineuses n'ont pas déserté. On les retrouve au sein d'un mystérieux « Comité de crise », embryon peut-être d'un nouveau « Comité de salut public », dont les animateurs, broussards jusqu'aux-boutistes, policiers en retraite, anciens parchutistes devenus instructeurs dans les nombreux clubs de tir, se réunissent de temps en temps, à la tombée du jour, sur le parking de la baie de la Moselle pour préparer la défense de la Caldochie au cas où... M. Sarran parle de ses *« amis »* d'un air mystérieux... *« A la différence des gens en place, nous agissons »,* dit-il.

A l'époque des premières occupations de terres, les membres de ce parti ont souvent prêté main forte aux colons visés par les revendications indépendantistes. Après le 18 novembre aussi, quand il fallu mettre en place, dans les zones à forte concentration européenne, un dispositif de surveillance permanent. Le Front calédonien entretient d'excellents rapports avec les cercles militaires et certains policiers. Grâce à ses cibistes, il capte les messages de la gendarmerie. *« On a quelques moyens d'écoute »,* admet volontiers M. Sarran en montrant des photocopies de quelques-uns de ces messages. Quoi de plus naturel que d'espionner la gendarmerie ? *« Ici, tout le monde se connaît et tout se sait. C'est pour cela que le terrorisme est faible pour l'instant... »* Non, ce qui choque davantage le président du Front calédonien, pour parler d'autre chose, c'est que la presse métropolitaine ait tendance à réduire la crise territoriale à un problème de cohabitation entre les différentes ethnies : *« Ici, on a vécu à la bonne franquette,* dit-il. *Avant il y avait les Canaques, les enfoirés, les z'ouilles, mais on ne parlait pas des noirs ou des blancs... Cette introduction de la couleur est récente et a perturbé les relations entre nous... »* Et si, comme il l'a annoncé, le FLNKS engage maintenant une bataille économique contre Nouméa ? *« Nous montrerons que nous refusons d'être les immigrés des Canaques ! »*

ALAIN ROLLAT.

Prochain article :

LE PLAN SECRET DES CANAQUES

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

M. EMMANUELLI : pas de lien entre la Nouvelle-Calédonie et la Corse

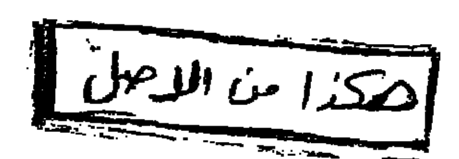
M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'état auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » dimanche 17 février, a ainsi jugé l'attentat visant le siège de l'état-major des armées à Ajaccio *(lire page 12)* : *« C'est une opération destinée aux médias, une opération spectaculaire qui a réussi parce que nous savons tous, pour avoir passé quelques mois dans une caserne, que, lorsqu'on n'est pas en état de conflit, en état de guerre, on ne prend pas de dispositions particulièrement agressives contre l'extérieur. (...) Le but de cette action était d'étonner. Il n'y a pas plus de parallèle à faire entre la Nouvelle-Calédonie et la Corse qu'entre la Nouvelle-Calédonie et les autres possessions françaises d'outre-mer. Il ne faut pas faire d'assimilations abusives. »*

M. Emmanuelli, qui a été secrétaire d'état aux DOM-TOM de 1981 à 1983, a ajouté : *« Certains éléments de l'opposition en France ont manifestement choisi le problème néo-calédonien comme terrain de manœuvre contre le gouvernement français. Il me paraît évident que l'axe Nouméa-Papeete est plus un axe anti-Paris qu'un axe de solidarité du Pacifique sud. Les propositions de M. Pisani ont eu des résultats sur le terrain : obliger les partis à se positionner et à rentrer dans le discours politique. Elles ont permis de poser les problèmes dans leurs réalités. »*

Le secrétaire d'État au budget s'est prononcé en faveur de la représentation proportionnelle pour l'élection des députés, *« qui permettrait de libérer les énergies qui ont du mal à s'accommoder du système bipolaire dû à l'élection du président de la République au suffrage universel. La proportionnelle permettrait de rectifier cette bipolarisation ».*

Enfin, à propos du cCongrès du Parti communiste, il a estimé que celui-ci avait fait *« un choix sans stratégie, sans perspectives. Il n'a pas fait le bon choix. Toutefois, le jour où les électeurs communistes auront à choisir entre ce gouvernement et la revanche de la droite, ils n'hésiteront pas ».*

هكذا من الاصل



LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

Une parade tactique

En affirmant dimanche 17 février qu'il serait souhaitable que M. Mitterrand remette en jeu son mandat *avant même les élections législatives* de 1986, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a dû surprendre bon nombre de ses *« amis »* et *« partenaires »* de l'opposition qui, jusqu'à présent, se perdaient surtout en discussions sur l'après-86 et se divisaient entre partisans et adversaires de la cohabitation.

Invité, le premier, à réagir aux propos de M. Lecanuet, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale n'arrivait pas au « Club de *la presse »* d'Europe-1, à *cacher* un certain embarras. Il était amené à rappeler que jamais l'UDF n'avait jusqu'alors remis en cause le calendrier électoral, ni le président, clé de voûte des institutions. L'absence d'une réelle majorité de gauche et le *départ des ministres communistes* du gouvernement (intervenu en juillet 1984) sont devenus des événements suffisamment importants pour entraîner, de sa part, un changement d'attitude...

Le discours confus sur la cohabitation que devait ensuite tenir M. Gaudin, estimant, d'une part, que ce serait à l'opposition victorieuse en 1986 de juger si M. Mitterrand était ou non « cohabitable » et, d'autre part, que la décision dépendait du seul président de la République, montre bien l'aspect tactique de la démarche de l'UDF. En suggérant *une remise en cause des institutions*, celle-ci s'efforce de détourner l'opposition d'un débat sur lequel elle revient jour après jour et dans lequel elle s'enfonce maladroitement.

Le président de l'UDF intervient aussi à un moment où son *mouvement se sent dépossédé* — à la fois par MM. Giscard d'Estaing et Chirac qui organisent l'après-86, et par M. Barre qui ne perd pas une occasion de se démarquer des partis politiques — de toute responsabilité dans le débat politique.

M. Lecanuet peut aussi vouloir retenir cette partie de l'électorat de l'opposition qui se sent attirée par les discours plus « musclés » de M. Le Pen.

Il doit pourtant être le premier à juger la fragilité d'une telle parade et ses dangers.

Fragile parce qu'en plaçant la barre au plus haut, en mettant en cause l'institution suprême de la République — la présidence — il risque de passer pour un apprenti sorcier dangereux parce qu'il apparaîtra rapidement que la *demande de démission adressée* à M. Mitterrand n'est qu'un moyen de traiter le délicat problème de la cohabitation des chefs de l'opposition entre eux, et de ces mêmes chefs avec... M. Le Pen.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

MM. Lecanuet et Gaudin se prononcent pour la démission de M. Mitterrand en 1986

Invité, dimanche 17 février, de « Midi-presse » sur TF 1, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a affirmé qu'il croyait nécessaire de *« recentrer la politique française »* et que *« cela ne serait possible »*, a-t-il précisé, que *« si l'année prochaine, grande année des législatives, le président de la République lui-même acceptait de démissionner »*.

Développant son propos, M. Lecanuet devait expliquer : *« Si l'on veut véritablement avoir une force politique nouvelle dans ce pays et qui tienne compte des énormes mutations qui viennent de se produire (rupture socialistes-communistes) alors il faut se donner un président avec une politique et des élections législatives, plutôt que d'envisager le retrait du président de la République après les législatives. Il me semble qu'il serait clairvoyant et courageux de la part du président de remettre en jeu son mandat. Parce que, en Vᵉ République, le système ne fonctionne que s'il y a une harmonie de conception entre le chef de l'Etat et la majorité parlementaire... »*

Interrogé sur le phénomène Le Pen, le président de l'UDF a jugé que ce phénomène est *« fâcheux pour tout le monde, pour le Parti socialiste comme pour la grande union entre l'UDF et le RPR parce qu'il porte des idées qui sont hautement critiquables de notre point de vue et qu'il risque de perturber les grands courants politiques sans profit pour les Français »*.

Se démarquant de M. Philippe Séguin, qui avait déclaré à l'hebdomadaire *l'Express* que, *« à la limite »* il prendrait le risque de faire passer un candidat socialiste plutôt que de faire alliance avec le Front national (*le Monde* daté 17-18 février), M. Lecanuet a précisé : *« Aussi longtemps que la comédie de la division de la France en deux clans continuera, vous obligerez au deuxième tour les socialistes à se désister pour les communistes, et les communistes à se désister pour les socialistes. Et vous obligerez l'opposition à trouver à moindre frais localement les moyens de battre la gauche. »* Il a ajouté qu'il *« n'y aura pas d'accord dans les cantons, car je suis convaincu que nous serons en tête. Nous avons pris des précautions. Elles constituent, dans les zones où il peut y avoir une poussée du Front national, à ne présenter qu'un candidat d'union UDF-RPR »*.

La « concurrence » du Front national

De son côté, M. Gaudin, au cours du « Club de la presse » d'Europe 1 dont il était, dimanche 17 février, l'invité, a affirmé qu'il *« se rapprochait assez du point de vue »* exprimé quelques heures plus tôt par M. Lecanuet, estimant qu'il serait souhaitable que M. Mitterrand démissionne avant les élections législatives. Il a notamment expliqué : *« En 1981, c'est sur un programme, c'est avec l'appui du Parti communiste, c'est par les forces de gauche que M. Mitterrand a été élu. Or depuis les élections européennes de juin dernier, on se rend compte qu'il n'y a plus pour le Parti socialiste que 20 % à 25 % des suffrages, que les communistes se sont retirés du gouvernement et que la gauche gouvernementale est réduite à la portion congrue. Alors nous sommes en droit de poser des questions. Avec qui, demain, le président de la République voudrait-il gouverner ? Tenant compte de tout cela, le président de la République, s'il le désire — lui seul a cette décision — pourrait dire qu'il remet son mandat en jeu. (...) »*

Interrogé sur les difficultés suscitées par l'affirmation d'un courant d'extrême-droite, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a affirmé que le Front national n'est pas son *« adversaire »*, il est son *« concurrent »*. M. Gaudin a indiqué qu'il n'est pas, *« personnellement, très favorable aux thèmes simplistes et caricaturaux »* de M. Le Pen, mais, a-t-il ajouté, il dispose d'*« un parti reconnu par la République »* et dont les électeurs sont *« de bon sens »*.

Interrogé sur le passé de M. Le Pen et sur la pratique de la torture, M. Gaudin a précisé : *« Quand vous êtes lieutenant ou sous-lieutenant, quand on vous amène quelqu'un dont vous savez qu'il a peut-être déposé une heure avant une bombe dans un lieu public qui risque de tuer quantité de personnes, quand il est soupçonné de cela et qu'il faut le faire parler parce qu'il faut retrouver la bombe et peut-être la désamorcer, j'imagine que vous ne lui offrez pas du whisky ou des chocolats ! M. Le Pen servait la France là-bas, aux ordres d'un gouvernement qui était un gouvernement socialiste, qui avait lui-même déclenché la guerre d'Algérie, cela suffit, qu'on ne nous parle plus de tout cela ! »*

M. JOSPIN : LA COHABITATION EST POSSIBLE

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé récemment, à Reims, que l'engagement du président de la République dans les prochaines batailles électorales était *« logique »*. Pour M. Jospin, la possibilité ou non d'une éventuelle cohabitation après les élections de 1986 ne dépend pas du comportement de M. Mitterrand avant ces échéances. *« C'est le rapport de forces établi au moment des élections législatives qui déterminera ou non le problème de la cohabitation »*, a-t-il dit. Pour lui, *« s'il y a échec de peu, la cohabitation est possible »*. Sinon, elle serait plus *« difficile »*.

A propos du rôle du président de la République, il a souligné sa *« double nature »* : dans un système bipolarisé, *« l'homme élu par l'un des deux blocs* (...) *doit exercer sa charge* (...) *et est aussi chargé d'incarner la politique de cette majorité »*.

● *Le Parti radical dit non à la « dérive droitière » et à la « restauration »*. — S'adressant aux délégués de son parti, réunis samedi 16 février en convention nationale, M. Rossinot a déclaré : *« L'attitude adoptée depuis 1981 consistant à jouer sur le discrédit et les erreurs de l'adversaire* (...) *n'était pas sans risque.* (...) *Il y a un durcissement de plus en plus accéléré d'une partie de l'opposition, qui joue dans le sens de la dérive droitière, voire extrême-droitière. » « Le Pen,* a-t-il ajouté, *est un révélateur à la crise, et Le Pen est une mauvaise façon de traiter cette crise. »*

M. Rossinot a affirmé : *« Nous ne préparons pas la restauration »*.

Propos et débats

M. Barre : comment gagner en 1986

Dans un entretien accordé au Dauphiné Libéré daté du 18 février, M. Raymond Barre affirme que, « pour gagner en 1986 », *l'opposition ne peut adopter qu'une* « seule stratégie : mobiliser l'opinion pour obtenir un vote franc et massif qui manifeste la volonté de changement total des Français et qui ne puisse laisser au chef de l'Etat d'autre issue que de se retirer ». « N'oublions jamais que les institutions de la Vᵉ République reposent sur le contrat de confiance entre le président de la République et le peuple qui l'a élu, *poursuit l'ancien premier ministre.* Comment le président de la République pourrait-il se maintenir après une consultation électorale nationale montrant qu'il ne dispose plus de la confiance du peuple ? » *D'autre part, M. Barre rappelle qu'il continuera, quelles que soient les circonstances, à pratiquer l'union au sein de l'opposition.* « Je pratique et je pratiquerai l'union comme je l'ai toujours fait. Qui peut m'imputer avant 1981, et depuis 1981, la moindre manœuvre contre ceux avec lesquels je mène le combat de l'opposition, à quelque formation politique qu'ils appartiennent ? »

M. Toubon (RPR) : pas d'hostilité avec le courant du Front national

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré samedi 16 février, à Perpignan, au cours d'une conférence de presse, que le RPR « n'a pas d'hostilité avec le courant du Front national », *précisant :* « Il n'est pas question que le RPR fasse un pacte pour qu'il n'y ait pas d'alliance avec le Front national. D'ailleurs, les électeurs ont le droit de voter comme ils le veulent. »

« Ce que je peux certifier, c'est qu'il n'y aura pas d'accord national avec ce parti. Au plan local, les fédérations seront libres d'agir à leur guise. »

M. Séguin (RPR) : j'ai voulu être provocant

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, déclare, dans une interview au Quotidien de Paris *du 16 février :* « Poperen-Le Pen, même combat ! Toute cette opération de propagande et d'attaques contre Le Pen vise à servir cette stratégie de grignotage et de réduction du RPR et de l'UDF. C'est le comble du cynisme politique. » *M. Séguin explique ainsi la déclaration qu'il a faite à l'Express où il disait que pour les cantonales il préférerait* « prendre le risque de faire passer un socialiste plutôt que de faire alliance avec le Front national ». « J'ai voulu être provocant pour donner de l'écho à cette idée : la seule majorité d'alternance c'est l'UDF plus le RPR, et toute voix qui lui manquerait serait une voix pour les socialistes, une voix contre l'alternance ». *Il rappelle qu'il n'a aucun désaccord avec M. Chirac, qui a toujours eu sur ce point* « une attitude impeccable ».

M. Le Pen : le complot

M. Jean-Marie Le Pen, invité du « Forum de RMC », dimanche 17 février, a estimé qu'un « complot » *était ourdi contre lui par* « une cellule composée de hauts fonctionnaires de police ». *Selon lui,* « les socialistes caressent le fantasme fasciste et l'illusion que l'on pourrait regrouper la gauche dans une grande offensive antifasciste ». *Dans une interview au* Quotidien de Paris *du 18 février, le président du Front national affirme :* « La campagne actuelle n'est pas seulement dirigée contre moi. Elle accompagne aussi une entreprise de désinformation liée au terrorisme. Il s'agit de culpabiliser les organismes de défense dans leur lutte contre le terrorisme actuel en leur faisant comprendre qu'ils seront accusés à leur tour dans vingt ou trente ans d'avoir violé les droits de l'homme. »



En avant-première : la gamme Atari ST et le Commodore 128.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

LOGICIELS HP150

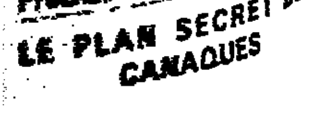
LISTE DES DISTRIBUTEURS AGRÉÉS

01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA Carrefour de l'Europe
01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA DIFFUSION - 45 av. Maginot
06000 NICE - SORBONNE INFORMATIQUE - 33 rue Gioffredo
06400 CANNES - SORBONNE INFORMATIQUE - 7 rue des Belges
06700 ST-LAURENT-DU-VAR COMPUTERLAND - Sortie Cap 3000 Av. Léon Béranger
10000 TROYES - STE-AUBE INFORMATIQUE - 10 place Foch
13006 MARSEILLE - L'ORDINATEUR 114 Cours Lieutaud
13006 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 49 rue Paradis
13006 MARSEILLE COMPUTERLAND - 1 av. de Corinthe
13006 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 111 rue Paradis
13006 MARSEILLE - D.N.S. L'ORDINATEUR - 3 rue Lafon
13100 AIX-EN-PROVENCE - F.B.I. FRANCE BUREAUT. INFORMAT. BUREAU SERVICE IMMEUBLE LE MIRABEAU - 3 av. des Belges
13770 VENELLES - DNS L'ORDINATEUR - ZI Les Piboules Avenue des Ribas
14000 CAEN - COMPUTERLAND 12 rue St-Pierre
14000 CAEN - CAEN MICRO-INFORMATIQUE - 154-156 rue St-Jean
16000 ANGOULÊME - SCEMI 6 terrasse d'Aegyptos 1 allée des Chaumes de Crage
17000 LA ROCHELLE - SATTI INFORMATIQUE - 7 rue St-Côme
17100 SAINTES - SATTI - INFORMATIQUE 1 ter quai de la République
21000 DIJON - DIALOG. INFORMATIQUE 18-20 av. du Maréchal Foch
24001 PÉRIGUEUX - M.P.B.I. 4 av. d'Aquitaine
25400 AUDINCOURT - S.G.I. ZI Les Arbletiers - B.P. 88
29000 QUIMPER - RADIO SELL SIREVE - Centre Commercial du Rallye
29200 BREST - SEDASIS - 1 r. de Nantes
29239 GOUESNOU - RADIO SELL SIREVE - ZAC de Kergaradec 27 rue Gaston Planté
31000 TOULOUSE - ACTION INFORMATIQUE - 33 rue Bertrand de Born
31000 TOULOUSE - COMPUTERLAND 32 rue des Paradoux
31000 TOULOUSE - STE TECHNIC CALCUL - 11 bd des Recollets
31000 TOULOUSE - SOUBIRON 9 rue Kennedy
31000 TOULOUSE - AGENA 5-7 rue St-Antoine du T.
33000 BORDEAUX - A.E.A. 48 allée de Tourny
34000 MONTPELLIER - INTERFACES 4 av. Georges Clemenceau
34000 MONTPELLIER - INFOCOP Croix d'Argent (Central Park) Avenue Paul Valéry
35000 RENNES - COMPUTERLAND 13 rue du Mail
35014 RENNES - VICATEL 6 ter rue du Bois Rondel
37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS G.M.I. - 11 rue Martin Audenet
38000 GRENOBLE - AXIAL 11 bd Gambetta
38240 MEYLAN - KRISTAL - Chemin des Clos - Z.I.R.S.T.
42100 SAINT-ÉTIENNE - PONY EXPRESS - 32 rue du Docteur Charcot
44000 NANTES - GIFO INFORMATIQUE - 2 place Danton
44000 NANTES - AGENA OUEST 28 bd Guisthieu
44154 SAINT-BREVIN-LES-PINS TORRIQ - ZI de la Guerche
45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE - Ets OLLIVIER - Centre Cedigros-Ingres - Rue Henri Dunant
45200 MONTARGIS - INFORMATIX 94 rue des Déportés
49000 ANGERS - ORDISOFT 17 place Molière
49000 ANGERS - ORDISOFT 53 rue Boisnet
49300 CHOLET - ACS INFORMATIQUE Plessis 17 bd Delhumeau
49400 SAUMUR - ORDISOFT 19 rue du Marché
51000 REIMS - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 27 bd de la Paix
51200 EPERNAY - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 56 av du Maréchal Foch
54000 NANCY - ETS RITTER 1 place Carnot
56000 LORIENT - COMPUTERLAND 2 rue Léo Bourgo
56400 AURAY - VIDEOR 40 bd Anne de Bretagne
59000 LILLE - RYO INFORMATIQUE 42 rue de Paris
59000 LILLE - AGENA NORD 115-117 rue Nationale
59000 LILLE - ETS CATRY 38 rue Faidherbe
59110 LA MADELEINE-LES-LILLE L.M.C. DISTRIBUTION 223 av. de la République
59140 DUNKERQUE - LITTORAL EQUIPEMENT - 18 rue des Arbres
60100 CREIL - HAPEL - 2 av. de l'Europe
62100 CALAIS - LITTORAL EQUIPEMENT - 41 rue Auber
62200 BOULOGNE/MER - LITTORAL EQUIPEMENT - Le Poséidon 30 av. Charles de Gaulle
63000 CLERMONT-FERRAND NEYRIAL INFORMATIQUE - 3 cours Sablon
63800 COURNON D'AUVERGNE AUVERLEC - ZI - 2 rue de l'Industrie
64000 PAU - AGI - 47 rue E. Guichène
64100 BAYONNE - ESPACE MICRO 64 - 10 rue J. Laffitte
67000 STRASBOURG - AGENA STRASBOURG - 5 place du Corbeau
68110 ILLZACH - DUBICH - Centre commercial Ile Napoléon - 6 rue de Berne
69000 LYON - AGENA RHÔNE-ALPES 47 cours Gambetta
69002 LYON - TERTIAL - 17 rue Gentil
69005 LYON - STICC INFORMATIQUE 88 quai Pierre Seize
69007 LYON - FACEN Motel d'entreprise - 75 rue Gerland
69007 LYON - D.O.M. - 274 r. de Créqui
69100 VILLEURBANNE INFORMATIQUE APPLIQUÉE - Pl. Croix Luizet. 171 rue Roger Salengro
69440 MORNANTE - EPI Le Plenil St-Laurent d'Agny
72100 D.M.I. - ZI Sud 14 bis bd Lefaucheux
74000 ANNECY - D.S.A. MICRO 3 rue des Glières
74300 CLUSE - I.C.S. - 19 r. Nicolas Girod
74102 ANNEMASSE CEDEX - D.S.A. MICRO - 15 rue Adrien Ligué - B.P. 89
75005 PARIS - COMPUTERLAND 38 bd St-Marcel
75005 PARIS - LA RÈGLE A CALCUL 65 bd St-Germain
75008 PARIS - AGENA 25 rue de la Pépinière
75009 PARIS - EUROTRON 55 rue d'Amsterdam
75009 PARIS - MÉDICAL COMPUTER 3 rue Chaussée d'Antin
75009 PARIS - L.T.A. - 13 rue Lafayette
75010 PARIS - SYSMECA 8 rue Demarquay
75010 PARIS - ILLEL CENTER INFORMATIQUE - 86 bd Magenta
75011 PARIS - MICROPOLIS 53 av. Philippe Auguste
75011 PARIS - IF/SILICON CENTER 70 rue de Montreuil
75011 PARIS - COPEM - 1 rue Guénot
75013 PARIS - SERBI 209 bd Vincent Auriol
75013 PARIS - RANDOM 69 bd St-Marcel
75013 PARIS - HAMILTON HGL 25 rue de Tolbiac
75014 PARIS - RYO INFORMATIQUE 94 bd de Montparnasse
75015 PARIS - ILLEL CENTER INFORMATIQUE - 143 av. Félix Faure
75015 PARIS - L.T.A. - 8 r. de l'Arrivée
75016 PARIS - RANDOM - 49 av. Kléber
75016 PARIS - BATISTEM 5 rue Boileau
75017 PARIS - GAMIC 27 bd Guersant
75017 PARIS - STE MENTHOR 28 rue Vernier
75017 PARIS - RANDOM 75 bd Péreire
75018 PARIS - LOCATEL 1 square Clignancourt
75019 PARIS - INFOGRAPH 26 rue d'Hautpoule
75740 PARIS CEDEX 15 COMPUTERLAND PARIS XV Centre Commercial Beaugrenelle 16 rue Linois - B.P. 84
76000 ROUEN - COMPUTERLAND 62 rue Jeanne d'Arc
76000 ROUEN - SCRIPTA INFORMATIQUE - 130 rue Jeanne d'Arc
76600 LE HAVRE - V.P.C. 87 rue Louis Brindeau
76700 GONFREVILLE L'ORCHER DMB - RN 15
78140 VÉLIZY - AB MICRO CONSEIL 54 bis place Louvois
78200 MANTES-LA-JOLIE - MICRO & SYSTEMS - 12 rue Henri Rivière
79000 NIORT - C.M.I. - 38 rue Mélaise
80000 AMIENS - LOGIC 20 rue St-Fuscien
84000 AVIGNON - INTERFACES 32 rue de la Balance
85000 LA-ROCHE-SUR-YON - G.I.F.O. 19 rue des Primevères
87000 LIMOGES - MACORBUR 12 rue Jean Jaurès
91000 EVRY - COMPTA FRANCE Centre Artisanal les Passages Vennel B. Franklin
91940 LES ULIS - C.M.G. ZI Courtabœuf - Le Parana
92000 NANTERRE - H.D.S. 37 rue Henri Barbusse
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT COMPTA FRANCE - 3 route de la Reine
92160 ANTHONY - ALMEX 48 rue de l'Aubépine
92380 GARCHES - S.T.I. 19 bis rue de Villeneuve
92800 PUTEAUX - E.A.C. Centre Commercial RER - La Défense 4
94150 RUNGIS - SCAIB Silic 137 - 80 rue d'Arcueil
98000 MONTE-CARLO - IMCO 13 rue St-Michel



Catalogue des logiciels HP150 à consulter chez les distributeurs agréés HP

HEWLETT PACKARD



POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

En Aquitaine, le scrutin se joue en Gironde

En Aquitaine, tous les regards sont tournés vers la Gironde, dont dépend en quelque sorte le « sort » de la région, aujourd'hui entre les mains des socialistes.

Pour l'opposition, l'affaire paraît entendue : les 10 et 17 mars, la Gironde « basculera » à droite et, avec elle, l'ensemble de la région.

Ce n'est pas si simple. D'une part, parce que le « basculement » de la Gironde, s'il se produit, ne donne pas pour autant à l'opposition la majorité des sièges au conseil régional, mais exactement la moitié. D'autre part, parce qu'un tel scénario peut être balayé par la publication du décret modifiant le mode de désignation des conseillers régionaux. L'Aquitaine, en ce cas, resterait, quel que soit le vote de la Gironde, dirigée par un président de gauche. Commence alors une autre histoire, riche, elle aussi, en péripéties : l'histoire d'une cohabitation, *a priori* difficile, entre une opposition qui se sentirait « flouée » et parle déjà de « *coup fourré* », de « *tricherie* » et une majorité qui, dans la région, ne manque pas de ministres, mais souffre de n'avoir pas de véritable « patron ».

De notre envoyée spéciale

Bordeaux. — A moins que « *le vent ne se mette à souffler dans les voiles socialistes* », l'opposition girondine est persuadée qu'elle ne peut, lors des élections cantonales, que consolider ses positions. Et il est vrai qu'aux dernières élections municipales, elle avait ravi à la gauche des villes importantes comme Talence, Pessac et Le Bouscat, et repris le contrôle de la communauté urbaine de Bordeaux. Ce « *reflux de la vague rose* » s'était confirmé lors des élections européennes, où la gauche avait encore reculé dans des zones où elle paraissait pourtant inexpugnable.

Pour se retrouver majoritaire au conseil général de la Gironde, il suffit à l'opposition de reprendre trois cantons. Elle est à ce point sûre d'y parvenir qu'on raconte même qu'au cours d'une partie de golf, des accords ont déjà été passés entre le RPR et l'UDF : M. Jacques Valade (RPR), premier adjoint au maire de Bordeaux, succéderait à M. Philippe MadreLLe (PS) à la tête du conseil général, tandis que M. Yves Lecaudey (UDF), maire de Sainte-Hélène, prendrait la présidence de la commission la plus convoitée, celle des finances.

« Indigne »

Ainsi, la Gironde basculant à droite rejoindrait le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques, déjà acquis à l'opposition, qui n'ose espérer rallier à ce trio la Dordogne, même si le scrutin promet d'être serré, et encore moins les Landes, où la gauche est très solidement implantée.

Une victoire en Gironde suffirait-elle à l'opposition pour enlever aussi la présidence du conseil régional à M. Madrelle. Même en l'absence d'un décret modifiant le mode de représentation des conseils régionaux, l'affaire n'est pas si simple. Actuellement, au conseil régional, l'opposition détient 29 sièges, et la majorité 47. Si le conseil général de la Gironde, qui désigne 9 représentants au conseil régional, change de majorité, c'est l'équilibre : 38 sièges pour la droite, 38 sièges pour la gauche. Plusieurs solutions sont alors possibles.

L'assemblée régionale peut porter à sa présidence son doyen d'âge, qui, aujourd'hui, serait M. Henri Grenet, maire (UDF-rad.) de Bayonne. L'opposition comme la majorité, tout en pensant à tel ou tel de ses conseillers généraux ou maires suffisamment âgé pour, le moment venu, emporter la décision, affirment toutes deux qu'une telle solution serait « *indigne* ». Telle est en tout cas l'expression employée par M. Valade. M. Madrelle estime pour sa part que « *gouverner à travers les hospices n'est pas souhaitable* ». Il est vrai aussi que, tout naturellement, M. Madrelle se refuse à envidager une telle hypothèse, car la Gironde devrait « *rester à gauche* ». « *Seuls les combats qui ne sont pas menés sont perdus* », dit-il. Alors M. Madrelle se bat, dans son canton de Carbon-Blanc et dans tout le département. Il défend les réalisations du conseil général dont il est le président depuis 1976 et cherche à « dégeler » l'électorat de la gauche.

Autre solution envisageable, en cas d'équilibre des forces à l'assemblée départementale : le recours à un homme de consensus. M. Jacques Chaban-Delmas a cultivé cette image et la cultive encore. Par le passé, chabanistes et socialistes avaient su, sous son autorité, se répartir les rôles. Si l'opposition arrive au conseil régional « auréolée » de son succès en Gironde, l'ancien premier ministre de Georges Pompidou peut nourrir l'espoir de retrouver la présidence du conseil régional, qu'il a perdu, en 1979 au profit de M. Labarrère. Cette année-là, une rigoureuse discipline de vote au sein du groupe socialiste et radical de gauche n'avait pas permis au maire de Bordeaux de bénéficier des voix de quelques « transfuges » et de se maintenir à un poste qu'il occupait depuis 1974.

Aujourd'hui, même si les clivages se sont accentués, M. Chaban-Delmas peut croire que de nouvelles « défaillances » joueront en sa faveur. Mais il peut aussi considérer que des élus de gauche pourraient accepter de constituer, sous sa présidence, un bureau mixte d'entente politique et bordelaise où ils domineraient.

Une cohabitation

Une telle entente paraît, pourtant, difficile à trouver. Dans l'opposition, la frange la plus dure du RPR, ou la plus « orthodoxe » si l'on veut, redoute ce genre d'accord, tout comme cette partie de l'opposition qui, derrière M. Jean François-Poncet, sénateur, président du conseil général de Lot-et-Garonne, essaie de s'organiser pour exister face au PS et au RPR (*le Monde* du 24 janvier). A gauche, la situation ne sera pas moins confuse entre le MRG, qui a dans le passé accordé des voix au maire de Bordeaux, le PC, qui dénonçait de telles « *collusions* » et le « *virage à droite* » des socialistes, et enfin les socialistes eux mêmes divisés sur l'éventualité d'une cohabitation.

De telles solutions cependant ne tiennent pas compte de la publication possible du décret gouvernemental, qui, en modifiant le mode de désignation des représentants des conseils généraux au conseil régional, permettrait à la gauche, dans tous les cas de figure, de garder la région : les élus aquitains, dans cette hypothèse, s'essaieraient là aussi à la cohabitation, mais sous l'arbitrage d'un président de gauche qui déciderait d'ouvrir plus ou moins largement le bureau et éventuellement d'attribuer des présidences de commission à l'opposition.

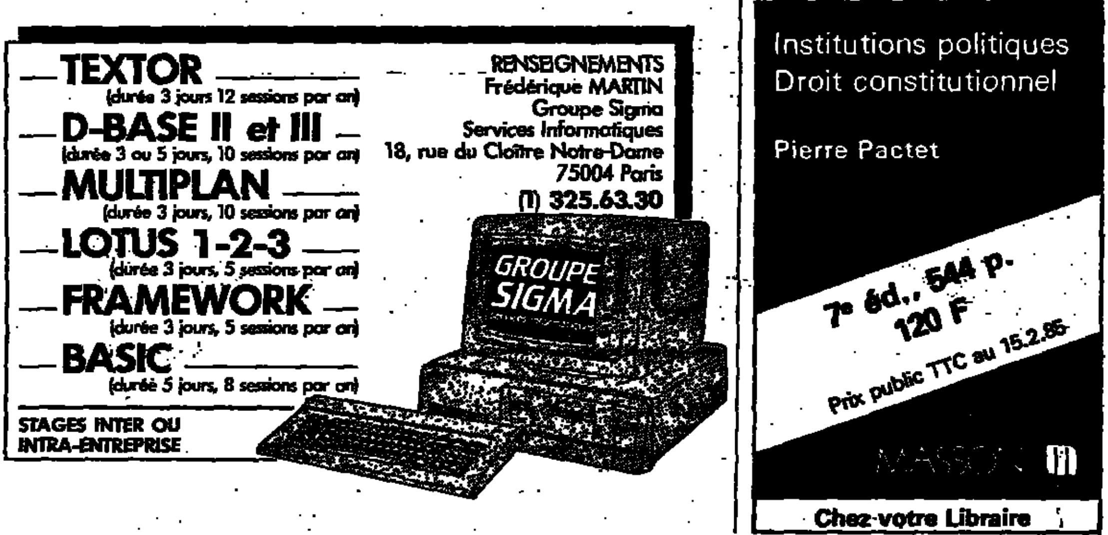
D'ores et déjà, celle-ci réagit violement. Selon M. Chaban-Delmas, un tel décret enlèverait à l'opposition « *la moindre chance de reprendre la direction de la région* ». Pour M. François-Poncet, « *il va mettre le feu aux poudres* ».

L'opposition se demande si, « *mise en minorité par une telle manœuvre* », elle pourrait accepter de participer au bureau, de « *se mettre à table avec les tricheurs* ». Après avoir déposé un recours en Conseil d'Etat, elle pourrait décider, en attendant, d'appliquer ce qu'elle considère comme la loi. Se référant à l'article 41 de la loi de décentralisation, qui prévoit que toutes les décisions du conseil général doivent être prises à la majorité, elle déciderait de continuer à désigner ses représentants au conseil régional au scrutin majoritaire. Ce que M. Gérard Gouzes, député (PS) de Lot-et-Garonne, maire de Marmande et candidat aux élections cantonales, qualifie de règle « *du totalitarisme de la majorité* ».

Il ne se trouve pas d'élus socialistes en Aquitaine pour dénoncer ce projet de décret. Leurs interrogations portent plutôt sur le degré d'ouverture possible du bureau du conseil. M. Christian Laurissergues, député (PS) de Lot-et-Garonne et premier vice-président du conseil régional, se déclare favorable à une représentation proportionnelle au sein du bureau, représentation qui pourrait, dit-on, être rendue obligatoire par un texte de loi. M. Philippe Madrelle, précise qu'il lui paraît toutefois « *difficile* » d'attribuer à des élus de l'opposition qui ne votent pas le budget de la région des présidences de commission.

De cette ouverture éventuelle, les élus socialistes d'Aquitaine auront tout loisir de discuter au lendemain des élections cantonales quand ils auront à déterminer leur stratégie et à désigner éventuellement le successeur de M. Madrelle à la tête de la région. Si celui-ci est réélu à la présidence du conseil général de la Gironde, le jeu peut rester entre ses mains, bien qu'il soit contesté au sein du PS (*le Monde* du 11 octobre 1984). Si en revanche il est battu, mais que les socialistes gardent la présidence du conseil régional, son maintien à la tête de la région n'est pas évident. Pas plus, en fait, que ne l'est sa succession, dans la mesure où les candidats potentiels sont aujourd'hui au gouvernement, qu'il s'agisse de M. Labarrère dans les Pyrénées-Atlantiques, de M. Roland Dumas en Dordogne, de Mme Catherine Lalumière en Gironde ou de M. Henri Emmanuelli dans les Landes. S'il ne se trouvait personne pour arbitrer une situation aussi délicate, M. Madrelle pourrait bien continuer à assurer la transition, devenant en quelque sorte, et selon le mot de son prédécesseur, M. Labarrère, le « *Jean XXIII* » de l'Aquitaine.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.



NOUVELLES BRÈVES

● *Au Mans, un adjoint au maire en congé du Parti communiste.* — L'adjoint chargé de la culture au sein de la municipalité de gauche du Mans, M. Henri Lelièvre, militant du PCF depuis quarante ans, a décidé de se mettre en congé de parti. « *Communiste il est, communiste il demeure* », mais en toute indépendance, désormais, de l'équipe dirigeante actuelle, « *restée la même après le vingt-cinquième congrès, une équipe qui se trompe depuis sept ans et se complaît dans l'autosatisfaction* », a-t-il déclaré.

Le maire, M. Robert Jarry, et deux de ses adjoints avaient, lors de la conférence fédérale précédant le congrès, voté contre la résolution du comité central. — (*Corresp.*)

● *Le maire RPR de Draguignan met en cause la gestion de l'ancienne municipalité socialiste.* — Une vive polémique s'est engagée à Draguignan entre le maire, M. Jean-Paul Claustres (RPR) et M. Edouard Soldani, sénateur socialiste et président du conseil général du Var. M. Claustres, qui a rendu publiques, mardi 12 février, les conclusions d'un « *Livre blanc sur la gestion socialiste de la ville* », accuse la municipalité précédente d'avoir laissé un déficit d'au moins 13,7 millions de francs. M. Edouard Soldani a annoncé pour sa part, mercredi 13 février, qu'il venait de demander aux ministres des finances et de l'intérieur ainsi qu'à la Cour des comptes d'ouvrir « *immédiatement* » une enquête pour vérifier les comptes de ses vingt-quatre années de gestion mais aussi ceux de « *onze mois de gestion Claustres* ».

● *Regroupement des gaullistes de gauche.* — Le Mouvement gaulliste populaire (MGP), dont le secrétaire général est M. Jean-Louis Delecourt, et la Fédération nationale des gaullistes de progrès, dont le secrétaire général est M. Jacques Blache, ont décidé d'unifier leurs actions pour organiser « *la composante gaulliste de la majorité présidentielle* ». M. Blache a été chargé, dans un premier temps, d'animer une association nationale d'élus gaullistes, démocrates et républicains de progrès qui devrait être élargie à « *tous les élus divers gauche ou modérés favorables à la majorité* ». Les deux mouvements, dont la fusion est envisagée, ont d'ores et déjà entamé une réflexion commune au sein du club Action gaulienne.

LE FRONT NATIONAL A L'ASSAUT DES CONSEILS GÉNÉRAUX

Dans la série de portraits de candidats aux élections cantonales, membres du Front national ou soutenus par lui (*le Monde* daté 17-18 février), des coupes et un mastic ont rendu incompréhensible un passage de l'article consacré au docteur André Cathala-Delamas, candidat dans le septième canton de Toulouse. Il fallait lire (avant-dernière colonne, *in fine*) :

« L'armoire pleine de cadavres — le « *goût amer de la trahison* » au PR, les cris dans le désert à propos du Vietnam, de 1981, des immigrés, des débuts difficles ou ratés, il l'a montée, bizarre et puissante locomotive de vie sur les routes du toujours plus et de l'autre chose.

« Alors, pourquoi pas un tour de piste cantonale symbolique, tout en maugréant qu'on aurait bien autre chose à faire, sous la bannière Le Pen, contre un sortant socialiste, Gérard Bapt, qui pèse aussi son poids, électoral, de député ?

Sur une étagère de l'armoire-locomotive, on trouvera bien, entre autres réflexions et gamberges, le bocal « *immigrés* », la boîte étiquetée « *sécurité* » et dans le sac à sentences : « *à travail égal, salaire égal* ».

Donc va pour la candidature, va pour les « *quatre ou cinq mille balles à dépenser pour la campagne même si c'est jeté par la fenêtre* ». Le docteur Cathala-Delmas pourra les claironner ses idées, dénoncer le « *sentiment de ras-le-bol général* », proclamer qu'il « *faut des hommes responsables et honnêtes* ».

● *M. Mitterrand sur la tombe de George Sand.* — Le président de la République s'est rendu, samedi 16 février, dans l'Indre, pour une visite privée de quelques heures à Nohant, où il a visité la maison de George Sand, avant de se rendre sur la tombe de l'écrivain.

DEUX TEXTES POUR CONTROLER LES PRODUITS TOXIQUES ET LES SUBSTANCES CHIMIQUES

Un arrêté et un décret publiés respectivement samedi 16 et dimanche 17 février au *Journal officiel* confient de nouveaux pouvoirs au ministère de l'environnement pour mieux contrôler les produits toxiques et les substances chimiques.

Désormais, tout producteur de déchets solides restera responsable de ses résidus jusqu'à leur élimination totale. Un bordereau accompagnera leur pérégrination et sera visé à chaque étape. L'éliminateur final devra informer le producteur de la destruction des produits, et, s'il ne le fait pas dans les trois mois, le producteur devra informer l'administration, qui, ainsi, devrait garder le contrôle — avec l'aide d'un réseau informatisé — de tous les produits toxiques circulant en France.

Pour ce qui concerne les nouvelles substances chimiques, elles seront dorénavant soumises à trois contraintes. Tout fabricant lançant sur le marché un nouveau produit chimique devra d'abord en faire la déclaration au ministère de l'environnement. Son dossier comprendra non seulement les caractéristiques du produit mais aussi son mode de transport, ses techniques de stockage, les résultats des essais de toxicité sur les animaux et les modalités d'évolution du produit avec le temps.

Ces dossiers seront ensuite examinés par une commission d'évaluation de la toxicité, comprenant des fonctionnaires des différents ministères concernés et une trentaine de personnalités qualifiées. Enfin, en cas d'urgence, le ministère de l'environnement pourra interdire la vente d'un produit chimique. Il communiquera aux centres antipoisons toutes les indications concernant cette substance, y compris les renseignements commerciaux considérés comme confidentiels.

OBJECTIF JAPON
COMPRENDRE ET REUSSIR

I.S.G. VIDEO
organise à Paris
Hôtel SOFITEL-SÈVRES

LE 13 MARS 1985

JOURNÉE DE TRAVAIL ET DE FORMATION

AVEC LA PARTICIPATION DE L'
Association Française pour les Cercles de Qualité

SOUS LE PARRAINAGE :

Du Ministère du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur
De la Communauté Économique Européenne
De la Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Japon
De la Mairie de Paris
De l'Ambassade du Japon en France
De l'Ambassade de France au Japon
De l'Ambassade de Suisse au Japon
Du JETRO - Japan External Trade Organization
Du Comité Japon du CNPF

Renseignements et inscriptions :



I.S.G. VIDEO : 8 rue de Lota 75116 Paris
Tél. (1) 553.11.05 (poste 16)







VACANCES EN ESPAGNE - ITALIE PORTUGAL
Vaste choix de locations en bord de mer : hôtels, villas et appartements de tous standings.
Renseignements
SLAM Vacances
17, rue du Fbg Montmartre
75009 Paris
(Mo Rue Montmartre)
Brochure sur demande contre 9,50F en timbres pour participer aux frais d'envoi.

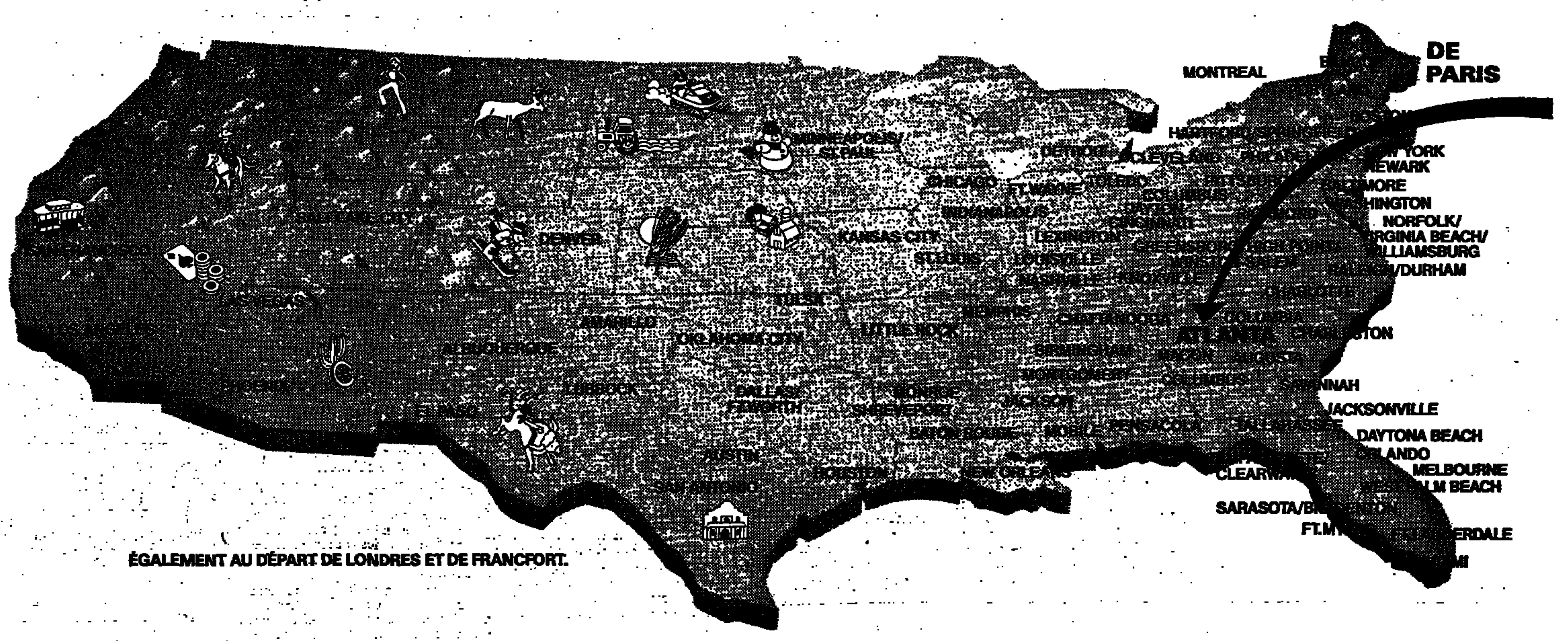
هكذا من الأصل

R.C.S. Paris B 331 443 705.

Une nouvelle porte ouverte sur les USA

ATLANTA SUR DELTA

A partir du 2 Avril, Delta, la compagnie qui dessert plus de 90 villes aux USA, décolle de Paris.



Les longs courriers Tristar de Delta partent de Paris à 12 h 25 et arrivent à Atlanta à 14 h 40. Quatre fois par semaine, le mardi, le jeudi, le samedi et le dimanche.

Delta est une des premières compagnies mondiales.

La flotte Delta comprend plus de 200 jets, dont les longs courriers Tristar, les longs courriers 767s, les Boeing 737s et les nouveaux 757s. Delta s'envole plus de 1400 fois chaque jour vers 100 villes aux USA et à l'étranger.

Atlanta (la plaque tournante des USA) une porte d'entrée idéale sur les USA.

Delta offre plus de services depuis Atlanta que n'importe quelle autre compagnie aérienne et que de n'importe quelle autre ville (importante). Plus de 360 départs par jour vers plus de 90 villes américaines d'est en ouest incluant Chicago, Los Angeles, New Orleans, Miami et Orlando, où se trouvent Epcot Center/Walt Disney World.

Les facilités du vaste terminal international de l'aéroport d'Atlanta offrent de nombreuses commodités. Les opérations nationales et internationales s'effectuent dans un même complexe de terminaux. Douanes et vérification de l'immigration sont regroupées en un seul endroit. Delta prend les bagages directement sur les vols correspondants.

Et aussi, les services d'un personnel extraordinaire.

Nous avons plus de 36000 hommes et femmes – des professionnels de Delta – pour servir nos clients. Pendant les 10 dernières années, Delta a enregistré moins de réclamations, par 100000 passagers embarqués, que toute autre grande compagnie aérienne américaine, selon les statistiques du gouvernement américain.

Delta en classe affaire "Médaillon"

C'est du luxe économique. Des sièges plus larges, des repas raffinés avec un grand choix d'entrées et de desserts. Un élégant service en porcelaine de Chine. Cocktails, vins fins, champagne et liqueur. Un groupe de cabines individuelles à deux sièges, une priorité pour débarquer et la possibilité de transporter plus de bagages.

Volez en classe affaire "Médaillon". Ou en première classe Delta avec des sièges couchettes.

Nos clients apprécient le confort de nos superjets, leur cuisine internationale, les projections des tout derniers films et les 8 stations de radio en stéréo à chaque siège.

Atlanta est une porte ouverte sur les États-Unis, avec des liaisons Delta pratiques sur les villes d'est en ouest.

Pour informations et réservations, appelez votre agence de voyages, ou **DELTA AIR LINES : 335.40.80.**



DELTA : ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS

société

LA GUERRE DES ENTERREMENTS

Michel Leclerc mène l'assaut contre le monopole des Pompes funèbres

Les constats d'huissier pleuvent, les procès se succèdent en première instance, comme en appel, et c'est tout juste si les convois mortuaires ne tombent pas dans des embuscades. Les défunts reposent encore en paix dans nos cimetières, mais le chemin qui les y conduit est de plus en plus agité. Dans le petit monde des pompes funèbres, la guerre fait rage depuis que M. Michel Leclerc, quarante-cinq ans, le frère d'Edouard, un gaillard de 1,83 m, casseur de prix et de monopole, a lancé la bagarre contre le système français des enterrements, qu'il trouve en contradiction avec la liberté établie par le traité du Marché commun.

Une loi de 1904 a organisé les obsèques en France. Elle est fondée sur le principe du monopole. Dans une commune donnée, une seule entreprise s'adjuge la totalité des prestations funéraires essentielles. Cette entreprise est soit une régie municipale (comme à Paris, Lyon ou Marseille), soit une firme privée à qui la mairie concède le monopole. C'est le cas dans 80 % des villes moyennes. Restent les communes rurales, qui, en raison de leur faible population, ne recourent ni à la régie ni à la concession, et laissent les familles se débrouiller.

En pénétrant dans le domaine réservé des obsèques, Michel Leclerc s'attaque donc à la fois aux grands maires de France (Jacques Chirac, Gaston Deferre, Francisque Collomb) et à la société qui a emporté les trois quarts des concessions dans les villes moyennes : les Pompes funèbres générales (PFG), filiale de la puissante Lyonnaise des eaux.

Prix d'ami

Pour mener l'assaut contre de telles forteresses, Leclerc a recruté de petits entrepreneurs de pompes funèbres qui se sont, comme on dit, « franchisés ». Ces « aventuriers » payent 20 000 F de droit pour entrer dans la « bande » à Leclerc, et s'engagent à verser 0,8 % de leur chiffre d'affaires à la caisse commune. En contrepartie, la maison mère leur assure des fournitures à prix d'ami, les conseils d'un avocat et, même, le remboursement des frais en cas de procès perdu.

Dans une vingtaine de villes, en neuf mois, ces « pirates » des pompes funèbres ont organisé 1 600 convois en violation du monopole. A Chaumont et Antibes, ils ont conquis la moitié du marché; à Provins, Charleville, Alençon, Angoulême, Périgueux, le tiers; à Paris et Lyon, quelques miettes seulement. L'argument des « franchisés » Leclerc est partout le même : *« Nos factures sont moins élevées que celles de la régie municipale ou de l'entreprise privée concessionnaire. »*

Bien entendu, les pompes funèbres officielles affirment qu'il n'en est rien, et elles contre-attaquent en assignant leurs concurrents devant les tribunaux de commerce ou les juges de grande instance. Les Pompes funèbres générales, qui assurent la moitié des enterrements, se trouvent en première ligne. Et Leclerc a trouvé à qui parler. Le PDG des PFG, M. Pierre Poinsignon, est un ancien militaire. Il a tenu récemment à faire un premier bilan des opérations au PC parisien de sa société. Sur dix-sept procès intentés à des « franchisés » Leclerc par des villes ou des concessionnaires privés (PFG ou Roblot), les défenseurs du monopole en ont gagné seize. Seuls les juges de Laon ont absou l'ambulancier qui, dans cette ville, taille des croupières à la régie municipale. Partout ailleurs, les juridictions ont donné tort aux irréguliers : chaque violation constatée leur coûte désormais de 2 000 à 3 000 francs.

Trois cents convois par mois

Mais ce tir de barrage juridique n'arrête pas l'élan du réseau Leclerc. Deux « franchisés » seulement se sont découragés. Les autres continuent. Michel Leclerc les soutient en payant les astreintes auxquelles ils sont condamnés. Il a même prévu dans son budget de 1985 un crédit de 10 millions de francs pour payer les pots cassés. Le nerf de la guerre ne fera donc pas défaut.

Les hommes de Leclerc se conduisent comme des partisans en face d'une armée régulière. Coups de main, harcèlement, puis dérobade. L'un d'entre eux, M. Jaulin, qui chasse sur les terres des PFG à Angoulême, Périgueux et Cognac, est passé maître dans l'esquive. Les hommes de loi lancés contre lui par M. Poinsignon n'arrivent pas à le coincer, malgré de multiples condamnations. L'entreprise change de nom et il n'y a jamais un sou sur ses comptes en banque. Veut-on faire saisir le matériel ? On s'aperçoit que les cercueils sont en dépôt-vente et que les corbillards sont loués. La guerre des enterrements a déjà coûté en neuf mois 4,5 millions de francs aux PFG. Une piqûre d'épingle pour la puissante maison : 0,32 % de son chiffre d'affaires. Mais plusieurs des succursales de province sont à présent en déficit. Et, surtout, M. Poinsignon redoute que la révolte qui ne touche encore que seize départements ne gangrène l'ensemble du territoire.

Car, loin de battre en retraite, Michel Leclerc, comme un général en campagne, ouvre de nouveaux fronts à Strasbourg, Colmar, Arcachon et Toulouse. Le nombre des convois en violation de monopole atteint trois cents par mois. *« M. Poinsignon veut me briser les reins*, dit-il. *C'est moi qui aurai raison du monopole. »*

Bref, on paraît s'installer dans un conflit de longue durée. En réalité, les *maquisards* comptent sur un retournement en leur faveur des mentalités et de la législation. Les *familles s'agitent.* En Bretagne et dans les Pays de la Loire, les partisans de la crémation sont obligés de faire transporter leurs défunts en région parisienne parce qu'il n'existe aucun crématorium dans l'Ouest. Ils viennent d'écrire au président de la République pour demander que la municipalité communiste de Carhaix (Finistère) soit autorisée à construire une de ces installations avec l'aide de la région, des départements et de l'Etat.

M. Jean-Louis Masson, député RPR de Metz, vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi qui révolutionnerait les habitudes. Dans les communes qui n'assurent pas elles-mêmes le service des pompes funèbres, liberté totale serait rendue aux entreprises privées. Plus de monopole mais interdiction de toute publicité. Enfin le régime particulier de l'Alsace et de la Lorraine serait aligné sur le droit commun.

Au Parlement, enfin, M. Roger Rouquette, député socialiste de Paris, anime un groupe de parlementaires qui doivent proposer une réforme du système des obsèques. On en est, pour l'instant, à écouter les avis des professionnels et des administrations concernés. Le nouveau texte devrait être présenté au gouvernement au début d'avril.

MARC AMBROISE-RENDU.

En Grande-Bretagne

LES POMPIERS ONT PEUR DU SIDA

La panique règne dans certaines prisons londoniennes, celles de Chelmsfort et de Wormwood Scrubs notamment, depuis la mort le 6 février d'un aumônier homosexuel, Gregory Richards, qui était atteint du SIDA. Un employé de la prison de Wormwood Scrubs a été hospitalisé et placé en isolement, de même qu'un prisonnier homosexuel de vingt-cinq ans. L'un et l'autre présentent des signes de la maladie. Deux autres prisonniers subissent des examens biologiques complémentaires.

A Londres, le syndicat des gardiens de prison annonce qu'il s'opposera dorénavant à tout transfert, dans l'attente d'une enquête sur les services médicaux des établissements et sur les possibilités de dépistage. Les gardiens craignent, en effet, qu'une véritable épidémie ne se déclare au sein des établissements pénitentiaires, dont les équipements médicaux sont particulièrement frustes.

Pour sa part, le syndicat des pompiers britanniques a recommandé à ses adhérents de ne pas pratiquer de bouche-à-bouche sur des homosexuels, et notamment en cas d'accident dans les communautés ou les clubs « gay », par crainte d'une contamination.

Au total, cent vingt cas de SIDA ont été officiellement recensés en Grande-Bretagne depuis l'été 1983, et cinquante-trois des malades sont morts.

AUX ÉTATS-UNIS

Troisième implantation d'un cœur artificiel

Le docteur William de Vries, qui a procédé dimanche matin 17 février à sa troisième implantation d'un cœur artificiel sur un être humain, est satisfait de l'état de son malade. M. Murray Haydon, cinquante-huit ans, s'est réveillé *« sans problèmes »*, selon les déclarations du centre Humana de Louisville (Kentucky), après une intervention qui n'a duré que trois heures et demie. L'inventeur du cœur artificiel, le docteur Robert Jarvik, a procédé à de nouveaux perfectionnements et il a déclaré qu'il ne considère plus l'intervention comme de nature expérimentale.

On ne peut oublier néanmoins que les deux opérés précédents, le docteur Barney Clark et M. W. Schroeder, ont présenté des troubles vasculaires cérébraux sérieux, qui ont gravement altéré la qualité de leur survie. Le premier est décédé (il y a deux ans) au bout de cent douze jours. Le second, opéré il y a quatre-vingt-trois jours, est toujours hospitalisé au centre hospitalier d'Humana, mais il a quasiment perdu l'usage de la parole : il se trouve, depuis la thrombose cérébrale dont il a souffert le 14 décembre, vingt jours après l'intervention, dans un état psychologique dépressif, et il ne peut se servir seul de son cœur artificiel portatif.

M. Murray Haydon souffrait depuis 1981 d'une cardiomyopathie grave, et avait été considéré comme trop âgé pour être candidat à une transplantation cardiaque. L'équipe médicale a déclaré que, si des complications cérébrales comme celles qui furent observées chez les deux prédécesseurs de M. Haydon dévaient survenir, elle pourrait être amenée à retarder d'autres tentatives. Il semble que les embolies s'étaient formées au niveau de la jonction entre ce qu'il reste du cœur malade et le cœur artificiel implanté, et des mesures palliatives (anticoagulants à hautes doses) ont cette fois été adoptées.

La chaîne hospitalière privée Humana Inc., qui assume les frais de ces interventions, s'est engagée à en financer une centaine, pour un montant total de 25 millions de dollars. Ses dirigeants voient dans cette initiative un double aspect, publicitaire d'une part et financier de l'autre, qui pourrait donner de leur groupe (quatre-vingt-onze hôpitaux répartis dans vingt-deux Etats américains et trois pays étrangers) une image de haute technologie et de qualité, pour les soins d'avant-garde, qui ne pourrait qu'améliorer encore sa rentabilité.

Le bénéfice de la chaîne Humana Inc. en 1984 s'élève à 193 millions de dollars, et les quelque 100 000 à 200 000 dollars que coûte chaque implantation de cœur artificiel sont à l'évidence une quantité négligeable dans un tel budget. Cependant, un tel coût risque de peser très lourd si, l'amélioration des techniques aidant, les quelque cinquante mille Américains qui pourraient bénéficier chaque année d'une telle technique en exigeaient la prise en charge par les autorités sanitaires ou les compagnies d'assurances...

Il est permis d'émettre quelques doutes sur la qualité de la survie dont bénéficient — provisoirement — les malades ainsi opérés. Parfaitement avertis de son caractère aléatoire, par une note de dix-sept pages que leur fait signer le docteur de Vries et qui ferait reculer les plus audacieux, des hommes se présentent néanmoins qui, pour gagner quelques jours ou quelques mois d'une existence amoindrie, sont prêts à toutes les souffrances, à tous les délabrements intellectuels, à toutes les invalidités... et même, comme le précise la note en question, *« à une survie purement végétative »*.

Dr. E.-L.

Don d'ovule et transfert d'embryon : une première en Italie

Un enfant de 3 kilos est né en Italie par césarienne après que sa mère eût reçu l'embryon qu'avait porté sa sœur jusqu'au cinquième jour du développement. Cette dernière avait été fécondée par insémination artificielle avec le sperme du mari de la femme stérile. Le docteur Léonardo Formigli, gynécologue de l'université de Pavie, a dirigé cette opération après avoir fait plusieurs séjours d'étude à Londres. L'insémination avait eu lieu le 24 mai 1984, et l'embryon a été prélevé chez la sœur volontaire au cinquième jour de sa formation le 29 mai 1984, puis transféré chez la mère stérile.

Ce type d'intervention équivaut à un « don d'ovule » et peut être envisagé lorsque la stérilité d'une femme est due à une absence d'ovulation. L'aspect technique — et éthique — délicat de ce procédé tient à la nécessité de procéder chez la femme « donneuse d'ovule » à un lavage de la cavité utérine pour récupérer au cinquième jour de la gestation l'embryon qui s'y est implanté. Une concordance hormonale rigoureuse entre les cycles des deux femmes doit en outre être obtenue.

La vingtaine de cas du même type présentés aux Etats-Unis depuis deux ans a soulevé des remous et des désapprobations qui ont conduit à la suspension par les autorités fédérales des crédits accordés à ces recherches.

L'embryon n'avait pas pu être extrait chez deux de ces femmes américaines volontaires, qui avaient dû subir ultérieurement un avortement. Le risque d'infection utérine ou de grossesse extra-utérine chez la donneuse n'est, en outre, pas négligeable.

Il semble que le cas de l'université de Pavie soit le premier du genre en Europe.

Sur le plan juridique, l'enfant qui naît de cette façon est légalement celui de ses deux parents. Sur le plan biologique, il détient cependant le patrimoine génétique de son père, certes, mais aussi d'une autre femme, la donneuse d'ovule.

Dr. E.-L.

Un commando fait sauter une caserne à Ajaccio

Un commando de six hommes en cagoule et armés a fait exploser, dimanche 17 février, à 5 heures, trois charges dans l'enceinte de la caserne Grossetti, à Ajaccio (Corse) — siège de la 55e division militaire territoriale. Les dégâts matériels sont considérables, mais l'explosion n'a pas fait de victimes.

A l'entrée, la sentinelle, sans arme, avait auparavant été ligotée, ainsi que les sept plantons en service à l'intérieur de la caserne. L'attentat n'était pas encore revendiqué lundi 18 février en fin de matinée. Les enquêteurs du SRPJ d'Ajaccio penchent pour l'hypothèse d'une action de l'ex-FLNC. L'organisation dissoute a, en effet, depuis 1979, visé à plusieurs reprises des objectifs militaires en Corse — dont la caserne de la légion à Corte et diverses casernes de gendarmerie.

Ce nouvel attentat survient trois semaines après l'assassinat de Jean Dupuy (responsable du service d'ordre de l'Association pour la Corse française et républicaine) — non encore revendiqué. Il se situe aussi à la veille des prochaines élections cantonales.

M. Charles Hernu, ministre de la défense, a dépêché sur place le général Bernard Philipponnat, inspecteur général de l'armée de terre, pour *« enquêter sur les mesures à prendre à la suite de cet attentat »*, selon les termes d'un communiqué émanant du commandement de la Ve région militaire — dont dépend la 55e division stationnée à la caserne Grossetti.

Une facilité déconcertante

Pour se laver de l'accusation de laisser-aller dans le gardiennage des enceintes militaires attaquées ici et là en France, comme en Ariège en 1981 et en Corse, à plusieurs reprises jusqu'au dernier incident d'Ajaccio, le ministère de la défense explique tantôt qu'il s'agit d'agressions menées par des commandos supérieurement organisés et déterminés, tantôt qu'il s'agit d'opérations de plasticage contre des bâtiments administratifs sans intérêt, comme des mess de garnison ou des services annexes d'état-major.

Dans l'un comme l'autre cas, on découvre ensuite que le commando était une bande de voyous sans envergure et que, dans le bâtiment militaire qui a servi de cible symbolique à une action d'éclat à caractère psycho-publicitaire, l'armée de terre se contente de quelques concierges démunis d'armes ou de protection passive.

Certes, on ne peut disposer de sentinelles en armes devant tous les bâtiments militaires, surtout les plus anodins, et on ne peut leur donner à toutes des consignes inconsidérées d'ouverture du feu, à moins d'accepter le risque de « bavures » graves et irréparables. Mais la facilité avec laquelle les coups de main ont lieu contre des enceintes militaires, insuffisamment ou mal gardées, a de quoi déconcerter en cette période de terrorisme actif de tous bords en France, surtout lorsque le gouvernement considère officiellement ce terrorisme comme un acte de guerre.

JACQUES ISNARD.

● *Incendie dans les locaux du journal* Pour l'autogestion. — Un incendie a ravagé, pendant la nuit du samedi 17 au dimanche 18 février, les locaux du journal *Pour l'autogestion*, organe de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), au 42, rue d'Avron, dans le vingtième arrondissement de Paris. La police enquête sur les causes de cet incendie qui a détruit les machines de composition, les archives et la bibliothèque du journal. Le local de la rue d'Avron abritait également la rédaction de l'organe de la Tendance marxiste révolutionnaire internationale (TMRI), *Sous le drapeau du socialisme.*

A Anglet

UNE CACHE D'ARMES EST DÉCOUVERTE AU PAYS BASQUE FRANÇAIS

Une cache d'armes, utilisée par les séparatistes basques espagnols, a été découverte, le vendredi 15 janvier, à Anglet près de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Il s'agit de la troisième saisie d'armes au Pays basque français en l'espace de quinze jours.

Plusieurs pistolets, deux mitraillettes, des détonateurs, du cordon détonant, des faux-papiers français et espagnols ainsi qu'une douzaine de gilets pare-balles étaient dissimulés dans un garage à bateaux, loué par des inconnus, près du port de plaisance d'Anglet. Les enquêteurs ont également trouvé du matériel de faussaire, un équipement radio permettant l'écoute des polices française et espagnole et des émetteurs-recepteurs portatifs.

Cette saisie intervient au terme d'une longue surveillance menée par la police judiciaire autour du garage, devant lequel des voitures immatriculées en Espagne avaient été remarquées à de nombreuses reprises. Les enquêteurs estiment que le matériel découvert correspond à celui qui est utilisé par les Commandos autonomes anticapitalistes (CAA).

● *Assignation à résidence d'un membre de l'ETA militaire.* — Tomas Linaza Echeverria (vingt-huit ans), responsable présumé de l'ETA militaire, a été assigné à résidence dans le Pas-de-Calais, le samedi 16 février, au terme d'une peine de détention de six mois, à la prison de Bayonne, pour port d'armes.

● *Attentats antinucléaires.* — Des inconnus ont provoqué un court-circuit, dimanche 19 février, vers une heure du matin, sur deux postes d'interconnection d'EDF, l'un situé à Tavel (Gard), l'autre en Ardèche. Le courant n'a été rétabli qu'après plusieurs heures. Les gendarmes chargés de l'enquête parlent d'*« attentat ou tout au moins d'un acte de malveillance »*. Ces deux sabotages ont été revendiqués auprès de l'Agence France-Presse par un groupe inconnu baptisé *« Investissement nucléaire, investissement suicidaire »*. Les circuits électriques visés desservent les centrales nucléaires de Tricastin et de Cruas.

TRENTE ANS APRÈS SA MORT

Le cerveau d'Einstein garde son mystère

Que peut-on ressentir quand, au microscope, on étudie le cerveau d'un génie ? Mme Marian Diamond vient de le confier : *« Un sentiment très fort. »* Cette scientifique américaine, professeur d'anatomie à l'université de Californie, a pu réaliser son rêve : disséquer un fragment du cerveau d'Albert Einstein, conservé depuis trente ans par un médecin légiste du Missouri, l'un de ceux qui, en 1955, avaient pratiqué l'autopsie du physicien nucléaire américain d'origine allemande.

Heureuse, Mme Diamond, qui nourrissait cette idée depuis qu'elle avait eu la chance de voir une photo du cerveau d'Einstein et qui publie ses conclusions dans le dernier numéro de la revue américaine *Science*. Malheureux, en revanche, ceux qui pensaient trouver la clé cellulaire du génie. Ce dernier n'est pas, du moins peut-on aujourd'hui le penser, réductible au nombre des cellules qui constituent le système nerveux central humain.

C'est pourtant à cette tâche ingrate et sans espoir que Mme Diamond s'est attachée. Il lui fallut d'abord convaincre le « propriétaire » de l'organe : trois ans de démarches pour quelques prélèvements biopsiques de la partie gauche (section 39) du précieux encéphale, le pendant scientifique, tous comptes faits, d'un morceau de la Sainte-Croix. En 1955 déjà, au lendemain de la mort d'Albert Einstein, un vif différend avait opposé deux équipes médicales américaines (de l'hôpital de Princeton et de l'hôpital Montefiore à New-York), désireuses l'une et l'autre d'étudier le substrat biologique du génie.

Comme on devait le craindre, Mme Diamond n'a pu que faire apparaître, une nouvelle fois, le vieux serpent de mer qu'est la question sur les racines organiques de l'intellect et, à travers elle, celles de l'hérédité de l'intelligence. Albert Einstein possédait à soixante-quinze ans, du moins dans la zone soumise à l'étude, plus de cellules gliales qu'un individu normal. A la différence des neurones, cellules « nobles » du système nerveux central, les cellules gliales composent un tissu interstitiel qui joue un rôle de soutien et de vascularisation.

En l'absence de données plus précises, nous a indiqué M. Jean-Pierre Changeux, professeur au Collège de France, un tel résultat peut avoir deux significations : *« Soit, il s'agissait d'un tissu nerveux doté d'un plus grand nombre de connexions entre neurones, soit il s'agissait d'images caractéristiques des cerveaux séniles où le nombre de neurones diminuant au profit d'un tissu interstitiel. »* Le génie, en d'autres termes, ne perd rien de son mystère, ni certains scientifiques de leurs démons.

JEAN-YVES NAU.

UNE NOUVELLE COTATION DES ÉLECTROCARDIOGRAMMES SATISFAIT LES MÉDECINS SPÉCIALISTES

Le *Journal officiel* du 14 février a publié un arrêté de Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, modifiant la cotation de l'électrocardiogramme dans le sens souhaité par les syndicats de médecins. Cette publication intervient en même temps que l'ouverture des négociations entre les médecins et les caisses sur la nouvelle convention. Elle constitue un geste d'apaisement du ministre, dans la controverse qui l'oppose à un certain nombre de médecins depuis la révision à la baisse du tarif de certains actes médicaux décidée en octobre 1984.

Cet arrêté apporte une innovation : jusqu'à présent, la consultation du cardiologue était cotée uniquement sous son aspect technique (actes en K), ce qui ne permettait pas de dissocier l'acte intellectuel du médecin (l'évaluation de l'électrocardiogramme) de l'amortissement de son matériel.

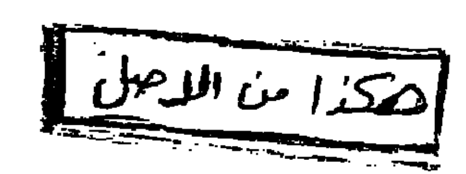
La nouvelle cotation prévoit l'addition d'une *« consultation de spécialiste »* (Cs = 103 F), sanctionnant l'acte intellectuel, et de la lettre clef K (11,65 F) affectée d'un coefficient 6,5, soit un coût total pour le patient de 178,72 F. Auparavant, l'électrocardiogramme était coté soit K 10 (ECG simple/116,50 F), soit K 14 (ECG complexe/163,10 F).

Cette révision a provoqué de vives réactions des médecins généralistes. En effet, lorsqu'ils pratiqueront un ECG, ces médecins ne pourront cumuler qu'une *« consultation de généraliste »* (C = 70 F) au K 6,5, soit un coût total de 145,72 F.

L'Union nationale des omnipraticiens français, qui réunit les généralistes au sein du principal syndicat de médecins, la CSMF, estime que cette nouvelle cotation *« pénalise »* les médecins de famille, même si *« elle sauve la situation des cardiologues »*.

Pour sa part, l'Union syndicale de la médecine, qui regroupe des médecins classés à gauche, stigmatise l'attitude des deux centrales représentatives de médecins, qui sacrifient la visite à domicile aux intérêts des médecins spécialistes.

مكرر من الاصل



S-UNIS

...plantation artificiel

UNE NOUVELLE COTATION DES ÉLECTROCARDIOGRAMMES SATISFAIT LES MÉDECINS SPÉCIALISTES

Lettre ouverte à Monsieur Laurent Fabius, Premier Ministre.

Aimez-vous les abricots?

Même si par vocation vous préférez les fruits rouges, merci de ne pas avoir été indifférent au toucher particulier de l'abricot.

Le micro-ordinateur s'entend.
Déjà enfant, sa peau, du fruit s'entend, vous donnait des frissons... Et dans la chaleur de l'été, vous adoriez sa mystérieuse acidité sucrée.

Ces sensations particulières, ce goût inimitable, nos écoliers gourmands aimeraient peut-être s'en régaler toute l'année.

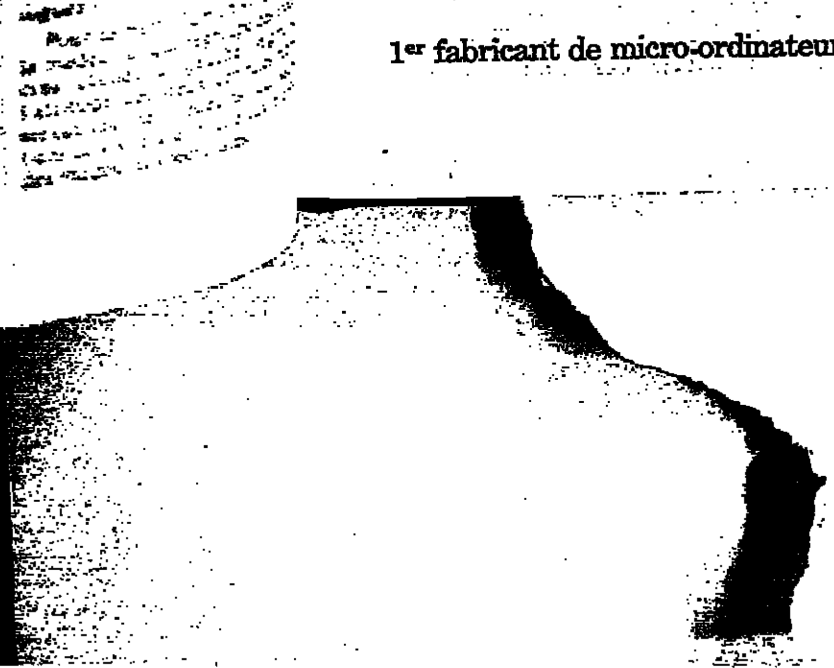
Car, s'il est vrai que nous arrivons tard, c'est que nous avons mûri plus longtemps et que tous nos abricots ont déjà le goût du futur. Et pour nous cueillir, pas besoin de traverser l'Atlantique. Il suffit de tendre le bras dans le verger européen.

Vous souriez? Vous voyez, vous nous aimez déjà.



apricot

1er fabricant de micro-ordinateurs en Grande Bretagne Applied Computer Techniques France S.A. 4, avenue Hoche, 75008 Paris - Tél. (1) 766.04.15.



SOCIÉTÉ

DES « ASSISES EUROPÉENNES » A LAUSANNE

Périls sur le droit d'asile

De notre envoyé spécial

Lausanne. — Les gouvernements européens sont de plus en plus circonspects envers les réfugiés politiques. Bienvenus dans certains pays lorsqu'ils fuyaient les dictatures, ceux-ci éprouvent, désormais, les plus grandes difficultés à se faire admettre. Est-il encore temps de réagir ? La Ligue suisse des droits de l'homme en est convaincue et organisait, du 15 au 17 février à Lausanne, des « assises européennes sur le droit d'asile » au cours desquelles trois cents personnalités et représentants d'association, qui œuvrent en faveur des réfugiés politiques, ont décidé de coordonner leurs efforts pour tenter d'enrayer cette dégradation du droit d'asile.

La situation des réfugiés est d'autant plus critique que leur nombre ne cesse d'augmenter. Ils seraient, aujourd'hui, plus de quinze millions à travers le monde, fuyant la famine, les guerres civiles, la crise économique et les conflits entre Etats, sans qu'il soit toujours possible de distinguer les réfugiés politiques des réfugiés économiques. Devant cette situation, les gouvernements européens ont durci leur attitude. Sous prétexte d'endiguer le flot montant des réfugiés économiques, ils tentent de décourager les réfugiés politiques. Partout, des mesures ont été prises en ce sens, ou le seront bientôt. En 1982, en République fédérale d'Allemagne, 81,1 % des personnes revendiquant le statut de réfugié se sont heurtées à un refus. Le Danemark vient ensuite avec 48,7 % de refus, puis la Belgique (45 %), la France (44,7 %), le Royaume-Uni (33,9 %) et la Suisse (25 %).

L'Allemagne de l'Ouest est le pays qui a poussé le plus loin la dissuasion, au point de s'attirer les foudres du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés. Les candidats au droit d'asile y sont parqués dans des camps sans confort ni hygiène suffisants. Interdiction leur est faite de chercher un travail pendant deux ans et ils ne bénéficient pas de la Sécurité sociale. Résultat : beaucoup d'entre eux finissent par tenter leur chance dans un autre pays, ce qui est le but recherché.

En Suisse, de nouveaux filtres ont été institués, au printemps dernier, en vue, là encore, de décourager les personnes qui sollicitent l'asile politique. Depuis cette réforme, le nombre des candidats aurait chuté de moitié dans le canton de Genève.

Le Danemark et la Suède, qui se montraient jusqu'à présent plutôt libéraux envers les réfugiés, se sont résolus, à leur tour, à prendre des mesures de dissuasion. Les premiers à pâtir de ce changement de politique sont les Iraniens et les Irakiens fuyant la guerre du Golfe, qui étaient jusqu'ici relativement bien accueillis dans ces deux pays.

Une faible part du fardeau

La France, qui, de l'avis général, est l'un des pays qui se montre le plus favorable aux réfugiés, s'apprête elle aussi à prendre des mesures (*le Monde* du 11 février 1984), par une sorte de contagion. Dès lors que certains Etats élèvent des barrières à leurs frontières, les autres sont tentés de leur emboîter le pas, sous peine d'être assaillis de demandes.

Le phénomène préoccupe d'autant plus les organisations qui luttent pour la sauvegarde du droit d'asile que l'Europe n'assume qu'une petite part du fardeau. A l'écart des « points chauds » du globe, éloignée des zones de misère, elle n'accueille que 5 % des réfugiés recensés dans le monde. Encore cet effort est-il très inégalement réparti. La Suisse compte 1 réfugié pour 150 habitants, l'Autriche 1 pour 246, la France 1 pour 360, la Grande-Bretagne 1 pour 390, la Suède 1 pour 416, l'Italie 1 pour 423, la Belgique 1 pour 476 et l'Allemagne de l'Ouest 1 pour 616 (chiffres au 1er janvier 1983).

C'est peu si l'on compare ces chiffres avec ceux des trois pays qui accueillent le plus de réfugiés : la Somalie (1 pour 7), le Soudan (1 pour 32) et le Pakistan (1 pour 34).

Les témoignages entendus au cours de ces « assises » montrent que les causes de ce raidissement sont partout les mêmes. Dans tous les pays, les candidats réfugiés sont accusés d'être des voleurs d'emplois, quand ils ne sont pas purement et simplement assimilés à des terroristes. Un regain de xénophobie rend la tâche des organisations qui les soutiennent particulièrement ardue, d'autant plus que ces accusations ne sont pas toujours sans fondement.

Peut-on renverser la vapeur ? Certaines de ces organisations en sont persuadées et jugent possible un double combat en faveur des réfugiés politiques et des réfugiés économiques. D'autres entendent conserver au statut de réfugié sa pureté originelle. Ne peut bénéficier de ce statut, selon la convention de Genève de 1951, que celui qui est *« persécuté »* dans son pays, *« du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques »*.

Vouloir ranger dans cette catégorie les personnes qui fuient la pauvreté et la famine, c'est risquer d'affaiblir davantage encore le droit d'asile, ont estimé certains participants, tout en admettant que ces persécutions politiques, qui prennent racine dans la misère et le sous-développement, appellent souvent les mêmes solutions.

BERTRAND LE GENDRE.

AU CONSEIL D'ÉTAT

M. Régis Debray est nommé maître des requêtes

M. Régis Debray quitte l'Elysée pour le Conseil d'Etat. Chargé de mission auprès de M. Mitterrand, il a été nommé maître des requêtes à l'assemblée du Palais-Royal par décret paru au *Journal officiel* du 17 février. M. Debray a indiqué à l'Agence France-Presse que son départ de l'Elysée n'avait pas de *« signification politique »*.

Le statut du Conseil d'Etat prévoit qu'un quart des maîtres des requêtes et un tiers des conseillers d'Etat sont nommés *« au tour extérieur »*, comme l'est aujourd'hui M. Debray. S'il n'a pas été nommé directement conseiller d'Etat, c'est en raison de son âge. Il a quarante-quatre ans, et le statut précise que *« nul ne peut être nommé conseiller d'Etat en service ordinaire s'il n'est âgé de quarante-cinq ans accomplis »*.

Pendant ses deux premières années au Conseil d'Etat, M. Debray sera affecté à la section du contentieux comme rapporteur. Le statut prévoit qu'il ne pourra être détaché de l'assemblée du Palais-Royal, dans un cabinet ministériel par exemple, avant quatre ans de service, sous peine d'être *« rayé des cadres »*.

En dépit de sa formation littéraire, M. Debray se verra confier, dès son entrée en fonction, des dossiers de contentieux juridique. C'est l'usage au Conseil d'Etat, usage auquel s'était plié, en 1956, M. Jean Lecanuet, nommé lui aussi maître des requêtes au tour extérieur. Comme M. Lecanuet, M. Debray est agrégé de philosophie.

M. Debray est le troisième membre du cabinet du président de la République a être nommé au Conseil d'Etat, après M. Jacques Ribs en 1983 et M. François-Xavier Stasse en 1984. Des nominations d'hommes politiques avaient eu lieu à l'assemblée du Palais-Royal sous le précédent septennat. Elles avaient notamment bénéficié à M. Pierre Brousse, ancien ministre du commerce et de l'artisanat de M. Raymond Barre, battu aux élections municipales à Béziers en 1977, et à M. André Damien, maire (CDS) de Versailles.

[Né le 2 septembre 1940 à Paris, M. Régis Debray est ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, à Paris. Compagnon de Che Guevara en Bolivie, il fut prisonnier dans ce pays de 1967 à 1970. Auteur de nombreux essais, dont *la Critique des armes* et *le Pouvoir intellectuel en France*, il a reçu le prix Femina en 1977 pour son roman *la Neige brûle !*

Chargé de mission pour les questions internationales auprès du chef de l'Etat depuis avril 1984, M. Debray avait auparavant exercé à l'Elysée, à partir de juin 1981, la fonction de chargé de mission au secrétariat général de l'Elysée pour les affaires du tiers-monde, puis pour les affaires culturelles.

Il est le fils de Mme Janine Alexandre-Debray, ancien sénateur indépendant.]

Le procès de Régis Debray contre Mme Michaux-Chevry

UNE LETTRE DE Me KIEJMAN

Après la publication dans le Monde *du 14 février d'un compte rendu du jugement du tribunal de Paris dans le procès opposant Mme Michaux-Chevry à M. Régis Debray, l'avocat de celui-ci, Me Georges Kiejman, nous a adressé la mise au point suivante :*

Sous le titre « Mme Michaux-Chevry contre M. Régis Debray — Des preuves tardives », *le Monde* du 14 février rend compte d'un jugement du tribunal de Paris rejetant comme fait (manifestement) hors délai une offre de « preuve » de Mme Michaux-Chevry pour tenter de justifier ses allégations diffamatoires selon lesquelles M. Régis Debray, par ses relations privilégiées avec Cuba, tenterait de favoriser des menées indépendantistes en Guadeloupe.

Un tel titre et le texte qui l'accompagne tendent à laisser croire que Mme Michaux-Chevry disposerait effectivement d'une quelconque preuve de ses affirmations, ou plutôt de ses insinuations. D'où la nécessité de mettre les choses au point.

1° C'est le parquet qui a pris l'initiative de rappeler à Mme Michaux-Chevry le respect de la loi sur la presse qui lui imposait un délai d'offre de preuve d'autant plus bref que tout diffamateur est censé disposer de ces preuves au moment de sa diffamation.

2° M. Régis Debray, quant à lui, même si ce point de droit lui paraissait évident, a essentiellement fait souligner par son avocat que, en fait de preuve, Mme Michaux-Chevry n'a offert que quelques coupures de presse faisant état de troubles en Guadeloupe, mais nullement du prétendu rôle de M. Debray à cet égard... et, pour cause. En outre, Mme Michaux-Chevry a offert de citer quelques anciens premiers ministres dont on doute, à supposer qu'ils acceptent de répondre à son invitation, qu'ils aient quoi que ce soit à dire sur les affirmations de Mme Michaux-Chevry.

3° La méconnaissance du délai d'offre de preuve par Mme Michaux-Chevry, avocate chevronnée et disposant de deux excellents conseils, est si délibérée que l'on peut y voir une simple tentative pour éluder le débat sur le fond. »

● *Le triple crime de Marrakech.* — Sur la foi de dépêches d'agence, nous avons écrit (*le Monde* du 5 janvier) qu'un ressortissant ouest-allemand, M. Horst Birkmeyer avait été assassiné en compagnie de femmes marocaines, dans la maison de M. Ardnt Krupp von Bohlen und Habach, à Marrakech.

Les avocats des enfants de M. Birkmeyer nous prient de préciser que *« le drame s'est produit devant l'entrée de la demeure de ce dernier et non pas dans la villa de M. Krupp »*. D'autre part, *« les parents des Marocaines n'ont rien à voir dans le crime, dont l'auteur est un Français, qui a été arrêté »*.

● *Deux convoyeurs de fonds blessés dans les Bouches-du-Rhône.* — Une dizaine de malfaiteurs armés ont intercepté un fourgon de transport de fonds, samedi, près de Rognac (Bouches-du-Rhône). Ouvrant immédiatement le feu, ils ont blessé deux des quatre convoyeurs : MM. Jean-Pierre Simon, vingt-huit ans, et Gilbert Ussalluci, vingt-cinq ans.

Les malfaiteurs n'ont pu cependant prendre possession des 35 millions de francs que transportait le fourgon blindé équipé d'un nouveau système de fermeture électrique des portes.

LE FROID ET LA NEIGE ONT PERTURBÉ LA CIRCULATION DANS LES ALPES

La persistance du froid et des chutes de neige, exceptionnellement abondantes, ont été la cause de nombreux incidents et accidents durant le dernier week-end, en plusieurs régions de France, mais principalement en Savoie. Ainsi, trois cents enfants qui devaient se rendre aux sports d'hiver dans les stations de Bernex et Vacheresse (Haute-Savoie) ont-ils été bloqués, le dimanche 17 février, à Evian, toutes les routes ayant été rendues impraticables par des chutes de neige ininterrompues pendant plus de vingt-quatre heures ; il a fallu héberger ces enfants au Palais des congrès d'Evian. A Sciez (Haute-Savoie), quarante enfants originaires de Grenoble ont subi le même sort, et ont dû être ravitaillés en boissons chaudes par des skieurs menés par le maire de la commune.

Un miniplan Orsec a été mis en place dans la journée de dimanche pour permettre le déneigement des axes routiers de la région de Saint-Julien et de Thonon-les-Bains, totalement impraticables, après que les agents des services départementaux de l'équipement eurent été réquisitionnés sur ordre de la préfecture. Ces fonctionnaires avaient d'abord refusé de travailler pendant le week-end.

Les voies d'accès au tunnel du Mont-Blanc étant totalement bloquées, plus d'une centaine de poids-lourds ont dû être détournés vers le tunnel du Fréjus dans la journée de dimanche, tandis que l'aéroport suisse de Genève-Cointrin, fermé à tout trafic depuis le samedi 16 février, en fin de soirée, entamait une nouvelle journée de non-activité qui a pris fin ce lundi matin, les pistes ayant pu être dégagées de la couche de neige, épaisse de plus de 60 centimètres.

C'est très probablement le froid qui a provoqué la chute d'un avion de tourisme de l'aéroclub de Colmar, au col de Thiaville, dans les Vosges : selon les premiers éléments de l'enquête, ce serait le givrage du carburateur qui a entraîné une baisse de régime. Le pilote, M. Alfred Rebert, quarante-trois ans, a eu une jambe brisée et son passager, Marc Peterschmitt, seize ans, souffre de multiples contusions.

Les rigueurs climatiques n'ont pas empêché des skieurs imprudents d'aller skier hors pistes. A Val-d'Isère (Savoie), un Parisien âgé de quarante-cinq ans, M. Olivier Creed, a été emporté par une coulée de 300 mètres de long, mais a pu être dégagé à temps. A Tignes (Savoie), c'est un touriste belge, M. Barny Vonloon, vingt et un ans, qui a été grièvement blessé par une avalanche, mais, toujours à Tignes, un skieur allemand, M. Leonhard, vingt-cinq ans, grièvement blessé dans une avalanche, a succombé le dimanche 18 février au matin.

● *Fraude fiscale à Nice.* — Cinq des sept commissaires priseurs de Nice viennent d'être inculpés de fraude fiscale et laissés en liberté au terme d'une enquête qui a duré plus d'un an, a-t-on appris le 15 février. Les cinq inculpés, qui se partageaient l'essentiel des ventes aux enchères du secteur, sont MM. Ferdinand Courchet, soixante-seize ans, son fils Tierry, trente-six ans, son neveu Philippe Palloc, quarante-trois ans, Christiane Japhet, quarante-six ans, et son frère Stéphane, trente-six ans.

Le comptable de ces entreprises familiales, M. Robert Dubourg, cinquante-sept ans, a été inculpé de complicité. Grâce à sa science des chiffres ainsi qu'à des comparses, les commissaires-priseurs avaient constitué une caisse noire — estimée pour ces trois dernières années à près de 4 millions de francs — en détournant quelque 60 % des sommes dues au fisc. Licencié après une querelle, M. Dubourg avait alors révélé à la police les fraudes commises.

Publicité

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de réinsertion sociale, donnez meubles, vêtements, appareils de chauffage, éclairage, radio, livres et tous objets encore utilisables ou réparables... leur camion viendra à votre domicile

APPELEZ : 583.54.40




A Strasbourg

QUATRE PERSONNES ÉCROUÉES APRÈS DES MALVERSATIONS DANS LA VENTE DE CARBURANTS

Au terme d'une enquête ouverte en janvier dernier, après un dépôt de plainte de la SA Montenay, une société parisienne de négoce de produits pétroliers, quatre personnes viennent d'être écrouées à Strasbourg pour malversations. Il s'agit du président de la filiale alsacienne de Montenay, M. Guy Longeot, de sa belle-sœur, Mme Joëlle Adam, de M. Eric Veslot, ancien cadre de la société-mère, chargé, jusqu'à son licenciement récent, de la surveillance de la filiale, et de son épouse, Mme Roselyne Veslot. Une cinquième personne, M. Marcel Kautzmann, un important négociant en carburants de Strasbourg a été placé sous contrôle judiciaire.

Les malversations — qui pourraient se solder par un préjudice de plusieurs dizaines de millions de francs pour la SA Montenay — consistaient à pratiquer des ventes circulaires de carburants entre la filiale alsacienne et trois sociétés-écrans contrôlées par M. Longeot, qui spéculait depuis 1978 sur les fluctuations des prix, accordant aux trois sociétés en questions des conditions (tarifs, délais de paiement, etc.) très favorables.

ipesud INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE

- BTS TOURISME
  Diplôme d'Etat - Statut Etudiant.
- MÉDECINE et PHARMACIE (1re année)
  - Stage pré-universitaire pour bacheliers
  - Préparation intensive par cours du soir ou stages.
- PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX :
  - ÉCOLES PARAMÉDICALES Kinésithérapeutes. Laborantins, Manipulateurs en électroradiologie. Infirmiers. Pédicures. Ergothérapeutes.
  - ÉCOLES d'ORTHOPHONIE
  - ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES
- BREVET D'ÉTAT D'ÉDUCATEUR SPORTIF (1er degré)
  - Formation commune
  - Formation spécifique tennis
- BREVET D'ÉTAT D'AIDE-MONITEUR et MONITRICE SPORTIFS

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :
IPESUD Le Parc du Belvédère.
Bât. D. Rue Marius Carrieu.
Rue du Belvédère.
34100 MONTPELLIER. 54.72.20.

ÉDUCATION

POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE « NORMALE SUP »-LYON

Le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, devait poser, lundi 18 février à Lyon, la première pierre de l'Ecole normale supérieure (ENS) qui regroupera des enseignements scientifiques dispensés actuellement dans les ENS de Saint-Cloud, Fontenay-aux-Roses et Cachan dans la région parisienne. MM. Raymond Barre, député du Rhône ; Charles Hernu, maire de Villeurbanne, et Francisque Collomb, sénateur et maire de Lyon devaient prendre la parole lors de cette cérémonie.

« Normale Sup »-Lyon accueillera dès 1987 les premières promotions des trois sections : mathématiques et informatique, physique et géologie, biologie. La décision de transférer dans la capitale rhôdanienne les sections scientifiques de l'ENS, conformément au projet de la délégation à l'aménagement du territoire, avait été annoncée dès 1975 par M. Jacques Chirac, alors premier ministre. Prévue pour la rentrée 1978, elle s'était heurtée à une vive opposition des anciens élèves, étudiants et de nombreux professeurs du prestigieux établissement. M. Giscard d'Estaing avait finalement fixé l'échéance à la rentrée 1982, et un site avait été retenu : le quartier Gerland à Lyon.

Le projet, repris par le gouvernement actuel sera réalisé à cet emplacement sur un terrain de six hectares, autrefois occupé par des abattoirs, au centre du parc d'activités scientifiques de Gerland. Ce quartier fait l'objet d'une opération d'aménagement urbain et doit constituer, selon ses promoteurs, un *« nouveau pôle français des biotechnologies »*, avec notamment l'implantation de plusieurs laboratoires scientifiques.

Une école pour la crise

Depuis six mois qu'il occupe le ministère de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement a beaucoup parlé — et beaucoup fait parler de lui... Une fois réglée l'épineuse question de l'école privée, il a pris sur presque tous les problèmes d'éducation des positions tranchées, qui ont frappé de saisissement aussi bien ses amis que ses adversaires. Chevènement « l'archéo » ? Le réactionnaire qui veut revenir à l'école de grand-papa et effacer mai 68 de l'histoire ? Certaines déclarations abruptes, les applaudissements de la droite et le désarroi de la gauche « libertaire » accréditent un peu rapidement cette image.

La lecture de ses textes et déclarations divers réunis dans le livre *Apprendre pour entreprendre*, qui vient d'être publié, amène à nuancer cette vision, en faisant mieux apparaître la philosophie d'ensemble du nouveau ministre. Ce qui frappe, c'est moins l'originalité des mesures prises (nombre d'entre elles étaient déjà en germe dans le précédent ministère) que la perspective générale dans laquelle M. Chevènement entend situer son action, à savoir la priorité accordée à la guerre économique. Affrontement entre les nations, lutte pour l'indépendance et la survie, concurrence forcenée, telle est, ne cesse-t-il de répéter avec des accents « à la Debré », la réalité du monde actuel. *« Notre tâche aujourd'hui est de faire face à l'impitoyable compétition économique, technologique et culturelle à laquelle notre pays est exposé. Il y va de notre indépendance. Dans cette compétition, la résignation n'est pas de mise ; elle serait suicidaire... »*

Le discours de M. Chevènement est d'abord un appel à la mobilisation, au sursaut. Notre pays, dit-il, est engagé dans une lutte sans merci pour la maîtrise économique, et cette guerre se joue d'abord sur le terrain de la connaissance, de la recherche, de la capacité à inventer et à produire. D'où la nécessité de lever les armées de techniciens indispensables (en mettant les effectifs de bacheliers et d'étudiants au niveau des Etats-Unis et du Japon), de former les ingénieurs, les experts, les vendeurs polyglottes capables d'affronter nos concurrents sur les marchés, d'insuffler aux jeunes un esprit de compétition, une mentalité de gagneur (*« Je ne vous dit pas seulement qu'il faut que vous soyez les meilleurs... Il faut que vous soyez meilleurs que les meilleurs. »*), de faire des universités des établissements performants capables de soutenir les comparaisons internationales.

D'où l'appel aux enseignants à se joindre au combat pour la modernisation et la professionnalisation, à faire du service public un instrument au service du progrès technologique et culturel, à lutter contre l'irrationalisme et l'obscurantisme, qui démoralisent et affaiblissent l'esprit critique. D'où aussi la référence constante à l'union nationale et à la tradition républicaine (à travers le rétablissement de l'enseignement de l'histoire et de l'éducation civique), destinée à ranimer la solidarité patriotique, à faire taire les particularismes et les cooporatismes, à lutter contre les tendances individualistes.

D'où enfin le ton simple et abrupt qu'il affectionne : le temps n'est plus aux subtilités, ni aux nuances. M. Savary expliquait son silence par le sentiment que la complexité des questions d'éducation ne s'accommodait pas du grossissement des médias. M. Chevènement n'a pas de ces pudeurs. Il veut frapper vite et fort, quitte à choquer les esprits délicats. Que chacun se mette au travail. Que les jeunes sachent lire, écrire, compter, maîtriser les nouvelles techniques, qu'ils apprennent leurs leçons et passent leurs examens. On s'occupera de leurs états d'âme plus tard. M. Chevènement avance à coups de slogans (*« le collège de la réussite », « l'élitisme républicain », « soyez moderne, sachez lire »*...), comptant sur leur effet entraînant pour conjurer la morosité et la résignation ambiantes. Au lieu de pleurer sur la crise de l'école, dotons-nous d'une école pour la crise...

Les mots ne suffisent évidemment pas pour changer les mentalités — encore moins les institutions. Du moins marquent-ils un style, une volonté. Le « discours Chevènement » a le mérite d'ouvrir les yeux sur de cruelles et pressantes réalités. On peut critiquer ses simplifications excessives, son penchant cocardier, son injustice parfois à l'égard de courants pédagogiques qui ont — eux aussi — contribué à la modernisation des esprits. Il a le mérite de secouer une certaine torpeur et de désigner clairement le terrain où se joue — en grande partie — notre avenir.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

★ APPRENDRE POUR ENTREPRENDRE, de Jean-Pierre Chevènement. Le Livre de poche.

RELIGION

● *De nouvelles femmes rabbins.* — L'Assemblée rabbinique, mouvement conservateur américain, a décidé d'accepter des femmes rabbins. Amy Eilberg, vingt ans, sera la première femme du mouvement a être ordonné, en mai prochain. L'Assemblée rabbinique, qui siège à New-York et dit rassembler plus de 1 100 rabbins dans le monde entier, a pris cette décision à 636 voix pour et 267 voix contre. Elle s'oppose au mouvement orthodoxe, qui estime que l'arrivée des femmes dans le rabbinat est une violation de l'Halakha, la loi juive. En revanche, elle rejoint les libéraux américains du Reformist and Reconstructionist Judaïsm qui, ces dix dernières années, ont ordonné plus de quatre-vingts femmes.

هكذا من الأصل

culture

MUSIQUE

LES MANCA DE NICE

La traversée du désert

Après un mois de prosélytisme intense et désintéressé, les MANCA (Musiques actuelles Nice-Côte d'Azur) ferment leurs portes jusqu'à l'année prochaine en laissant à l'Ensemble Intercontemporain le soin de tirer le bouquet final, ce lundi 18 février, au Nouveau Théâtre : au programme les *Domaines*, de Boulez, une nouvelle œuvre de Pascal Dusapin : *Hop !* et, en reprise, l'étonnante *Folie de Jocelin*, de Pierre Strauch (1).

A moins d'habiter Nice ou d'y prendre ses quartiers d'hiver à la mode de jadis, il n'est pas possible de dresser un bilan exhaustif d'une manifestation si pléthorique. Si le projet de réunir tous les compositeurs de musique expérimentale du Midi et d'inviter la plupart des ensembles instrumentaux et chorals n'a pu être complètement réalisé cette année, c'est que l'ancien « désert musical de la France » est en pleine mutation.

On regrettera d'autant plus que le Programme musical de France-Culture ait dû se borner aux récitals de Joëlle Léandre, Alexandre Ouzounoff et Daniel Kientzy, qui seront partiellement retransmis le 2 mars à 22 h 30.

Les récitals de basson seul sont trop rares pour ne pas faire figure de curiosité et, cependant, au fil des années, Alexandre Ouzounoff (né en 1955) s'attache à susciter de nouvelles œuvres pour son instrument et constitue un répertoire qui comporte déjà plusieurs œuvres marquantes. A Nice, il a présenté, en particulier, *Monolog*, d'Isang Yun, d'un caractère presque pastoral, mélodique sans facilité, exploitant toutes les ressources traditionnelles de l'instrument, et *Vang-Vong*, de Nguyen Thien Dao, d'une grande intensité dramatique, utilisant les sons multiples avec une véhémence qui fait sortir le basson des limites qu'on lui impose *généralement*, sans exclure ses accents chaleureux ni sa délicatesse naturelle (2).

La contrebasse est un peu la sœur aînée du basson ; Joëlle Léandre continue à solliciter les compositeurs et à écrire (*Taxi, Pour Joseph...*). Betsy Jolas lui a confié la création d'un nouvel *Épisode*, économe d'effet. En comparaison, *Vêtement*, de Steve Lacy, semble plus fruste, proche du courant répétitif américain. On s'attendait à quelques clins d'œil au jazz, mais Steve Lacy s'en est bien gardé : *Vêtement*, est une œuvre d'inspiration plutôt austère, très aimable en apparence et périlleuse à jouer.

Quelques jours avant ces récitals, le public niçois avait été fort intrigué — mais visiblement séduit — par la venue de l'ensemble Hypérion. Organe principal de la création musicale actuelle en Roumanie, cet ensemble témoigne, dans ses orientations, de la recherche d'une synthèse Orient-Occident ; il a développé la pratique de l'improvision collective, des musiques intuitives, et la référence à l'harmonie de la résonance naturelle des corps sonores.

On retiendra les curieux *Flashes*, d'Octavian Nemescu (1940), une série de pièces brèves comme l'éclair, généralement violentes mais toujours différentes, et dont on a le temps d'apprécier la singularité pendant le long silence qui suit. La *Sonate, pour trois clarinettes*, de Tiberiu Olah (1928) met en valeur les qualités de virtuosité et de timbre du très remarquable clarinettiste de l'ensemble : Aurelian-Octav Popa, dans un langage où la modalité retrouve ses droits. Enfin, dans *Movemur et sumus*, pour trois contrebasses et percussions, Iancu Dumitrescu (1944) tire des sonorités inouïes qu'on croirait réservées au domaine de l'électronique, et crée une atmosphère de méditation aux confins du silence.

GÉRARD CONDÉ.

1) Ces deux dernières œuvres seront redonnées à Paris les 27 et 28 février, au Centre Pompidou.

2) *Vang-Vong* sera diffusé sur France-Culture le 28 février, dans une série d'émissions consacrées au basson, du 25 février au 1er mars, de 20 heures à 20 h 30.

LE GROUPE LO A MALAKOFF

« Cinéma-concert »

Le groupe Lô présentait à la Maison de la culture de La Rochelle, les 2 et 3 février, son spectacle *Cinéma-concert*. Le groupe Lô, c'est quatre musiciens : Pierre Sauvageot (trompette), Luc le Masne (saxophone), Denis Cuniot (piano), Geneviève Cabannes (contrebasse), qui jouent sur scène pendant les trois courts-métrages du programme.

Les références à Debussy épousent l'inspiration mythologique du film de Pierre Zucca *Méfiez-vous d'Echo*, tiré d'un passage d'Ovide. Puis, les inflexions jazzy des duos piano-saxophone, alternant avec le travail du son plus provocant des duos contrebasse-synthétiseur, guident dans ses amours déçues la jeune aveugle du film de Jean-François Goyet *le Jour et la Nuit*. Avec, pour finir, les harmonies troubles sur lesquelles évolue la strip-teaseuse d'un cabaret minable, aux prises avec un vilain Quasimodo qui veut l'effeuillage pour lui tout seul, dans *l'Abîme des sens* de Franck Verpillat, à mi-chemin entre *le Fantôme de l'Opéra* et *Notre-Dame de Paris*, tous les genres sont abordés, tous habillent les images sur mesure.

Un spectacle fondé sur un jeu de communication entre la scène et l'écran, l'endroit et l'envers, le vrai et le faux. Les musiciens sont partout, sortent du film pour y replonger. Ni retour au temps où ils accompagnaient, de leur fosse obscure, un film muet, ni pendant théâtral du vidéo-clip (l'image ici n'est pas le faire-valoir du son), *Cinéma-concert* propose une solution, comme pour en finir avec le rapport de force entre le film et « sa » musique : les deux y sont logés à la même enseigne, et chacun bénéficie des trouvailles de l'autre. Témoin, le réalisateur Jean-François Goyet : *« La musique du groupe Lô m'a toujours parue riche en scénarios. »*

Le Théâtre 71 accueillera Lô à Malakoff les 5, 7, 8 et 9 mars. D'ici là, le groupe aura sans doute remanié quelques points de détail et consolidé ce que Pierre Sauvageot appelle modestement un *« spectacle fragile »*.

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, PARIS 7e
Anni ALBERS
Joseph ALBERS
ŒUVRES GRAPHIQUES

CULTURE FRANÇAISE A STOCKHOLM

Un Printemps précoce

Les températures oscillent le jour entre − 13° et − 23° à Stockholm, où il n'a pas fait aussi froid depuis quarante ans. Malgré le soleil et une lumière divinement pure, le temps n'incite guère à la promenade. Mais on ne s'enferme pas pour autant ; la saison d'opéras avec *Jules César* et *Xerxès* pour l'année Haendel et des concerts est en pleine activité. Le tout est de disposer de vestiaires assez généreux pour accueillir manteaux de fourrure, canadiennes, chapskas, bottes, voire « vêtements de dessous » des dames avant que celles-ci n'apparaissent dans leur élégance la plus désinvolte.

C'est le moment choisi pour *Fransk Masikvar* le Printemps (précoce) de musique française, qui ne dure pas moins de trois mois, avec trente-six concerts en présence d'Henri Dutilleux, Iannis Xenakis, Philippe Manoury, Marie-Claire Alain, Elizabeth Chojnatka, et l'Ensemble intercontemporain entre autres.

Il ne s'agit pourtant pas d'un débarquement en force de nos artistes. Depuis deux ans, Jean-Pierre Armengaud, conseiller culturel et directeur de l'Institut française, qui a été auparavant délégué musical de la région Provence-Côte d'Azur, a établi des liens solides avec les institutions suédoises et a persuadé leurs responsables de l'intérêt que présentait cette vaste exposition de musique française.

Ce sont ainsi les grands orchestres de Stockholm, les quatuors à cordes, les solistes suédois, d'admirables chœurs, comme ceux de la radio dirigés par Eric Ericsson, qui donneront la plupart des concerts et pourront se familiariser avec les œuvres de Debussy et de Poulenc, de Jolivet et de Taïra, de Chausson et de Xenakis.

L'absence d'un accord culturel entre les deux Etats (pour des raisons qui tiennent à la neutralité de la Suède) n'a pas gêné, et peut-être même a facilité un contact plus naturel et plus profond avec notre culture, que l'ambassade et l'Institut français s'efforcent de développer dans tous les domaines : une campagne de publicité par affiches dans le métro a fait augmenter l'enseignement de notre langue de 20 % ; l'ouverture de librairies permet aujourd'hui d'exposer les nouveautés les plus importantes ; les traductions de nos livres sont relancées et ont atteint deux cents titres l'an passé ; les débats d'« Apostrophes » sont suivis et commentés dans les journaux, et une émission spéciale a même été réalisée dernièrement par Bernard Pivot à la radio suédoise.

Dans ce pays où il y a deux cents ans la plupart des textes officiels étaient rédigés en français demeurent un intérêt et une curiosité particulière pour ce qui vient de notre pays, même si notre langue n'est plus guère parlée que par les intellectuels d'un âge certain. Ainsi l'exposition Matisse qui vient de s'achever a reçu cent cinquante mille visiteurs et *Un dimanche à la campagne*, le film de Bertrand Tavernier, a été un succès commercial qui a surpris les producteurs suédois.

En ce moment même, on peut voir à Stockholm deux expositions Erik Satie, organisées par Ornella Volta, dont l'une, au Musée de la danse (l'un des seuls d'Europe, sur lequel veille M. Bengt Häger), est un véritable bijou et devrait bien voyager à travers le monde.

Le public suédois a réservé jeudi, dans la grande salle du Konserthused, un accueil très chaleureux à Henri Dutilleux pour la première audition de *Tout un monde lointain* ; joué avec beaucoup de subtilité et de transparence par l'Orchestre philharmonique de Stockholm, excellemment préparé par Jacques Mercier, entourant Alain Meunier, admirable de souffle et de poésie intérieure pour recréer ce grand poème lyrique qu'a si bien magnifié Rostropovitch.

Succès plus mitigé pour *les Marches du soleil*, de Jean-Louis Florentz, partition toute nouvelle dont nous avons parlé récemment, d'un climat harmonieux et poétique, inspirée par les paysages et les rites sacrés du Kenya, qui ne semble pas cependant avoir encore atteint son plein développement, tandis que les deux suites de *Daphnis et Chloé* déchaînaient l'enthousiasme habituel. Mais il y a longtemps qu'Ernest Ansermet, qui a donné ici de nombreux concerts avant et après la guerre, avait fait triompher l'œuvre de Ravel.

On retrouvait Alain Meunier avec Sylvie Gazeau, Christian Ivaldi et Michel Portal (un favori des mélomanes suédois) dans un programme alliant le *Trio* de Fauré, si beau dans ce grand mouvement d'enthousiasme et cette sérénité d'un compositeur sourd de soixante-dix-huit ans, et le *Quatuor pour la fin du temps*, d'Olivier Messiaen. Leur interprétation a été bouleversante de simplicité et de grandeur, comme un ciel étoilé, avec des « fouillis d'arcs-en-ciel » et des « liturgies de cristal » et ses soli successifs où chacun mettait une extraordinaire sonorité intérieure, presque immatérielle, à la limite du silence de l'éternité, soutenu *par cette tension et cette émotion* intime que l'on sentait dans l'expression immobile de ses camarades silencieux.

Le plaisir de voir accueillir de si grand cœur notre musique ne doit pas faire oublier la nécessité d'accueillir nous-mêmes celle d'autres pays, dont nous ne nous préoccupons guère, alors qu'elles ont aussi le droit et l'envie de nous parler. On reviendra sur la musique suédoise, actuellement en plein développement.

JACQUES LONCHAMPT.

Année Victor Hugo

Le ministère de la culture publie une brochure, *1985, Année Victor Hugo*, qui donne le programme complet des activités rendant hommage à l'écrivain dans toute la France. Elle est notamment disponible au siège du Comité national Victor Hugo, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris CEDEX 03.

Dans le même temps, la mairie de Paris diffuse une plaquette, *Victor Hugo et Paris*, qui, en plus du calendrier des manifestations parisiennes qui lui sont consacrées, propose un choix de textes sur la vie du poète et de l'homme d'Etat. On peut se la procurer dans les mairies annexes ou dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli, Paris-4e.

Architecture d'islam

La Commission pour la sauvegarde de l'héritage culturel islamique, *organisme dépendant de* la Conférence islamique, réunie dernièrement à Istambul, a décidé d'ouvrir un concours international d'architecture islamique doté du prix Roi Fahd, du nom du souverain saoudien. Ce concours aura lieu tous les trois ans.

La commission a également décidé de lancer une campagne internationale destinée à réunir des fonds pour la restauration de la mosquée de Damak, en Indonésie.

PETITES NOUVELLES

■ **PREMIER FESTIVAL DE TOKYO.** — Le premier Festival international du film de Tokyo aura lieu du 31 mai au 7 juin. Plusieurs sections sont prévues. L'une mettra en compétition de jeunes metteurs en scène. Il y aura également un « festival des festivals », une semaine du cinéma féminin, un hommage aux réalisateurs japonais et un festival fantastique préparé par les organisateurs d'Avoriaz.

■ **OSCARS DU CINÉMA AMÉRICAIN.** — Les oscars du cinéma américain seront remis pour la cinquante-septième fois, le 25 mars, à Hollywood. Dans la liste des films « nominés », arrivent en tête : *Places in the heart*, de Robert Benton, *A passage to India*, de David Lean, *Amadeus*, de Milos Forman, et *the Killing Fields*, de Roland Joffé (qui sort en France, le 13 février, sous le titre *la Déchirure*). Pour l'oscar du meilleur film étranger, la France sera représentée par *la Diagonale du fou*, de Richard Dembo.

■ **UN PRIX BEAUREGARD.** — Un prix Georges Beauregard sera désormais attribué chaque année à un film français, en souvenir du producteur, mort en 1984. (Renseignements : 111, rue de la Tour, 75116 Paris).

■ **L'ŒUVRE DE SCARLATTI.** — L'œuvre complète pour clavier de Domenico Scarlatti est désormais entièrement disponible aux éditions Heugel-Leduc. Le onzième et dernier volume vient de paraître. C'est le claveciniste canadien Kenneth Gilbert qui a dirigé cette publication, laquelle a reçu le patronage du Comité français pour l'année européenne de la musique, Scarlatti étant né il y a trois cents ans, le 26 octobre 1685.

■ **GRAND PRIX DU COURT MÉTRAGE.** — Le Grand Prix du septième Festival du court métrage de Clermont-Ferrand a été attribué le 16 février à Michel Chion, pour son film *Epopée*. Vincent Hachet a reçu le Prix spécial du jury pour *Tchiken-Kitchen*, et Vincent Martorana le Prix de la presse pour *Ragazzo*.

■ **M. MORITZ DE HADELN DÉCORÉ.** — M. Moritz de Hadeln, directeur du Festival de Berlin, a reçu les insignes de commandeur des Arts et Lettres des mains de M. Jérôme Clément, directeur du Centre national de la cinématographie. Né en 1940, M. de Hadeln a notamment dirigé les Festivals de Nyon *et Locarno* (Suisse) avant de prendre la direction de celui de Berlin, en 1980.

■ **CHŒURS D'ENFANTS.** — Le compositeur italien Gian-Carlo Menotti présidera le premier festival-concours international de chœurs d'enfants, du 21 février au 3 mars, à Nantes, auquel prendront part vingt-six chorales venues de quatorze pays. Cette manifestation est patronnée par le ministère de la culture, la région des Pays-de-Loire, la fondation Total pour la musique et le groupe Paribas.

■ **RENCONTRES INTERNATIONALES DE MIMES.** — Les rencontres internationales des compagnies de mimes contemporains auront lieu en France du 26 février au 27 mars, dans une trentaine de villes des régions Ouest, Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. Ces rencontres commenceront simultanément à La Rochelle et à Sceaux le 26 février, le 26 février.

THÉATRE

« LES POSSÉDÉS », de Dostoïevski, mis en scène par Lioubimov

La magie russe et ses mystères

Echappant semble-t-il à la perte de veine créatrice et d'énergie que subissent souvent les exilés russes, Iouri Lioubimov, par la mise en scène des *Possédés*, de Dostoïevski, qu'il a réalisée avec les acteurs de l'Almeida Theatre de Londres, présentée aujourd'hui à l'Odéon, prouve une fois de plus qu'il est un « magicien supérieur » des planches.

Sous la baguette de Lioubimov, la totalité du volume scénique se met à vivre, ici, là, à gauche, à droite, devant, derrière, partout, par excès brusques distincts, successifs ou concomitants. Il n'y a pas une seconde, un fragment d'espace, qui ne participent d'une effervescence merveilleuse.

Tout s'en mêle : les ruptures subites d'éclairage doux ou violent, les inventions acrobatiques discontinues des comédiens qui, chacun pour soi mais dans des bonheurs d'ensemble, volent d'un point à un autre, les coups de vent de la musique, les paroles graves ou cristallines qui tombent du ciel dans des silences.

Par des ruses d'illusionniste, Lioubimov se joue comme un diable des difficultés de l'appareil scénique, des distances, de l'opacité des parois, du problème de l'entrée et de la sortie des acteurs.

« Satire » soviétique

Dans *la Mère* (1), de Gorki, c'était des projecteurs, sautant tout à coup d'un lieu ou d'un autre du sol, pointés sur le public, éblouissant les spectateurs, juste un moment, et l'empêchant de voir paraître ou disparaître tel protagoniste. Dans *Hamlet* (1), c'était un gigantesque balai-râteau qui ne cessait de courir, de virer, d'un bout à l'autre des planches, avalant ou recrachant Polonius, Ophélie, les autres, comme une vague d'équinoxe.

Dans *les Possédés*, c'est l'idée d'avoir fabriqué les trois murs, au fond, à droite et à gauche, non pas dans une substance rigide, mais avec des bandes verticales de tissu noir élastique, d'une dizaine de centimètres de large, tendues l'une contre l'autre, si bien que les acteurs traversent ces murs en un clin d'œil, comme des spectres.

Le style d'ensemble de cette mise en scène des *Possédés* combine dans la foulée la « satire » soviétique et la « musical comedy » américaine.

Appelons, pour simplifier, satire soviétique un théâtre qui s'est précisé surtout avec *la Punaise*, de Maïakovski, théâtre qui évite le naturalisme et la psychologie flottants, qui a des traits carrés, qui utilise les pancartes et un peu les masques, qui n'est pas étranger au « décalage » parfois mécanisé des clowns. Pour *les Possédés*, Lioubimov faufile cet expressionnisme explicatif et drôle avec les chansons et les pas de danse de la comédie musicale de Broadway, ce qui apporte un allant et une gaieté supplémentaires à la rigueur quand même « constructiviste » de la satire.

Maintenant, car il faut en venir là, une question se pose : qu'avait donc en tête Lioubimov lorsqu'il a entrepris de passer à cette moulinette déchaînée le roman de Dostoïevski *les Possédés ?* Roman qui ne compte pas moins de mille grandes pages, qui met en jeu l'ensemble des techniques directes et indirectes de description et d'analyse, et dont une adaptation théâtrale ne peut donner qu'un semblant, qu'un schéma extérieur.

Lioubimov affirme que, *« contrairement à ce que prétendait Léon Tolstoï*, les Possédés *n'est pas un pamphlet politique »*.

Il est permis de penser que c'est Tolstoï qui a raison. Dostoïevski, par ce roman, s'ingénie à déconsidérer, à déshonorer, par les coups les plus bas, tout ce que la Russie de 1870 pouvait compter d'opposants actifs à l'absolutisme tsariste, de militants révolutionnaires.

Tous ces mouvements révolutionnaires russes prenaient appui sur des programmes, sur des figures, situés en Europe occidentale, et sur des actions de citoyens russes expatriés dans les mêmes régions. Aussi bien Dostoïevski, dans *les Possédés*, ne se contente pas de présenter les militants comme des malades mentaux ou des pervers abjects, il fonde sa défense du tsarisme sur une défense de l'originalité nationale russe contre le poison étranger.

Eblouissant

Envoyant son roman au tsarevitch Alexandre, qui allait devenir le tsar Alexandre III, il écrit : *« L'espoir me flatte et me transporte que vous, Seigneur, héritier d'un des trônes les plus hauts du monde, appelé à être le guide et le maître de la terre russe, vous avez peut-être considéré avec quelque attention ma tentative, faible, je le sais, mais consciencieuse, de représenter, avec les moyens de l'art, l'un des maux les plus dangereux de notre civilisation actuelle. »*

Ce qui est sinistre, dans *les Possédés*, c'est le côté spirituel mondain, la diffamation délibérée, avec quoi Dostoïevski s'acharne à « salir » les opposants au régime. Il y met le même fanatisme sournois que dans ses professions de foi antisémites du *Journal d'un écrivain*.

Or l'attitude de Lioubimov est à double tranchant. Il rend hommage à ce roman dans la mesure où il lui consacre une mise en scène éblouissante. Il en souligne et il en renforce le propos, puisqu'il exprime très clairement, par la méthode un peu didactique de la satire, tous les péchés du monde dont Dostoïevski charge les militants, et puisqu'il nous fait entendre, cette fois sans les caricaturer, les paroles conservatrices et slavophiles du personnage de Chatov. Mais, en revanche, tout le spectacle se passe comme si Lioubimov, traitant *les Possédés* en quasi-clownerie chantante et dansante, tournait, jusqu'à un certain point, ce roman en dérision.

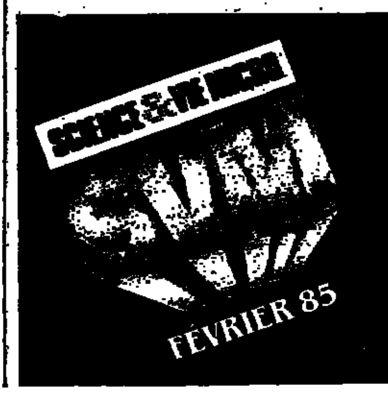
Mais, après tout, rien n'est simple, pas même un livre aussi partisan que *les Possédés*. L'imagination créatrice de Lioubimov, son talent, répondent à la richesse du génie de Dostoïevski, dont chacun fait passer les opinions par profits et pertes, c'est selon. Malgré les conflits que Lioubimov a connus à Moscou (sa mise en scène de *Boris Godounov* de Pouchkine fut interdite parce que, entre autres choses, y figurait la phrase de Pouchkine *« le peuple se tait »*, et malgré le fait qu'il vive aujourd'hui, plus ou moins à contre-cœur, loin de son pays et déchu depuis juillet 1984 de la nationalité soviétique, il n'est pas possible encore, en esprit, de séparer ce grand metteur en scène d'aujourd'hui de l'action qu'il mena là-bas, durant des années, dans son théâtre de la Taganka. Il y a défendu l'une des hautes missions du théâtre : la vigilance civique.

Aussi gardons-nous confiance à Lioubimov si la richesse de sa mise en scène des *Possédés* nous étourdit par moments sans bien nous dire où elle nous mène.

MICHEL COURNOT.

★ Odéon, 20 heures, jusqu'au 28.

(1). Présenté à Chaillot pour le Festival d'automne en 1978.



Au banc d'essai :
Apricot F1.
Un étonnant cocktail à l'anglaise, mi-professionnel mi-personnel.
16 F. EN VENTE PARTOUT.

THÉÂTRE NATIONAL OPÉRA DE PARIS
OPÉRA-COMIQUE
SALLE FAVART



18, 20, 21, 22, 25, 27, 28 FÉVRIER
1, 2 MARS
HOMMAGE A
ANTONY TUDOR
Avec les Étoiles :
Michaël Denard
Patrick Dupond
Jean Guizerix
Charles Jude
Jean-Yves Lormeau
Sylvie Guillem
Françoise Legrée
Monique Loudières
Wilfride Piollet
Ghislaine Thesmar
Renseignements : 296.06.11

296.10.20
Comédie-Française
en alternance
AUDUREAU
FÉLICITÉ
9 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DERNIÈRE LE 30 MARS
Mise en scène de Jean-Pierre VINCENT
les 23 et 25 février à 20 h 30, les 1, 5, 8, 13, 21, 26, 30 mars à 20 h 30.
LOCATION T.L.J. de 11 h à 18 h (Guichets, Téléphone, Correspondance)

BULLETIN DE RÉSERVATION POUR FÉLICITÉ
NOM
PRÉNOM
ADRESSE
TÉL.
Ci-joint un règlement de
Je souhaite réserver places à ☐ 93 F ☐ 48 F ☐ 65 F ☐ 93 F
pour la représentation du
Retourner ce bulletin à COMÉDIE FRANÇAISE
LOCATION BP 266 - 75021 PARIS CEDEX 01

THÉÂTRE DE L'EUROPE
JUSQU'AU 28 FÉVRIER - 20 H
THE POSSESSED
DOSTOÏEVSKI
Adaptation et mise en scène
YOURI LIOUBIMOV
Décors et costumes
STEFANOS LAZARIDIS
SPECTACLE EN LANGUE ANGLAISE
DU 4 AU 10 MARS - 20 H
KUNG LEAR
Le Roi Lear
SHAKESPEARE
Mise en scène
INGMAR BERGMAN
KUNGL. DRAMATISKA TEATERN DE STOCKHOLM
SPECTACLE EN LANGUE SUÉDOISE
LOCATIONS OUVERTES
Odéon Théâtre National 325.70.32

LE BALLET NATIONAL DE MARSEILLE
ROLAND PETIT
LE MARIAGE DU CIEL ET DE L'ENFER.
AU THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES
MUSIQUE : ART ZOYD
(EXPRESSIONIST ROCK LIVE)
12 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DU 26 FÉVRIER AU 13 MARS
LOCATION : SUR PLACE 15 AV. MONTAIGNE 75008 PARIS
DE 12H30 A 19H, TOUTES AGENCES, 3 FNAC
ET PAR TÉLÉPHONE : 720.36.37
RENSEIGNEMENTS : 723.47.77

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

VEILLÉE IRLANDAISE : Petit Odéon (325-70-32) 18 h 30.

LES POSSÉDÉS : Odéon, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 20 h, en anglais.

CARRÉ TRIANGLE CERCLE : Maison Heine (551-63-62) 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Danse : Hommage à A. Tudor (Jardin aux lilas ; Shadowplay ; Continuo ; Dark Elegies ; Dir. musicale : Marius Constant).

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Bérénice.

ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h : The Possessed (les Possédés, de Dostoïevski, en langue anglaise).

BEAUBOURG (277-12-33), Cinéma-Vidéo : 16 h : les Gibbons, de M. Pernot ; les Enfants d'Ofalach, d'A. Morat ; 19 h : Écoutez May Picqueray, de B. Baissat ; Cinéma chinois : 17 h 30 : le Fleuve sans balise, de W. Tianming ; 20 h 30 : les Larmes du Yangzi, de C. Chusheng.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), 21 h : Renseignements généraux.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : ☞ Asmodée.

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Ligue d'improvisation française.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Tokyo, Un-bar, Un hôtel.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Morpioni's palace.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Coline ou l'enfant du mystère.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LUCERNAIRE (544-57-34). I. 18 h : Le pupille veut être tuteur ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : Jonas. – II. 18 h : les Métamorphoses de Robinson ; 20 h : Pour Thomas ; 21 h 45 : Cocktail Bloody M.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 19 h 30 : Hedda Gabler ; ☞ 21 h 30 : la Plus Forte.

MAISON HEINRICH-HEINE (551-63-62), 20 h 30 : Carré, Triangle, Cercle.

☞ MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Un drôle de cadeau. Petite salle, 20 h 45 : les Fantasmes du boucher.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Louloute.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : Halo.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 18 h 30 : Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils ; 20 h 30 : Ma femme.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : Du sang sur le cou du chat.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 45 : les Bâtisseurs d'empire.

THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le lion.

THÉATRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : le Rôdeur.

THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : les Nuits et les Jours.

TOURTOUR (887-82-48) 20 h 30 : les Mille et une nuits ; 22 h 30 : Carmen cru.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : 2 000 moins 15 ; 22 h : Baby or not Baby ; 23 h 30 : Chants d'elles.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Fenêtre sur cœur ; 22 h 15 : le Président.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

PALAIS DES CONGRÈS (758-14-04), 20 h 30 : M. Sardou.

TROU NOIR (570-84-29), 21 h 30 : M. Passos quintet.

La danse

STUDIO DE LA FOLIE-MÉRICOURT (700-19-60), 20 h 30 : Ove Solo-Puite.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club
Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ci-dessous au journal Le Monde, service publicité, 5 rue des Italiens 75009 Paris.
Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.
Nom ______ Prénom ______
Ville ______ Rue ______
N° ______ Code postal ______ N° tél ______
☞ Ce sigle dans nos lignes programmes signale les spectacles qui bénéficient des services « Club du Monde des Spectacles ».
INFORMATIONS : 878-48-48 et 878-37-37
24 heures sur 24.

Lundi 18 février

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : D. Barenboïm (Beethoven).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : V. Perlemuter (Bach, Chopin, Ravel).

Église de la Trinité, 21 h : Orchestre et chœur franco-allemand, dir. Ch. Kuhlewein (Mozart).

Institut néerlandais, 20 h 30 : H. Roelofsen, R. Seun, J. Slothouwer (Couperin, Beethoven, Schumann...).

Athénée, 20 h 30 : T. Krause, I. Cage (Schubert).

A Déjazet, 18 h 30 : A. Gilliéron, E. Razimowsky, A. Thiel (Mendelssohn).

Église des Billettes, 20 h 30 : Les Petits Chanteurs de Vienne (Schütz, Bach, Haendel...).

Église anglicane Saint-Georges, 20 h 30 : Chorale du Bischop Wordsworth's School Salisbury (Musique sacrée et profane).

Église polonaise, 20 h : Les Musiciens (Telemann, Bach, Haendel, Beethoven, etc.).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Parodi Quartet.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Makumba Carnaval.

FITZCARRALDO (236-13-14), 21 h : F. Someday.

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : J. Bonal Quartet.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : R. Raux, A. Jean-Marie, M. Michel, V. Cordelette.

En région parisienne

VINCENNES, Th. D.-Sorano (374-81-16), 21 h : la Demoiselle de Tacna.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
17 h, : la Caravane vers l'Ouest, de J. Cruze ; 19 h, : le cinéma allemand des années 80 : le Petit Déjeuner de la hyène, de E. Mikesch ; la Distance bleue, de E. Mikesch ; Etre méchant est aussi un sentiment, de C. Beatt ; Femme à métèque, de U. Schrader.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trahison) (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

A NOUS LES GARÇONS (Fr.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

L'AUBE ROUGE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Espace Gaîté 14e (327-95-94).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : George-V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Passy, 16e (288-62-34). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).

LA CORDE RAIDE (A., v.o.) (*) : UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC-Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC-Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; UGC-Convention, 15e (564-93-40).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE DÉFI DU TIGRE (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DUNE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Bastille, 11e (700-21-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (722-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

ELEMENT OF CRIME (Danois, v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

EL NORTE (A., v.o.) : UGC-Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC-Champs-Élysées, 8e (562-20-40) ; UGC-Gobelins, 13e (335-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES BUKOWSKI (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

SALLE PLEYEL
Demain mardi, 20 h 30
Rudolf SERKIN
BEETHOVEN :
« Pathétique » - « Adieux »
« Variations Diabelli »
OAI/RAINER



(THE KILLING FIELDS)
C'EST LE PLUS BEAU, LE PLUS FORT, LE PLUS HONNÊTE FILM SUR LE JOURNALISME QUE J'AIE JAMAIS VU...
JACQUES ABOUCHAR - Antenne 2
UNE SUBLIME HISTOIRE, D'AMITIÉ, D'AMOUR DE SENTIMENTS FORTS. IL FAUT LE VOIR...
PHILIPPE LABRO - Match
UNE CHEF D'ŒUVRE !
CLAUDE BAIGNÈRES - Le Figaro
COURAGEUX, MAGNIFIQUE !
CATHERINE DAVID - Le Nouvel Observateur
CELA MÉRITE UN INFINI RESPECT. TOUT BÊTEMENT UN FILM HUMAIN.
GÉRARD LEFORT - Libération
UN FILM BOULEVERSANT, UN ÉVÉNEMENT.
MARIE-FRANÇOISE LECLÈRE - Le Point
L'UN DES TRÈS GRANDS FILMS DE CETTE ÉPOQUE
MARC ESPOSITO - Première
7 NOMINATIONS OSCARS 85 dont MEILLEUR FILM MEILLEUR RÉALISATEUR
Distribué par WARNER COLUMBIA FILM

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SPECTACLES

GREMLINS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Rialto, 19e (607-87-61). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.o.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HORROR KID (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Logos-I, 5e (354-42-34) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Marilyn, 14e (544-43-14) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (351-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise (H.sp.), 11e (700-89-16).

1984 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES NANAS (Fr.), Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

NI AVEC TOI NI SANS TOI (Fr.), UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Biarritz, 8e (562-20-40).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

LES ORGIES DE CALIGULA (It.) (**) : V.F. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

PALACE (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A., v.f.) : Lumière, 9e (247-49-07).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

PROFESSION MAGLIARI (I. v.o.) : Reflet quartier Latin, 5e (326-84-65).

QUILOMBO (Brésilien, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

RAZORBACK (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Ranelaght, 16e (288-64-44).

ROUGE GORGE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp., v.o.) ; Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

TRAIN D'ENFER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

TRANCHES DE VIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (700-21-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN FILM (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

URGENCE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LES FILMS NOUVEAUX

LA DECHIRURE, film américain de Roland Joffe, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE, film français de Jean-François Laguionie : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

OUT OF ORDER, film allemand de Carl Schenkel, v.o. : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PETER LE CHAT, film suédois de Stig Lasseby-Jan Gissberg, v.f. : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Reflet Balzac, 8e (560-10-60) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PERIL EN LA DEMEURE, film français de Michel Deville, Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Images, 18e (522-47-94).

PURPLE RAIN, film américain d'Albert Magnoli, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

STAR TREK III : A LA RECHERCHE DE SPOCK, film américain de Leonard Nimoy, v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA VIE DE FAMILLE, film français de Jacques Doillon : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ADOLPHE VIEZZI et JEAN ARDY présentent
ISABELLE HUPPERT
NIELS ARESTRUP
CHRISTINE PASCAL
dans un film de
CAROLINE HUPPERT
ELLE VOUS PROMET CHÂTEAUX EN ESPAGNE...
SORTIE LE 20 FÉVRIER
signé Charlotte
ELLE VOUS PLANTE À UN CARREFOUR DANS UNE VOITURE VOLÉE.

Les grandes reprises

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.f.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).

ALL THAT JAZZ (A., v.o.) : Châtelet Victoria (H. sp), 1er (508-94-14).

ALIEN (A. v. o.) (*) Saint-Lambert, 15e (532-91-68). (v.f.) Arcades, 2e (233-54-58).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

ARTHUR RUBINSTEIN, L'AMOUR DE LA VIE (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BLANCHE COLOMBE ET VILAINS MESSIEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

CLÉOPATRE (A. v.o.) Péniche des Arts, 15e (527-77-55).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA CORDE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES DAMNÉS (It. v. o.) (*) Denfert, 14e (321-41-01).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68) ; Rialto, 19e (607-87-61).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA FLUTE ENCHANTÉE (Suéd., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

GAIJIN (Brés.) : Latina, 4e (278-47-86).

GEORGIA (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

GET CRASY (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) Péniche des arts, 16e (527-77-55).

INDIA SONG (Fr.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films (H. sp), 17e (622-44-21).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.o.), Cinoches, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (561-94-95).

LOULOU (All., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

MADAME PORTE LA CULOTTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (329-11-30).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

LE MEILLEUR (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

PAS DE PRINTEMPS POUR MARNIE (A. v.o.) : Action Christine bis, 6e (329-11-30) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

PIXOTE LA LOI DU PLUS FAIBLE (Brés., v.o.) (*) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

RACING BULL (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-65).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SUPERMAN III (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

TEX AVERY FOLIES (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07).

TUEUR DE DAMES (A., v.o.) ; Champo, 5e (354-51-60).

20 000 LIEUX SOUS LES MERS (A., v.o.) Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) ; (v.f.) Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50). UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40). UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Images, 18e (522-47-94).

VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

Les festivals

BERGMAN (v.o.), Bonaparte, 6e (326-12-12) Rêves de femmes.

COMÉDIES MUSICALES (v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80). 20 h : les Joyeux Garçons ; 16 h, Volga Volga ; 18 h, le Printemps ; 22 h : Ne sois pas triste.

COMÉDIES MUSICALES AMÉRICAINES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Blanches colombes et vilains messieurs.

JACQUES DOILLON Studio 43, 9e (770-63-40). 20 h : Un sac de billes ; 22 h : la Femme qui pleure.

LES GRANDES AVENTURES (v.o.), Action Rive gauche, 5e (329-44-40) : les Vikings.

CARY GRANT (v.o.), Action-Écoles, 5e (325-72-07) : Mon épouse favorite.

A. KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68) : 18 h 30 : Barberousse.

S. KUBRICK (v.o.), Denfert 14e (321-41-01) 22 h : Lolita ; 19 h 40 : Orange mécanique.

LES MOI EN R OU L'ÉMOI EN L'R : Robbe-Rohmer-Rouch-Resnais, République-Cinéma, 11e (805-51-33). Mer., 18 h : le Signe du lion ; 20 h : Chronique d'un été.

HOMMAGE A TRUFFAUT, Studio Cujas, 5e (354-89-22). : la Peau douce.

TEX AVERY (v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), Parnassiens, 14e (335-21-21).

MERCREDI


CONCOURS DE CINÉMA « VICTOR-HUGO »

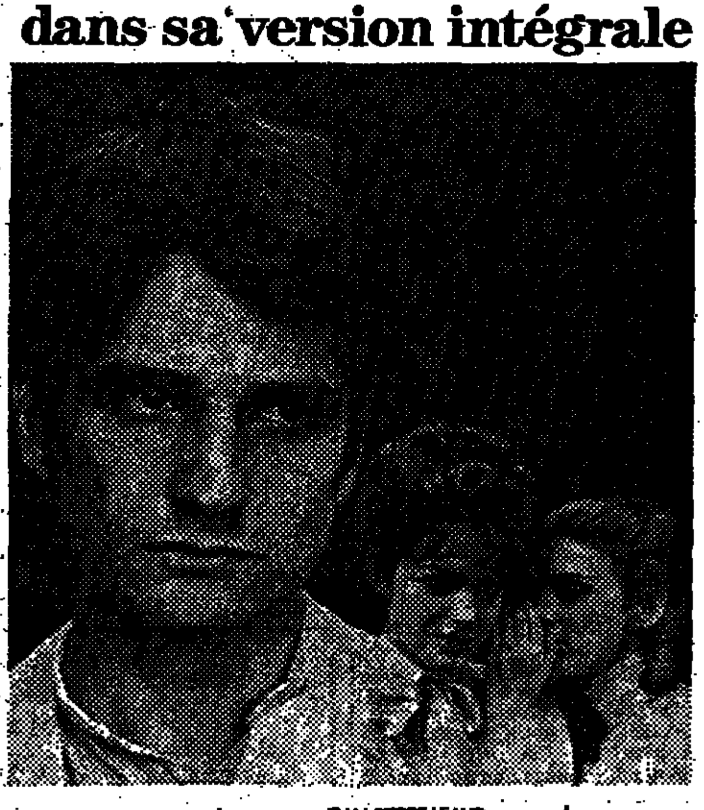
Un concours pour la réalisation d'un ou deux films est ouvert aux jeunes créateurs français ou étrangers travaillant en France, professionnels ou non, âgés de moins de 40 ans et n'ayant pas réalisé plus d'un film de long métrage.

Le Ministère de la Culture apportera une part substantielle du financement de la réalisation de ce ou de ces films.

Les concurrents doivent envoyer un synopsis de 40 à 60 pages sur un sujet de leur choix, avant le 1er Mai 1985.

INSCRIPTIONS CLOSES LE 1er MARS PROCHAIN.

S'adresser :
CENTRE NATIONAL DU CINÉMA
Concours VICTOR-HUGO
11, rue Galilée
75116 PARIS
Tél. : 720-81-07

MERCREDI
un film de
François Truffaut
LES DEUX ANGLAISES
dans sa version intégrale

JEAN-PIERRE LEAUD
KIKA MARKHAM · STACEY TENDETER

COMMUNICATION

AU FESTIVAL DE MONTE-CARLO

Les marchands font la loi

Le vingt-cinquième Festival de Monte-Carlo, qui a commencé le 5 février pour s'achever le 16 au soir avec la remise des prix, ressemble de plus en plus à une manifestation américaine. Moins de monde chaque année pour suivre les projections – actualités et fictions – en compétition, tandis que le Marché international du cinéma, de la télévision et de la vidéo – le septième cette année – ne cesse de prendre de l'importance. Quelque quinze cents vendeurs, acheteurs, distributeurs, PDG des plus grandes compagnies du monde – quatre cents en tout – venus de soixante-dix pays, ont négocié pendant six jours au troisième étage de l'hôtel Loews, dans les cent quarante-cinq chambres transformées en autant de salles de projection.

Monte-Carlo. – C'est en anglais qu'on parle et en dollars qu'on compte. Calme, luxe, business. Le rituel est désormais immuable : cocktails, réceptions, dîners, se succèdent au rythme des contrats qui se discutent et de l'argent qui s'échange. Monte-Carlo s'affirme comme l'un des marchés les plus importants aujourd'hui. Il est de plus en plus prisé des Américains : toutes les grandes compagnies sont là : Paramount, MGM, 20th Century Fox, ABC, NBC, soixante en tout – et pour la première fois Walt Disney ! Les Anglais aussi, venus en force cette année, les Français, les Italiens, les Allemands, les pays de l'Est et du Proche-Orient, le Japon, le Brésil, la Chine, Cuba. Les plus petits viennent remplir le « panier de la ménagère », les gros affichent leurs marchandises avec titres et photos à l'entrée de chaque chambre.

Les Américains viennent comme d'habitude essentiellement pour vendre. Avec la montée du dollar, *« c'est beaucoup plus difficile depuis dix-huit mois »*, avoue Art Kane, de CBS Broadcast International. Surtout dans les pays dont les monnaies ont chuté : le Brésil – ou l'Italie, son plus gros client en Europe (les plus gros acheteurs de CBS sont par ordre décroissant l'Europe, le Canada, l'Amérique du Sud et le Japon).

Les Américains suivent de très près – comme tout le monde – l'évolution du marché en Europe. La puissante MPEAA, association professionnelle du cinéma américain (qui regroupe les plus gros producteurs et distributeurs), est venue pour la première fois à Monte-Carlo observer la situation, face à l'escalade des coûts de production de cinéma aux États-Unis. Câble, télévisions privées, satellites, il s'agit d'établir des stratégies à moyen et long terme en pénétrant le marché européen.

Faire des économies en coproduisant

Est-ce la même raison qui a poussé l'Anica, qui représente la profession cinématographique italienne, producteurs et distributeurs, à venir également pour la première fois à Monte-Carlo ? Tout le monde a compris en tout cas qu'il fallait compter aujourd'hui avec la télévision et travailler avec elle.

La véritable folie de coproduction qui s'était emparée des Européens l'an dernier est devenue chose normale aujourd'hui. La Belgique, la Suisse, l'Italie, la France, l'Allemagne – maintenant même la Grande-Bretagneplutôt réticente jusque-là,aucun pays ne peut affronter seul les coûts croissants de production. Chacun cherche désespérément un partenaire pour faire aboutir son projet. Le problème : comment intéresser l'autre ? On travaille sur des « idées » aujourd'hui (et non sur un scénario), on cherche un thème qui peut être commun à tous, puis on

De notre envoyée spéciale

« négocie » le réalisateur, les acteurs. D'où la multiplication des séries sur des grands personnages historiques : Garibaldi, Mussolini, Golda Meir, de Gaulle... ou des feuilletons dont l'action se passe dans plusieurs pays.

Deuxième difficulté : comment garder la maîtrise d'une réalisation dont les acteurs devront être américains dans un décor français ? Qui va dominer ? Celui qui a eu l'idée ou celui qui a mis le plus d'argent ? Dans la suite des concessions réciproques, comment échapper au produit finalement inodore et sans saveur ? Les montages financiers sont très longs (un à trois ans parfois), les échecs abondent. Pourtant les coproductions internationales non seulement continuent mais se multiplient. Les Français regardent de plus en plus vers les Américains,qui ont l'argent et qui semblent plus disposés à le faire – besoin de renouveler leurs thèmes ? La question reste : comment établir une négociation équilibrée ?

Pour faire face aux coûts croissants de la production, la coproduction peut être une solution ; elle n'est pas la seule pour Henri Spade. Le directeur et producteur délégué à la SFP, (Société française de production) pense qu'il faut trouver d'autres méthodes de tournage que celles du cinéma. Il cherche actuellement à utiliser le matériel, les décors, beaucoup moins longtemps en faisant répéter les acteurs et en tournant avec trois caméras par exemple. Il a changé sa stratégie de vente en diversifiant sa production. A côté d'émissions prestigieuses très chères, comme « l'An mil », il réalise des séries moins chères et exportables, comme « Madame et ses flics », sorte de « Starsky et Hutch », version française et au féminin, ou « Lili, petit à petit », ou encore « Catherine, il suffit d'un amour », disponible en trois versions.

*Il reste toujours très difficile de vendre aux Anglo-Saxons, Anglais comme Américains. Pour y parvenir, il faudrait tourner directement dans leur langue. Certains commencent à s'y mettre. Hamster, filiale de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, société dont le PDG, Pierre Grimblat, jongle avec les idées, lance en même temps qu'une série coproduite avec les Anglais, « Upstairs downstairs » (la seule vendue aux Etats-Unis) et qu'une « Série rose » (érotique douce qu'on verra bientôt sur FR3 et qu'on s'arrache à l'étranger, paraît-il), une série à destination anglo-saxonne qu'il tourne directement en anglais pour les gros plans. On double ensuite le reste, ce que les Italiens font depuis longtemps déjà.

Coproduire, vendre davantage... Il faudra faire des économies, rentabiliser, s'adapter au marché, à la demande ; et la demande change. La demande aujourd'hui, ce ne sont plus les grosses émissions de 90 minutes.Les séries, ou plutôt les mini-séries (trois fois, six fois une heure), font place aux téléfilms et se généralisent dans tous les pays. Les productions doivent être très ciblées, on cherche un quart d'heure « animalier » pour 18 h 30, de l'« aventure douce » (sans violence) pour 16 heures.

Stratégies nouvelles, tendances qui se dessinent, on assiste à une *« modification des modules »*, selon l'expression de Jean-Pierre Dusseaux, délégué pour les programmes à FR3. *« On a besoin plus souvent de treize ou seize minutes, on sait qu'en un quart d'heure un public peut changer de chaîne. »* Il faut le garder pendant ce quart d'heure-là. Démarche inverse de ce qui se passait il y a quelques années. Un créateur venait avec un projet dont la durée n'était commandée que par ce qu'il avait à dire. A la chaîne de s'adapter. Aujourd'hui, le concepteur de programme, le producteur,cherchent le réalisateur qui va s'adapter aux besoins de la « grille », de l'industrie, c'est-à-dire en fin de compte au public, à son goût immédiat. Il n'est pas sûr que la télévision gagne en qualité. Elle gagne en efficacité. Tout va vite, et tout bouge. Les lois de l'audiovisuel comme les structures de fond.

CATHERINE HUMBLOT.

LE PALMARÈS

Le jury du XXVe Festival international de télévision a décerné cinq prix pour les fictions.

La nymphe d'or est revenue à Alex Corti pour son film *Une écriture de femme bleu pâle*, une production de la télévision autrichienne ORF, qui décrit un conflit humain entre quatre personnages séparés au moment de l'Anschluss et qui se retrouvent après avoir suivi des chemins différents. Nymphes d'argent pour la mise en scène à *la Conférence de Wansee*, de Heinz Schirk (ARD, République fédérale d'Allemagne) ; pour le scénario à *Un salut du front*, de Viacheslav Kondratiev (télévision soviétique) ; pour l'interprétation masculine à Torben Jensen dans *Coup monté contre Prometheus*, (Danmarks radio) ; pour l'interprétation féminine à Glenn Close dans *C'est d'la faute à Amélia* (ABC, USA).

Dans la catégorie actualités, la nymphe d'or a été décernée à *Famine en Ethiopie* (BBC-Visnews Ltd, Grande-Bretagne), nymphes d'argent à *Mort à Belfast* (ITN, Grande-Bretagne) et *Kim Phuc* (NOS, Pays-Bas).

Le prix de la critique internationale a été attribué pour les magazines d'actualité au *Silence de la honte* (NBC, USA) ; pour la fiction à *Une écriture de femme bleu pâle* (cité plus haut) ; une mention spéciale a été donnée à *Manipulations* (Antenne 2, France).

Le duel de 19 h 40

PHILIPPE BOUVARD CHANGE ENCORE DE FORMULE

28 % d'audience, cela fait plus de quinze millions de téléspectateurs. C'est beaucoup mais ce n'est pas suffisant quand on passe à 19 h 40, face à un concurrent qui rassemble 35 % de l'audience. Philippe Bouvard et Antenne 2 subissent la dure loi de l'Audimat, après l'avoir imposé à TF 1 pendant des années. Devant le succès confirmé de « Cocoricocoboy », de Stéphane Collaro, Philippe Bouvard a décidé d'interrompre prématurément son feuilleton burlesque « Médecins sans diplômes » le 26 février prochain. « Le Théâtre de Bouvard » devra trouver d'ici là une nouvelle formule pour tenter de reprendre du terrain sur son concurrent.

Le feuilleton défunt est, de plus, accusé de plagiat par deux scénaristes, qui relèvent des identités troublantes entre « Médecins sans diplômes » et une de leurs œuvres, intitulée « Y a-t-il un médecin dans l'hôpital ? » Ils ont assigné Antenne 2, Philippe Bouvard et neuf comédiens. Le tribunal de Paris a commis un huissier pour visionner toutes les émissions et transcrire leur texte. Commë on dit dans « Dallas », la télévision est vraiment un univers « impitoyable ».

Qui vend la France à l'étranger ?

« Allô Béatrice », « Hélas, Alice est lasse », « Hôtel de police », « Gaspard de la Meije », voilà ce qu'une trentaine de pays sont venus demander dans les salons de France media international, la nouvelle société chargée depuis un an de la vente des programmes des trois chaînes françaises, ainsi que la série « Pour le meilleur et pour le pire », sur les relations hommes-femmes dans le monde, qu'on voit en ce moment sur A 2, et « La guerre secrète du pétrole », une grosse série lancée à l'américaine à grand renfort de télex (qu'on verra au printemps sur TF 1). Trois cent cinquante heures ont été négociées, achats qu'il faudra ensuite mener à terme.

Qu'achète-t-on à la France ? En gros, deux types de productions. En 1984, par exemple, FMI a très bien vendu, paraît-il, ses émissions de prestige, liées au répertoire classique : « Tartuffe », « Sans famille », « La vie de Mozart », « La chartreuse de Parme », mais aussi des feuilletons historiques, comme « Fabien de la Drôme » et « Thérèse Humbert », ou un grand téléfilm, « Monsieur Abel », de Jacques Doillon, un film superbe, pas évident. Côté documentaires, « Les carnets de l'aventure » et « Les animaux du monde » font un malheur. En variétés, ce sont les « Formule 1 » qui l'emportent et, pour la jeunesse, les émissions de FR 3.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 18 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Key Largo.
Film américain de J. Huston (1948), avec H. Bogart, L. Bacall, Ed. G. Robinson, L. Barrymore, C. Trevor, T. Gomez (N.).
Un ancien officier d'aviation arrive dans un hôtel isolé d'une presqu'île de Floride au moment où un gangster et ses hommes, traqués par la police, viennent de s'y installer et terrorisent le propriétaire et sa fille. Drame angoissant, à huis clos, d'après une pièce de Maxwell Anderson. Rapports ambigus des personnages. Climat social de l'Amérique d'alors. Et des acteurs fabuleux.
22 h 25 Etoiles et toiles.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
Entretien avec Robert Duvall ; l'anti-cinéma urbain américain ; la résurgence aux Etats-Unis d'un cinéma de style rural. Avec Robert Benton, Sally Fields, Marc Rydells et Dick Pears.
23 h 15 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

le particulier
Le Guide Fiscal 85 est paru !
■ Tout sur les déductions légales
■ Tout sur les abattements
■ Tout sur les nouvelles lois fiscales
2 numéros, 320 pages chez votre marchand de journaux.
18F

20 h 35 Le Grand échiquier : Ivry Gitlis.
Emission de Jacques Chancel.
Le célèbre violoniste accompagné par l'Orchestre symphonique de Radio-Luxembourg dirigé par Léopold Hager. Avec Barbara Hendricks, Frédéric Lodéon, Angelo Branduardi...

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle Le grand frisson) : Echec à l'organisation.
Film américain de J. Flynn (1973), avec R. Duvall, K. Black, J. Don Baker, R. Ryan, T. Carey.
Un petit truand, qui veut venger la mort de son frère, exécuté par une mystérieuse organisation, remonte la filière pour atteindre le chef. Violence de règlements de comptes où la police n'intervient pas. Ce sont surtout les auteurs qui font le – mince – intérêt du film.
22 h 20 Journal.
22 h 45 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Chimo, reportage sur les populations arctiques.
23 h 30 Henri Vincenot dans Histoires de trains.
Série : Les messieurs de l'exploitation.
23 h 35 Prélude à la nuit.
« Intrada, Passacaglio e Saltarello », de Ferenc Farkas, interprété par les Philharmonistes de Châteauroux, dir. Janos Kovaes.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé ; 17 h 10, Les géants de Biscarosse ; 17 h 30, Médecine par les plantes ; 17 h 45, Jazz à Bordeaux ; 18 h, Autour de... ; 18 h 30, Sports ; 18 h 50, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Barbe d'or et les pirates, film de M. Damski ; 22 h, Les Drives de Canal plus ; 23 h, Basket américain ; 1 h 5, l'Amérique interdite, film de R. Vanderbes.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dramatique : « Verdure », de Geneviève Bray, avec F. Personne, C. Hubeau.
21 h 42 Musique : Latitudes, musiques traditionnelles.
22 h 30 Nuits magnétiques : Ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Sonate pour piano nº 2 en la majeur, Sonate pour piano nº 17 en ré mineur « la Tempête », Sonate pour piano nº 10 en sol majeur, Sonate pour piano nº 26 en mi bémol majeur de Beethoven par Daniel Barenboïm, piano.
22 h 40 Les soirées de France-Musique : entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand ; à 23 h 5, Manteau de fleurs ; quelques introuvables de Ravel.

Mardi 19 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Capitaine Luckner.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 50 A pleine vie.
Série : Fame ; 14.40, La maison de TF 1 ; 15.15, Santé sans nuages ; 16.15, Portes ouvertes, le magazine des handicapés ; 16.30, Croque vacances ; 17.30, La chance aux chansons.
18 h Nounours.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 40 Série : Huit ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
Proposé par J. Antoine et C. Savarit.
Un remake de « La course autour du monde », du « Grand Raid ».
21 h 35 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
Le Nil (2e partie). Après l'histoire du Nil séculaire, le commandant Cousteau suit le cours de ce fleuve et relève les apports positifs ou négatifs des temps modernes, les répercussions sur la faune et la flore...
22 h 30 Tintam'arts.
Emission d'Antoine Gallien.
Spécial Vienne : une cité mythique du début du siècle, berceau de la modernité picturale, musicale et littéraire. Freud, Klimt, une promenade, un musée. Les actualités de la semaine.
23 h 25 Journal.
23 h 55 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télévision du matin.
8 h 30 Feuilleton : Une femme seule.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Martin Eden.
15 h 40 Reprise : Le grand raid (diff. le 17 février).
16 h 45 Le journal d'un siècle.
De Louis Bériot.
Edition 1900 : la Belle Epoque ; le premier métro de Paris ; les 55 jours de Pékin ; la révolte des Boxers...
17 h 45 Récré A2.
Poochie, les Viratatoums, Terre des bêtes, Téléchat...
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : Allons z'enfants.
Film français d'Y. Boisset (1980), avec J.-P. Aumont, L. Belvaux, J. Carmet, E. Cotton, J.-C. Dreyfus, J.-P. Dubois.
Un adolescent est contraint, par son père, ancien combattant de 1914, de devenir enfant de troupe. Il refuse de se plier à la rude discipline d'une école militaire étouffant les individualités. Reconstitution parfaite d'un milieu et d'une expérience personnelle : celle d'Yves Gibeau, qui la raconta dans un roman paru au début des années 50.
22 h 40 Lire c'est vivre.
De Pierre Dumayet, Victor Hugo - Juliette Drouet correspondances, réal. R. Coste.
Victor Hugo et Juliette Drouet vécurent une passion amoureuse qui dura près d'un demi-siècle. C'est leur correspondance que commentent l'actrice Jeanne Colletin, les écrivains Andrée Chédid, Hubert Juin, mais aussi... un boucher. Une évocation émouvante de deux vies. La reconstitution d'un « roman » d'amour.
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programme autonome des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : la Mandarine.
Film français d'E. Molinaro (1971), avec A. Girardot, P. Noiret, M. Renaud, M.-H. Breillat, M. Head, J.-C. Dauphin.
Une extravagante vieille dame loge les membres de sa famille, à l'abri du monde, dans son hôtel particulier. L'intrusion d'un jeune Anglais va bouleverser l'ordre établi sur des chimères. Une comédie de caractères, bien construite et bien jouée, d'après un roman de Christine de Rivoyre.
22 h 5 Journal.
22 h 35 Henri Queuille : un demi-siècle au service de la République.
Emission de J.-J. Mallemanche.
Portrait du docteur Henri Queuille (1884-1970), homme politique populaire, titulaire d'une vingtaine de portefeuilles ministériels sous la IIIe République. Cinquante années au service de la nation.
23 h 10 Henri Vincenot dans Histoires de trains.
Le père Bouillotte et l'aboyeur (nº 7).
23 h 15 Prélude à la nuit.
Sonate pour clarinette et piano de L. Bernstein, interprétée par M. Lethiec, clarinette, D. Weber, piano.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 Michel Denisot ; 9 h, Ellis Island ; 9 h 45, Document : En tournage avec Paul Mac Cartney ; 11 h, Barbe d'or et les pirates, film de M. Damski ; 12 h 25, Cabou Cadin (Fraidy cat, Paul et les Dizygotes) ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Je suis un criminel, film de B. Berkeley ; 15 h 35, Trocadéro bleu citron, film de M. Schock ; 17 h 5, Cabou Cadin (Heathcliff et Marmaduke, Max Romana) ; 18 h 4, SLAM ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, la Boum 2, film de C. Pinoteau ; 22 h 15, Football (PSG-Bordeaux, en différé) ; 0 h 5, Les montagnards sont là, film de J.-G. Blystone ; 1 h 15, Reporters, film de R. Depardon.

FRANCE-CULTURE

6 h, Du côté de Manosque ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : le riz, ce fils de l'eau (et à 10.50 : les Indes florissantes) ; 9 h 5, La matinée des autres : Du culte des saints aux faiseurs de miracles ; 10 h 30, Musique : Miroirs (et à 17.00) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : les formations nationales de la FNEPE ; 11 h 30, Feuilleton : Tristan et Iseut ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Instantané, magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « le Grand Feu », de Jeanne Bourin ; 14 h 30, Georg-Johann Elser (1903-1945) : Un sort allemand ; 15 h 30, Les mardis du théâtre : Mégaphonie : devenir comédien ; 17 h 10, Le pays d'ici. En direct de Dieppe ; 18 h, Subjectif : Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Profession spationaute ; 20 h, Musique mode d'emploi : A. von Zemlinsky.
20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h Charlotte Perriand ou l'art d'habiter.
21 h 30 Musique : Diagonales ou l'actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 Nuits magnétiques : Séance tenante ; entretien avec Jacques Doillon et Sami Frey.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : Henry Prunières et la Revue musicale-Extases, découvertes et passions pour une décennie 1930-1939 ; œuvres de Liszt, Debussy, Ravel, Bartok, Stravinski, Cavalli, Chopin ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Jazz, swing et accordéon » ; 12 h 30, Concert : œuvres de Jolivet, Malec, Ohana Nigg, par B. Thoreux, piano, N. Robin, soprano, F. Pierre, harpe, J. Gottlieb, piano, J.-L. Forestier, percussions ; 14 h 2, Repères contemporains : Nicolas Verin ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : école buissonnière ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Hommage à Jasha Heifetz ; œuvres de Vieuxtemps, Grieg, Sinding ; à 16 heures Le P'tit Opéra : « les Brigands », d'Offenbach ; 18 h 2, Acousmathèque : œuvres de Parmegiani, Ferrari ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : œuvres de Moussorgski, Offenbach, Rossini, Massenet, par Jose Beckmans, baryton.
20 h 4 Avant-concert.
20 h 30 Concert (donné à Paris le 25 janvier 1985) : « les Maîtres Chanteurs », ouverture de Wagner, Concerto pour piano et orchestre nº 3, de Bartok, Symphonie nº 5 en mi mineur de Tchaïkovski, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Sebastian, sol. D. Ranki, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : les entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand ; à 23 h 5 Jazz club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 18 FÉVRIER

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du PS, est invité à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

Le prix du pétrole : des prévisions toujours fausses

Les prix du pétrole vont-ils diminuer jusqu'à la fin de la décennie, pour reprendre, après 1990, leur escalade ? C'est ce qu'affirment aujourd'hui tous les experts, avec un bel ensemble. Mais une étude récente révèle les erreurs commises avec constance par tous les spécialistes depuis quinze ans.

SUR le prix du pétrole, matière première la plus échangée dans le monde, qui représente à elle seule 20 % du commerce mondial, reposent chaque année des centaines de milliards d'investissements. Les revenus d'une bonne partie des habitants du globe en dépendent. On voit justement en lui l'une des données les plus importantes de l'économie mondiale. Pourtant il est peu de domaines où, en dépit des innombrables études qui lui sont consacrées, les erreurs de prévision aient été plus grandes. Les plus puissantes compagnies, les principales institutions financières, une foule de consultants, de gouvernements et d'organismes internationaux y affectent chaque année des sommes considérables. *« Pourtant, depuis quinze ans, les prix du pétrole ont obstinément refusé d'évoluer comme prévu »*, assure une étude intitulée *« L'avenir des prix pétroliers : les risques de la prévision »*, récemment publiée par les sociétés Arthur Andersen et Cambridge Energy Associates (1).

Mieux placés que quiconque puisque eux-mêmes spécialisés dans ce type de prévisions, les auteurs analysent, non sans humour, après enquête auprès de cent vingt-cinq experts ou responsables de compagnies dans douze pays, les causes de cet aveuglement collectif. Car, ce n'est pas le moindre paradoxe, l'évolution à moyen et long terme des prix du pétrole a toujours fait l'objet d'un accord quasi unanime au sein de l'industrie pétrolière et de la communauté financière, dont les experts, avec ensemble, se sont tous trompés depuis que la prévision moderne existe, avec une constance dans l'erreur qui n'a d'égal que leur consensus du moment.

Depuis le début des années 70, la prévision pétrolière a été une suite de périodes de quasi-unanimité ponctuées de remises en question fondamentales ou *« crises de consensus »*. Comme les vins, note l'étude, les prévisions de chaque période peuvent être classées en récoltes. Elle en distingue cinq *(voir graphique)*. La première, avant 1971 précède l'entrée en scène de l'OPEP. A cette époque, la plupart des responsables privilégiaient les prévisions de demande et se souciaient relativement peu des prix, les considérant peu ou prou comme une constante, destinée à rester stable en termes réels en longue période. Toutefois, notent les auteurs, un certain nombre d'experts, dont ceux du Conseil national du pétrole américain, pressentent en 1972 la montée des tensions sur l'offre et anticipent une hausse des prix réels.

Survient fin 1973 le premier choc pétrolier. Les prix quadruplent, passant de 3 à 12 dollars par baril. Tous les prévisionnistes, assure l'étude, sont tout de même pris par surprise et révisent aussitôt leurs pronostics, donnant naissance à la seconde « récolte » – 1974-1979 – axée sur deux scénarios. L'un, objet de consensus aux Etats-Unis, prévoit l'éclatement de l'OPEP et une nouvelle baisse des prix aux alentours de 6-7 dollars au cours de la décennie. L'autre, majoritairement retenu en Europe, table au contraire sur un maintien du pouvoir de l'OPEP et la poursuite de la hausse des prix après une période de stabilisation en termes réels.

Le consensus actuel

Un nouveau consensus entre Américains et Européens émerge en 1976 et en 1977 pour produire la troisième récolte (1977-1979), basée sur la conviction que les contraintes pesant sur l'offre de pétrole vont demeurer fortes et qu'en conséquence les prix, après une longue période de stabilité relative, augmenteront de nouveau brutalement. Après la révolution iranienne et le second choc pétrolier, les prévisions sont de nouveau remises en cause. La récolte numéro 4 (1980-1982) a pour titre *« L'OPEP aux commandes »*. Elle assure que les prix du pétrole ne peuvent *« que »* continuer à augmenter rapidement (2 % à 3 % l'an en termes réels jusqu'en 1990) pour atteindre 50 à 55 dollars (en dollars de 1980) par baril en l'an 2000.

De nouveau surpris, non par l'OPEP cette fois, mais par les réactions des consommateurs aux hausses de prix, et par la baisse de la demande, les prévisionnistes dès 1982 changent encore leurs schémas. La cinquième récolte fait l'objet du consensus actuel. La quasi-totalité des experts interrogés par les auteurs attendent une baisse du prix réel du baril au cours des prochaines années, suivie à la fin de la décennie – entre 1988 et 1992 – d'une reprise de la hausse au rythme de 1 % à 3 % par an en termes réels jusqu'à la fin du siècle.

Comment expliquer un tel consensus, alors que l'expérience montre amplement les incertitudes attachées à ce type de prévisions ? Il est d'abord une raison qui tient au cercle relativement restreint et très fermé des véritables responsables. En dépit du large éventail d'entreprises et d'organismes qui publient ce type d'étude, *« le monde de la prévision en matière de prix du pétrole est petit – comme toutes les professions spécialisées »*, assurent les auteurs. Le travail de base est fait par un petit nombre de grandes compagnies pétrolières, quelques

Prix du pétrole

① *Date de la prévision*

→ *Prévision d'évolution des prix*

Évolution réelle des prix

1965 1974 1977 1980 1983

consultants, des institutions financières clés et certaines organisations gouvernementales ou internationales. Mais surtout ces experts forment une véritable communauté, échangeant sans cesse leurs idées, participant aux mêmes colloques, passant d'un employeur à l'autre. Citant un certain nombre d'exemples savoureux, l'étude montre à quel point les interactions sont fortes dans ce cercle, où l'effet de feedback joue sans cesse.

Les outsiders éliminés

Paradoxalement, c'est précisément le caractère hautement incertain de la prévision en matière pétrolière qui renforce le besoin de consensus. *« La plupart de ceux que nous avons interrogés ont dit se sentir plus sûrs d'eux lorsque leurs prévisions étaient analogues à celles de leurs collègues »*, notent les auteurs, citant le vice-président d'une grande compagnie américaine, responsable de la planification, qui déclare : *« Puisque vous ne savez pas, ou du moins que vous ne pouvez être sûrs de rien, le mieux est de vous situer à mi-chemin entre Exxon et Shell »*... La situation de l'expert indépendant, le « mouton noir », qui choisit de se démarquer du consensus et, offrant une opinion contrariante, oblige la majorité à se remettre en question, est particulièrement difficile. Il tend à être rapidement ignoré, voire éliminé. *« Si vous êtes différent, vous devez défendre vos propositions. Dans les prévisions sur un sujet comme les prix du pétrole, c'est difficile. Il est très facile d'attaquer n'importe quelle analyse. Il n'y a pas de réponse définitive. Comment puis-je prouver quelles quantités de pétrole l'Union soviétique produira dans cinq ans ? »* explique l'économiste en chef d'une société de gaz.

Dernier point, et non le moindre ; la plupart des experts utilisent *grosso modo* les mêmes schémas et les mêmes données de base, ce qui explique non seulement le consensus, mais aussi l'erreur. La prévision sur les prix est basée sur l'estimation de la demande d'énergie en général – elle-même liée aux taux de croissance économique prévus et à l'élasticité de la consommation aux prix – et de pétrole en particulier (résultat de la concurrence entre le brut et les autres sources d'énergie), sur l'évolution prévisible de la production de l'OPEP et des pays concurrents non membres de l'organisation, et, enfin, sur le taux d'utilisation des capacités de production de l'OPEP. *« La prévision de prix est la dernière étape d'un processus, dont chaque stade contient de nombreuses incertitudes »*, notent les auteurs. Cette estimation est donc sujette à toutes les erreurs qui peuvent avoir été faites au cours des étapes précédentes.

Somme de toutes les incertitudes, la prévision en matière de prix du pétrole n'en constitue pas moins un outil indispensable aux prises de décision, non seulement dans l'industrie pétrolière, mais aussi dans bon nombre de secteurs (banque, automobile, chimie, sidérurgie, etc.). Pour les seules années 1980 et *1981*, environ *500 milliards* de dollars (5 000 milliards de francs !) ont été investis dans le monde sur la foi de prévisions qui assuraient que les prix du pétrole continueraient d'augmenter jusqu'à la fin du siècle, estime l'étude, ajoutant qu'une part significative de ces investissements se révéleront à l'avenir faire partie de l'une des erreurs de gestion les plus coûteuses de l'histoire.

Trois sources d'erreur

Le consensus actuel, comme les précédents, a de bonnes chances d'être à son tour remis en cause. Trois éléments au moins, selon les auteurs, risquent de s'avérer d'importantes sources d'erreur :

● L'évolution de la demande. De nouvelles forces sont en jeu, qui risquent notamment de modifier les liens entre la demande d'énergie et la croissance. Elles sont *« mal perçues et reçoivent une insuffisante attention »*, notent les auteurs, pour qui le marché pétrolier reste exposé à une nouvelle « surprise » de la demande.

● *Les modifications structurelles* de l'industrie pétrolière. Le pétrole tend à devenir une matière première comme les autres, faisant l'objet d'un large commerce, de plus en plus éclaté, ce qui implique des fluctuations de prix de forte ampleur.

● Les risques géopolitiques. Peu de pays exportateurs ont des systèmes politiques stables, l'âge de leurs régimes varie de un à cinquante-deux ans – avec une moyenne de treize années.

Dans ces conditions, conclut l'étude, la seule solution raisonnable pour les décideurs est d'adopter des stratégies qui intègrent de façon claire le risque et l'incertitude. Mieux vaut, expliquent-ils en regrettant que ce soit rarement le cas, utiliser systématiquement des scénarios différents – ce qui implique des stratégies très souples – que de parier sur une évolution des prix en se croisant les mains. *« L'incertitude et les troubles sont inhérents à l'avenir du pétrole »*, assurent les auteurs. *« Les entreprises ne peuvent pas prévoir cet avenir, mais elles peuvent s'y préparer et transformer l'incertitude en bonnes occasions. »*

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) *« The future of oil prices : the perils of prophecy »*, Arthur Andersen et Cambridge Energy Associates, 2, rue, Duphot, 75001 Paris. Tél. (1) 296-10-15.

Brésil et Mexique de nouveau sur la sellette

ENTRE d'une part le Brésil et le Mexique, naguère les « bons élèves » du Fonds monétaire international, et d'autre part cette dernière institution, le torchon brûle. Il est probable que la querelle, qui a déjà conduit M. Jacques de Larosière, directeur général du FMI, à suspendre l'octroi d'une nouvelle tranche de crédit promise à Brasilia, s'apaisera, étant donnés les intérêts politiques en jeu. Elle soulève toutefois des questions de méthodes de politique économique et financière qui ne concernent pas que les pays en voie de développement lourdement endettés. Ce qui devrait être mis en cause, c'est l'utilisation abusive qui est faite de la comptabilité nationale pour la détermination d'un programme de redressement.

Tant au Brésil qu'au Mexique, il est notamment fait reproche de ne pas avoir respecté leurs objectifs respectifs en matière d'inflation, le dépassement le plus spectaculaire étant celui du premier cité de ces deux pays. L'inflation brésilienne aura atteint en 1984 223 % au lieu des 50 % retenus d'un commun accord avec le FMI. Viendra un jour, du moins doit-on l'espérer, où fixer comme objectif un taux d'inflation (passer par exemple de 80 % à 50 % ou 30 %) apparaîtra un exercice aussi dépourvu de sens que de faire voter par le Parlement un taux de croissance (ce que la France faisait il n'y a pas très longtemps). La seule démarche rationnelle serait de prendre les mesures propres à fermer une à une les principales sources d'inflation. On aura toujours le temps de constater le résultat après coup.

Tel est, dira-t-on, le sens des programmes imposés par le FMI. Cependant, la façon dont ils sont formulés laisse planer un doute sur leur applicabilité. Le Mexique, par exemple, est sévèrement critiqué pour s'être révélé incapable de ramener son déficit budgétaire au pourcentage prévu (de concert avec le FMI) de 5,5 % du PNB. Ce déficit aurait en réalité été de 6,9 % et probablement davantage.

Dans les pays à inflation débridée, on peut très bien voir, par exemple, un déficit doubler ou tripler en valeur nominale tout en diminuant dans une forte proportion par rapport au PNB. Or ce sera le plus souvent à cause du dérapage des dépenses publiques que l'inflation n'aura pu finalement être maîtrisée. Tout l'exercice repose sur une pétition de principe. On comprend dans ces conditions que la seule réussite des programmes du FMI soit le rétablissement de l'équilibre extérieur parce qu'il n'y a pas d'exemple que ce résultat ne puisse être atteint rapidement par une réduction brutale du pouvoir d'achat intérieur obtenue au besoin au moyen de... l'inflation.

PAUL FABRA.

LA REDOUTABLE CONCURRENCE ANGLAISE SUR LA MANCHE

Les Français aiment le service public, mais nos bateaux n'ont que 16 % du trafic

A travers la Manche, le trafic maritime ne cesse de se développer. Mais seuls les armateurs britanniques savent en profiter. Comment et pourquoi les Français se sont-ils laissé distancer ? Un bel exemple des effets pervers de la politique dans les affaires.

L'ARMEMENT français aborde la « bataille navale » qui bat son plein sur la Manche en position de faiblesse. Il ne détient plus que 16 % environ du trafic entre la France et la Grande-Bretagne, alors qu'il en assurait 22 %, il y a quatre ans et que le trafic d'origine française représente 27 % des échanges totaux. Depuis le mois de décembre dernier, l'armement naval de la SNCF voit ses car-ferries paralysés, à tour de rôle, par des grèves déclenchées par la CGT, qui défend bec et ongles les avantages acquis des marins.

On ne se bouscule pas, du côté français, pour acheminer les 16 millions de passagers, les 2 millions de voitures et les 540000 camions qui traversent la Manche chaque année. Quatre armateurs seulement tentent d'exploiter ce marché de 4,5 milliards de francs : deux « petits », Truckline Ferries (Cherbourg-Poole) et Dieppe-Ro-Ro (Dieppe-Newhaven), *spécialisés* dans l'acheminement de véhicules routiers, deux « grands », Brittany Ferries, implanté sur l'Ouest, à Saint-Malo et à Roscoff, et l'armement naval SNCF, qui travaille en pool avec les Britanniques au sein de Sealink au départ de Dieppe, Boulogne, Calais et Dunkerque.

Les comptes d'exploitation des uns et des autres donneraient plutôt raison aux prudents qui se sont tenus à l'écart de la Manche, car on y perd de l'argent. Brittany Ferries oscille autour de l'équilibre : 3 millions de francs de pertes en 1981-1982, 2 millions de francs de bénéfices en 1982-1983, 2,8 millions de francs de pertes en 1983-1984. Heureusement pour cette compagnie, sa marge *brute d'autofinancement est toujours* demeurée positive depuis sa restructuration en 1981. L'armement naval SNCF, qui se demande ce que le chemin de fer est venu faire dans cette galère, s'est attiré les foudres de la Cour des comptes en 1984 pour ses déficits impressionnants : – 136 millions de francs en 1982, – 96 millions en 1983, et – 120 millions de francs en 1984.

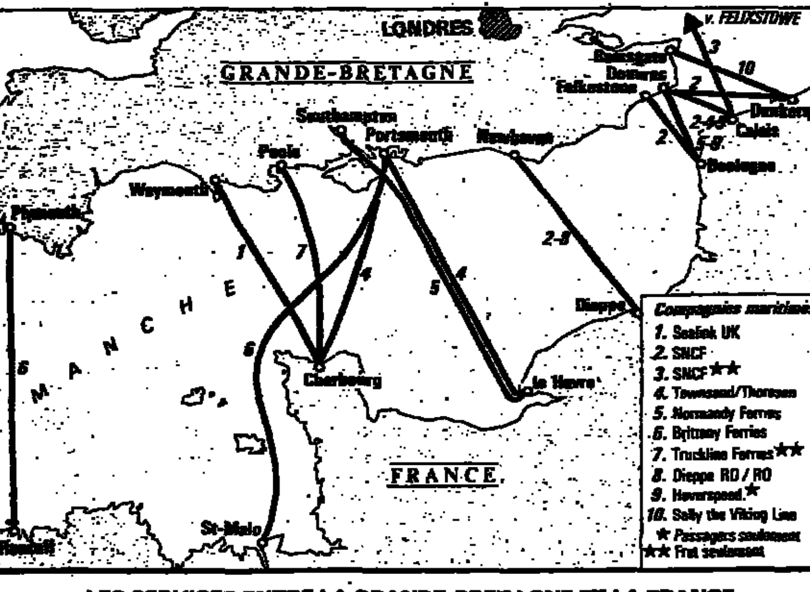
Sur l'autre rive du Channel, l'ambiance est tout autre. On y a déclenché les hostilités. Ainsi Sealink UK, partenaire de la SNCF, a été racheté aux Bristish Railways en juillet 1984 par l'américain Sea Containers, qui taille à la hache dans les lignes déficitaires (Dieppe-Newhaven et Dunkerque-Douvres), liquide des emplois, investit dans les installations portuaires de Harwich et commande deux nouveaux ferries. Même schéma pour Townsend Thoresen, qui a racheté, le 4 janvier, son concurrent Normandy Ferries. Il va retirer plusieurs unités pour laisser la place à des bateaux de grande capacité, des « jumbos » de plus de 2000 passagers. Quant à Sally Line, elle a investi dans le port de Ramsgate, *qu'elle relie à Dunkerque*.

La politique et les syndicats

Autrement dit, les armements français côtoient le déficit quand ils n'y sombrent pas, et les Britanniques rationalisent et investissent pour rester à la pointe de la rentabilité. Comment expliquer une telle différence de comportement et de résultats ? On pourrait *faire* valoir que plus de 70 % du trafic sur la Manche est d'origine britannique et qu'il est donc normal que la prééminence britannique se soit affirmée. Les vraies raisons sont à rechercher dans les traits de caractère des deux nations. Le Français est un terrien cocardier qui a la tripe politique et l'Anglais un marin qui aime la bonne gestion.

Prenons l'exemple de la compagnie Townsend Thoresen. Elle dispose des bâtiments les plus performants parce que les plus neufs (1980), les plus vastes (1 800 passagers) et les plus rapides (cinq aller et retour par jour entre Calais et Douvres contre quatre pour la SNCF). Elle adapte le nombre de ses traversées au trafic, le réduisant l'hiver et le doublant l'été. Enfin, Townsend a conquis le marché de la « voiture accompagnée », plus rémunérateur que celui des passagers ferroviaires ou des camions, puisqu'une voiture *occupe peu de place* dans un bateau, mais y amène trois ou quatre personnes. La recette globale par traversée est ainsi supérieure d'un tiers à celle de la SNCF.

Les lignes françaises sur la Manche obéissent, elles, à une logique d'aménagement du territoire. Leur création ne dépend pas d'études de marché ou de coefficients de remplissage, mais de la pression exercée par les élus et les chambres de commerce. De Roscoff à Dunkerque, tout le monde vante les beautés touristiques de l'arrière-pays, l'importance d'un trafic portuaire pour l'emploi et la nécessité d'exporter les productions industrielles ou agricoles de la *région*.



LES SERVICES ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE

Certains ont su astucieusement jouer de cette demande, comme Brittany Ferries, qui exploite six navires appartenant à une société d'économie mixte, la Sabemen, dans le capital de laquelle se retrouvent la région et les départements de Bretagne, ainsi que le Crédit agricole. La SNCF n'a pas su résister aux injonctions des politiques. Ceux-ci lui ont imposé un Naviplane 500, aéroglisseur calamiteux, qui lui a coûté *450 millions* de francs de pertes cumulées. Sa vocation de service public l'astreint à faire circuler des bateaux presque vides aux périodes creuses, tout en maintenant à bord – sous menace de grèves – un effectif hôtelier supérieur au nombre des passagers embarqués.

Car l'armement naval de la SNCF n'a pas seulement été la vache à lait des hommes politiques. Les syndicats ont contribué à ses difficultés en lui arrachant des conditions de travail exorbitantes. La convention collective des gens de mer prévoit 1 940 heures de travail par an ; l'armement naval a accordé 1 583 heures.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 20.)

LE SYMPOSIUM DE DAVOS

Esprit d'entreprise es-tu là ?

Au colloque de Davos, présidé par M. Raymond Barre, les pays du tiers-monde n'ont pas été les derniers à voir dans l'esprit d'entreprise la clé du développement. Mais, au Nord comme au Sud, le temps des entrepreneurs se heurte à bien des résistances.

« *VIVE l'esprit d'entreprise, honneur à l'entrepreneur, priorité à tout ce qui peut les développer et les favoriser, aussi bien dans les pays industriels que dans les pays en voie de développement.* » Tel a été le leitmotiv du quinzième Symposium de Davos, présidé par M. Raymond Barre, organisé comme les précédents par l'European Management Forum de Genève et son président, le professeur Klauss Schwab.

A l'origine de ce discours, dont le ton est, malgré tout, nouveau, on trouve l'évolution de la situation mondiale. Comme le soulignait M. Barre, on s'interrogeait en 1983 sur la reprise, en 1984 sur sa durée et en 1985 sur les conditions de cette durée.

Pour les orateurs, et manifestement pour les cinq cents participants du symposium, l'une de ces conditions est la stimulation de l'esprit d'entreprise. Pourquoi ? Tout simplement parce que les temps ont changé. Dans les années 50, pour conjurer le souvenir de la grande dépression d'avant-guerre, la priorité était au plein emploi. Puis l'accent fut mis sur la croissance, indispensable à tous, pays développés ou en voie de développement. Puis le thème principal devint celui de la croissance équilibrée, avec la réduction des déséquilibres intérieurs et extérieurs. L'étape suivante, à partir du début des années 70 et jusqu'au début des années 80, fut celle de la justice sociale et de la redistribution des revenus.

Après 1982, sous l'effet de la crise mondiale, il fallut abandonner l'idée, largement répandue, que d'une année sur l'autre l'augmentation des PNB et des pouvoirs d'achat était garantie et même inéluctable au profit de tous les citoyens. Aujourd'hui, cette progression automatique n'est plus garantie on cherche à la faire renaître en développant l'esprit d'entreprise pour le secteur public comme pour le secteur privé.

Au cours des débats, le président du symposium, M. Barre, évoquait la prise de conscience générale de cette contrainte. Parmi les plus « conscients » figurent les pays en voie de développement, farouches partisans, au départ, de l'intervention de l'Etat, et qui ont pu mesurer par la suite les limites de cette intervention. Aujourd'hui, pour éviter les gaspillages, accélérer les transferts de technologie et rendre à leur économie une certaine rentabilité, ils encouragent les investissements directs d'entreprises étrangères tout en s'efforçant de stimuler leurs propres entrepreneurs nationaux.

« Presque avec exagérations »

Les propos tenus au symposium par le représentant de l'Indonésie (le ministre du Plan) et par la Malaisie étaient, à cet égard, tout à fait significatifs.

Allant plus loin, on se rend compte actuellement que tout pays est un pays en voie de développement et que les plus industrialisés doivent se rénover et innover. La compétition internationale est devenue si vive que personne ne peut plus se permettre de prendre du retard. Cette année, a souligné M. Barre, cette prise de conscience a été totale, « *presque avec exagération* ».

Les orateurs se sont efforcés de déterminer les principes fondamentaux d'une politique économique qui stimule l'esprit d'entreprise. Au premier plan figure l'« offre d'entrepreneurs », les mentalités et les structures sociales sont telles que cette offre est inégale suivant les pays, qu'ils soient développés ou en développement. Or, « *il n'y a pas d'esprit d'entreprise s'il n'y a pas de gens prêts à parier* ». Conséquence, il faut encourager ceux qui sont prêts à assumer des risques, éveillant ainsi des vocations selon un propos de l'économiste Schumpeter : « *Les entrepreneurs sont suivis par des grappes d'entrepreneurs-imitateurs.* » Pratiquement, cela veut dire que les chefs d'entreprise méritent une situation particulière dans la société actuelle : « *La distribution des décorations doit être revue* », ironise M. Raymond Barre.

Cela veut dire, également, que l'éducation et la formation doivent être différemment orientées. En France, poursuit M. Barre, au sortir des grandes écoles, ce sont les carrières les plus « sûres » qui ont la préférence et non les chemins aventureux de la création d'entreprise. A cet égard, l'importance du secteur public dans un pays peut limiter cette création, que ce soit par son attirance et les garanties qu'il offre ou par la concurrence, parfois déloyale, à laquelle il se livre, notamment par le biais d'avantages fiscaux, cela surtout en Europe.

Deuxième grand principe, il faut « une règle du jeu », un environnement stable, notamment dans les régimes juridiques et la fiscalité des entreprises et des individus, et éviter les changements brutaux qui risquent de démobiliser. Cette règle du jeu, établie à long terme, doit se doubler d'un consensus sur ladite règle : elle existe en Allemagne, beaucoup moins en France ou en Grande-Bretagne.

Un troisième grand principe est la redéfinition des pouvoirs de l'Etat et des chefs d'entreprise. La conclusion du symposium, dans ce domaine, est que le choix des investissements est fondamentalement celui des entrepreneurs, sauf peut-être quand il s'agit de parier sur des structures totalement neuves ou de permettre l'accès à des activités vraiment nouvelles. Dans ces conditions, la subvention gouvernementale est un « *très mauvais moyen* ». Bien plus, la fonction exercée par l'Etat sur les ressources des marchés financiers nationaux doit être limitée afin d'éviter un renchérissement des taux d'intérêt et, donc, des coûts. A cet égard, les orateurs et intervenants ont tous dénoncé la contradiction interne qui pèse sur les Etats-Unis, où les entreprises sont contraintes de recourir aux capitaux de l'étranger. « *L'économie américaine vit au-dessus de ses moyens.* »

Le pouvoir le plus dangereux

Au fil des interventions s'est posé, dans toute son ampleur, le problème des relations entre les entreprises et les autres formes de pouvoir. Ainsi, selon M. Barre, le pouvoir le plus dangereux pour l'esprit d'entreprise est le pouvoir syndical, « *excessif en Europe* ».

« *La pire des erreurs serait de supprimer les syndicats, mais il faut rétablir la règle du jeu : les syndicats ne doivent pas exercer leur pouvoir par l'entremise de l'Etat.* »

En contrepoint de ces conclusions générales, les participants ont vivement apprécié, et fortement applaudi, les critiques et les recommandations pratiques d'un entrepreneur, M. Bert Twaalfhoven, président et fondateur d'une entreprise moyenne, N.-V. Indivers (Amsterdam et Boston), qui occupe 850 personnes dans 23 sociétés dans 17 pays, et dont le chiffre d'affaires est passé de 100 000 dollars (1 million de francs en 1963) à 50 millions de dollars (500 000 millions de francs en 1984), réalisé dans des activités de services (entretien, maintenance de turbines notamment). L'orateur, avec une certaine verve, a énuméré les divergences qui existent entre les Etats-Unis et l'Europe en ce qui concerne l'environnement et les conditions de vie des entreprises. A son avis, l'entrepreneur européen se sent enfermé dans des barricades que dressent les gouvernements, la société, le monde financier et les universités. A l'entendre, travailler aux Etats-Unis donne l'impression d'agir dans un climat « *ensoleillé et encourageant* ».

Pour M. Twaalfhoven, la CEE est « *un marché non commun* », entravé par la bureaucratie, une fiscalité décourageante (notamment pour le capital risque), une protection de l'emploi souvent paralysante, un engagement trop marqué du gouvernement dans le monde des affaires, des politiques industrielles manquant de clarté. Au passage, il a « exécuté » les universités européennes, « *tours d'ivoire* » soumises au contrôle du gouvernement et financées par lui : pour lui, pas de concurrence entre ces universités, dont les étudiants sont trop bien assurés de leur situation, dont les professeurs sont pénalisés pécuniairement ou administrativement lorsqu'ils travaillent pour l'industrie.

Il a eu des mots assez durs pour les grandes entreprises européennes, dont la structure verticale et les promotions également verticales encouragent peu les cadres doués d'esprit d'entreprise, et qui vieillissent sous le harnais sans pouvoir mettre en œuvre cet esprit. En Californie, les entreprises récentes ont été créées par des hommes âgés de moins de trente-trois ans.

Ses recommandations ? Réduire l'impôt sur les capitaux constitués par des revenus réinvestis et sur les gains en capitaux lorsqu'il y a risque ; promouvoir l'esprit d'entreprise, quitte à encourager les cadres à quitter les grandes sociétés ; pousser les universités à pénétrer davantage dans le monde réel et à se faire concurrence. Il va jusqu'à préconiser la disparition des postes universitaires « à vie » (ciel !). Pour lui, enfin, le paradis serait le Japon, où les entreprises de moins de 10 personnes fournissent 85 % des postes de travail, où les entreprises meurent et naissent deux fois plus vite qu'en Europe et aux Etats-Unis ; où le coût du travail dans les petites entreprises est la moitié de celui des grandes ; où les emplois « à vie » sont illégaux dans les petites entreprises et où les grandes obtiennent en cas de besoin de leurs petits fournisseurs les plus larges accommodements. Une seule question : combien de chefs d'entreprise européens ou américains accepteraient de travailler « à la japonaise » ?

FRANÇOIS RENARD.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

1. OBJET : La République du Zaïre lance un appel d'offres international pour l'acquisition de matériel destiné à la Société nationale des chemins de fer zaïrois, SNCZ.

2. DESCRIPTION DES FOURNITURES.

Les fournitures consistent en :
- 1. RAIL – 102 800 m de rails de 40 kg, nuance A ;
  – 154 200 m de rails de 40kg, nuance normale.
- 2. PETIT MATÉRIEL DE VOIE

Lot 1. – 45 000 boulons d'éclisses pour voie en rail de 40 kg/m ;
– 400 000 boulons d'agrafes M-N pour voie en rail de 40 kg/m
Lot 2. – 400 000 rondelles doubles pour boulons d'agrafes.
Lot 3. – 200 000 agrafes type M ;
– 200 000 agrafes type N.
Lot 4. – 5 600 paires d'éclisses pour voie en rail SNCZ de 40 kg/m.

3. FINANCEMENT.

L'acquisition des fournitures est financée par la Banque africaine de développement (BAD).

4. ÉLIGIBILITÉ.

La participation est ouverte à toutes les firmes des pays membres de la Banque africaine de développement (BAD).

5. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Le dossier complet d'appel d'offres est constitué par :
a) Les clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures à la SNCZ ; (édition de janvier 1979) ;
b) Le présent avis ;
c) Le cahier spécial des charges pour la fourniture de rails et/ou du petit matériel de voie ;
d) Les spécifications techniques pour la fourniture des rails et/ou du petit matériel de voie.

En cas de contradiction, le document qui porte le numéro le plus grand dans la liste ci-dessus fera seul foi.

6. REMISE ET OUVERTURE DES OFFRES.

Les offres devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le 23 avril 1985 à 10 heures, date à laquelle sera procédé en séance publique à l'ouverture des offres.
– Président de la commission des marchés.
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAIROIS,
BP 297.
LUBUMBASHI (RÉPUBLIQUE DU ZAIRE).

7. ADRESSE.

Le dossier complet d'appel d'offres peut être retiré contre paiement de 4 000 zaïres auprès de la
– SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAIROIS
Direction des approvisionnements et direction des aides, BP 297, Lubumbashi (République du Zaïre).
– SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAIROIS,
BUREAU DE LIAISON
17, avenue du Port, Kinshasa (BP 10597 ; tél. : 26810, 22707) ou contre paiement de 7 000 FB auprès de la
– SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAIROIS
Agence de Bruxelles, 108, rue d'Arlon, B 1040 - Bruxelles (Tél. : 230-13-75).

Il peut également être consulté auprès des représentations diplomatiques de la République du Zaïre à l'étranger.

Où l'individualisme des Italiens devient un atout

EN 1984, 255 000 entreprises sont nées en Italie et 163 000 faillites ont été enregistrées. Ces données, rassemblées par la CERVED, Institut de recherche des chambres de commerce, témoignent de la vitalité de l'appareil productif italien. Au cours du dernier trimestre de l'année dernière, ce dynamisme s'est encore accentué : le taux d'augmentation des créations de firmes s'est situé à 0,690 % contre 0,490 % pour la même période de 1983.

Sans doute convient-il de nuancer ces résultats en tenant compte des créations d'entreprises de complaisance, pour frauder le fisc ou servir de couverture à certaines transactions. Il n'en reste pas moins que ce pullulement d'initiatives privées est significatif d'une évolution dans la conception du travail salarié – en particulier d'une nouvelle propension au travail indépendant – et d'une restructuration du système de production caractérisée par un développement rapide du secteur tertiaire. Alors que, d'une manière générale, le nombre des emplois stagne, celui des travailleurs indépendants connaît une croissance continue (+ 2,70 % en 1983 et + 3,70 % en 1984). Le secteur tertiaire étant le plus dynamique (+ 3,90 % en 1983 et + 80 % en 1984).

Du point de vue structurel, le phénomène de la création de nouvelles entreprises s'explique par une modification du tissu productif et en particulier par l'apparition d'un nouveau type de décentralisation. Il ne s'agit plus seulement, comme pendant les années 70, d'un développement de la sous-traitance. Aujourd'hui se manifeste une volonté d'autonomie. On cherche à fabriquer pour son propre compte et à se créer une marque. Parallèlement, des entreprises qui formaient autrefois l'« économie immergée » tendent désormais à se doter d'une structure légale.

La décentralisation nouvelle est surtout sensible dans le secteur des services (conseil, dessin, publicité). Mais, d'une manière générale, l'entreprise de petite dimension, par définition plus flexible, semble aussi mieux adaptée à l'expérimentation de nouvelles technologies qui lui permettent la fabrication de produits incorporant une forte valeur ajoutée. Le phénomène est évidemment plus marqué dans les grands centres industriels, comme Milan ; mais il est sensible aussi dans des régions qui ont connu ces dernières années un essor rapide, comme les Abruzzes, les Marches, Molise.

Près de Viterbe, dans le Latium, une petite ville comme Civita-Castellana, par exemple, qui produit des céramiques depuis une cinquantaine d'années, est en train de voir naître de nouvelles entreprises indépendantes et à leur suite une série de sociétés de services qui les aident à se construire une image et un marché. A Rome, souligne le dernier rapport annuel du Censis (centre de recherches sociales), les sociétés de services se sont développées soit de manière traditionnelle, soit sous forme de nouvelles activités cherchant à répondre à une demande du marché. L'apparition de sociétés spécialisées dans les analyses médicales (+ 14,90 % d'augmentation à Rome en 1984) est, en outre, symptomatique d'une demande sociale croissante due aux carences des services sanitaires publics.

Si les restructurations de l'appareil productif et les nouvelles demandes du marché expliquent en partie les créations d'entreprises, celles-ci répondent aussi à une évolution des motivations individuelles. Il existe en Italie une attirance traditionnelle pour le travail indépendant, la profession libérale, *il professionista* jouissant d'un prestige certain. Aujourd'hui le système économique, le secteur tertiaire en particulier, ont démultiplié les occasions de trouver un travail indépendant.

L'attirance est d'autant plus forte que se manifeste une désaffection pour le travail salarié traditionnel, jugé trop rigide, faisant l'objet d'une syndicalisation souvent excessive, et accordant peu d'attention aux compétences. Ainsi beaucoup d'employés de banque préfèrent-ils se mettre à leur compte et tenter leur chance par exemple dans un travail de conseil financier. Selon une enquête du Censis, faite dans deux cents sociétés de conseil, 62 % des personnes interrogées ont déclaré avoir exercé auparavant une activité dépendante, dont 44 % dans une grande entreprise. Les motivations qui les ont conduits à quitter leur premier travail sont soit l'insatisfaction (45 %), soit un choix antérieur, le premier travail ayant été perçu comme un tremplin.

Le désir d'autonomie est également fort chez les jeunes qui arrivent sur le marché du travail avec des diplômes techniques ou scientifiques. Selon une autre enquête du Censis et de la Selenia, autre centre de recherche, 40 % des diplômés de 1980 désirent avoir un travail plus créatif que celui offert par une grande entreprise. On peut donc penser qu'une bonne partie chercheront à s'établir à leur compte.

Ce dynamisme de l'initiative privée contribue sans doute à créer des emplois, mais les experts estiment qu'il est difficile de quantifier le phénomène, ce qui conduit, dans une certaine mesure, à nuancer les statistiques du chômage. La Cassa integrazione (chômage technique) a certes des aspects dramatiques – dont témoignent par exemple des cas de suicide à Turin ; mais elle permet aussi à certains, tirant partie du salaire minimum qu'ils reçoivent, de se lancer dans des activités qui peu à peu peuvent devenir un métier rentable, voire être à l'origine d'une petite entreprise. Certes, ces cas demeurent minoritaires, mais il ne sont pas moins symptomatiques d'une redécouverte des vertus de l'initiative individuelle après une longue période où a dominé l'« assistantialisme ».

PHILIPPE PONS.

La redoutable concurrence anglaise sur la Manche

(Suite de la page 19.)

Le rythme de travail en étonnera plus d'un : 24 heures de travail à bord donnent droit, à Calais, à 48 heures de repos à terre, c'est-à-dire qu'un marin qui aura travaillé le lundi ne retournera en mer, les congés aidant, que le vendredi à midi. Ce système aberrant sédentarise les marins, qui y trouvent l'occasion d'exercer un deuxième métier.

Les armateurs français se devaient de réagir s'ils ne voulaient pas sombrer. A la SNCF, on a décidé d'appliquer les recommandations de la Cour des comptes. « *Nous avons élagué les branches mortes*, explique M. Michel Fève, directeur général adjoint (commercial). « *Nous avons supprimé la liaison du Tranconteneur 1 entre Dunkerque et Felixtowe, dont le déficit annuel équivalait à la recette, soit 15 millions de francs. Nous avons passé un accord avec Hoverspeed, qui a repris définitivement le Naviplane 500, dont il récupère les pièces pour ses autres aéroglisseurs. Cela nous économise 30 millions de francs par an. Nous avons révisé l'accord qui nous lie à Sealink UK pour remonter de 30 à 36 % notre part de pool. Malheureusement la privatisation de notre partenaire britannique nous oblige à accélérer la rationalisation et à remodeler le régime de travail de nos équipages, faute de quoi nous reprendrions à notre charge le déficit dont se débarrasse Sealink UK en arrêtant Dieppe-Newhaven et Dunkerque-Douvres.* »

M. Fève vient de remporter une première manche à Dieppe. Après une grève du 2 au 9 février, la CGT laisse fonctionner trois bateaux avec les effectifs prévus pour deux. Sur le détroit, les négociations se poursuivent pour la suppression de quatre cents postes de travail sur mille deux cents, sans licenciements.

La CGT éprouve du mal à admettre ce qu'elle appelle un « *diktat* ». « *C'est un drame pour un syndicat de négocier une régression des conditions de travail*, se plaint M. François Lagain, secrétaire général de la Fédération des syndicats maritimes CGT. *A Dieppe, le temps de présence à bord va être augmenté de 1 032 heures par an. Il aurait fallu prévoir des étapes et non cette marche forcée pour rapprocher les conditons d'armement de la SNCF de ceux en vigueur chez Brittany Ferries et Trucklines.* »

Le mauvais alibi du tunnel

Chez Brittany Ferries, on dénonce, certes, le surcoût salarial de 27 % des marins français par rapport à leurs collègues britanniques, dont les cotisations sociales sont en partie supportées par le budget de l'Etat. Toutefois, les préoccupations stratégiques l'emportent chez cet armateur dynamique qui n'a pas hésité à se faire voyagiste pour vendre les gîtes ruraux bretons aux Anglais avec un budget de publicité de 22 millions de francs en 1985.

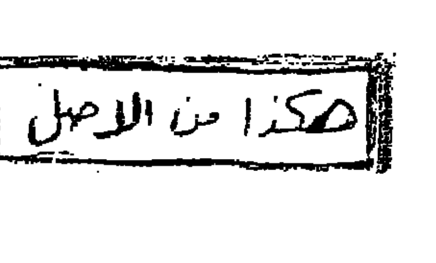
M. Michel Michielini, directeur général, voit se dessiner un monopole britannique de fait sur le détroit. « *L'absorption de Normandy Ferries par Townsend Thoresen en jette les bases*, dit-il. *Les deux groupes restants, Sealink UK et Townsend Thoresen, ne résisteront pas à la tentation d'une entente tarifaire profitable, puisqu'ils détiennent 85 % du trafic. Toute concurrence risque de disparaître entre Calais et Cherbourg. C'est pourquoi nous avons décidé d'ouvrir une ligne entre Caen et Portsmouth afin d'apporter une réponse française à ce danger de monopole.* » Comme en Bretagne, le bateau que mettra en ligne, en juin 1986, la compagnie sera la propriété d'une société d'économie mixte régionale, la Senacal, où se côtoient la ville et la chambre de commerce de Caen, le département du Calvados et le Crédit agricole.

Cette contre-attaque d'un armement national prélude-t-elle à des concentrations du côté français ? Quelle riposte Townsend Thoresen, directement visé puisqu'il dessert Le Havre, prépare-t-il ? M. Jim Sherwood, qui mène d'une poigne de fer la nouvelle société Sealink UK, laissera-t-il souffler son partenaire de la SNCF ou lui imposera-t-il d'autres rationalisations douloureuses ? La SNCF persistera-t-elle dans son désir de se défaire de son armement naval ? Il existe beaucoup d'inconnues dans la nouvelle bataille de la Manche qui vient de s'ouvrir, mais aussi quelques certitudes. La Manche est l'un des rares secteurs du monde maritime à connaître une croissance soutenue. Selon un groupe de travail franco-britannique, le trafic des passagers triplera sur le détroit, entre 1980 et l'an 2000, pour atteindre 27 millions de clients. Sur les lignes du centre et de l'ouest, le doublement portera de 5 à 9,5 millions le nombre de passagers.

Même le fameux tunnel sous le Channel ne supprimerait pas les services maritimes. Dans le pire des cas, pour eux, c'est-à-dire un double tunnel de 7 mètres de diamètre, il resterait, pour les ferries du détroit, un flux de véhicules et de passagers équivalent à celui de 1980. Les lignes du centre et de l'ouest ne seraient pratiquement pas touchées.

Comme le concluait un rapport adressé en 1983 au secrétaire d'Etat chargé de la mer : « *L'éventualité de la construction d'un tunnel qui a servi, en France, d'alibi à un certain abandon maritime du détroit ne devrait plus justifier le désintérêt pour des activités maritimes qui suscitent outre-Manche un intérêt accru...* »

ALAIN FAUJAS.



هكذا من الأصل

ent un atout

sur la Manch

DANS LE CIEL D'AFRIQUE,
4 ETOILES SONT NEES.

sports

RUGBY

LA FRANCE BAT L'ÉCOSSE

Serge Blanco, une hirondelle en hiver

L'équipe de France de rugby a désormais l'avantage sur celle d'Ecosse au palmarès de leur rencontre. Après le succès acquis samedi 16 février au Parc des Princes dans le cadre du Tournoi des cinq nations, la France compte en effet vingt-sept victoires contre vingt-six à l'Ecosse en cinquante-cinq matches, dont deux nuls depuis 1910. Depuis 1947, la domination française est plus forte : vingt-trois victoires contre quinze et un nul.

La défaite du « quinze » au chardon, qui, au demeurant, n'a plus gagné en France depuis 1969, a constitué une revanche sur l'échec de Murrayfield, qui, l'an passé, avait coûté le grand chelem aux tricolores.

Elle a aussi permis à la formation animée par Philippe Dintrans d'effacer la mauvaise impression laissée deux semaines auparavant par le match nul contre l'Angleterre sur la pelouse de Twickenham. Tous les problèmes de cette équipe sélectionnée par l'ancien capitaine du grand chelem 1977, Jacques Fouroux, ne sont pas résolus pour autant.

Une hirondelle ne fait pas le printemps, dit la sagesse populaire. Eh bien ! si une hirondelle a bien virevolté samedi sur la pelouse gelée du Parc des Princes, il ne faudrait pas croire pour autant que le quinze de France est sorti de l'hiver rugbystique dans lequel il est plongé depuis la défaite de Murrayfield, l'an passé. L'hirondelle, bien sûr, c'était ce grand diable de Serge Blanco qui a signé deux essais superbes — huit des onze points français — et qui s'en est vu refuser un troisième, encore plus beau.

A la dix-huitième minute, notre numéro 15 s'est opportunément intercalé entre le centre et l'ailier gauche pour intercepter une passe faite du bout des doigts par le Narbonnais Didier Codorniou placé en troisième ligne relais après les demis Jérôme Gallion et Jean-Patrick Lescarboura. Premier atterrissage dans l'en-but écossais. Et rebelote un quart d'heure plus tard : l'ouvreur Lescarboura a feinté le drop pour mieux passer le premier rideau défensif écossais, puis, par-dessus la tête de Codorniou, il a servi en cloche le centre Patrick Sella, qui a ouvert un boulevard de vingt mètres à Blanco. Au bout d'une heure de jeu, l'arrière est arrivé en trombe derrière l'ailier droit Laurent Pardo, à bout de souffle, pour slalomer à travers la défense adverse jusque dans l'en-but. En mettant au passage un pied en touche, il n'a malheureusement pas réussi la passe de trois. Mais, pour sûr, elles repasseront longtemps sur les magnétoscopes des écoles de rugby, ces envolées du Biarrot qui, pour sa trentième sélection, a encore une fois plané sur le match.

L'ennui, c'est qu'avec un tel gaillard à la parade ce n'est pas deux mais bel et bien cinq ou six essais que les Français auraient dû inscrire. Bref, huit points d'écart au bout du compte, c'est maigre. D'autant plus maigre que le vent a tenu en échec l'arrière écossais Peter Dods. Ce n'est pas une pénalité, mais quatre ou cinq que le buteur des Highlands passe habituellement par match.

Vue sous cet angle, la partie n'est plus tout à fait la même partie de plaisir. Comment se fait-il que cette équipe du chardon ait si bien résisté à des attaquants qui eurent autant de munitions et qui « canardèrent » autant que les Français ? Le quinze écossais, qui avait été humilié deux semaines auparavant à Edimbourg par les Irlandais, avait certes à cœur de se racheter, mais il n'a plus grand-chose de commun avec la formation qui avait enlevé le grand chelem l'an passé.

En attaque, ses trois-quarts ont aveuglément « repiqué » vers le centre, comme si les ailiers Pollock et Steven avaient autant d'utilité sur le terrain que des hallebardiers de comédie. Pour ce qui est de la défense, ils n'ont rien montré de commun avec la muraille de Chine. Or, des chinoiseries, les attaquants français leur en ont fait mille — notamment en fin de première période, — qui ont été certes du plus bel effet, mais qui n'ont abouti à rien.

Tout le poids à l'avant

Comme le pack écossais n'a posé de problèmes aux avants de Philippe Dintrans ni en mêlée, ni en touche, ni dans les regroupements, la faible marge des tricolores peut être imputée d'abord aux lacunes des attaquants. A l'ouverture, Lescarboura, qui a montré le chemin du deuxième essai et qui a trouvé de très belles touches pour soulager les avants en fin de partie, n'a pas toujours été aussi bien inspiré. Aux ailes, Patrick Estève, encore traumatisé par l'essai perdu de Twickenham, et Laurent Pardo, les jambes trop lourdes, n'ont pas suivi le rythme imprimé par les centres Codorniou et Stella. La situation est accidentelle. Si elle ne l'est pas, il y a suffisamment de réserve pour y remédier facilement. Mais il y a fort à parier que les responsables de la Fédération française de rugby (FFR), qui avaient déjà mis sur le compte des arrières la mauvaise prestation contre l'Angleterre, referont la même analyse.

L'entraîneur Jacques Fouroux a sélectionné une équipe sur le modèle de celle qu'il dirigea lors du grand chelem de 1977. Il a mis tout le poids possible devant. On retrouve donc sur la pelouse les « gros » comme Garuet et Dospital, les « vieux » comme Haget et Joinel, les « durs » comme Condom et Rodriguez, tandis que restent sur le banc de touche des avants dynamiques comme Orso et Erbani. Cela donne un pack très puissant à la poussée. Mais lorsqu'il s'agit de galoper — et on galope souvent dans le jeu moderne, — c'est une autre histoire. En 1977, cela n'avait pas encore trop d'importance parce que les avants à la mode biterroise que commandait Fouroux, progressaient à petits pas mais savaient garder le ballon en faisant au besoin régner la terreur. Aujourd'hui les avants français ne font plus peur à personne. Acculés samedi sur leur ligne de but, les Ecossais n'ont pas cédé un pouce de terrain, et il n'y a pas eu à la cinquante-huitième minute d'essai en force française.

En faisant faire au demi de mêlée, Jérôme Gallion, les remises en touche, comme le faisait naguère Richard Astre à Béziers, Jacques Fouroux obéit à la même logique de la puissance à tout prix. Or, même si le Toulonnais est mieux synchronisé avec les sauteurs que le talonneur Dintrans, dont c'est normalement l'emploi, il n'a pas le temps ensuite de se replacer pour exploiter correctement les balles ainsi gagnées. L'équipe est de la sorte privée du formidable détonateur que constitue le dentiste varois.

A cet égard rien n'a changé par rapport au match nul de Twickenham. Dans ces conditions, on peut se demander si, au lieu de ressouder l'équipe, cette victoire ne risque pas d'aviver les malentendus entre les avants et les arrières. On déraperait alors dans des querelles d'un autre âge.

ALAIN GIRAUDO.

CIRAGE DE « POMPES »

La manière de jouer du quinze de France n'est pas le seul souci des sélectionneurs de la FFR. Ils se préoccupent aussi de ce qu'ils portent sur le terrain, parce que la firme Nike a payé 10 millions de francs le droit de l'équiper. Pour une fois, il ne s'agit pas d'un commanditaire trop gourmand puisque, à la place d'un logo sur leur manche, les joueurs portent le rappel de leur numéro. Pourtant, cela crée quelques difficultés avec certains sélectionnés qui sont employés par d'autres marques.

Ainsi, Didier Codorniou, qui travaille pour le Coq sportif, et Jean-Luc Joinel, qui est représentant d'Adidas, ont-ils, samedi, passé du cirage noir sur leur chaussure pour les banaliser. Les joueurs réputés amateurs ont le droit de choisir chaussure à leur pied.

Le problème risque néanmoins de se compliquer singulièrement à partir des quarts de finale du championnat. A ce niveau, les équipes doivent jouer avec les tenues de Nike, mais la plupart d'entre elles sont sous contrat avec Adidas.

MOTOCYCLISME

L'ENDURO DU TOUQUET

Van der Ven, le Hollandais volant

Le Néerlandais Kees Van der Ven, sur KTM, a remporté, dimanche 17 février, la onzième édition de l'Enduro du Touquet, pour la quatrième année consécutive. Une centaine de milliers de spectateurs ont assisté à l'épreuve qui a eu lieu sur une piste de 16 kilomètres tracée sur la plage et dans les dunes de la station balnéaire.

De notre envoyé spécial

Le Touquet. — Dans une dune exposée au vent glacial du nord, un enfant a interpellé son père : *« Dis, papa, est-ce qu'on va voir Sardou ? »* Question vaine. Le chanteur n'était pas là. Le Touquet n'est pas Dakar. Sans doute. Et pourtant, la plage de la Côte d'Opale a d'étranges ressemblances avec celle de Yoff. Sur les plages de sable, Thierry Sabine est l'organisateur, chaque année, de deux épreuves dont le succès ne se dément pas : le rallye et l'Enduro. Entre les deux, il n'y a pas d'autres ressemblances.

Quand le jeune homme barbu a imaginé, en 1974, sa première organisation d'épreuves sportives, c'est au Touquet, dont il est quasiment originaire, qu'il a pensé. Une grande *fête populaire : sorte de « Dakar du pauvre »* où, contrairement au célèbre rallye, l'organisateur reçoit les candidatures contre seulement 400 francs et un matériel conforme à la réglementation.

M. Sabine aime les sables. Son idée de faire courir des motos dans les dunes était, au départ, à tout le moins originale. Au mépris parfois de certaines règles de sécurité. Elle a fait, depuis, son chemin. Après onze années de carrière, la course a fini par trouver un rythme qui ne met plus en danger ni les concurrents ni les spectateurs.

Comme Paris-Dakar, l'Enduro du Touquet a son terrain : une piste tracée sur les 6 ou 7 kilomètres de la plage et à travers les dunes, faite de longues montées et de descentes raides, de virages serrés, de grosses buttes artificielles. S'y ensabler est même un jeu d'enfant. L'Enduro a également ses champions qui sont, à peu de chose près, les mêmes que ceux du rallye. Ces derniers font partie des grandes écuries des constructeurs japonais : Honda avec le Belge André Malherbe, champion du monde en titre du cross (550 centimètre cubes) et le Français Gilles Lalay ; Yamaha, avec l'Américain Chuck Stearns, le Belge Jean-Paul Minguels, les Français Serge Bacou et Jean-Claude Olivier, PDG de Sonauto-Gauloises, importateur français ; Kawasaki, avec le Belge Gaston Rahier.

Malgré les velléités du Suédois Hakan Karlqvist, longtemps numéro 1 du cross mondial, c'est pourtant le constructeur autrichien KTM qui, pour la quatrième fois consécutive, s'est imposé sur la plage de la Côte d'Opale avec le Néerlandais Van der Ven. Ce n'est pas vraiment un hasard. La moto a fait la preuve de sa résistance et de son efficacité sur les terrains les plus difficiles. Au demeurant, l'écurie autrichienne avait manifesté au départ ses objectifs. N'avait-elle pas engagé dix motos dans la compétition ? Pas de super-vedettes mais des « pros » originaires de France, de Belgique et des Pays-Bas, qui ont appris à piloter dans les sables du « plat pays ». Il ne faut pas, en effet, manquer de qualités pour réussir là où tous les champions du monde ont échoué. Jean-Claude Olivier, qui a terminé cette année deuxième du Paris-Dakar, dit à ce sujet : *« Pour gagner ici, il convient déjà d'être en tête au bout de la ligne droite. »* Cela n'a pas toutefois suffi. Le PDG-motard a bien fait la ligne droite en tête en compagnie de l'Américain Stearns. En vain, son moteur a serré.

Reste que le vainqueur de l'Enduro était bel et bien dans sa roue au côté du Français Jacky Vimond. Et Van der Ven a fait merveille sans s'inquiéter outre-mesure quand Vimond et son coéquipier Maertens se sont tour à tour portés en tête de la course. Peu importait alors que le Néerlandais, arc-bouté sur son guidon, rencontrât dans les différentes chicanes des bouchons provoqués par des concurrents tombés de leurs machines. Plus vite que tous ses adversaires, il sautait d'une dune à l'autre, accélérait sur les bosses, s'envolait sur les buttes et plantait même la dernière banderille à son coéquipier Maertens moins d'une heure avant l'arrivée.

GILLES MARTINEAU.

Les résultats

Athlétisme

PERFORMANCES EN SALLE

Deux meilleures performances françaises ont été battues à l'occasion des championnats de France en salle, disputés les 16 et 17 février à l'INSEP, par Pascal Barré sur 200 mètres (21 s. 20) et par Suzanne Griesbach sur 3 km marche (14 min. 7 sec. 47).

Trois meilleures performances mondiales ont, d'autre part, été améliorées par les Allemands de l'Est Ulf Timmermann (22,15 m au lancer du poids) et Marita Koch (7 sec. 04 sur 60 mètres), et par la Soviétique Galina Tchestiakova (7,25 m au saut en longueur).

Cyclo-cross

CHAMPIONNAT DU MONDE
à Munich (RFA)

L'Allemand de l'Ouest Klaus-Peter Thaler a remporté à trente-cinq ans, après deux années sans compétition, le titre professionnel. Il a devancé le Néerlandais Van der Poel de 2 sec. et le Luxembourgeois Michely de 4 sec. Le Français Martial Gayant a terminé septième à 2 min. 6 sec. L'Allemand de l'Ouest Mike Kluge a gagné chez les amateurs.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-cinquième journée)

*Nancy b. Lens	2-1
*Nantes b. Tours	4-0
*Brest b. Bastia	4-2
*Monaco b. Rouen	2-0
*Toulouse et Sochaux	0-0
*Lille b. Metz	1-0
*Toulon b. Auxerre	2-0

Laval-RC Paris et Strasbourg-Marseille reportés. Paris SG-Bordeaux programmé le 19 février.

Classement. — 1. Bordeaux, 39 pts ; 2. Nantes, 36 ; 3. Toulon, 31 ; 4. Auxerre, 30 ; 5. Brest, Metz, 27.

Deuxième division
(Vingt-troisième journée)
GROUPE A

*Amiens et Valenciennes	1-1
Reims b. *Stade français 92	1-0
*Caen b. Besançon	1-0
*Le Havre b. Abbeville	4-0
*Sedan b. Dunkerque	2-1

Anger-Red Star, Châteauroux-Quimper, Rennes-Guingamp et Orléans-Mulhouse reportés.

Classement. — 1. Le Havre, 32 pts ; 2. Mulhouse, 31 ; 3. Rennes, 30 ; 4. Orléans, Guingamp, 27.

GROUPE B

*Montpellier et Nîmes	2-2
*La Roche b. Valence	2-0
*Cuiseaux-Louhans b. Sète	4-2
*Alès et Limoges	1-1
*Martigues et Le Puy	1-1
Gueugnon b. *Cannes	2-1
*Béziers b. Lyon	2-1
*Saint-Etienne b. Nice	1-0

Thonon-Grenoble reporté.

Classement. — 1. Nice, 30 pts ; 2. Saint-Etienne, Nîmes, 28 ; 4. Montpellier, 27.

Rugby

COUPE DE FRANCE
(Seizièmes de finale)

Carcassone b. Perpignan	18-3
Roman b. La Voulte (a.p.)	21-18
Brive b. Agen	15-9
Nice b. Bayonne	17-9
Stade toulousain b. Bègles	21-0
Graulhet b. Hyères	34-12
Narbonne b. Dax	38-3
Lourdes b. Biarritz	9-6
Racing CF b. Toulon	22-12
Grenoble b. Montferrand	8-7
Béziers b. Oloron	15-7
Le Creusot b. Le Boucau	16-6
St-Gaudens b. La Rochelle	12-4
Hagetmau b. St-Jean-de-Luz	6-3
Foix b. Colomiers	19-16

Angoulême-Montchanin reporté.

Ski alpin

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Slalom géant féminin à Méribel

1. Carole Merle ; 2. Perrine Pelen ; 3. Anne-Flore Rey.

Slalom spécial féminin
à Val-Thorens

1. Perrine Pelen ; 2. Christelle Guignard ; 3. Carole Merle.

COUPE DU MONDE
Slalom spécial masculin
à Kranjska-Gora

1. Marc Girardelli (Lux.) ; 2. Ingemar Stenmark (Suè.) ; 3. Jonas Nilsson (Suè.) et Paul Frommelt (Lie.) ; ...8. Didier Bouvet (Fra.) ; ...10. Michel Vion (Fra.).

Tennis

CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX
de Delray Beach

L'Américain Tim Mayotte a remporté, dimanche 17 février, les championnats internationaux de Delray Beach (Floride) en battant en finale son compatriote Scott 4-6, 4-6, 6-3, 6-2, 6-4. L'Américaine Martina Navratilova, d'origine tchécoslovaque, a gagné le tournoi féminin en battant en finale l'Américaine Chris Evert-Lloyd 6-2, 6-4.

Volley-ball

COUPES D'EUROPE

L'équipe de Parme a remporté la Coupe d'Europe des clubs champions dont la phase finale était organisée à Bruxelles, du 15 au 17 février. Les Italiens ont battu Zagreb, le CSKA Sofia et l'Etoile rouge de Prague.

La phase finale de la Coupe des vainqueurs de coupes, disputée à Saint-Nazaire, a été gagnée par le Dynamo de Moscou, devant le Spartak de Sofia, le Steana de Bucarest et Hambourg.

SKI NORDIQUE

Pour un marathon des neiges

Disputée sur 63,5 kilomètres entre Lamoura et Mouthe, la septième « Transjurassienne » a été gagnée, dimanche 17 février, par le Suédois Hans Persson en 3 h 08 min 53 s devant l'américain Audun Endestad et le Français Gérard Durand-Poudret. Quelque quatre mille cinq cents personnes ont participé à cette étape française du circuit mondial des longues distances nordiques (Worldloppet).

C'est la « guéguerre » dans le ski de fond. Comme l'athlétisme, qui a longtemps croisé le fer avec les courses sur route avant de se rendre à l'évidence, le « cross country des neiges » se partage entre conservateurs et rénovateurs face au développement important des courses populaires de longue distance dont la plus célèbre est la Vasaloppet suédoise chaque premier dimanche de mars, et dont les expressions françaises les plus achevées sont la Transjurassienne, organisée de Lamoura à Mouthe, et La Foulée Blanche à Autrans dans l'Isère.

Leur principe est simple : rassembler des skieurs de tous niveaux sur un même parcours et surtout sur une même ligne de départ de sorte que la communion soit parfaitement évidente entre les coureurs d'élite et les « *ramasseurs de mûres* » dont l'ambition se limite souvent à dire : « *J'y étais.* » Le noyau dur de cette population hétéroclite est constitué d'hommes et de femmes d'un niveau au-dessus de la moyenne, qui consacrent tous leurs loisirs au ski de fond, même hors saison en suivant une préparation spécifique. Chaque hiver, la Fédération française de ski leur propose un programme nourri dans le cadre d'un Challenge des longues distances partagé en desx circuits comprenant vingt et une épreuves au total. Cet ensemble de courses mis au point en 1978-1979 est relativement concurrencé par des dizaines d'autres rassemblements plus ou moins connus.

La multiplication de ces épreuves dans tous les massifs s'accompagne d'incidences économiques et publicitaires. le « *sponsoring* » a fait son entrée en force avec, pour fer de lance, la Société générale dont on dit qu'elle investit 2,5 millions de francs dans le secteur chaque année. Elle « soutient » le Challenge de la fédération, mais en ce moment les responsables de cette compétition trouvent cette présence un peu trop envahissante.

Des rapports de force se nouent dans la mesure où le succès appelle l'argent et inversement. Le pouvoir sportif, représenté par la FFS éprouve d'autant plus de difficultés à contrôler cette rapide évolution qu'en son sein même les opinions divergent sensiblement. En fait, elle a institutionnalisé la « concurrence » en ajoutant à sa commission sportive une structure uniquement consacrée au « ski de fond loisir ». Les responsables du ski de fond traditionnel ne pouvaient voir que d'un mauvais œil la croissance aussi rapide du voisin. Ils avaient refusé dans un premier temps le phénomène du ski de fond populaire et tentent aujourd'hui de rattraper le train porté par les vents sociologiques favorables aux sports de loisirs.

La tâche est difficile. Régi par des règlements internationaux qui valent pour les compétitions purement sportives (des championnats de France aux Jeux olympiques), ce fond est beaucoup moins attractif dans la mesure où il ne concerne que l'élite, ce qui ne constituerait pas un défaut aux yeux du grand public si ce dernier pouvait s'intéresser véritablement au déroulement des épreuves. Mais celles-ci sont organisées selon la formule rébarbative du « contre la montre » avec départ de chaque concurrent de trente secondes en trente secondes, ce qui complique singulièrement leur compréhension immédiate. En clair, celui qui arrive le premier sur le stade n'est pas forcément le vainqueur. Ce handicap se traduit par une attention moins soutenue des télévisions et, partant de là, des firmes.

Les coureurs eux-mêmes pourraient à terme trouver intérêt à gagner facilement de l'argent (une voiture récompense le vainqueur de la Transjurassienne) sur les courses populaires plutôt que de rester dans un sport peu lucratif et beaucoup plus exigeant pour obtenir des résultats sur le plan international.

En somme, toutes les conditions sont réunies pour que se perpétue le « rififi » selon des formes plus ou moins turbulentes. Le règlement de cette situation, logiquement conflictuelle, ne passe pas tant par un rapprochement entre « *gens de bonne volonté* » — les bases d'un dialogue semblent d'ailleurs nouées — que par une réforme des compétitions traditionnelles. Celle-ci pourrait peut-être résider dans l'instauration d'une nouvelle épreuve récompensée par des titres : olympique, mondial, etc. Elle pourrait se disputer sur une distance supérieure à 50 kilomètres selon la formule du départ en ligne qui fait le succès du cyclisme et du fond populaire. De même que l'athlétisme s'est donné une course remplie de magie, le marathon, le « cross country des neiges » devrait sans doute songer à une course qu'il pourrait appeler « le grand fond ».

LLIBERT TARRAGO.

AUTOMOBILISME

Nouveau succès de Vatanen (Peugeot 205 turbo) en Suède

Cinquième victoire consécutif et deuxième de la saison après le rallye de Monte-Carlo pour le Finlandais Ari Vatanen, qui a terminé premier, dimanche 17 février. Le pilote de la Peugeot 205 turbo 16 a devancé le Suédois Stig Blomqvist, champion du monde en titre et sept fois vainqueur de cette épreuve durant laquelle a été organisé pour la première fois un contrôle antidopage.

En dépit du froid intense et de la neige, la « 205 » du Finlandais a surclassé l'Audi Sport Quattro du Suédois, qui a remporté une épreuve spéciale seulement à la faveur d'une sortie de route de Vatanen.

Avant le rallye du Portugal, qui doit avoir lieu dans deux semaines sur un terrain une nouvelle fois favorable aux voitures de la firme de Sochaux, Vatanen occupe la tête du championnat du monde des pilotes (40 points) devant Blomqvist (25 points), Salonen (24 points) et l'Allemand de l'Ouest Roehrl (15 points), qui a dû abandonner en Suède sur bris du moteur de son Audi Sport Quattro.

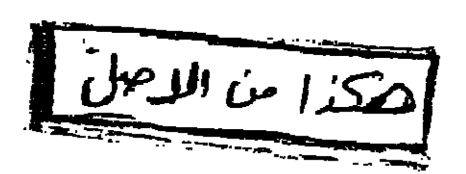
Les constructeurs français et allemands, rivaux sur le terrain, font néanmoins cause commune contre les projets du président de la Fédération internationale du sport automobile, Jean-Marie Balestre, qui entend proposer au prochain congrès de la Fédération internationale automobile la suppression des voitures « évolution du type B », autrement dit la 205 et la Quattro. Un nouveau conflit en perspective donc !

TENNIS OPEN ETUDIANTS/ENTREPRISES
BIARRITZ 85 EGOR/ESSEC

Une formule originale et inédite pour un tournoi (homologué) de tennis. D'une part, les plus prestigieuses universités et grandes écoles sont conviées simultanément. D'autre part, la compétition se jouera exclusivement par équipes (formule Coupe Davis) composées de 2 étudiants de formation différente (grande école/université) et d'un dirigeant d'entreprise. L'équipe sera associée pour toute la durée du tournoi. Le groupe EGOR (conseil en ressources humaines) et l'ESSEC se sont associés dans l'organisation de cette manifestation qui aura lieu à
Biarritz les 16, 17, 18 et 19 mai 1985.
Pour renseignements, s'adresser à
ESSEC TENNIS (3) 030-53-90.



هكذا من الاصل



DANS LE CIEL D'AFRIQUE, LA GALAXY DES HOMMES D'AFFAIRES EST NEE.

Entre la France et l'Afrique, il existe une nouvelle Galaxy. C'est la nouvelle classe qu'UTA vient de créer pour les hommes d'affaires, un véritable 4 étoiles du ciel.

En entrant dans la Galaxy, vous découvrirez que, désormais, les voyages dans l'espace sont une réalité. Et qu'avec un nombre de sièges volontairement limité, la cabine d'un avion devient un véritable salon.

Dans la Galaxy, vous serez accueilli au champagne. Puis invité à une table dont la gastronomie française peut légitimement s'enorgueillir : ici le foie gras est parfait, les viandes au choix, la vaisselle de porcelaine.

En voyageant dans la Galaxy, vous découvrirez le repos, la détente, le sommeil. Les fauteuils y sont disposés par deux. Profonds, larges, ils sont équipés de repose-pieds.

Lorsque vous quitterez cette Galaxy, vous ne penserez plus qu'à une chose : y revenir, le plus vite possible.

Mise en service progressive sur 747 et DC10 du 15 Mars au 15 Mai 1985.



CARNET DU Monde

Naissances

— Annie LOU COT
et Jean-Noël JEANNENEY,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Julien.

Paris, le 14 février 1985.

— Jean-Pierre
et *Brigitte* ROCHETTE,
née Cherioux,
Antoine et Paul sont heureux d'annoncer la naissance de

Camille.
Paris, le 14 février 1985.

Décès

— Françoise Abou Chahine,
née Flizot,
Pierre, Sophie, Valérie,
ont le regret de faire part du décès de leur époux et père,

Faouzi ABOU CHAHINE.

La cérémonie religieuse a été célébrée *le lundi 18 février 1985, à 13 h 45*, en l'église grecque orthodoxe Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, à Paris-16e.

Prière de considérer cet avis comme un faire-part personnel.

Les donations seront faites en faveur des œuvres de l'Eglise grecque orthodoxe d'Antioche.

Les condoléances seront reçues jusqu'au mardi 19 février à son domicile, 115, avenue Henri-Martin, à Paris-16e.

— M. et Mme G. Walter Maccotta,
ses enfants,
M. Pierre Eockman,
M. et Mme Francis Eeckman,
Mlle Christine Laurain,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marc LAFERRIÈRE,
née Grossi,

survenu pieusement à son domicile le 12 février 1985, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques ont été célébrées, dans *la plus stricte intimité*, en *l'église* paroissiale de Saint-Germain du Chesnay.

14, rue des Erables,
78150 Rocquencourt.

— Nous avons annoncé *(le Monde* du 16 février) le décès de

Sœur Laure,
née Pauline LÉDAN.

[Née le 6 février 1880 à Lampaul-Guimiliau, dans le Finistère, Sœur Laure fait partie, à vingt ans, du groupe de religieuses de Saint-Joseph de Cluny qui participe, en 1900, à l'ouverture de l'hôpital de l'Institut Pasteur, premier hôpital au monde construit pour permettre l'isolement des malades atteints de maladies contagieuses. Elle apporte ses soins au docteur Roux, qui réside à l'hôpital, de 1916 jusqu'à sa mort en 1933. Sœur Laure poursuit son activité jusqu'à l'âge de quatre-vingts ans en 1960. Pour son centième anniversaire, en 1980, le président de la *République était venu à l'hôpital Pasteur lui* remettre les insignes d'officier de la Légion d'honneur.]

— M. Léon Menvielle,
M. et Mme François Toutain
et leurs enfants,
Toute la famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Suzanne MENVIELLE,
née Dubois,

survenu le 15 février 1985, dans sa soixante-quinzième année, en son domicile à Paris.

L'inhumation au cimetière de Bagnères-de-Bigorre aura lieu le mercredi 20 janvier 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36 *bis*, avenue Marceau,
75008 Paris.

— Claire-Lise et Philippe Weil-Rabaud,
Catherine et Jean-Marie Gaussen,
Jean-François et Martine Monod,
Gilles Monod,
Luc Monod,
Marie-Odile Barthelemy,
Mme Yves Barthelemy,
ont la douleur de faire part du décès de

Claire Dominique MONOD,

survenu le 9 *février* 1985, à l'âge de soixante-quatre ans, en son domicile.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

7, avenue du Général-Leclerc
75014 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jean-Yves PREAUD,

âgé de trente-trois ans, survenu le 14 février 1985.

Les obsèques auront lieu le mardi 19 février, à 10 h 30, en l'église de Grosrouvre (Yvelines).

De la part de
Mme Yves Preaud.

22 bis, rue de Silly,
92100 Boulogne.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme veuve Jorge SCHRAMM,
née Germaine Glass,

survenu à Nice le 2 février 1985.
Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.
De la part de
Mme José Schramm,
Le docteur *Pierre* Schramm
et ses enfants,
M. et Mme François Zevaco,
Mme Felicia Blaineau,
Et de ses parents et alliés.
14 *bis*, rue Pierre-Nicole,
75005 Paris.
35, rue Meyerbeer,
06000 Nice.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Marcel Jean-René TABOURET,
ingénieur civil des mines,

à Regina-Saskatchewan (Canada).

Pour ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part de

René et Marianne Tabouret.

— Hambye.
On prie d'annoncer le décès de

Mme Georges TUMOINE,
née Jeanne Le Goff,

survenu *le 15 février 1985* en son domicile à Hambye.

De la part
Du docteur Georges Tumoine,
son époux,
De M. et Mme Jean-Claude Majchrowicz,
M. et Mme Jacques Ducreau,
M. et Mme Jacques Tumoine,
ses enfants;
Frédéric, Hélène, Corinne, Yann, Patrice,
ses petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

50650 Hambye.

— Mme *Eugène* Weill,
M. et Mme Paul Weill,
M. et Mme Jacques-Henri Gougenheim
et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques WEILL,

le 13 février 1985, dans sa soixante-quinzième année.

21, rue Viète,
75017 Paris.

Anniversaires

— Il y a quatre ans disparaissait

Marcel ROUFFIANGES.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

— Ses collègues, ses élèves
Et ses amis
invitent à rendre un dernier hommage à

Marcelle BEAUVALLET,
directeur honoraire de recherche
au CNRS,

en assistant à la messe qui sera dite à son intention, le 22 *février* 1985 à *11 heures, en l'église Saint-Etienne du* Mont, place Sainte-Geneviève, 75005 Paris.

Messes anniversaires

— La famille,
Les amis,
Et les élèves du

doyen Gabriel LE BRAS

priant ceux qui sont restés fidèles à son souvenir d'assister ou de s'unir en pensée à la messe qui sera célébrée à son *intention*, le *mardi 19 février 1985* à 18 h 45,
par l'abbé Perrelet, curé de la paroisse, en l'église Saint-Etienne du Mont, place Sainte-Geneviève, 75005 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Clermont-Ferrand-I, lundi 18 février, à 15 h 30, salle des Actes, *M. Tahar Taleb : « Le président* de la République algérienne, secrétaire général du FLN. »

— Université Clermont-Ferrand-I, vendredi 22 *février*, à 14 heures, salle *des Actes*, M. *Gérard André : « Le devi*sement bourbonnais : la vie politique dans l'Allier sous la Ve République. »

— Université Paris-IV, samedi 23 février, à 14 heures, salle Louis-Liard, *M. Abderrahmane Taha : « Essai sur les* logiques des raisonnements argumentatifs et naturels. »

— Université Paris-I, lundi 25 février, à 14 heures, salle des Actes, M. Daniel Sibony : « Passage de lettre dans la tradition juive du livre. »

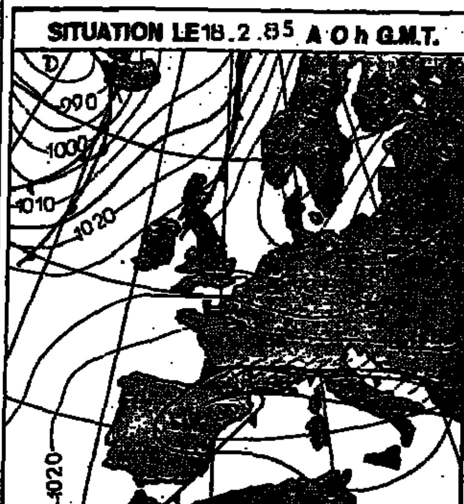
— Université Paris-IV, lundi 25 février, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Maurice Cureau : « Christian Morgenstern humoriste ; la création poétique dans *In Phantas Schloss* et les *Galgenlieder.* »

— Université Paris-II, mardi 26 février, à 14 heures, salle des *Conseils*, M. Panayotis Poulis : « Le service public des postes en Grèce. »

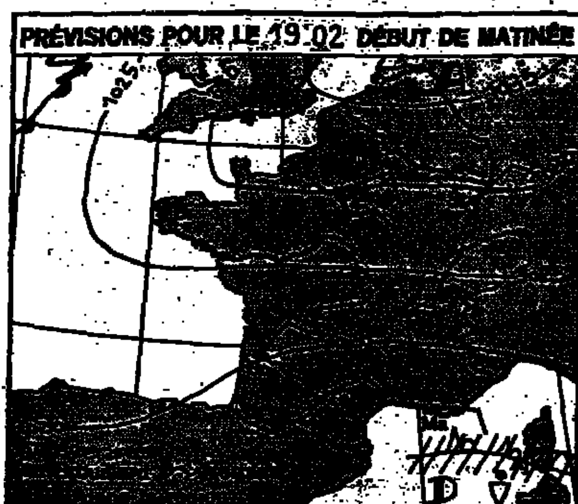
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.2.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 19.02 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 FÉVRIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 février à 0 heure et le mardi 19 février à 24 heures.

Les hautes pressions centrées sur la Scandinavie se généralisent à l'ensemble de la France, repoussant le temps perturbé sur la Méditerranée.

Mardi, sur les régions allant du littoral méditerranéen à la Corse, le ciel sera *encore souvent nuageux et quelques* averses pourront se produire surtout en Corse, *et* sur les versants Est du relief.

Les températures minimales seront en légère baisse et avoisineront 1 à 6 degrés du Roussillon à la Côte d'Azur. Ailleurs le temps sec et froid prédominera en se généralisant au Sud-Ouest. Le ciel sera *ainsi ensoleillé. Les températures minimales* descendront alors en dessous de 0 degrés sur le Sud-Ouest, où elles *seront de l'ordre de — 2 à — 5 degrés*, favorisant la formation de brouillards dans les vallées. Sur les autres régions, elles seront stables par rapport à la veille : de — 2 à — 10 degrés d'ouest en est.

Toutes ces températures remontront assez bien dans l'après-midi et nous auront de 2 à 6 degrés du nord au sud, voire 10 degrés sur la Côte d'Azur.

Le vent d'est soufflera encore mais s'affaiblira en soirée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, était, le lundi 18 février, à 7 heures, de 1026,4 millibars, soit 769,9 millimètres de mercure.

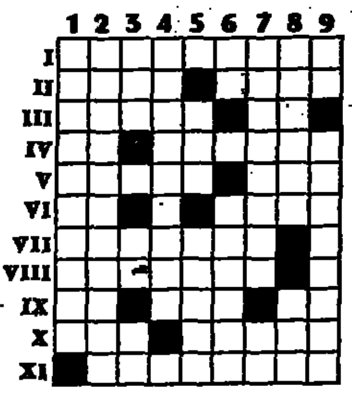
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours *de la journée du 17 février ; le second, le* minimum de la nuit du 17 au 18 février) : Ajaccio, 13 et 8 degrés; Biarritz, 11 et 8; Bordeaux, 6 et 3; Bourges, 2 et —3; Brest, 2 et —1; Caen, 6 et —4; Cherbourg, 3 et —1; Clermont-Ferrand, 2 et —3; Dijon, 1 et —6; Grenoble-St-M.-H., 1 et —2; Grenoble-St-Geoirs, 1 et —2; Lille, 3 et —6; Lyon, 1 et —3; Marseille-Marignane, *13* et 6; Nancy, 3 et —9; Nantes, 3 et —1; Nice-Côte d'Azur, 11 et 7; Paris-Montsouris, 7 et —4; Paris-Orly, 7 et —5; Pau, 13 et 6; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 3 et —4; Strasbourg, 1 et —9; Tours, 1 et —4; Toulouse, 11 et 8; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 9; Amsterdam, 2 et —8; Athènes, 8 et 7; Berlin, —3 et —9; Bonn, 4 et —15; Bruxelles, 2 et —8; Le Caire, 22 et 8; Iles Canaries, 21 et 14; Copenhague, —9 et —14; Dakar, 23 et 18; Djerba, 28 et 10; Genève, —3 et —5; Istanbul, 0 et —4; Jérusalem, 11 et *5; Lisbonne, 15 et 9; Londres, 5 et —2;* Luxembourg, 1 et —10; Madrid, 13 et 6; Montréal, 0 et —9; Moscou, —14 et —14; Nairobi, 28 et 16; New-York, 7 et 1; Palma-de-Majorque, 16 et 9; Rio de Janeiro 32 et 25; Rome, 10 et 6; Stockholm, —12 et —25; Tozeur, 28 et 13; Tunis, 27 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3905



HORIZONTALEMENT

I. Met le vieux à la retraite. — II. Les faiseurs de pastis le mettent au parfum. Condamné à tourner en bourrique. — *III. Les femmes* courent après le sale ; les filles après le beau. Chef de file. — IV. Courte matinée. Soutiens de fortune. — V. Janvier, en septembre. Foyer de bien des trajectoires. — VI. Se voit très clairement dans la nuit. Devint célèbre en tombant sur un bec. — VII. Bien que n'ayant pas bonne presse, elle côtoie souvent le gratin. — VIII. Unicité. — IX. Point répété. Pronom. Sont mis en musique. — X. *Région où il serait aventureux* d'investir dans la pierre. Généralement froid quand il s'emporte. — XI. Dispense plus d'épines que de fleurs.

VERTICALEMENT

1. Fait son service dans la réserve. — 2. Crac et patatras ! — 3. Annonce. Pratiques. Divinité. — 4. *Fait l'important.* — 5. *Son* bloc est solidement armé. De lourdes charges sont souvent retenues contre elle. — 6. Expression d'une volonté précoce. Se reconnaît à la morgue. — 7. *Précieuse ridicule. Un certain* rapport. — 8. Pour la donner, il faut d'abord recevoir. Etat d'un roi détrôné. 9. Préposition. Joint parfois l'utile à l'agréable.

Solution du problème n° 3904

Horizontalement

I. Portefeuille. Va. — II. Lierre. Souillon. — III. Us. Anse. Uélé. — IV. Vedettariat. Et. — V. Il. Noël. Rétro. — VI. Olé ! Opacité. — VII. Mesquinerie. Noé. — VIII. Ers. Rondelettes. — IX. Tiare. Al. — X. Rey. Architecte. — XI. Etendue. Etuis. — XII. Our. Russule. — XIII. Ossuaire. Dédé. — XIV. Sées. Empesés. — XV. Testament. Os. St.

Verticalement

1. Pluviomètre. Ost. — 2. Oisellerie. Osée. — 3. Ré. Essayeuses. — 4. Tr. En. Trust. — 5. Erato. Ure. — 6. Fente. Io. Anti. — 7. Salonnard. Rue. — 8. User. Pédicure. — 9. Io. Icare. Heu ! Et. — 10. Lu. Cil. Sem. — 11. Li. Triée. Tes. Pô. — 12. Elu. Et. Etudes. — 13. Le. Tentacules. — 14. Voler. O. E. Tièdes. — 15. Aneto. Esses. Est.

GUY BROUTY.

LOTO NATIONAL — TIRAGE DU SAMEDI 16 FÉVRIER 1985

1 28 30 32 36 48 — 27 (numéro complémentaire)

6 BONS NUMÉROS	1	10 500 000,00 F
5 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE		191 920,00 F
5 BONS NUMÉROS		10 505,00 F
4 BONS NUMÉROS		156,00 F
3 BONS NUMÉROS		15,00 F

15 F x 2 = 30 F

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & Cie
320-74-52

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du *dimanche 17 février 1985 :*

DES DÉCRETS

● Relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de *certains grades et emplois de personnels* civils de l'Etat.

● Portant majoration, à compter du 1er février 1985, de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et modification, à compter du 1er janvier 1985, de certaines dispositions du décret du 19 juillet 1974 relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat.

● Portant publication de l'accord entre le gouvernement de la *République* française et le gouvernement de l'Etat d'Israël sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Paris le *9 juin 1983*.

● Portant application, dans les *régimes* d'assurance-vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 1984 relatives à *la limitation* des *cumuls* entre prestations de vieillesse et revenus d'activités.

● Portant sur le contrôle des produits chimiques.

● Créant l'Institut national des sciences de l'univers du Centre national de la *recherche scientifique*.

UN ARRÊTÉ

● Modifiant l'arrêté du 21 juin 1982 relatif aux normes d'hygiène et de salubrité auxquelles doit répondre le lait pasteurisé conditionné.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à l'accélération des procédures juridiques de création d'entreprises.

PARIS EN VISITES

MARDI 19 FÉVRIER

« Cités d'artistes de la Glacière et de la Butte-aux-Cailles », 15 heures, métro Glacière (G. *Botteau*).

« Les salons de l'Arsenal », 15 heures, 1, rue de Sully.

« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les plus belles galeries et les plus beaux passages couverts », 14 h 30, 6, rue Vivienne (les Flâneries).

« La marquise de Sévigné au Marais », 15 heures, métro Pont-Marie (CA Messer).

« Le cœur de Paris », 15 heures, 10, rue Saint-Martin (Paris autrefois).

« *Le* musée *Cernuschi* », 15 heures, 7, avenue Vélasquez (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

20 h 30 : 33, place Maubert, M. Tatitcheff : dîner-débat : « La persécution en Russie ».

EXPOSITION

TOUT SUR LA POLYNÉSIE

« Sillages polynésiens », le titre de l'exposition présentée au Musée national des techniques *par le Centre des hautes études* du Pacifique, est bien trouvé.

L'installation humaine sur ces îles a nécessité d'incroyables voyages maritimes, tout comme, bien plus tard, la découverte des îles par les navigateurs européens *a été faite au cours de* longs trajets : pirogues, corvettes et autres vaisseaux ont donc creusé dans les eaux du Pacifique d'innombrables sillages.

Plusieurs organismes, français et étrangers, ont prêté des documents ou des objets qui renseignent les visiteurs aussi bien sur les bateaux que sur l'art de la navigation, *sur les Polynésiens que* sur les explorateurs, sur la vie dans les îles que sur la vie à bord des vaisseaux.

Y. R.

★ Musée national des techniques (Conservatoire national des arts et métiers), 270, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Ouvert de 10 h à 17 h 30 tous les jours sauf le *lundi et les jours fériés. Jusqu'au* 11 avril. Entrée : 10 F (sans la visite du musée).

TOURISME

LES PROFESSIONNELS DE L'HOTELLERIE JUGENT « POSITIF » L'ACCORD SUR LE RÉGIME DES PRIX 1985

La Chambre nationale de la restauration et de l'hôtellerie (CNRH) a qualifié de *« positif »*, mercredi 13 février, l'accord signé le 8 février sur le régime des prix 1985, entre la profession et les pouvoirs publics. Bien qu'il soit, selon elle, *« l'aboutissement d'une trop longue négociation »*, cet accord traduit en effet *« une reconnaissance de l'importance économique de l'hôtellerie »* et de sa contribution à l'équilibre de la balance des paiements. Il constitue également, relève le communiqué, une incitation à l'investissement (ce qui permettra de sauvegarder la qualité du parc hôtelier) et *favorise, à juste titre*, les professionnels qui ont déjà fait des efforts d'équipements.

Aux termes de l'accord sont totalement libérés les prix des hôtels quatre étoiles luxe, quatre étoiles et trois étoiles, et des bars d'hôtels et des établissements entièrement rénovés ou neufs, ouverts cette année. Pour les autres catégories, il prévoit la liberté des prix, soit sur 50 % des chambres avec sanitaires de l'établissement, soit sur 10 % de l'ensemble des chambres. Toutes les autres prestations restent soumises à une augmentation maximale de 3 %.

La CHRH regrette cependant que *« les pouvoirs publics se refusent, comme tous les ans, à définir la réglementation des prix au moins six mois à l'avance ». « Ce retard,* estime-t-elle, *pénalise gravement les professionnels de l'hôtellerie dans leurs efforts de promotion, notamment sur les marchés étrangers. »*

P. Fr.

BREF

SOLIDARITÉ

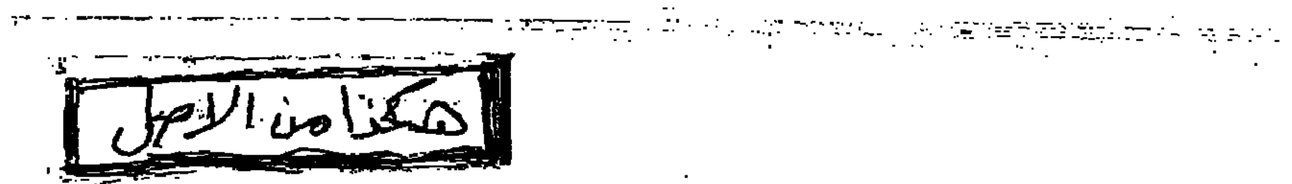
SOS ÉTHIOPIE. — Depuis deux ans, la Croix-Rouge *française* apporte son aide à l'Éthiopie dans le cadre des programmes du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des sociétés de Croix-Rouge. Étant donné l'aggravation de la situation, elle a décidé d'intensifier son action en envoyant du personnel médical, des tablettes protéinées et des fonds de soutien. Actuellement, *plus* de trois cent mille personnes, principalement des femmes et des enfants, sont secourues. Vous pouvez apporter votre aide en *envoyant vos dons en chèques* postaux ou bancaires à CCP Croix-Rouge Éthiopie 60000 Y Paris.

★ Croix-Rouge française, 17, rue Quentin-Bauchart. 75384 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 261 51 05.

STAGES

ENGLISH SPOKEN. — Le centre d'éducation *permanente de Paris-I* organise deux stages d'anglais, axés sur l'anglais parlé, qui débuteront le 25 février et le 18 mars. Le premier comporte 90 heures de cours, à raison de trois fois deux heures par semaine, sur une période de quatre mois. Coût : 2 900 F. Le second, 60 heures de cours (deux fois deux heures par semaine sur quatre mois). Coût : 2 600 F TTC.

★ *Renseignements et inscriptions* : Université de Paris-I, centre d'éducation permanente, 14, rue Cujas, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : (1) 329-75-23 ou 329-12-13, poste 33-17 ou 33-20.



مكبرا من الاصل



EXPOSITION
TOUT SUR LA POLYNÉSIE

TOURISME
LES PROFESSIONNELS DE L'HÔTELLERIE JUGENT « POSITIF » L'ACCORD SUR LE RÉGIME DES PRIX

BREF

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Direction générale
400.000 F

Distribution équipements automobiles - Ce département (60 millions de francs, effectif : 45 personnes) d'un groupe français (2.500 personnes, 700 millions de francs de chiffre d'affaires) a pour vocation le négoce de produits liés à l'automobile (alarmes, auto-radios, petite électronique embarquée...). *Le groupe recherche*, pour dynamiser ce département porteur de profits, un "patron" qui, outre les responsabilités classiques de gestion, aura un rôle commercial prononcé. Il soumettra au directeur général du groupe les stratégies qu'il aura à mettre en œuvre dans le cadre d'une large autonomie et devra, principalement, définir de nouvelles gammes de produits, en négocier l'achat à l'étranger (Asie, USA, Europe) et développer la position commerciale, en France, en terme de chiffre d'affaires, de marges et de pénétration de marché. Ce poste de jeune manager, membre du comité de direction du groupe, s'adresse à un diplômé d'une grande école (un MBA étranger ou français en complément serait apprécié) ayant acquis une bonne connaissance des réseaux de distribution automobile. Il sera jugé sur les résultats financiers de son département. La maîtrise de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle, *fonction des compétences du candidat*, sera de l'ordre de 400.000 francs. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/2639M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

OFFICE PUBLIC d'HLM de SAUMUR
3.000 logements
recrute
DIRECTEUR
par mutation ou concours sur titres : poss. diplôme pour entrée ENA. Format. jurid., admin., financ. exigée.
Adresser candid. et C.V. à : M. le Président OPMHLM, 34, rue du Temple, B.P. 16, 49401 SAUMUR CEDEX.
Date limite de dépôt : 31 mars 1985.

TERRE DES HOMMES
cherche pour son programme au NORD BANGLADESH

DIRECTEUR

responsable de l'ensemble de nos activités dans cette région rurale. Travail fascinant mais exigeant. Notre programme comporte un volet médical, un MÉDECIN serait souhaité (25 % méd., 75 % social et gestion).
Date d'entrée : dès que possible.
Durée du contrat : 2 ans, renouvelable.
Préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience dans un pays en voie de développement, si possible du sous-continent indien.
Les personnes *intéressées* qui en feront la demande à l'adresse ci-dessous recevront une notice détaillée ainsi qu'un *formulaire de candidature*.
TERRE DES HOMMES
Case postale 388,
référence 6.100
CH-1000 Lausanne 9/Suisse.

Grande Distribution

Jeune Responsable Marketing

France et export

LUREM

LUREM, filiale du groupe PEUGEOT est le premier fabricant français de machines à bois. La société réalise 50% de son CA à l'export. Dans un contexte de développement et pour faire face à la commercialisation prochaine d'une nouvelle génération de produits déstinés au grand public, la fonction de responsable marketing est créée.

Responsable du choix et de la mise en place de la stratégie Marketing, il définit le positionnement des produits, constitue une politique de vente, développe les *outils de communication*.

Ce challenge est offert à un jeune diplômé d'études supérieures commerciales, dont l'expérience mixte, acquise en vente sur le terrain et comme Chef de Produit dans des sociétés de biens de consommation, ou équipements de la maison lui permettra de développer ses qualités opération*nelles de manager et de réalisateur.*
La pratique courante de la langue anglaise ou allemande est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 37602 à Nicole Le Breuilly TEG, 18 place Henri Bergson *75008 Paris.*

division de SYSTEMA



DESSEIN

ANDERSON JACOBSON

Filiale Société américaine,
Spécialiste en Transmission de Données et Micro-Informatique, recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

Sa mission :
Membre du Comité de Direction, il sera chargé d'animer le Département Technique dont l'effectif est d'environ 25 personnes et ayant pour charge :
- d'assurer la maintenance et le support technique d'équipements de télé-informatique et de transmission de données (terminaux - modems - multiplexeurs - micro-ordinateurs...),
- de réaliser certains travaux de développement notamment pour l'adaptation de certains matériels aux normes européennes.

Son profil :
Ingénieur diplômé justifiant d'une solide expérience dans la *direction d'une équipe technique (après-vente ou support* technique).

Ses points forts :
Connaissance approfondie et maîtrise des techniques de télécommunications et de transmission de données.
Pratique parfaite de l'anglais.

Lieu de travail : proche banlieue Sud de Paris.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé et photo à ANDERSON JACOBSON S.A. - 86, av. Lénine - 94250 Gentilly.

Axial Publicité

Directeur Organisation et Informatique
"Maître d'œuvre" de notre décentralisation

Nous sommes l'une des premières sociétés de Courtage d'Assurances en Europe. Notre organisation internationale et nationale se répartit en deux grands types de clientèle : les collectivités et entreprises, les particuliers.



Tout en prenant la direction opérationnelle de notre site informatique équipé de matériel HP, vous vous attacherez dans le même temps à élaborer et mettre en place, avec une société de conseil, notre futur système d'information décentralisé.

Gestionnaire et homme de communication vous deviendrez l'homme de l'ensemble du système d'information du Groupe. Directement *rattaché au Secrétaire Général, vous préserverez l'esprit* de décentralisation en sachant exercer à terme une autorité essentiellement fonctionnelle.

Vous êtes de formation supérieure, ingénieur ou grande école de *commerce*, vous avez depuis au moins 5 ans des responsabilités importantes en organisation et informatique. La connaissance de l'Assurance et du matériel HP serait un plus.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. DOI, à Jean-Marie VIOU à qui nous confions cette recherche.

SOURCES

SAGES Département Ressources Humaines 24, rue Henri Barbusse, 92110 Clichy.

Le directeur général d'un ensemble de sociétés (700 p., 800 MF de C.A., dont 30 % à l'export) liées à une grande affaire industrielle cherche pour son siège (au nord de Paris), son

directeur administratif et financier

Assisté d'une dizaine de collaborateurs (dont un correspondant comptable par filiale), *celui-ci traite la comptabilité* générale et analytique des différentes sociétés du groupe, la trésorerie et les relations bancaires, les questions juridiques et fiscales, les assurances, *le contentieux. Ses missions principales : homogénéiser* les procédures, produire les comptes consolidés, mieux gérer les ressources en devises, contribuer à réaliser le plan informatique orienté vers la gestion de la production en temps réel, conseiller le président dans les investissements, rachats d'entreprises, monter les financements des contrats à l'export, etc.

***Nous souhaitons rencontrer** un* **professionnel de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant exercé son activité dans l'industrie (de préférence, l'industrie lourde) et connaissant l'anglais.**

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER,
vous remercie de lui écrire (réf. 4620 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIETE DE SERVICES, FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPES FRANCAIS IMPLANTEE DANS 109 PAYS DU MONDE RECHERCHE

Directeur du marketing et des ventes France

Dépendant du Directeur Général, il conçoit et fait appliquer sur le terrain la politique commerciale de l'entreprise. Il anime une équipe de 70 personnes.
Diplômé d'une grande école de commerce, âgé de 30 à 35 ans, il a fait la preuve d'une réussite incontestable dans des fonctions similaires.
• Il est bilingue Français - Anglais • Poste basé en région parisienne (banlieue Ouest).
Envoyer (sous réf. 7810) CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à *Média-System*, 104, rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

Société française en forte expansion, leader sur son marché (fabricant de biens d'équipement durables pour la maison) C.A. 250 millions ≃ - 300 personnes - proche STRASBOURG

400.000 F
D.A.F. futur secrétaire général

Rattaché au PDG il aura la responsabilité d'un important service et devra dans un premier temps exercer ses compétences en organisation informatique et en contrôle de gestion.

Formation supérieure HEC, ESSEC, SUP de CO etc... exigée. De 35 ans minimum, le candidat doit justifier d'une expérience réussie dans la gestion d'une PME dont le C.A. est équivalent à 100 millions et faire preuve de qualités d'initiatives, de rigueur et de communication. Ce recrutement doit être rapidement conclu.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre *enveloppe pour réponse plus rapide*) sous référence 1386 M à

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

Important fabricant d'appareils ménagers *en province*

recherche

UN DIRECTEUR DES VENTES

VOUS AVEZ :
- 30 à 35 ans.
- Une formation grandes écoles HEC, ESCP, ESSEC, etc.
- L'expérience réussie de la vente de produits de consommation, électroménager, TV, meubles, chauffage.
- Une grande autorité naturelle confirmée par quelques années d'expérience de direction d'équipes de terrain.
- De l'ambition, une bonne organisation, le sens aigu de l'animation.

NOUS VOUS OFFRONS :
- Un poste évolutif dans une entreprise performante.
- Une gamme de produits leader dans le chauffage.
- Une force de vente exclusive de haut niveau.
- L'opportunité de concrétiser vos idées sur le plan « produits-marchés ».
- Une rémunération attractive.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à Agence PARTENAIRE, 27, rue Michel-le-Comte, 75003 PARIS, qui nous transmettra votre candidature.

DIRECTEUR R & D

PARIS OUEST
280 000 F +

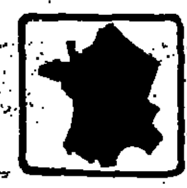
Nous sommes filiale d'un Groupe international aux activités diversifiées. Notre domaine actuel : des biens d'équipement. Mais nous voulons voir plus loin et élargir notre gamme. Il nous faut donc engager une «tête chercheuse» : Ingénieur bien sûr (électronique, électrotechnique), ayant une formation de gestionnaire (MBA, CPA), l'esprit commerçant, une expérience du Développement (pourquoi pas chef de groupe de produits industriels ?), et parlant au minimum l'anglais pour pouvoir fouiner au niveau international.

Adressez votre dossier sous N° 849 M.

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Banquier au service des entreprises de la région Nord

Notre vocation de banque d'affaires au contact des grandes et moyennes entreprises, avec une activité très orientée vers l'exportation, peut donner aujourd'hui un ton intéressant à votre parcours professionnel. Pourquoi ne pas vivre à Lille une nouvelle tranche de votre carrière ? Que vous soyez déjà installé(e) dans cette région et satisfait(e) d'y rester, que vous cherchiez l'occasion d'y retourner ou, tout simplement, que vous soyez conscient(e) des ressources qu'elle offre à un banquier, vous percevez qu'il y a sans doute là une opportunité...

Notre succursale de Lille, dont la compétence s'étend à toute la région Nord, recherche un responsable de clientèle Entreprises. Il sera naturellement à la pointe de l'effort vigoureux - et à intensifier encore - que nous menons pour aider les entreprises dans leurs opérations vers l'étranger ou dans leur processus de développement.

Votre expérience bancaire d'une dizaine d'années, vous l'avez acquise en bonne partie auprès d'une clientèle entreprises et vous vous sentez à l'aise dans ce rôle de conseil à jouer auprès d'elles. Peut-être aspirez-vous aussi aujourd'hui à plus d'autonomie dans une structure plus légère. C'est peut-être bien, en effet, l'opportunité à explorer... et à saisir. Les consultants de SIRCA qui nous aident dans cette recherche étudieront confidentiellement la candidature que vous leur adresserez sous référence 325 213 M. Il existe des possibilités d'évolution.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, recherche, pour faire face à son développement à l'export, une

Assistante commerciale bilingue allemand

formation exigée du niveau

Maîtrise langues étrangères appliquées

Au sein du petit service chargé des relations avec la clientèle germanophone, il lui sera confié des travaux variés faisant appel à son sens de la communication et à son goût pour le travail administratif.
Ce poste sédentaire qui nécessite la pratique de la dactylographie et qui exige une **excellente maîtrise de l'allemand parlé et écrit** est à pourvoir au Siège de la Société, dans la campagne de l'AIN, à 60 km à l'EST de LYON.
Possibilité de logement sur place.
Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrême, 69006 LYON, sous **réf. 187.**





emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Négocier au plus haut niveau

INGENIEURS COMMERCIAUX EXPORT

Europe Réf. M 3/1270 D. – **Asie** Réf. M 3/1270 F – **Moyen-Orient** Réf. M 3/1270 G.

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels européens, cette société emploie 2400 personnes et réalise un C.A. de 1,2 milliard de francs, principalement à l'export. Elle élabore des produits durables de haute technicité, commercialisés auprès de clients institutionnels. Pour conforter sa présence à l'export (60 % du C.A.), la société souhaite s'attacher le concours de jeunes INGENIEURS COMMERCIAUX EXPORT sur des zones privilégiées de développement.

Les candidats recherchés ont pour mission de gérer le secteur dont ils sont responsables, d'animer leur réseau de représentation et de promouvoir les produits de l'entreprise auprès d'acheteurs militaires de haut niveau.

Pour ces postes très évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats de fort potentiel, indifféremment issus d'une formation économique (IEP, ESCAE...) ou technique de bonne qualité.
Ils justifient d'une expérience opérationnelle de l'export d'au moins 4 ans acquise dans les biens d'équipement lourds, l'ingénierie ou les produits industriels à forte valeur ajoutée.
Les postes sont basés à Paris mais impliquent des déplacements fréquents.
Autonomie et pratique de l'anglais sont impératifs comme la connaissance des zones envisagées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire, sous référence choisie, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

egor

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

INGENIEUR DE PRODUCTION

Diriger notre filiale à Madrid

Cette PME française est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de moules de verrerie. Sa filiale à Madrid occupe une position de leader sur le marché.
Notre directeur de filiale est le responsable de l'amélioration, de l'optimisation de l'ensemble des moyens de production et du transfert des technologies nécessaires.
Il exerce ses responsabilités sur le plan humain en prenant la direction de notre usine à Madrid (70 personnes) et collabore étroitement avec la direction générale France.
Homme de réalisation, cet ingénieur de 35 ans minimum, AM, ECAM, INSA ou de formation équivalente a impérativement acquis dans notre domaine d'activité, ou similaire, pendant 5 années, une expérience industrielle en fabrication (mécanique, machines-outils, machines à commandes numériques...).
La maîtrise de la langue espagnole est impérative. Une expérience de direction dans ce pays représente un atout supplémentaire.
Les perspectives de l'entreprise, le contenu du poste et les possibilités d'évolution sont de nature à intéresser un homme de terrain, animateur d'équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 15596 E, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

Editeur américain recherche

RÉDACTEUR(TRICE)

free-lance à plein temps pour nouveau dictionnaire français/anglais.
Formation souhaitée : linguistique ou enseignement du français langue étrangère.
Adresser c.v. détaillé à M. LAMY Collier Macmillan, 12, A.-Golden Square Londres W 1R 3AF ou tél. Londres (1) 439-73-84.

ZAIRE

INGÉNIEUR DE MAINTENANCE
SALAIRE LOCAL + 200 000 FF

Responsable pour la maintenance mécanique d'une usine de ciment produisant 1 000 tonnes par jour.
Expérience minimum de 10 à 15 ans dans l'industrie du ciment plus qualifications.
Contrat de 2 ans, statut famille avec maison, voiture et deux mois de vacances par an.

Adresser c.v. A.T.P.R. LTD, 85A HIGH ST, LEWES, SUSSEX, Angleterre, BN7 1XN.

EURE 280.000 F

Un des Chefs de file dans son domaine d'activité cherche pour une de ses principales usines (600 personnes) son

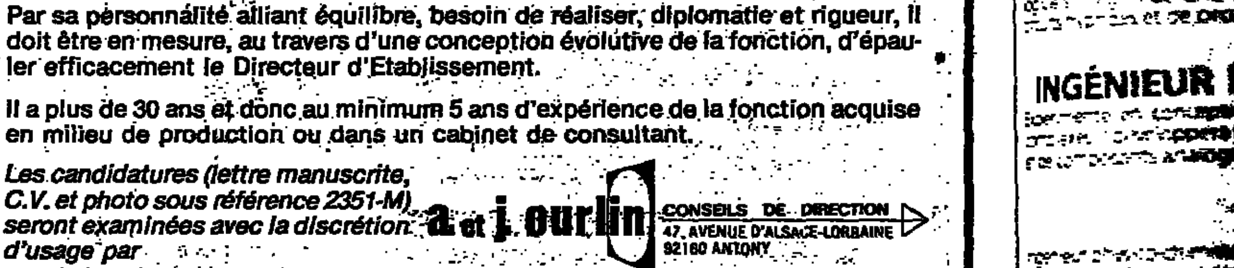
chef du personnel et des affaires sociales

Rattaché au chef d'établissement, en liaison avec la Direction des Affaires Sociales du groupe, sa mission sera : • de maintenir une politique de communication et d'information particulièrement dynamique, • d'animer une politique d'établissement motivante pour encadrement et personnel, • de développer des contacts constructifs avec les partenaires sociaux, • de participer à l'élaboration d'une politique cohérente au niveau du groupe, • et bien entendu, d'assurer les divers aspects de la fonction : administration, application des réglementations...

Par sa personnalité alliant équilibre, besoin de réaliser, diplomatie et rigueur, il doit être en mesure, au travers d'une conception évolutive de la fonction, d'épauler efficacement le Directeur d'Etablissement.

Il a plus de 30 ans et donc au minimum 5 ans d'expérience de la fonction acquise en milieu de production ou dans un cabinet de consultant.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 2351-M), seront examinées avec la discrétion d'usage par





CONSEILS DE DIRECTION
47, AVENUE D'ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Dans le cadre du développement de son service Informatique, une importante Société de la métallurgie implantée dans le Nord de la France, employant plusieurs milliers de personnes et appartenant à un des principaux groupes mondiaux recherche :

ANALYSTE PROGRAMMEUR H/F

Rattaché à un chef de Projet, vous serez chargé de la définition de programmes, de leur enchaînement et de leur exploitation.
De niveau DUT, vous connaissez parfaitement le COBOL, CICS-DL1.
Vous possédez une expérience de 3 ans minimum en gestion sur matériel IBM (systèmes DOS-VE et HP 1000).
Vous alliez des qualités de méthode, d'autonomie au sens de la communication.

HOMME OU FEMME SYSTEME

Attaché au responsable système-exploitation, vous serez chargé de la mise en œuvre et de la maintenance de systèmes d'exploitation et de progiciels systèmes.
De niveau DUT ou plus, vous maîtrisez parfaitement l'environnement IBM (DOS-VSE, CICS, DL1 et UM et HP 1000). Votre sens de la rigueur, d'esprit d'analyse et de synthèse, votre sens du contact compenseront votre éventuel manque d'expérience.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo sous référence 60315, en précisant le poste choisi à CONTESSE PUBLICITE, 16, place du Général de Gaulle, 59800 Lille, qui transmettra.



DIRECTIONS

Chaîne Hôtelière Internationale recherche d'urgence pour son Service Développement Europe

attaché de direction

HF

(environ 30 ans)
Trilingue anglais - allemand.
Débutant ou première expérience.

Qualités recherchées :
esprit de synthèse et de rigueur, capacité de travail en équipe et d'organisation, sens de l'autonomie et adaptabilité.

Formations souhaitées :
commerciale, juridique, financière.

Nombreux déplacements.

Adresser CV + photo + prétentions, sous réf. 33013 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

JRP/Jean Regnier Publicité

Entreprise importante de Genève, 5.000 collaborateurs chiffre d'affaires 1,5 milliard, cherche un

CHEF COMPTABLE

pour son service comptabilité générale et financière

Cette personne aura la responsabilité de mettre en place et de contrôler l'exécution des directives se rapportant au fonctionnement et à l'analyse de l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'à l'édition des comptes de résultats, ceci en collaboration avec notre service informatique.

Ce collaborateur devra posséder une formation comptable complète (DECS comptable ou examen préliminaire) ainsi que des connaissances confirmées en informatique.

Amené à diriger une petite équipe, il devra faire preuve d'une grande rigueur dans le travail ainsi que d'une détermination à réussir la tâche qui lui sera confiée.

Age 30-40 ans, nationalité suisse exigée, domicile à Genève. Fourchette de salaire : FF 250 000.–/320 000.–

Faire offres sous chiffre G 18-118466, avec curriculum vitae complet et prétentions de salaire, à PUBLICITAS, CH 12112 Genève 3.

SOCIÉTÉ DE SERVICES RÉGION ALSACE
recherche

INFORMATICIENS PROJETS
ANALYSTES PROGRAMMEURS AVEC EXPÉR.
INGÉNIEURS INFORMATICIENS CONFIRMÉS
INFORMATICIENS DÉBUTANTS (MIAGE, INGÉNIEUR)

Veuillez transmettre candidature avec c.v. dét. et prétent. Ecr. s/n° 8.957 *le Monde* Pub., serv. Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

GRENOBLE
Société ingénierie informatique innovatrice

- INFORMATIQUE TEMPS RÉEL ET INDUSTRIEL
- MINI ET MICRO
- LOGICIEL ET MATÉRIEL

recherche

- **INGÉNIEURS**
(débutants à 3 ans d'expérience)
(Supélec, Ensimag, Enserg, N7)

- **INGÉNIEURS CONFIRMÉS**
(connaissances en méthodologie du logiciel)
(X, ECP, Télécom, Ensimag).

Ces postes sont à pourvoir pour PARIS et PROVINCE.

Ecrire avec C.V. et prétentions Havas 2.852
33, rue du Colonel-Bougault, 38100 GRENOBLE.



Lectra Systèmes

Société spécialisée dans la conception, fabrication et commercialisation de biens d'équipement (MOCN) de haute technologie,
- *C.A. croissance annuelle : 60 à 70 %,*
- *onze filiales,*
- *vocation exportatrice très marquée,*

recherche

CONTROLEUR DE GESTION EXPORT

Diplômé études supérieures
Titulaire DECS
Une à deux années d'expérience
Anglais impératif
Disponibilité immédiate

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite + CV + photo à
Lectra Systèmes S.A.
Chemin de Marticot 33610 CESTAS.

هكذا من الأصل



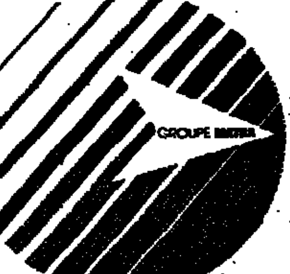


مكبرا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Responsable du service moyens électroniques

INGENIEUR GRANDE ECOLE H/F. Pour son centre d'intégration de matériel aéronautique de haute technicité à Selles-Saint-Denis, Loir et Cher, (170 personnes).

Placé sous la responsabilité du Chef de Production du Centre, il encadre une petite équipe de techniciens de bon niveau. Sa mission consiste à : Participer à la mise au point des moyens de tests (hard et soft) auprès des services concepteurs. Prendre en charge la mise en place de l'exploitation de ces moyens dans les ateliers. Suivre leurs évolutions techniques. Assurer la maintenance préventive et curative.

Ce poste nécessite une formation d'ingénieur en électronique (ESE - ENSI . . .) complétée par une première expérience industrielle sur des systèmes électroniques pilotés par calculateur.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK/1203 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3, avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

Faites équipe avec nous !

SOREP
entreprise de technologies
MICRO-ÉLECTRONIQUES
à forte croissance (Rennes, Paris, Houston)
recherche (H/F)

ÉLECTRONICIEN EXPÉRIMENTÉ

Fort de son expérience dans la conception d'équipements électroniques embarqués, il assurera le conseil technique des clients dans l'utilisation des technologies de micropackaging mettant en œuvre hybrides et prédiffusés.
(Poste à pourvoir à Paris)

INFORMATICIEN ouvert à l'ÉLECTRONIQUE

Ingénieur expérimenté en calcul scientifique, il supportera la mise en œuvre de logiciels intégrés de CAO et de tests sur un réseau de stations de conception de circuits hybrides et de circuits prédiffusés.
(Poste à pourvoir à Rennes)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ

Expérimenté en conception et mesures de composants et de sous-ensembles complexes, il développera et mettra en œuvre des outils de test de circuits hybrides et de composants analogiques et logiques.
(Poste à pourvoir à Rennes)

TECHNOLOGUE

Ingénieur physico-chimiste ayant une première expérience en micro-électronique, il développera les procédés, expérimentera les matériaux des futurs circuits hybrides et des nouvelles techniques de micropackaging.
(Poste à pourvoir à Rennes)

INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPORT

Électronicien expérimenté, habitué aux relations avec les clients, il sera responsable des marchés à l'exportation dans leur aspect technique comme dans leur aspect commercial.
(Poste à pourvoir à Paris)



SOREP

Merci d'adresser votre candidature à :
SOREP S.A., Service du Personnel, B.P. 5, 35220 CHATEAUBOURG

CHEF D'AGENCE

DIJON
200 - 220.000 F — **Représentation, négoce, distribution**

Une Société filiale d'un groupe industriel français et spécialisée dans la représentation, le négoce et la distribution de biens d'équipement du secteur Electricité-Electronique, recherche UN CHEF D'AGENCE pour la région de Bourgogne. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de la gestion complète de cette Agence et de ses résultats en chiffre d'affaires et en marges. Il assurera l'animation et le suivi des équipes commerciales et il sera lui-même chargé des relations avec les principaux clients en particulier ceux du département cibles. Il assurera les relations avec les fournisseurs. Il sera chargé de la gestion des magasins et des stocks. Il sera responsable de l'administration générale de l'Agence suivant les directives et avec l'appui des services comptable et financier du siège. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possédera une formation de type technique *BTS ou DUT (option génie électrique)*, et il aura acquis plusieurs années d'expérience dans le secteur de la distribution de matériels électriques ou de biens d'équipement intermédiaire destinés à une clientèle industrielle mais aussi de PME. Il sera un animateur d'hommes et un excellent gestionnaire.
Ecrire sous référence 749/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

IMPORTANTE BANQUE REGIONALE
intégrée dans un réseau national recrute, pour son Siège Social implanté dans les BOUCHES-DU-RHONE

Juriste attaché au service contentieux

En étroite relation avec les Hommes de Loi, ce poste requiert une parfaite connaissance des différentes procédures.
De formation maîtrise de droit privé, vous avez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un Service Contentieux d'une banque ou dans un cabinet d'avocat, ainsi que de bonnes connaissances financières et comptables.
Poste basé au siège social en ARLES.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5230 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

GRENOBLE

La mise en place d'un véritable outil industriel a permis à notre filiale EFCIS, spécialisée dans l'étude et la fabrication de circuits intégrés MOS, de connaître une croissance rapide avec un taux de progression de 85%.

Pour faire face à la compétition internationale, cette unité doit poursuivre ses efforts : optimiser ses moyens de production, renforcer ses équipes.
Elle offre à des INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES son environnement de très haute technologie, ses équipements ultra-modernes et leur propose de contribuer à la réalisation de ses objectifs en intégrant ses équipes particulièrement qualifiées.

INGÉNIEURS DE CONCEPTION
GRANDES ÉCOLES : ÉLECTRONIQUE

Vous participerez à la définition du cahier des charges, à la conception des blocs fonctionnels, contrôlerez leur implantation, effectuerez la simulation logique et électrique de ces blocs à l'aide des moyens informatiques (CAO).
Vous réaliserez la validation des prototypes par analyse sur banc de test.
Ces postes peuvent s'adresser à des Ingénieurs débutants capables de manager une équipe. Anglais indispensable.
Réf. 90 282/1M

INGÉNIEURS PRODUIT
GRANDES ÉCOLES : ÉLECTRONIQUE

Issu d'une Grande École d'Ingénieurs, vous êtes débutant ou avez déjà une expérience en production de semiconducteurs.
Vous assurerez l'industrialisation des nouveaux produits MOS et le suivi en production des produits stabilisés.
Vous participerez aux étapes de développement, à la définition et à la mise en place des moyens de test et de production.
Vous définirez et mettrez en œuvre des plans de rentabilité produits dont les objectifs sont : coûts de production/marges/délais/qualité.
Vous apporterez le soutien nécessaire au marketing produit. La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Réf. 90 282/2M

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE
CENTRALE, AM, ÉLECTRONICIEN

Votre large culture scientifique et technique vous permet d'aborder des domaines aussi variés que l'informatique, l'optique, le vide, la mécanique, l'électronique. Votre mission :
- *Maintenir le caractère opérationnel d'équipements de production très sophistiqués et en constante évolution : maintenance préventive et sur appel.*
- *Améliorer la fiabilité et l'adaptation de ces équipements pour permettre l'atteinte des objectifs industriels.*

Une première expérience de maintenance chez un fabricant micro-électronique ou dans un secteur utilisant des technologies industrielles très évoluées (salles blanches, informatique...), ainsi que la maîtrise de l'anglais sont indispensables.
Réf. 90 282/3M

INGÉNIEURS DE PRODUCTION
GRANDES ÉCOLES : CENTRALE, AM, ÉLECTRONIQUE MICROMÉCANIQUE

Pour prendre la responsabilité de la réalisation des programmes de production (fabrication plaquettes ou test) dans le respect des objectifs qualité/coûts/délais. Dans ce cadre, vous assurerez l'encadrement d'équipes de production, leur formation et leur adaptation à des moyens de production très évolutifs.
Des qualités d'animateur, une mentalité véritablement industrielle et une grande disponibilité sont les atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.
Réf. 90 282/4M

INGÉNIEURS DE TEST
GRANDES ÉCOLES : ÉLECTRONIQUE

Vous aurez à définir, choisir et mettre en œuvre les méthodes permettant la réalisation des programmes de test de circuits.
Votre mission vous conduira à assurer un service de support auprès des utilisateurs des équipements (testeurs type SENTRY, MEGA-TEST...).
La maîtrise de l'anglais est indispensable. Réf. 90 282/5M

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) en précisant la référence choisie à Viviane CLERC – THOMSON EFCIS – Avenue des Martyrs – B.P. 217, 38019 GRENOBLE CEDEX.



HAVAS CONTACT

Acheter en centrale, un métier diversifié, opérationnel et mobile

Nord de la France

Nos points forts : une gestion moderne, des idées, la synergie et le dynamisme de nos équipes, des résultats commerciaux performants. Nous sommes un « GRAND DE LA DISTRIBUTION ».

Au service des magasins, vous gérez et développez, à court terme, une ligne de produits non alimentaires d'environ 150 MF.
Vos missions :
— définir et réaliser votre stratégie commerciale, votre politique d'achat, vos objectifs ;
— rechercher de nouveaux fournisseurs, négocier les conditions d'achat et de livraison ;
— développer les produits « marque propre » de la conception du design à leur lancement ;
— proposer aux magasins une gamme d'articles qualitatifs, leur apporter des conseils promotionnels et de présentation des produits.

HEC, ESSEC ou SUP DE CO, 28 ans environ, vous avez prouvé dans votre première expérience professionnelle d'achat si possible, des qualités de négociateur, un esprit marketing et un sens réel de l'organisation. Le relationnel est un de vos points forts, vous investir est votre souhait.

Sylvie CATHELAIN, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5115 LM, en précisant votre salaire actuel :

argos
DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

IMPORTANT GROUPE pour un de ses Ets. à Cannes rech.

ADJOINT CHEF COMPTABLE (h.f.)

DECS comptable + expérience poste similaire
Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prét. : UR 38, r. des Mathurins, Paris-8e, qui transmettra. Discrétion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES
recherche pour son siège social à MARSEILLE

UN DÉMARCHEUR JEUNE DIPLOMÉ

DÉBUTANT
ESCAE - CETM - IUT

Anglais courant, allemand, italien souhaités.
Déplacements fréquents FRANCE et étranger.

Adresser c.v., photo et prét. à RÉGIE-PRESSE sous n° 301.920 M
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Nous sommes un groupe industriel français de renommée internationale. Nous cherchons

le chef de notre service comptabilité analytique

dans l'un de nos établissements de la région lyonnaise (900 p.).

Sous l'autorité du directeur administratif, vous prenez en charge le service (6 p.), doté d'un outil informatique performant et confrontez vos analyses avec le contrôle de gestion central.

Vous avez 28-30 ans, une formation de type ESSEC, Sup de Co., une première expérience de la fonction. **Votre sens de la communication va vous permettre de progresser à l'intérieur de notre groupe. L'avenir dépend de vous...**

Notre consultante, Mme F. JOUISHOMME, vous remercie de lui écrire (réf. 1015 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LE CARBONE LORRAINE
Groupe industriel français à vocation internationale :
3 usines en France, 22 filiales dans le monde.
Dans son département **APPLICATIONS ELECTRIQUES** :
leader mondial de sa spécialité, réalisant 80% de son CA à l'étranger,

Unité de Production d'Amiens (600 personnes)
2 INGENIEURS MECANICIENS Diplômés Grande Ecole.

Responsable travaux neufs et maintenance

10 ans d'expérience environ, connaissance des automatismes, anglais souhaitable.
Attiré par la diversité des technologies allant du process en continu à l'atelier de finition automatisé, capable d'animer une équipe de 80 personnes y compris le BE, et de conduire d'importants projets d'investissements.
Le candidat recherché, pour ce poste de haut niveau, devra devenir un leader à même de faire avancer les techniques utilisées pour l'élaboration de produits de diffusion mondiale.

Réf. 72045/M

Ingénieur développement productique

Débutant, option automatismes.

Il sera chargé de la conception de projets d'organisation et de modernisation de la production : ateliers flexibles, automatisations, liés à un important programme d'investissements.

Evolution possible vers l'appui technique aux filiales étrangères. Avenir en fabrication, services techniques ou technico-commerciaux en France ou à l'étranger.

Réf. 72046/M

Adresser lettre man. et CV détaillé, sous référence choisie, à Jean-Paul LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

Publival

Opportunité d'être en pointe en C.A.O./F.A.O. Calculs de structures

UN CONSTRUCTEUR DE SYSTÈMES ROBOTISÉS, membre d'un ensemble industriel national très performant au plan international (fortement exportateur) rech. pour son site très automatisé du **SUD-OUEST**

Jeune responsable Sce INFORMATIQUE DU BUREAU D'ÉTUDES

POUR DÉVELOPPER DES APPLICATIONS
ÉTUDE & CONCEPTION

— CE POSTE REQUIERT —
- UN INGÉNIEUR **Automaticien** ou **Informaticien**
- UNE 1re EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE APPROPRIÉE
- L'AMBITION DE S'ÉPANOUIR DANS UN CONTEXTE TRÈS PERFORMANT (objectif de croissance important)

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération) sous réf. 8185 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

THESE Ingénieurs Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines...) explorez le domaine de la sidérurgie.

■ Plusieurs branches d'industries s'intéressent aujourd'hui aux perspectives ouvertes par la combustion du charbon pulvérisé aux très hautes températures : ■ Dans le cadre d'une Thèse pour Ingénieurs Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines...) de laboratoire «énergique et combustion» de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse, et l'Institut de Recherche de la Sidérurgie (IRSID), vous proposent d'explorer ce domaine sur un dispositif expérimental sophistiqué, unique en Europe. ■ Lieu de thèse Mulhouse.
■ Collaboration avec le M.I.T de BOSTON incluant un séjour aux U.S.A de quelques mois. ■ Perspectives d'embauche à l'IRSID pour orientation des développements industriels.

Pour tous renseignements, contactez M. J.L. Roth à l'IRSID, 57210 Maizières-les-Metz, au (8) 780.21.11. et/ou M. G. Prado à l'E.N.S.C. - C.N.R.S., à Mulhouse au (89) 42.70.20. ou 42.01.55.

jeunes

Société Nationale de Télévision
recherche
pour sa Direction Régionale à ROUEN

UN ADMINISTRATEUR RÉGIONAL

Les fonctions d'Administrateur régional comportant de larges responsabilités en matière de réglementation, de gestion du personnel, de comptabilité, de budget et de contrôle de gestion, le candidat sera titulaire de l'un des diplômes suivants :
HEC, ESSEC, SUP. de Co-Paris, Doctorat de 3e cycle...

Expérience professionnelle souhaitée mais non strictement indispensable.

Ecrire avec c.v. et prétentions
au Directeur Administratif et Financier de FR3
116, avenue du Président-Kennedy, 75016 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS



Première société française d'ingénierie géothermique recherche dans le cadre de son développement

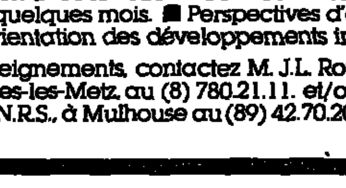
GEOTHERMA S.A.

INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, il sera intégré au sein d'une équipe de 40 personnes où lui sera confié la responsabilité progressive de la maîtrise d'œuvre de marchés importants : conception, consultation, suivi de la réalisation, mise en service d'installations destinées à l'exploitation des ressources hydrauliques et géothermiques.
De plus il participera à l'évolution des systèmes et au développement de nouvelles activités.
Ce poste basé en région parisienne Nord, s'adresse obligatoirement à un ingénieur Grande Ecole (AM - ESE ou équivalent) ayant des qualités de gestionnaire.
Déplacements en France et à l'étranger. Anglais indispensable.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 5719 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05





EVREUX

50.000 H.

RECHERCHE **HF**

"CHARGE DE MISSION ENTREPRISES"

120 000 F +

Mission
- Mener des enquêtes financières
- Instruire tout dossier de prêt
- Analyser de façon approfondie les dossiers et assurer le suivi
- Entretenir des relations permanentes avec les Chefs d'Entreprise
- Informer et former les cadres de notre réseau d'agences.

Profil
- De formation supérieure (E.S.C. - I.T.B. - C.E.S.B. ...)
- Expérience commerciale souhaitée
- Goût du contact.

Adresser candidature manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à :
Monsieur le Chef du Département du Personnel - C.R.C.A.M. de l'EURE
5, rue de la Rochette - BP 422 - 27004 EVREUX Cédex.

une carrière dans le bon sens

pmp

Usine de production, (51) appartenant à l'un des plus importants groupes nationaux, recherche un

INGENIEUR D'ETUDE
Responsable du Service Entretien

diplômé et justifiant, si possible, de quelques années d'expérience.

Il assistera le directeur de l'usine pour :
— l'organisation du service entretien ;
— l'étude et travaux neufs ;
— la formation et la prévention.

Ses compétences et son dynamisme devront l'amener rapidement à participer activement à l'organisation de l'ensemble des services de production de l'usine.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions + photo d'identité, sous réf. 9879



Cabinet GENTILHOMME
CONSEIL EN RECRUTEMENT
8, place Godinot - 51100 REIMS
132, rue du faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion.

Reuter... Reuter... Reu Reuter... Reuter... Reu

Le Groupe REUTER, leader mondial dans les domaines de l'information et de la télématique, en expansion continue depuis un siècle, recherche pour son bureau de Paris, l'informaticien qui saura vendre ses services et interfacer ses systèmes avec ceux des grandes salles de changes et des départements boursiers et bancaires.

Le candidat devra donc avoir une connaissance approfondie des logiciels et idéalement une connaissance de la pratique et des besoins des départements internationaux de change et de bourse.
Le poste donne à un technicien de haut niveau, l'occasion de faire ses preuves dans la vente et le contact avec le monde de la banque et des grandes sociétés.

La rémunération est particulièrement attrayante pour un candidat à haut potentiel.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 408240 M (à mentionner sur l'enveloppe).



PARIS-NEW YORK
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.





LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU JURA
recherche pour son Siège Social à
LONS LE SAUNIER

INGENIEUR SYSTEME RESPONSABLE DE L'ACTIVITE SYSTEME

Les équipements de la Caisse Régionale :
- Site central BURROUGHS LARGE SYSTEM
- Réseau TP NIXDORF en cours de développement.

Profil souhaité :
- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Expérience réelle du télétraitement,
- Connaissance très appréciée des produits BURROUGHS, GEMCOS, NDL, DMS II,
- Pratique de l'anglais souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions à CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU JURA
Département Relations Sociales
B.P. 456 - 39006 LONS LE SAUNIER CEDEX



COGEMA

Ingénieur chef de projet

Assurer la responsabilité des développements et des applications (principalement médicales) sur DPS 7: dans un deuxième temps, mettre en oeuvre les analyses fonctionnelles pour les applications nouvelles en liaison directe avec les utilisateurs; dans un troisième temps, participer au développement du service et à l'animation d'une équipe d'une quinzaine de personnes.

C'est la mission que vous propose la COGEMA et son Etablissement de LA HAGUE, près de CHERBOURG.
Cette très importante Société (9.000 personnes - 10 Milliards de Frs de C.A.) est la première entreprise mondiale sur son secteur d'activité, le cycle complet du combustible nucléaire. Elle développe des systèmes informatiques très diversifiés aussi bien en termes de gestion que de contrôle de process.
Son expansion permet de prévoir de réelles perspectives de carrière.
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieur ou Université) et vous vous êtes spécialisé dans l'Informatique.
L'expérience des moyens ou gros systèmes serait un plus.
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M 465 N à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES
recherche
pour son siège social à
MARSEILLE

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

DÉBUTANT
NIVEAU MIAG

Adresser c.v., photo et prét. à
RÉGIE-PRESSE
sous nº 301.919 M
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DVV exigée, prlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire avec c.v. détaillé sous nº 301.895 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

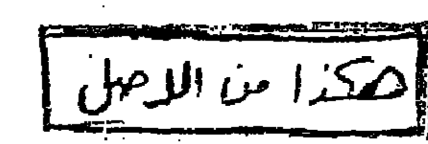
P.M.E. dynamique Nice, recherche son Directeur administratif et financier. Le candidat devra avoir une formation supérieure (DECS, Ecole de Commerce...). Une bonne pratique de l'informatique de gestion. Une expérience dans le poste de 5 années. Envoyer C.V. et prétentions à Rosarium S.A., Z.I., 06516 CARROS CEDEX.

Consultant "grandes organisations"

La forte progression de Bernard Julhiet Conseils s'explique par le développement d'interventions à haut niveau de CA, auprès d'entreprises importantes, dans les domaines du développement Marketing/Vente, des Etudes, du Diagnostic.
Notre activité vers les organisations publiques nous a permis d'acquérir des références de qualité, parmi lesquelles les Ministères de l'Industrie, de l'Environnement, des Télécommunications.
Nous voulons aller plus loin auprès des grandes Administrations, Services et Entreprises Publiques, en les accompagnant dans leur volonté de se rapprocher des usagers, en les aidant dans leur réflexion Marketing, dans le lancement d'actions commerciales, dans la création d'un "esprit d'entreprise".
Comme nous, vous êtes plutôt jeune, 30-35 ans environ, diplômé d'études supérieures, avec une expérience de management plutôt commercial acquise dans une grande organisation ou au contact de celle-ci. Le conseil, au sein d'un des plus importants groupe de conseils français vous tente.
Merci d'écrire 28 Bd Bellerive - 92500 Rueil-Malmaison et de joindre CV et photo.

BERNARD JULHIET CONSEILS

SOURCES



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

AKR

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE ET L'UN DES LEADERS DANS LES ROBOTS DE PROJECTION (peinture, sablage, métallisation...)

recherche

2 INGÉNIEURS DES VENTES

BASÉS A ÉVRY

Chacun aura la responsabilité d'un secteur (Italie, Allemagne) et devra en conséquence maîtriser parfaitement la langue du pays concerné. Anglais apprécié.

Ils devront avoir une solide base technique. Capables de travailler de façon indépendante et responsable, ils recevront l'appui de l'équipe technique.

Des qualités humaines et de négociateur sont indispensables.

Une expérience dans un domaine similaire est souhaitable.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à : A K R-ROBOTIQUE S.A. 6, rue Maryse-Bastié - Z.I. SAINT-GUENAULT 91031 EVRY CEDEX.

GEO Ça prima femme actuelle — Paris

Optimisez la gestion et l'administration de notre département publicité

Devenus en 6 ans l'une des premières sociétés d'édition de presse magazine, nous créons ce poste pour faire face à l'expansion continue de notre chiffre d'affaires publicité et au développement de notre structure.

Sous l'autorité du directeur de département, vous :

— êtes responsable de la planification, du contrôle budgétaire du département et de chaque titre ;
— assurez l'interface auprès des services financiers, administratifs et informatiques du groupe ;
— veillez au respect des procédures internes et des conditions générales de vente d'espaces publicitaires. Vous êtes capable de les faire évoluer.

28 ans environ, titulaire d'un diplôme d'études supérieures : SUP DE CO, ISG, DAUPHINE..., vous évoluez depuis 3 à 5 ans dans une société de service ou de distribution. Vous avez pratiqué le contrôle de gestion, les études statistiques, fait évoluer les procédures et les systèmes. Une expérience de l'informatique est impérative. Vous possédez de solides notions en comptabilité.

Sylvie CATHELAIN, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature en précisant votre salaire actuel. Elle la traite confidentiellement sous la référence 5127 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

PARIS SERVICE CONTENTIEUX

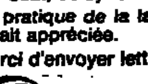
JURISTE CONFIRMÉ HF

Ce poste implique la prise en charge et le suivi des dossiers judiciaires traditionnels, et touchant au contentieux bancaire, ainsi que des contacts avec les Agences, les autres Services du Siège, les Conseils de la banque et les autres établissements bancaires.

Le candidat devra posséder une formation supérieure (Droit privé) et justifier d'une expérience certaine des procédures judiciaires y compris internationales, acquises dans un cabinet d'avocat, de syndic ou dans une grande entreprise.

La pratique de la langue anglaise est requise ; une connaissance des opérations bancaires serait appréciée.

Merci d'envoyer lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous réf. 321 S à :



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

bleu

UNE OPPORTUNITE UNIQUE POUR DE JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS
(Supelec, Telecom ou equivalent)

Notre société :
— assure, avec sa vingtaine d'agences réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain, l'installation, la maintenance et la réparation de matériels électroniques. (micros, minis, périphériques, réseaux de transmission...) ;
— se développe depuis presque dix ans en doublant son chiffre d'affaires tous les deux ans.

Pour assurer notre forte croissance nous recrutons des

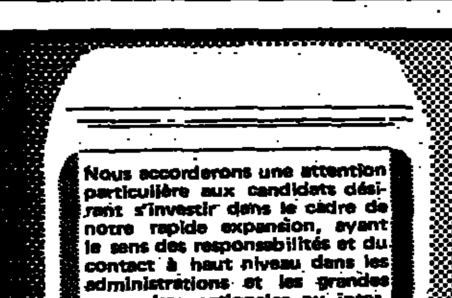
CHEFS DE PRODUITS

Véritables Managers, vous serez principalement responsables :

— des négociations avec nos partenaires (clients, constructeurs, distributeurs, fournisseurs...) et de l'établissement d'une stratégie par produit ;
— de l'évaluation, du suivi et de la gestion des parcs de matériels qui vous seront confiés ;
— de l'assistance et de la formation de nos techniciens ;
— de la définition des méthodes et des techniques à mettre en œuvre tant en ce qui concerne les travaux en clientèle que les réparations en atelier ;
— de la coordination des activités techniques et commerciales de nos différents départements.

Cette fonction déterminante requiert des qualités d'autonomie, un jugement sûr et des aptitudes à communiquer. Si vous êtes un gagnant réellement motivé, capable d'assumer les responsabilités qui vous seront effectivement confiées, nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec photo à :

D.M.V. COMMUNICATION
63 bis, rue Jouffroy, 75017 PARIS
qui nous transmettra votre candidature en toute discrétion.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référ. 2060 à : GROUPE SYSECA
Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 St Cloud Cedex

GROUPE SYSECA

SOCIETE DE SERVICES ET D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(800 personnes, C.A. 280 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche
dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATICIENS

CONFIRMES
(3 à 7 ans d'expérience)
Postes à pourvoir : CHEFS DE PROJETS

Domaines :
réseaux de données, télématique, microinformatique, téléphonie, vidéocommunication

---



emplois régionaux

Important fabricant d'appareils ménagers en province

recherche

UN CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF EXPORT

Connaissance approfondie en gestion administrative et douanière, en transit et conditions de paiement, pour diriger une *équipe de deux personnes.*

LES CANDIDATS AURONT :

- La pratique de l'anglais et de l'allemand.
- Une grande rigueur administrative et une personnalité affirmée.
- Cinq à dix années d'expérience dans un poste semblable.

Nous offrons une rémunération motivante et une position Cadre

Adresser C.V. + *photo* + lettre manuscrite à Agence PARTENAIRE, 27, rue Michel-le-Comte, 75003 PARIS, qui nous transmettra votre candidature.



Recherche, pour faire face au développement rapide de son groupe "Techniques Avancées", *spécialisé dans les missions de conseil de* haut niveau en informatique, plusieurs :

INGÉNIEURS CONSEILS DÉBUTANTS

- Jeunes diplômés de Grandes Écoles (X, Centrale, Télécoms, Supélec, Mines, Ponts, Ensimag, Insa, HEC, ESSEC, ESCP...).
- Motivés par la recherche d'un métier dynamique, dans un cadre international et une ambiance de profession libérale laissant une grande liberté d'organisation dans son travail.

INGÉNIEURS CONSEILS EXPÉRIMENTÉS

- Diplômés de Grandes Écoles, ayant 2 ou 3 ans d'expérience informatique diversifiée (grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseils...).
- Ayant démontré leur aptitude et leur goût pour les contacts avec la clientèle et leur capacité à assumer de larges responsabilités.

Nous vous offrons :

- La possibilité de développer des compétences techniques nouvelles sur des missions informatiques de pointe dans des secteurs *d'avenir (réseaux, télématique, CAO, systèmes temps réel, bureautique*, traitement de l'image, robotique...)
- L'occasion de saisir des possibilités d'évolution motivantes, dans un contexte international, au sein d'une équipe jeune.
- Une formation intensive aux États-Unis.

Envoyer C.V. avec photo à : Jean-Claude GUEZ, ARTHUR ANDERSEN ET CIE, Tour Gan - Cedex 13, 92082 PARIS-LA DEFENSE 2

GROUPE INTERNATIONAL MATERIEL ELECTRIQUE
C.A. 18 milliards de francs - 50.000 personnes
recherche pour son service d'
AUDIT INTERNE

AUDITEUR CONFIRME

- Environ 30 ans.
- Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCAE, IEP, ...)
- *DECS ou équivalent*
- Solide expérience acquise en cabinet d'Audit ou Service d'Audit Interne
- Parfaitement bilingue (anglais ou allemand ou espagnol)

AUDITEUR DEBUTANT

- Environ 25 ans
- De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCAE, IEP ...)
- Complétée par une solide formation comptable (*DECS*, expertise comptable)
- Parfaitement bilingue.

Basés à PARIS, ces postes impliquent une bonne mobilité géographique (50%) tant en France qu'à l'Etranger.

Possibilité d'évolution à moyen terme à l'intérieur du Groupe.

Envoyer CV et lettre manuscrite avec photo et prétentions sous réf. 5909 à CONTESSE PUBLICITE *20, avenue de l'Opéra* 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CARRIERE BANCAIRE

Une grande Banque Internationale recherche pour son Réseau de Province

Un exploitant confirmé
Cl.V,VI

connaissant bien la clientèle Grandes Entreprises et les opérations avec l'Etranger.

Trois ans d'expérience réussie comme Directeur d'Agence dans le Midi débouchent sur de larges responsabilités au sein du réseau international.

Adresser C.V. + photo sous réf. 4518/F à M. PANEL - 138, rue du Théâtre 75015 PARIS *(qui transmettra)*

SOCIETE D'INGENIERIE
à vocation internationale
recherche pour développer
son équipe FIABILITE

INGENIEUR FIABILISTE

Formation SUP AERO, CENTRALE, A.M., INPG ou universitaire.
Connaissance fiabilité, mécanique, électronique, systèmes.
Anglais indispensable.
Expérience 5 ans minimum.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 5571 à CONTESSE PUBLICITE *20, avenue de l'Opéra* 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Membre de PA INTERNATIONAL (1.300 Consultants dans le monde), notre société consolide son développement *dans le conseil en management, auprès des directions générales et opérationnelles. Elle* confirme notamment son développement en matière d'étude et de mise en place de systèmes informatisés de gestion et pour ce faire, souhaite compléter ses équipes par des spécialistes informaticiens.

• **Des consultants spécialistes plan informatique** - Ces consultants de formation supérieure (Sup-Elec, Centrale, AM, MIAGE ou équivalent) âgés d'au moins 30 ans, participeront à nos contrats informatiques. La connaissance des méthodes d'analyse (MERISE, AXIAL ou équivalent) et leur expérience pour l'élaboration de plans informatiques seront des atouts décisifs. Ils interviendront auprès de nos clients pour la réalisation de schémas directeurs et d'audit informatique. Les postes basés à Neuilly nécessitent l'acceptation de déplacements fréquents en province. Réf. A/062PM.

• **Des consultants spécialistes GPAO** - *Ces spécialistes de formation supérieure* (Sup-Elec, Centrale, AM, IDN, INSA) âgés d'au moins 30 ans, doivent justifier d'une expérience industrielle de 3 à 5 ans. Ils auront été confrontés à l'informatisation de la gestion de production en tant que concepteurs ou coordinateurs de la mise en place de systèmes avancés dans le secteur industriel. Une connaissance approfondie des matériels (*MINI, MICRO*) et progiciels existant sur *le marché faciliterait leur intégration* à nos équipes spécialistes de GPAO. Ils interviendront en clientèle pour la réalisation d'audit informatique et d'organisation de la production, et assisteront nos clients dans la mise en place des systèmes de gestion de production. Ils pourront également intervenir au sein d'équipes pluridisciplinaires. Ils bénéficieront dans leurs interventions de l'appui d'autres spécialistes PA (Stratégie Industrielle, CFAO, etc...) et de notre infrastructure internationale, Réf. A/062GPM.

Pour ces postes, écrire à J. WAUQUIER en rappelant la référence choisie.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

REPRODUCTION INTERDITE

Consultants
Gestion industrielle
250.000 / 300.000 F

Neuilly - *Membre de PA International (1.300 consultants dans le monde),* notre société consolide son développement dans le conseil en management et développe ses activités auprès des directions générales et industrielles. Elle recherche des consultants qui interviendront en clientèle dans le cadre d'applications de conseil orientées vers la mise en place de nouvelles stratégies industrielles et d'augmentation de la productivité, principalement dans des entreprises des secteurs mécanique, électro-mécanique et électronique. Les candidats auront acquis une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel avec notamment la prise en charge de résolutions de problèmes techniques tels que : amélioration de la productivité, industrial engineering, ordonnancement-lancement et maintenance. Des connaissances supplémentaires en analyse de la valeur, micro-informatique, cercles de qualité, etc. seraient appréciées. Ces postes conviendraient à des ingénieurs AM, ENSI ou équivalent, âgés d'au moins 30 ans, pouvant justifier d'excellentes références en mécanique, électro-mécanique et électronique (thèses, communications écrites, etc.). La pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire. Basés à Neuilly, ces consultants auront une réelle mobilité sur le marché français et d'éventuelles affectations ponctuelles en Afrique Francophone. Ecrire à P. DEMAIRE en précisant la référence A/062GM.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur Arts et Métiers

benson Etudes mécaniques - *Leader sur le marché français de l'informatique graphique,* nous sommes mondialement connus pour la qualité et la fiabilité de nos produits. Les traceurs, digitaliseurs et écrans graphiques que nous fabriquons sont utilisés surtout par des industriels pour des applications de CAO/DAO. La conception de nos produits fait appel à des techniques aussi variées que la mécanique de précision, l'électronique et la micro-informatique. Nous offrons à un ingénieur Arts et Métiers (ou équivalent), ayant de préférence deux à trois ans d'expérience dans les automatismes et la physique des matériaux, la possibilité de s'intégrer à une équipe d'ingénieurs d'études. Il développera des sous ensembles mécaniques puis des projets complets qu'il suivra jusqu'à la réalisation du prototype. Un ingénieur créatif et désireux d'assumer des responsabilités évoluera rapidement au sein de notre société et dans le groupe Schlumberger dont nous sommes filiale. L'anglais est indispensable. Ecrire à Brigitte DAUMARIE *en précisant la référence* A/2645M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ENGINEERING
Ensembles industriels thermiques
C.A. : 1,2 milliard de F.

SOCIÉTÉ CONCEVANT ET FAISANT RÉALISER DES ENSEMBLES THERMIQUES IMPORTANTS
(toutes énergies)
Rech. pour Siège à PARIS

JEUNE INGÉNIEUR «ÉTUDES ET TRAVAUX»

Il lui sera confié des missions variées et très formatrices
- d'ÉTUDES et calculs
- de SUIVI ET COORDINATION DE TRAVAUX sur chantier (région Paris).

- LA TRENTAINE. INGÉNIEUR généraliste diplômé type AM, INSA, IDN, TP,...
- 1re EXPÉRIENCE EN INSTALLATIONS THERMIQUES : étude, chantier ou exploitation. Compétences appréciées en voirie et réseaux divers et/ou informatique.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sa réf. 8124 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



Des financiers pour notre division informatique

Celle-ci commercialise notre gamme d'imprimantes, mini et micro-ordinateurs, dont notamment notre TIPC.
Elle recherche pour Vélizy un

responsable planification financière

Cette fonction implique une formation HEC, ESSEC ou ESCP et 4 à 6 ans d'expérience professionnelle.
Outre le contrôle budgétaire de votre Division, vous établissez et construisez ses plans financiers. De nombreux échanges internes vous permettent d'intégrer les différents paramètres financiers nécessaires à l'élaboration des prévisions. Vous êtes également en rapports constants avec notre Direction Européenne à Nice. *La qualité de vos contacts contribuera donc aussi à votre réussite.* Réf. DSI/0285/1MA

jeune analyste financier

HEC, ESSEC ou ESCP, vous débutez ou avez une courte expérience. Vous assurez le suivi mensuel des résultats financiers de la Division, afin d'en déceler les anomalies. Votre sens des responsabilités vous permettra d'intervenir alors rapidement. Vous êtes également chargé du reporting à notre Direction Européenne et de certaines études ponctuelles. Réf. DSI/0285/1MB

L'environnement international qui sera le vôtre implique une bonne connaissance de l'anglais. Les possibilités d'évolution seront à la mesure de vos performances.

Thierry Vincent vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence du poste choisi à :
TEXAS INSTRUMENTS France - 8/10, avenue Morane Saulnier
78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

Organisation et Publicité



BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS
Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 177 agences

La Direction Administrative recherche pour sa Direction de la Production (600 collaborateurs),

UN RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Une expérience de quelques années et des connaissances informatiques sont souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidatre (C.V. + photo) à

B.R.E.D.
Relations de la Direction de la Production (9011)
93/95 av. du Gal de Gaulle
94018 CRETEIL



organise à Paris, à compter du 19 mars 1985 un concours pour le recrutement de

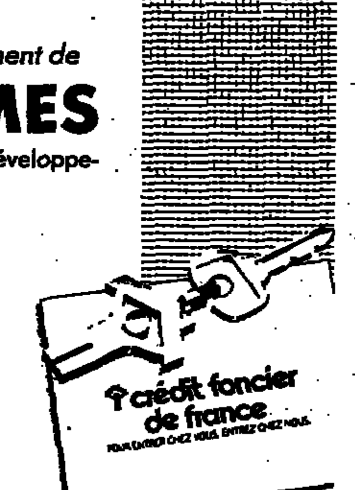
PROGRAMMEURS CONFIRMES

- De formation IUT ou équivalent, ils possèdent une réelle expérience acquise dans le développement en COBOL d'applications de gestion.
- Ils participeront à l'élaboration et à la maintenance des projets dans un contexte MVS/XA - IMS/DB/DC - T.S.O.

La clôture des inscriptions interviendra le 1er mars 1985 inclus.

Conditions d'inscription :
- âge maximum : moins de 30 ans au 1er janvier 1985,
- nationalité française ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne.
- Rémunération compétitive et avantages divers.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au :
CREDIT FONCIER de FRANCE, Service du Personnel, 19, rue des Capucines,
B.P. 65, 75050 Paris cedex 01, Tél. : (1) 244.80.66 ou 244.80.67.



CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.85



Un important groupe de travaux publics déployant l'essentiel de ses activités à l'étranger, recherche, pour son Siège Parisien, un

JEUNE CADRE FINANCIER

de fort potentiel.

Sous l'autorité du Directeur Financier, il prendra en charge le service Trésorerie et l'animation d'une équipe de 8 personnes.
Cette responsabilité suppose, en outre, des contacts permanents avec les banques, les organismes financiers et les administrations ainsi que quelques déplacements occasionnels à l'étranger.
Ce poste s'adresse à un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, spécialisé si possible en Finance, âgé d'au moins 28 ans, parlant anglais et pouvant justifier d'une première expérience financière dans une société tournée vers l'étranger et y ayant des implantations.

Adressez CV et prétentions sous réf. 3753 à
Média-System, 104 rue Réaumur
75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

média-system



Pour faire face au développement de son département Télévision, **EUROPE N° 1** recherche pour s'intégrer à l'équipe de maintenance, un

INGENIEUR D'EQUIPEMENT VIDEO

Il participera à l'installation, l'entretien et le dépannage de tout le matériel vidéo, en particulier des caméras broadcast, des magnétoscopes 1 pouce type C, et des dispositifs de montage.

Sa formation : B.T.S. ou D.U.T. électronique complété par des cours CNAM ou stages SUPTELECOM, au mieux une bonne expérience au sein d'un service maintenance vidéo professionnel.

Ce poste est à pourvoir pour un an avec possibilité d'extension à un contrat à durée indéterminée.

Envoyez lettre, C.V., photo et prétentions à Christine d'AUBIGNY sous réf. 322 M
VALENS CONSEIL RECRUTEMENT
59, rue de Richelieu 75002 PARIS
qui vous assure de sa totale discrétion.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER A PARIS

LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche pour son département
ENGAGEMENTS

UN(E) CRÉDIT-MAN
DE HAUT NIVEAU

L'intéressé(e) âgé(e) de 30-35 ans doit avoir outre une formation de base de type universitaire ou grande école, une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise à un poste de responsabilités dans un établissement financier, bancaire ou d'assurance crédit ou dans un cabinet d'audit.

Son rôle opérationnel (responsabilité de l'information, de l'arbitrage) sera doublé d'un rôle structurel (appartenance à l'équipe de direction des risques).

Sa formation doit lui donner les moyens d'adaptation à un outil technologiquement très avancé.

Son expérience lui aura permis de développer un réseau de relations privilégiées dans les milieux industriel et financier.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à
RÉGIE PRESSE - Sous nº 301.900 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

JEUNES MANAGERS
HF



SERGECIM

Société de gestion de centres commerciaux en plein développement recherche **JEUNES MANAGERS**

Ces postes conviendraient à des jeunes diplômés d'études supérieures E.S.C., I.E.P., I.S.G. ou similaire, pouvant justifier d'une première expérience réussie dans un poste de gestionnaire et/ou de responsable commercial.

Après une période de formation auprès d'un Directeur d'Etablissement, ils devront être à même de prendre en charge la gestion et l'animation d'un ou plusieurs centres commerciaux.

L'un de ces postes implique de nombreux déplacements en province.

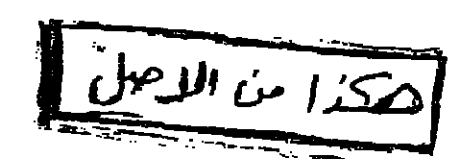
Anglais parlé et écrit apprécié.

Réelles perspectives d'avenir pour des candidats de premier plan.
Rémunération motivante.

Adresser le dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à SERGECIM - Direction du Personnel 63, rue la Boëtie - 75008 PARIS.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.85

هكذا من الاصل



REPRODUCTION INTERDITE

PMI à taille humaine, spécialisée dans une technologie de pointe produisant des ensembles industriels alliant étroitement la mécanique, l'électronique et l'informatique industrielle, filiale d'un groupe français, crée à PARIS (banlieue NORD), dans le cadre de ses B.E. le poste de

Jeune ingénieur logiciel développement d'applications avancées

Nous accueillerons un ingénieur diplômé d'une grande école soit débutant soit possédant une première expérience significative d'applications industrielles en temps réel dans des domaines divers tels que visualisation, opto-électronique, ultrasons, logiciels de contrôle. Déplacements ponctuels sur site au niveau des installations. Intégré dans une petite cellule de recherche et développement, il pourra évoluer rapidement vers des fonctions d'encadrement.

Ecrire au **CABINET GATIER**, *32 Rue Barrême 69006 LYON*, sous réf. **500 M.**

média-system

Cabinet Gatier

DIRECTION RELATIONS HUMAINES

CHARGÉ D'ÉTUDES *HF*

Pour notre service d'études et de prévisions nous recherchons un chargé d'études. Il devra développer et exploiter des modèles de simulation et de prévision concernant les frais de personnel ainsi que des outils de contrôle (tableaux de bord, budgets etc...)
Il assurera auprès des autres services la cohésion des actions entreprises.
De formation supérieure, le candidat souhaité aura acquis au cours d'une première expérience la pratique des techniques informatiques et budgétaires.
Environnement IBM 30-33. Pratique de l'A.P.L. (formation assurée).

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 321 DU à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

BLEU

ITT Data Systems France SA, filiale informatique du géant ITT recherche une

Assistante de haut niveau
pour son Service Recrutement

Nous demandons aux candidates d'avoir de très bonnes capacités de communication et d'écoute, de maîtriser parfaitement toutes les techniques du secrétariat, de parler couramment l'anglais et de bénéficier d'une excellente présentation.

Pour ce métier riche en contacts, vous organiserez et prendrez en charge la gestion administrative du service et l'accueil de nombreux candidats.

Si vers 30 ans, votre maturité, votre psychologie intuitive et déductive vous autorisent des jugements fondés et si votre charme naturel et la chaleur de vos contacts incitent les gens à aller vers vous, nous pourrons vous proposer une évolution vers le recrutement en 3 ans.

Didier Vandamme, Responsable du recrutement et du suivi de carrières, répondra personnellement à toutes les candidatures complètes (CV + lettre manuscrite + photo) qui lui seront adressées.

ITT DATA SYSTEMS, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, BP 148, 75755 Paris Cédex 15.

ITT Data Systems ITT
Entre vous et nous : le dialogue.

Audit comptable
dans un groupe de premier plan

Vous avez un DECS et 3/4 ans d'expérience dans la fonction en Cabinet ou en Entreprise.
Vos qualités de diplomatie, d'imagination et d'adaptation s'exerceront au sein du service Audit d'un important groupe industriel.
(Basé en banlieue Sud-Ouest de Paris, il compte plusieurs filiales en province).
Vos missions d'analyse, de contrôle et vos recommandations toucheront non seulement à l'organisation comptable, mais aussi au droit des sociétés, à la fiscalité et au droit social.
Bien sûr, l'aptitude au dialogue avec l'informatique et la disponibilité pour d'éventuels déplacements s'imposent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous référence 5325 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Chef service physico-chimie

CECA S.A. se situe parmi les principaux leaders internationaux de la chimie produisant des spécialités telles que : Charbons Actifs, Tamis-moléculaires, Adjuvants de filtration, Amines grasses, Hypophosphites de sodium, Colles et Adhésifs, Anti-feu, Bentonites organophiles, Boues de forage, Additifs pétroliers, etc., les principaux secteurs industriels sont des utilisateurs potentiels de ses produits.
Avec ses nombreuses filiales étrangères, elle réalise 65 % de son C.A. à l'étranger.
Elle recherche pour Centre de Recherches un Chef de service physico-chimie.
Directement rattaché au Directeur du Centre, il devra superviser l'activité de la section Adsorbants et Produits solides pour la réalisation d'études d'amélioration de procédés et de produits, ainsi que des études pour l'assistance technique, et l'activité de la Section Analyses Physico-chimie.
Il sera ingénieur diplômé de l'Ecole Supérieure de Physique et Chimie Industrielle ou de l'Ecole Supérieure de Chimie de Paris ou de l'ENSIC, ou niveau équivalent et aura obligatoirement soutenu une thèse de Docteur Ingénieur ayant pour objet l'un des deux domaines concernés.
Une expérience professionnelle d'au moins 10 ans et quelques années dans un poste similaire est indispensable.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, s/réf. M/18, à CECA S.A. - DPRS - 11, av. Morane-Saulnier - B.P. 66 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

CECA SA
CHIMIE DE SPECIALITES

MEDIA BA

ALEF BANK
recherche,

pour conseiller des placements financiers à une clientèle de tradition musulmane,

des personnes ayant la formation ou l'expérience de la prospection commerciale.

Envoyer c.v. avec photo pour un éventuel rendez-vous avec **ALEF BANK**, 14, avenue Hoche, 75008 PARIS.

PARIS-15e
SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN GESTION ET EN ORGANISATION

recherche pour son
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

UN ORGANISATEUR

Chargé lors de l'implantation de progiciels de gestion auprès de P.M.I. - P.M.E. :
- d'analyser et de définir les besoins en informatique ;
- de former et conseiller les utilisateurs du système ;
- de mettre en place les procédures d'utilisation ;
- de mener des missions ponctuelles d'organisation administratives et comptables.

FORMATION EXIGÉE :
- D.E.C.S. + formation supérieure de gestion ;
- Connaissance de l'entreprise ;
- Esprit de méthode et d'analyse.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :
E.O. CARRIÈRES
21, rue des Favorites, 75015 Paris
sous référence ORG 385.

Assistante de Recherche
recrutement de cadres dirigeants

Spécialisé en recrutement de cadres dirigeants par approche directe, notre Cabinet, en fort développement, souhaite intégrer une nouvelle assistante de recherche. Bras droit d'un de nos consultants, elle aura en charge l'ensemble des opérations de documentation, identification, approche téléphonique et information des candidats potentiels, ainsi que la gestion matérielle des recrutements. De formation supérieure (Bac + 3 ou 4), plutôt jeune (23 ans environ), elle saura mettre la main à la pâte (ex: dactylographie de rapports) et faire preuve d'un bon sens de l'organisation et d'excellentes qualités de contact.

Envoyez votre C.V. à **G.F.C. Transearch**
350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Nous sommes la première banque privée française,
filiale d'un des plus grands groupes internationaux et nous recherchons pour notre
Direction des Grandes Entreprises à Paris

EXPLOITANT ENTREPRISES HF
minimum 28 ans.

Le candidat retenu devra justifier :
- *d'une formation supérieure (ESSEC, ESCP, ESCAE, IEP écofi,...) et d'une bonne maîtrise de l'anglais,*
- *d'une expérience bancaire d'au moins 4 à 5 ans, dont 2 ans mini. d'exploitation Grandes Entreprises, d'une excellente connaissance des produits bancaires français et internationaux pour ce type de clientèle,*
- *des qualités nécessaires pour les contacts et la négociation avec des interlocuteurs au plus haut niveau.*

Nous offrons à ce candidat une situation intéressante avec de réelles possibilités de développement de carrière en France et à l'étranger.

Nous vous demandons d'adresser une lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à PIERRE LICHAU S.A. - s / réf. 11844 - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Banque de dépôts en pleine expansion (530 pers.) recherche

Chargés de clientèles
Reims - Amiens - Bordeaux - Rouen

- En liaison avec la direction de l'agence de rattachement, vous assurerez le suivi et le développement d'une clientèle diversifiée (associations, entreprises...).
- Votre expérience réussie dans un poste de même nature (3 ans minimum) et votre formation supérieure (ITB, BAC + 3) vous permettront d'assumer immédiatement votre mission d'exploitant de haut niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 3327/M2 ainsi que le secteur choisi à

bccm 12, place de la Bourse 75002 PARIS

MEDIA BA

Société électronique, informatique professionnelle, région parisienne, recherche

INGÉNIEUR

expérience maintenance, supports techniques des personnels, études relations clients, définitions stratégiques av. direction. Ecr. av. c.v. nº 72.992. PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, PARIS-2e.

Le Centre d'Informations financières organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.) (Paris ou Versailles)
- Ayant goût des contacts à haut niveau, sens des responsabilités.
- Formation assurée.
- Rémunération motivante.

Tél. pour Paris et banlieue Ouest au 500-24-03, poste 41 et pour banlieue Sud au 660-52-52, poste 38.



PARIS OUEST 200 000 F +

Nous sommes filiale d'un Groupe industriel international. Notre développement rend nécessaire l'arrivée d'un contrôleur de gestion qui créera, en relation directe avec le D.A.F., les outils nécessaires à un meilleur contrôle des flux : tableaux de bord, gestion budgétaire. Ce poste évolutif conviendrait à un jeune SUP. de CO. + DECS, bilingue anglais (liaisons avec le Siège européen).

Adressez votre dossier sous Nº 851 M.

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

STRATEGY MANAGER

Bilingue anglais — **Rémunération ouverte**

DIVERSIFICATIONS-REPRISES
PROJETS INDUSTRIELS-NEGOCIATIONS

Le Président d'un Groupe industriel privé recherche pour le seconder directement un cadre généraliste de haut niveau capable d'évaluer des projets, de bâtir des opérations de restructuration industrielle, de négocier des accords, de mettre en place des structures et de monter des financements à l'échelon le plus élevé. Esprit ouvert, non conformiste, battant et d'une audace prudente, ce généraliste aux compétences financières indiscutables sera en position fonctionnelle par rapport aux structures du groupe, il aura un rythme de vie «haute tension» et l'opportunité de jouer un rôle personnel majeur dans une équipe de management réduite et animée par la passion d'entreprendre et de rentabilité ses actions.
Le poste sera proposé à un cadre de formation supérieure de 35 ans au moins, totalement disponible pour toute mission à l'étranger et alliant aux compétences d'un homme d'étude le talent d'un négociateur et le tempérament d'un décideur. Outre la maîtrise de l'anglais, la pratique de l'allemand serait un plus.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à Ressources Humaines Conseil
65, avenue de Wagram 75017 Paris en rappelant la référence 163.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



REPRODUCTION INTERDITE



les professionnels du contact recrutent leurs gestionnaires

RENSEIGNEZ-VOUS
sur les possibilités de carrière qui vous sont proposées à la Poste et aux Télécommunications en vous adressant :

POUR PARIS
SEDEPT Postes et Télécommunications
38, Bd de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 200 34 34
Direction des Télécommunications d'Ile-de-France
8-10, Bd de Vaugirard
75746 PARIS CEDEX 15

POUR LA PROVINCE
Direction des Postes ou des Télécommunications de votre région

PAR CONCOURS

Inspecteur des services administratifs et commerciaux

NIVEAU BAC + 3
Licences
Agés de moins de 30 ans
Épreuves les 28 et 29 mars 1985
Clôture des inscriptions le 26 février 1985

Inspecteur principal technique

NIVEAU BAC + 5
Grandes Écoles d'ingénieurs et de commerce ou Universités, options :
• Économie et Gestion Commerciale d'entreprises publiques
Agés de moins de 30 ans.
Épreuves les 15 et 16 avril 1985
Clôture des inscriptions le 11 mars 1985

MINISTÈRE DES PTT

Jeune chef du personnel

Nous sommes la filiale française d'un important laboratoire pharmaceutique international. Face à notre développement régulier, notre Directeur du personnel cherche à s'adjoindre un collaborateur pour occuper la fonction de Chef du personnel. C'est une création de poste.

Basé au siège, ce jeune cadre d'environ 30 ans, aura pour mission d'assurer tous les recrutements, de développer la formation et d'en organiser la mise en œuvre complète. Homme de gestion, il devra également suivre et contrôler les prolongements administratifs de la paie (effectuée sur micro-ordinateur) jusqu'au bilan social. Homme de relation, il assistera le Directeur du personnel dans la conception et la mise en place des actions de communication propres à développer l'excellent climat humain existant, nécessaire à la poursuite de notre expansion.

Pour assurer cette fonction, nous recherchons un candidat possédant une solide formation supérieure (ESCAE - ESC - IEP...) jointe à quelques années d'expérience de la gestion humaine dans un Groupe multinational. Ce candidat à fort potentiel trouvera dans notre structure de réelles perspectives d'évolution. De bonnes connaissances en langue anglaise sont nécessaires. Le poste est basé en banlieue ouest.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous Réf. 8651 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Membre de Syntec

LE GROUPE LUCHAIRE

recherche

JEUNES INGENIEURS

GRANDES ECOLES ET ECOLES D'INGENIEURS MECANICIENS

désireux de faire carrière dans un groupe dynamique et diversifié.
Débutants ou possédant une première expérience.
Des postes sont à pourvoir dans nos divisions :



DIVISION AUTOMOBILE

- **à CREZANCY (AISNE)**
  — fabrication usinage (réf. F.U.)
  — recherche et développement forge (réf. R.D.F.)
- **à MESSEI (ORNE)**
  — contrôle de gestion (réf. C.G.)
- **à OFFRANVILLE (SEINE MARITIME)**
  — fabrication extrusion (réf. F.E.)
- **à BOULAY (MOSELLE)**
  — recherche et développement en acoustique (réf. R.D.A.)



DIVISION ARMEMENT

- **à BOURGES (CHER)**
  — recherche armement (réf. R.A.)
  (roquettes, missiles, munitions d'artillerie, balistique)
  — fabrication armement (réf. F.A.)
  — planification de fabrication armement (réf. P.F.A.)



DIVISION AERONAUTIQUE

- **à FIGEAC (LOT)**
  — recherche – achats en aéronautique (réf. R.A.A.)

Merci d'adresser un dossier de candidature, sous la référence choisie, à
LUCHAIRE S.A. - Direction des Relations Humaines
180, bd Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.

GROUPE LUCHAIRE

Jeune ingénieur à vocation commerciale

électronique électromécanique



leader sur ses marchés, de haute technologie scientifique, militaire et industrielle, consacre plus de 10 % de son C.A. à l'innovation et au développement.
C.A. : 1 milliard de $ - 16 000 personnes dans le monde entier.

Nous recherchons pour notre division vide, un jeune ingénieur électronicien ou électromécanicien qui, après 2 ans d'expérience dans un service technique ou de maintenance, souhaite orienter sa carrière vers une fonction plus commerciale. Nous demandons avant tout de bonnes qualités de contact et de négociation soutenues par une réelle maîtrise technique.

Son rôle, au sein d'une équipe de 3 personnes, sera de contribuer à la réalisation des objectifs de sa ligne de produits, auprès d'une clientèle composée de centres de recherches et d'universités ainsi que de secteurs industriels de haute technologie (électronique).

L'anglais est la langue de travail de notre société. Le poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements sur toute la France.

Nous offrons une rémunération fixe, un intéressement sur objectif, ainsi qu'une voiture de fonction. La taille de notre groupe permet, à terme, d'intéressantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous la réf. VGI/LM, à

ORECI 13, rue de Castellane 75008 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MEDIA BA

L'un des premiers groupes industriels français,
recherche
dans le cadre de l'expansion de l'une de ses filiales spécialisée dans la fabrication de pièces en métaux non-ferreux

un responsable du service commercial

Il sera chargé de mener les opérations de prospection, de développement et de vente destinées à promouvoir la pénétration des produits sur le marché français et étranger.

Ce poste ouvre des possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe et s'adresse à un candidat issu d'une grande école commerciale, ayant acquis une expérience industrielle de quelques années dans le secteur de la métallurgie.

Anglais et/ou allemand souhaité.
Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence 1810 à :



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Jeune diplômé

H/F
DEBUTANT

Niveau BAC + 2 (DEUG Sciences Economiques - DUT - GEA ou gestion du personnel, ou formation équivalente), recherché par important organisme professionnel.
La personne retenue devra participer a des etudes spécifiques a la fonction recrutement, ainsi qu'a l'élaboration d'un tableau de bord, relatif a la gestion du personnel.

Envoyer lettre, C.V., prétentions, et photo sous la référence 5290 a :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Telemecanique

Les solutions de progrès

NOTRE DOMAINE : La productique, l'Automatisme.
NOS TECHNOLOGIES DE POINTE : électromécanique, électronique, pneumatique.
NOS PRODUITS : Réseaux, Automates Programmables, Interfaces Homme/Machine, constituants traditionnels.
NOS TECHNIQUES : Microprocesseurs, Prédiffusés, VLSI, CMS, HLL, ...
NOS MOYENS : CFAO, Centre de Développement Logiciel, GPAO, ...
NOTRE MARCHÉ : Le Monde.

5 MILLIARDS EN 1984
56 % du C.A. hors France
11.000 pers. dont 27 % à l'Etranger
26 Filiales dans le monde - 27 unités de production

DANS LE CADRE DE NOTRE EXPANSION, NOUS RECHERCHONS

CONTROLEUR DE GESTION H/F
d'une Division commerciale EXPORTATION

ZONE : AFRIQUE + ASIE (8 filiales + Exportation directe)

MISSION : INTERFACE entre la Division et les Directions Centrales en matière d'organisation, de méthodes et procédures. ORGANISE ET ANIME LA PLANNIFICATION.
PARTICIPE A L'ÉLABORATION DES BUDGETS ET PLANS. CONTRÔLE LEUR SUIVI et met en forme le tableau de bord de la Division. Analyses économiques et financières à la demande. Administration de l'Exportation directe.

UN «PROFESSIONNEL» H/F DU CONTRÔLE DE GESTION A L'EXPORTATION

au sein de STRUCTURES DIVERSIFIÉES
(Filiales, Contrats, Exportation directe)
JEUNE (5 à 10 ANS D'EXPÉRIENCE)
PARLANT ANGLAIS COURAMMENT
Voyages en filiales (20 à 30 %)

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8177 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Paris 300 KF
Gérer, organiser, superviser

CHEF DE SERVICE GESTION- ADMINISTRATION COMMERCIALE

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels européens, cette société emploie 2400 personnes et réalise un C.A. de 1,2 milliard de francs, principalement à l'export. Elle élabore des biens d'équipement durables de haute technicité, commercialisés auprès de clients institutionnels. Dans le cadre de sa réorganisation interne liée à son important développement, elle recherche un spécialiste de l'administration des ventes.

Le titulaire a pour mission de gérer, au plan commercial, des contrats France et export de forte valeur unitaire, de coordonner l'organisation administrative et informatique interne, d'assurer l'interface avec les directions opérationnelles.
Adjoint au Directeur Commercial, il anime une équipe de 10 personnes.
Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel très confirmé de l'administration des ventes, de formation HEC, ESCP ou ESCAE.
La taille de l'entreprise, l'importance des responsabilités, le niveau des engagements impliquent de solides compétences dans les domaines de l'organisation, des procédures export et de l'informatique, acquises de préférence dans un grand groupe industriel.
Un environnement technique de haut niveau suppose, outre l'expérience, une personnalité de premier plan.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 3/1270 C, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

MEMBRE DE SYNTEC

BANLIEUE SUD

le directeur du personnel

d'un établissement d'un groupe français très important cherche un

assistant

Il aura pour mission :

- **LA GESTION DES RECRUTEMENTS**, en liaison avec la hiérarchie et le service central du Groupe afin d'optimiser la gestion du potentiel interne et externe. Il prendra directement en charge certains recrutements de Techniciens et Cadres débutants,
- **L'ANIMATION D'UNE POLITIQUE DYNAMIQUE D'HYGIENE ET SECURITE** en liaison avec les Organismes représentatifs ; Il aura à concevoir les moyens appropriés pour mener une action en profondeur.

Diplômé d'études supérieures, il a environ 28 ans, une première expérience en industrie dans des fonctions similaires et a une ouverture d'esprit aux aspects techniques suffisante pour être un interlocuteur crédible à tous les niveaux dans l'établissement.

Il recevra du Directeur du Personnel toutes les délégations nécessaires.

L'appartenance à un grand groupe offre après quelques années d'efficacité des possibilités d'évolution.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 2350-M) précisant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

هكذا من الاصل

مكرر من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

quantel

LASERS ET ÉLECTRO-OPTIQUE

un des leaders mondiaux dans la spécialité des sources lasers
C.A. consolidé : 81 MF en 84
(85 personnes en FRANCE - 40 dans filiale USA)
recherche pour sa **DIVISION ÉTUDES**
(40 personnes dont 15 ingénieurs travaillant sur des marchés d'études et des applications variées des lasers)

UN RESPONSABLE COMMERCIAL (Réf. E 14)

- **Rôle**, auprès du responsable de la division :
  - élaboration, négociation et suivi de contrats d'études.
  - gestion et prospection commerciale.
  - participation aux orientations des activités et relations avec l'extérieur.
- **Formation** : ingénieur souhaitée, quelques années d'expérience *dans fonction commerciale équivalente, connaissant les activités* de recherche scientifique, optoélectronique, aérospatiale.
- **Dynamisme**, sens de la négociation, capacité d'intégration dans *une équipe, rigueur de gestion permettront au candidat choisi* d'être efficace dans cette fonction.

Bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. E 14
Service du Personnel QUANTEL - BP 23 - 91941 LES ULIS CEDEX

BLEU

Pour faire face à la croissance de nos activités dans les domaines de la **TRANSMISSION DE DONNEES** et des **RESEAUX D'ENTREPRISES A COMMUTATION DE PAQUETS**, carrefour de **L'INFORMATIQUE DE LA TELEMATIQUE**, *nous recherchons pour PARIS 13ème*

ingénieurs commerciaux
ingénieurs technico-commerciaux avant-vente
ingénieurs produits

(Définition de nouveaux produits en liaison avec les laboratoires d'études).

Formation supérieure technique ou expérience dans les domaines d'activités précités indispensables.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel
5, avenue Réaumur - 92350 LES PLESSIS ROBINSON

TRT

L'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05



BLAUPUNKT
Groupe **BOSCH**

recherche pour son Etablissement Commercial France AUTORADIO/TV/VIDEO situé à 93400 SAINT OUEN

CADRE D'ADMINISTRATION COMMERCIALE H/F

ayant l'expérience d'un système de gestion informatisée et *ouvert à la mise en œuvre de moyens décentralisés (microinformatique, bureautique).*

Il assurera le traitement des commandes, les relations administratives avec la clientèle en liaison avec la force de vente, la planification et la gestion des stocks commerciaux.

La connaissance de la langue allemande serait un atout.

Adresser CV, photo et prétentions à
BLAUPUNKT (FRANCE) S.A.
Service du Personnel 15, *rue Charles-de-coulomb*
14120 MONDEVILLE

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05

SIEMENS

recherche pour son département
Technique Médicale à Paris

des Ingénieurs de Maintenance

pour installations, mises en service, *maintenance préventive et dépannages* d'appareillages d'imagerie nouvelle (type scannographe RX, RN, Radiologie Numérisée).

Diplômés en électronique, avec si possible une spécialisation en informatique.

La connaissance de l'allemand est souhaitée, celle de **l'anglais est indispensable.**

Une formation complémentaire en Allemagne sera assurée.

Les candidats intéressés sont priés *d'adresser leur dossier de candidature* sous la référence 899/901/LM à :

Département du Personnel,
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01

Siemens S.A.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

dans le cadre du développement de ses activités
RADARS MILITAIRES

INGENIEUR grandes écoles

(ENSEM, ENST, ESE) ou DOCTORAT

ayant plusieurs années d'expérience pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

- **très bon niveau mathématiques,**
- **goût de l'analyse**
- **travail en équipe.**

Anglais lu. Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT
BP 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

Nous sommes une importante société industrielle (8000 personnes). Nous concevons et réalisons des ensembles industriels notamment dans le domaine électronucléaire et nous recherchons

JEUNE INGÉNIEUR
Automatisme - Régulation

Débutant ou ayant une première expérience, vous serez amené, après une période de formation intensive, à prendre en charge sur nos chantiers la mise au point et le démarrage de chaînes de régulation des installations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81392/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Jeunes Ingénieurs H/F
ECP, ECL, ENSTA, ENSAM, ESE, ENSERG.

Notre société compte parmi les leaders dans son domaine et rayonne au plan international.
La Direction des Etudes et du Développement renforce actuellement ses équipes. Elle recherche deux ingénieurs débutants ou possédant quelques années d'expérience, une bonne maîtrise de l'anglais et surtout une excellente culture générale scientifique et technique.

- **Une spécialisation en mécanique** complétée par de solides connaissances en CAO, aérodynamique et mécanique des fluides sont nécessaires pour le premier poste basé au Nord de Paris. **Réf. 211.**
- **Une spécialisation en électronique** complétée par de solides connaissances en mécanique et électromécanique sont nécessaires pour le second poste basé au Nord de Paris ou en province (*1h30 sud de Paris*). **Réf. 212.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions en précisant bien la référence *du poste choisi à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.*



ACSOR
10, rue Bellini
75016 PARIS.

BANQUE PRIVÉE (PARIS-8e)
filiale d'un Groupe bancaire international
recherche

ATTACHÉ(E) DE DIRECTION
Classe V ou VI

Maîtrisant bien tous les aspects des relations avec les entreprises et notamment les opérations de commerce international.
Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable.

Adresser C.V. et photo sous réf. *5527* à TELEX-P.A. 34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE BÂTIMENT
région parisienne et export
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
Centrale ou A&M

expérience bâtiment, très intéressé par la gestion pour assister le Directeur Administratif et Financier.

LICENCIÉ EN DROIT

pour être le responsable juridique et contentieux.

Merci d'adresser CV et prétentions à
S.P.E. Direction du Personnel
148, rue de Chevilly
94240 L'HAŸ-LES-ROSES

Emplois et Entreprises

BIAO
AFRIBANK

renforce son
DEPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX
et recherche un(e)

Juriste de Banque

Titulaire Maîtrise Droit Privé + DESS Droit des Affaires.
Expérience 3 à 5 ans, bon Anglais.
Poste basé à Paris.
Possibilités, à terme, de carrière au sein du réseau international.
Adresser lettre de candidature + C.V.
à la Direction du Personnel,
BIAO - 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

amp

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

chefs de mission réviseurs confirmés H/F

Diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis la pratique de l'audit en cabinet.

Les candidats retenus:
- interviendront auprès de sociétés dans des secteurs d'activités variés,
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable

Merci d'envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à COGERCO
72, rue de Bellechasse 75007 PARIS.

Importante société de bâtiment à vocation internationale, recherche pour son siège social BANLIEUE OUEST

ADJOINT
AU DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

Disponible très rapidement **BTS ou IUT comptable + niveau DECS. Anglais lu et parlé. Ayant une expérience professionnelle de 5 ans.**

Adr. c.v., photo et prét. s/réf. 5.707 Contesse Pub., 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01.

Ass. éduc. pop. ch. resp. admin. pr secr. nat. à Paris. Env. cv *M. Robin* dom. des Touches. 86800 Mignaloux-Beauvoir.

Constructeur Informatique recherche immédiat
1 INGÉNIEUR

TÉLÉCOM.

1 INGÉNIEUR

ÉLECTRONICIEN

Connaissant le 16-BITS
Tél. pour R.V. 784-74-52.

DOCUMENTALISTE DIPLOMÉ (E)
INTD. DESS-Sciences po Maîtrise histoire contemporaine. Expérience indispensable : analyse films, contact avec publics.
Envoyer urgent C.V. à VIDEOTHEQUE PARIS, 4, rue Beaubourg 75004 Paris.

ÉTABLISSEMENT BANCAIRE
recherche

ÉCONOMISTE DE PROFESSION

Bonne formation statistiques, expérience pour service d'études, *références exigées.* 30 ans environ.

Adresser curriculum vitae à REGIE-PRESSE sous nº 301.953 M. 7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Journaliste confirmé avec bonne expérience technique, bonne culture générale pour collaborer à un magazine. Si possible, expérience news ou féminins. Ecrire avec c.v., prétentions à : ÉDITION OSIRIS, 35, rue de Chazelles, 75017, Paris, qui transmettra.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS RECRUTE

JOURNALISTE

POUR INFORMATIONS SUR LES SOCIÉTÉS, EXCELLENTE FORMATION ÉCONOMIQUE. SPÉCIALISÉ DANS LA MICRO-ÉCONOMIE ET DANS LE DROIT DES AFFAIRES.
ADRESSER CANDIDATURE.
S.G.P.
13, avenue de l'Opéra,
13001 PARIS.

INGENIERIE INFORMATIQUE

recherche
PARIS-PROVINCE

DES INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS EN

- SOLAR
- INTEL 8086
- PLM 86
- MITRA
- UNIX
- IBM 36-38
- M 68.000-6809
- HP 3000
- COMMUTATION X 25

Tél. : 359-17-86.

ANIMATEUR DE FORMATION

cherché par Cabinet Marketing
NOUS OFFRONS :
- travail varié et enrichissant ;
- contact haut niveau — initiation à des techniques de pointe ;
- sal. import. et intéressement.

NOUS EXIGEONS :
— Études supér. ou autodidacte bon niveau — Expérience de la vente — Expér. de la *formation en salle* — Connaissance en Marketing de préf.
Env. C.V. dét. s/réf. Service M1 ORGATEC 18, rue du Faubourg-*du-Temple, 75011 PARIS.*

LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS
recrute
par voie de détachement
SON CHEF DU BUREAU DU BUDGET
qui aura en charge
- La préparation du budget, l'établissement du compte administratif,
- La gestion de la dette départementale.
- La réalisation des études financières.

SON RESPONSABLE DES ACHATS
qui devra mettre en place le service des achats, définir une politique en la matière. Cet agent aura une expérience *certaine dans le domaine* des marchés publics.
Adresser candidature et c.v. à Monsieur le Directeur général des services départementaux de la Seine-St-Denis, 124, rue Carnot, 93007 Bobigny Cedex.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE
recrute pour
sa Direction du Personnel

Correspondant informatique

chargé du développement de la paye *informatisée* (système PACHA) et des outils informatiques appliqués à la gestion du personnel.
Le candidat a soit un diplôme de l'enseignement supérieur soit une réelle expérience d'un domaine identique.
Ce poste qui exige une bonne connaissance de la réglementation et d'excellentes qualités relationnelles avec les utilisateurs, est à pourvoir au Siège Social à Paris.
De courts déplacements sont à prévoir dans les établissements de Province.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 5646 à Contesse Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05

Juriste H/F

Un important organisme professionnel recherche un Juriste.
Intégré dans un Département d'une quinzaine de personnes, il sera affecté au secteur **DROIT DU TRAVAIL**, pour réaliser des études et conseiller les organismes adhérents.
Le candidat sera un débutant possédant une Maîtrise ou un Doctorat en *Droit. Ce poste évolutif permet l'accès à des fonctions de responsabilités.*

Envoyer C.V., photo et prétentions,
sous la référence 5295 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Magazine économique cherche adjoint(e) du Directeur formation supérieur et dactylo. Salaire : 8.000 F par mois. Goût du contact, bonne rédaction. Envoyer c.v. + photo à : ÉQUINOXE, 25, rue Lucien-Sampaix, 75010 PARIS.

VILLE DE COLOMBES
recrute
pour service jeunesse

ATTACHÉ H.F.

OPTION ANIMATION
FONCTIONS :
Direction de centre d'activités de voisinage

RÉDACTEUR H.F.

OPTION ANIMATION
FONCTIONS :
Animateur de maison de quartier.
Postes à pourvoir par mutation ou candidats inscrits sur liste d'aptitude.
Candidatures et C.V. à adresser à M. le Député Maire de Colombes (92700)

VILLE BANLIEUE NORD-EST
Plus de 40.000 habitants recrute par voie de mutation

ATTACHÉ H./F.

Pour diriger le service action sociale. Expér. du secteur souhaitée. Adresser candidature et c.v. nº M 85.348 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes. Cedex qui transmettra.

ENTREPRISE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
RECRUTE

JOURNALISTE

POUR INFORMATIONS SUR LES SOCIÉTÉS. EXPÉRIENCE DES SERVICES D'ÉTUDES DE BANQUE OU D'ANALYSE FINANCIÈRE SOUHAITÉ.

ADRESSER CANDIDATURE
S.G.P.
13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

secrétaires

SOCIETE DE VENTE
PAR CORRESPONDANCE
D'ABONNEMENTS DE PRESSE
recherche

SECRETAIRE DE DIRECTION

— Maîtrise complète sténodactylo et traitement de texte.
— Aptitude au calcul statistiques.
— Excellente expression orale et écrite.
— Notions d'anglais.
— Bonne connaissance milieu Presse ou Edition ou Publicité.
— Très grande disponibilité.

Adresser C.V. manuscrit + photo + rémunération souhaitée, à
PIERRE LICHAU S.A., sous référence 3590
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

CABINET BREVETS
recherche d'urgence

SECRÉTAIRE-DACTYLO TRILINGUE ANGLAIS-ALLEMAND

PLACE STABLE
EXCELLENT SALAIRE
Ecrire avec c.v., photo et prét. à Publ. ORBY-EY, 28, av. F.-Roosevelt, 75008 Paris.

Délégation du Secours Catholique de Créteil
recherche

SECRÉTAIRE

Candidature avec C.V. à adresser à la Délégation, 237, av. du Gal-Leclerc, 94000 CRÉTEIL.

traduction demande

Traductions techniques, angl., franç., allem., par traductrice expérimentée.
Tél. : 341-35-56.

Emplois Cadres — Le Monde

CHAQUE MERCREDI PRIX 6 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ______ Prénom ______

Adresse ______

Code postal ______ Ville ______

Nombre d'exemplaires ______ x 7 F (frais de port inclus) ______

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

propositions diverses

VOUS ÊTES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI : SAVEZ-VOUS QUE LA GRAPHO-PSYCHOLOGIE PEUT VOUS AIDER ?

Une bonne analyse grapho-psychologique vous aidera à vous présenter plus facilement chez un employeur potentiel — ou vous permettra de vous orienter vers des domaines plus en rapport avec votre profil.

Demandez sans engagement notre formulaire d'analyse. La confidentialité la plus totale vous est garantie.

Ecrivez ou téléphonez en vous référant à cette annonce.

GRAPHOLOGIE ET COMMUNICATION
9, place des Ternes, 75017 PARIS
Téléphone : (1) 763-63-32.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

Vous qui ENSEIGNEZ auprès des jeunes (12-18 ans) ou des adultes, venez rej. notre équipe de délégués départementaux. Activités à temps partiel. RÉMUNÉRATION MOTIVANTE Club A3, 10, rue Saint-Marc, 75002 Paris. Tél. : (1) 236-22-54, stand C 14, Expolangues 85.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS.

CRÉATION DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATION - CONSEIL
ET SUIVI DE GESTION

GESTION - ÉTUDES ANALYSES

13, rue Thoin, 75006 PARIS
Téléphone : 325-67-80.

formation professionnelle

LE CNOF propose à des cadres expérimentés
en recherche d'emploi, résidant en Ile-de-France

Une formation au management

Objectifs :
— S'entraîner à l'analyse des opportunités et contraintes de l'environnement ;
— Les traduire en termes de « Projet d'Entreprise », stratégie marketing, industrielle et sociale ;
— Assurer la mise en œuvre de ces stratégies et en contrôler la rentabilité.

Début de la session : 25 mars 1985 — Durée : 17 semaines.

Recrutement immédiat

Contacter : Marie-Cécile GIRARD, CNOF, 14, rue Monsieur-le-Prince, 75006 PARIS.
Téléphone : (1) 329-70-50.

USA LANGUAGE

Prenez l'accent américain

Stages semestriels tous niveaux à partir du 25 février matin, midi et soir. Stages intensifs.
Cours sur les médias et la littérature.
Cours d'anglais médical. Cours pour enfants.
Professeurs américains expérimentés.
Ambiance américaine. Inscriptions immédiates.

COUNCIL CENTRE FRANCO AMERICAIN
1 Place de l'Odéon 75006 Paris - Tél. (1) 634.16.10.

L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT
propose à des

CADRES EXPÉRIMENTÉS

hommes et femmes, en activité, en création ou recherche d'emploi, de participer au stage de formation SINEGE sur

LA NÉGOCIATION ET L'ANALYSE DES SITUATIONS

Le stage SINEGE s'adresse aux personnes ayant l'expérience de responsabilités (quelles qu'elles soient) et désireuses de donner une nouvelle orientation à leur activité. Il permet de clarifier ses choix et de renouveler ses pratiques en valorisant son potentiel personnel et professionnel.

Durée du stage : 16 semaines.
Prochaine session : à Lyon, lundi 25 mars 1985.

Pour plus d'information sur les conditions de participation et de prise en charge, contacter :

A Lyon : Marielle SIGALAS - (7) 842-29-53.
INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT - (I.G.M.)
86, montée de Choulans, 69323 LYON.

DEMANDES D'EMPLOIS

Nous sommes diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 3 minimum)
Nous suivons une formation conventionnée d'

ANALYSTE PROGRAMMEUR

option gestion de production
1.250 heures dont 50% d'application pratique sur

IBM 4361 (VM, DOS/VSE, COBOL, CICS, DL1, VSAM...)

Contactez-nous : demandez Odile GOUILLOUX au
BTE Formation - 72, rue J. Bonal 92250 LA GARENNE COLOMBES - Tél. (1) 780.72.65

bte

Etudiante française en D.E.A., histoire, allemand, anglais, espagnol courant, dactylo, cherche emploi à temps partiel. Tél. : 237-93-04.

Jeune cadre déb., diplômé en marketing, cherche emploi en Côte-d'Ivoire. 307-40-53.

Informaticien-Formateur
Homme 32 ans, grande adaptabilité, permanent ou intervenant. Etudierait toutes propositions.
Ecrire sous le nº T 068.636 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

PUBLIC-RELATIONS

Vous avez un problème de relations publiques, d'organisation de congrès ou de séminaires ?

Avec huit ans d'expérience, je suis peut-être la solution.

Si vous voulez en discuter, contactez-moi au

606-92-83.

ARCHITECTE 27 ANS CHERCHE PLACE PARIS

Ecr. s/nº 8961 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Artisane rech. ts travaux dactylographie et traitement de texte. Tél. : 461-14-22.

H. 32 a. Spéc. Commerce intal. Export Marketing-Finances. Contrats Juridiques. Gr. ESSEC-MBA. Recherche Emploi TEMPS PARTIEL OU INTERIM seulem. Ecr. s/nº 1.964 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fme expérimentée, polyvalente, ch. poste responsable cadre administratif et commercial, gestion commandes, suivi relations fournisseurs et clients. Dynamique, sens des contacts, bonnes notions comptabilité, gestion. Tél. : 361-65-51.

FISCALISTE

JURISTE, doctorat de fiscalité internationale (en préparation) ; DESS de fiscalité et droit des affaires ; maîtrise de droit des affaires ; anglais : 1 an d'expérience, recherche emploi dans cabinet ou service fiscal d'entreprise. Tél. : 828-79-29.

travail à domicile

J'effectue travaux dactylographie, rédaction, correction et rewriting. Tél. 258-48-47.

Si vous êtes débordé, faites-vous aider par un spécialiste de la fabrication *dans l'édition* (de la bibliophilie à la littérature générale), qui, de son domicile, pourra préparer les manuscrits, évaluer les calibrages, relire en première, faire ou contrôler les montages, superviser la qualité, vérifier les B.A.T. ou les tierces, éventuellement à l'imprimerie. Téléphoner au 255-43-89 de 9 heures à 21 heures.

capitaux propositions commerciales

Médicession Réseau National informatisé permet créer affaire indépend. Téléphone : (90) 71-91-89 (93) 96-52-78.

Femme, 40 ans, propose sa collaboration, voire association, en vue création boutique mode féminine « Grande qualité », à Versailles ou proche région. Ecr. s/nº 6.730 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

boxes - parking

20ᵉ, RUE DE BAGNOLET, vend parking en premier sous-sol, immeuble récent, porte automatique, ascenseur, gardien, prix à débattre. Tél. 950-35-75 ap. 18 h.

MARAIS

Angle rue Francs-Bourgeois rue Vieille-du-Temple.
PARKINGS en construction.
Renseignements : 265-80-23.

L'immobilier

appartements ventes

1ᵉʳ arrdt

Prox. pl. Victoire. 703-32-44.
100 m², ASC., TERRASSE.

5ᵉ arrdt

COLLÈGE DE FRANCE Près Living + 2 chambres, 80 m² Imm. 1980. Px 1.250.000 F. TÉL. LE MATIN : 280-42-20.

NEUF JARDIN PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate.
Reste 2 appts de 4 et 5 PCES + un DUPLEX 6ᵉ et 7ᵉ étg. 5 P. avec 158 m² de TERRASSE. Vis. témoin ts jours, 14-19 h, sauf mercr. et dim.

6ᵉ arrdt

LUXEMBOURG IMM. LOUIS XIII RÉN. Rav. 2/3 p. 94 m² 5ᵉ s/asc. 572-02-87.

RUE DE SÈVRES
Calme, 3ᵉ ét., charm. studio, kitchen., bns, w.-c., 298.000 F. GARBI - 567-22-88.

7ᵉ arrdt

TOURVILLE 180 m²
Grand standing. 703-32-31.

12ᵉ arrdt

PRÈS MAIRIE 12ᵉ
Très bel imm. pierre de taille. Libre, 2 p., tt cft. 400.000 F. Occupés loi 48, possibilité libération, 2 p., 36 à 50 m². Tél. : 720-33-17.

13ᵉ arrdt

GOBELINS
LA VUE, LE CALME, LE CHARME atelier loggia de qualité 70 m², 3ᵉ ét., 331-89-46.

15ᵉ arrdt

PRÈS CONVENTION
Imm. 1930. Asc., chauff. centr. Studio occupé, loi 48. Prix 145.000 F. T. 280-64-74.

16ᵉ arrdt

50, AVENUE FOCH
125 m², soleil, étage élevé. Splendide réception + 2 ch., 2 bains, parking. PRIX ÉLEVÉ.
EMBASSY 562-16-40.

17ᵉ arrdt

QUARTIER BATIGNOLLES
Part. vends double living 37 m² + 25 m² de placard, 4ᵉ étage dans pavillon avec 600 m² de jard. Poutres appar. Tél. : 912-23-43 entre 11 h et 12 h.

18ᵉ arrdt

CHATEAU-ROUGE
Imm. p. de t., 3 p., 60 m², 270.000 F. T. 359-66-37.

MAIRIE DU 18ᵉ
Dans imm. neuf standing (habitable de suite)
STUDIOS, 2 P. avec Park.
Possib. PRÊTS CONVENT.
S/place : mardi, jeudi, samedi (14-19 h), 53, r. du Simplon. Tél. au : 258-44-96 ou CECOGI S.A., (1) 575-62-78.

92 Hauts-de-Seine

SÈVRES (gare)
SPLENDIDE APPT 160 m² vaste séjour, 4 ch., 2 bains + terrasse 60 m², 3 parkings. GARBI 567-22-88.

BD DU CHATEAU
NEUILLY, PLEIN SUD
très bel appt de réception + 2 chambres, 2 bains, 200 m². EXCLUSIVITÉ
EMBASSY — 562-16-40.

Particulier vend appt 3 pièces, tout confort, à MEUDON-LA-FORÊT Téléphone : 951-34-13.

Province

25' Gare Nord, à saisir, vds TF 3, ref. neuf intérieur-extérieur. 120.000 F. Tél. : (16-4) 424-53-70, M. Briqué.

Etretat centre, part. v. studio, 30 m², av. kitchen. et cave, 100 m mer, 14 U. 35-46-54-14.

appartements achats

DORESSAY
PR CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE
APPTS GD STANDING
et HOTEL PARTIC. 624-93-33.

JE RECHERCHE
A Paris, appts agréables POUR ACHETEURS SÉRIEUX SERGE KAYSER (1) 329-60-60.

AGENCE DE L'ÉTOILE
rech. appts de BON STAND. POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
Mᵐᵉ de DIESBACH
380-26-08.

Recherche 1 à 3 Pces, PARIS préfère Rive Gauche avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

VIP
Recherche appt de prestige, minimum 300 m². 783-62-77.

ACHÈTE STUDIO ou 2 P.
Même à rénover Paris ou ptes. Tél. : 252-01-82 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES
HESTIA - 296-58-46.
91, rue de Richelieu, 2ᵉ.

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES 43, r. Claude-Bernard, PARIS-5ᵉ Métro CENSIER.

propriétés

A VENDRE

Magnifique Maison du XVIIIe

A proximité du lac Léman, en parfait état, comprenant 15 pièces, dont 2 salons, 1 salle à manger, 8 chambres à coucher et 5 bains.

Au milieu d'un très beau parc d'environ 6.000 m² pourvu d'arbres centenaires. Situé dans un cadre de verdure et de tranquillité en pleine campagne.

Possibilité d'acquérir pour étranger également.

Ecrire sous chiffre... 22-115 527 à Publicitas CH-1002 Lausanne.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Hauts Fonctionnaires et Employés, grande administration européenne recherche appts 2 à 8 p., villas, studios, Paris et environs, sans limitation de prix. Tél. : 504-01-34.

Région parisienne

Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES (1) 889-89-66 — 283-57-02.

locations meublées offres

Paris

4 pces, luxueux, immeuble moderne, très bien équipé, terrasse, vue sur Seine, soleil, parking souterrain Mº Pont-de-Sèvres. PARTICULIER. 296-25-06.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPARTEMENTS DE STANDING UNIQUEMENT
562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction Beaux appts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

terrains

Recherche TERRAIN A BATIR Banlieue SUD Paris, même avec petite maison. Tél. 838-87-27.

immobilier information

Pour vendre maison, appt, ppté, terrain, commerce sur toute la France Indicateur LAGRANGE fondé en 1878 5, rue Greffulhe, 75008 PARIS Téléphone : (16-1) 266-46-40.

bureaux

Locations

PARIS-ÉTOILE

BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, Télex
Téléphone : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17ᵉ domiciliation RM - RC - SARL Constitution Sté. 763-47-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

VOTRE ANTENNE A PARIS
Bureau ou domiciliation.
Business Buro, (1) 346-00-66.

DOMICILIATION 16ᵉ CHAMPS-ÉLYSÉES
OU AV. VICTOR-HUGO
150 A 340 F PAR MOIS.
SECRÉTARIAT TÉL. TELEX
CIBES 500-64-32.

locaux commerciaux

Locations

A louer à usage commercial dans vaste ensemble immobilier de construction récente à JUVIGNAC (MONTPELLIER NORD 34000), R.N. 109 :
1) Importants entrepôts d'environ 1.880 m², cinq bureaux et dégagement d'environ 100 m² et sept emplacements de parking.
2) Bureaux et salle de réunion d'une surface globale de 183 m² au 1ᵉʳ étage.
Aucune indemnité pour droit au bail demandée.
Pour tous renseignements, téléphoner : 16 (67) 63-32-24.

immeubles

LA MOTTE-PICQUET
INVESTISSEMENT EXCEPTIONNEL. Imm. en totalité. Très bon état, 14 APPTS dont 1 LIBRE, 2 commerces, 3.200.000 F, 296-14-38.

هكذا من الاصل

économie

REPÈRES

Dollar : stable autour de 10 F

En baisse sur l'ensemble des marchés financiers le 18 février (ceux des Etats-Unis étaient clos en raison de la fête nationale commémorant la naissance du président Washington), le dollar est passé sous la barre des 10 F avant de remonter légèrement. En fin de matinée, il s'établissait à 10,0030 F, contre 10 F, cours rond, le vendredi précédent en séance officielle à Paris. A Francfort, la monnaie américaine régressait à 3,2540/2550 DM (contre 3,2700/2720 DM vendredi). Commentant la récente et forte hausse du billet vert, le nouveau secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a, officiellement, confirmé que les Etats-Unis étaient intervenus sur les marchés des changes depuis la réunion du « groupe des cinq » à la mi-janvier à Washington, pour freiner l'ascension du dollar.

Club Méditerranée : bénéfice en hausse de 21 %

Le Club Méditerranée annonce un bénéfice consolidé pour l'exercice 1984-1985 de 257 millions de francs, en hausse de près de 21 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 5,3 milliards de francs, contre 4,5 milliards pour l'exercice 1983-1984. La filiale américaine Club Med Inc a dégagé, pour l'exercice 1984-1985, un bénéfice de 12 millions de dollars (120 millions de francs), en hausse de 24 % sur celui de l'exercice précédent.

Echanges extérieurs : déficit record pour l'Italie

La balance commerciale italienne a enregistré, en 1984, un déficit record de 19 206 milliards de lires (96 milliards de francs), selon les chiffres de l'Institut central de la statistique. En 1983, le déficit avait été de 57 milliards de francs. Les échanges énergétiques ont lourdement pesé sur le commerce extérieur, avec 35 581 milliards de lires de déficit.

Gaz : les Belgés prolongent leurs achats néerlandais

La société néerlandaise Gazunie a négocié avec son client Distrigez (Belgique) la prolongation, jusqu'à l'an 2010, de son contrat de fourniture de gaz naturel, acceptant de livrer 40 milliards de mètres cubes supplémentaires. Le contrat précédent portait sur la livraison de 100 milliards de mètres cubes et expirait au milieu des années 90. A cette occasion, Gazunie a accepté une nouvelle formule de prix, fondée pour partie sur le prix du fuel domestique, qui « suivra le marché de plus près ». Cette nouvelle formule, déjà négociée avec les trois clients allemands, entraîne une diminution du prix de vente de Gazunie. Des négociations dans le même sens sont menées avec la France et l'Italie.

Pétrole : nouvel oléoduc pour l'Irak, *via* la Turquie

Le ministre turc des finances a annoncé, vendredi 15 février, que l'Irak et la Turquie signeraient, le mois prochain, un accord pour la construction d'un second oléoduc reliant les champs pétroliers irakiens au port de Dortyol, sur la Méditerranée. Cinq consortiums ont soumissionné à l'appel d'offres qui prendra fin le 1er avril. Les travaux devraient commencer au second semestre. Cet oléoduc, capable de transporter environ 500 000 barils par jour de brut, sera parallèle à la ligne existante, qui constitue le seul débouché du pétrole irakien depuis la fermeture du terminal de Fao, sur le Golfe, et de l'oléoduc traversant la Syrie.

Prix : progression de 5,3 % dans l'OCDE

La hausse moyenne des prix à la consommation de l'OCDE, en 1984, a été de 5,3 %, soit le niveau le plus faible depuis 1972. Cette tendance à la baisse reflète la faiblesse des cours des matières premières et de l'énergie, mais aussi la modération des coûts unitaires de main-d'œuvre. En glissement annuel, la hausse des prix n'est même que de 4,9 %, les augmentations moyennes, de novembre et décembre, étant respectivement de 0,1 % et 0,2 %.

Dans le cadre de sa collection
«ANALYSES DE SECTEURS»
Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur :
DISTRIBUTION DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT PUBLIC

Les trois professions concernées par cette étude opèrent sur le circuit de l'eau des collectivités locales.

La pose de canalisations s'apparente à une activité de travaux publics, le traitement est surtout une activité d'ensemblier (ingénierie), et les activités d'exploitation – services d'eau et assainissement – s'exercent avec des moyens différents selon la nature des contrats passés avec les collectivités locales : immobilisations importantes dans le cadre de l'affermage et surtout de la concession, et faibles dans le cadre de la gérance.

Le marché des équipements, dont le ralentissement était sensible depuis 1978, connaît une régression très nette depuis 1981. Ceci se traduit, notamment pour la plupart des entreprises de canalisations analysées, par une baisse sensible des marges à partir de 1982 et, dans certains cas, par un équilibre financier fragile en 1983. Quant aux entreprises de traitement d'eau, leur situation déjà difficile s'est aggravée entraînant des regroupements. Les trois principales sociétés qui restent présentes sur ce marché sont filiales de groupes importants.

L'évolution future du marché des équipements sera influencée par :

– Les nouvelles normes de potabilité applicables en France à partir de 1985 (mise en conformité avec les normes européennes) qui peuvent induire une demande accrue dans le domaine des installations de traitement d'eau potable ;

– La loi sur la décentralisation qui, en substituant aux subventions spécifiques la dotation globale d'équipement, mettra les projets concernant l'eau, notamment dans le domaine de l'assainissement, en concurrence avec d'autres projets d'équipements publics ;

– Enfin, la baisse des ressources des agences financières de bassin qui interviennent dans le financement des équipements de dépollution.

Dans le domaine de l'exploitation, dont le marché connaît des fluctuations beaucoup moins fortes, les marges se sont réduites en 1982 en raison de blocage des prix et des accords de modération de prix. Les taux de résultat se sont généralement améliorés en 1983, malgré le maintien des accords de modération.

Le groupe Saint-Gobain, déjà présent dans le secteur par des sociétés spécialisées de canalisations et de distribution, a accru son influence en devenant le principal actionnaire de la Compagnie générale des eaux.

Le prix de cette étude est de 6 000 F HT - 6 420 F TTC
Cette étude est disponible à DAFSA
7, rue Bergère, 75009 Paris, tél. : 233-21-23

LE FMI ET LES PAYS ENDETTÉS

APRÈS LA SUPPRESSION D'UN CRÉDIT

Le Brésil s'apprête à renégocier son programme de redressement

De notre correspondant

Rio de Janeiro. – Les milieux économiques ont réagi avec modération aux décisions prises la semaine dernière par le FMI et les représentants de la communauté bancaire internationale. Ils ne considèrent pas que le Fonds monétaire ait déclenché une crise grave avec leur pays en retardant le versement d'un crédit d'attente *(stand by)* de 430 millions de dollars prévu pour mars prochain. *Tous les trimestres,* le FMI verse au Brésil une partie du crédit de 4,9 milliards de dollars qu'il a décidé, au début de 1983, de lui accorder sur trois ans. Mais ce crédit est lié à un *« programme de redressement »* établi pour la même durée. Si le redressement ne se fait pas – ou seulement en partie, – il est normal que le FMI renégocie les conditions de son aide, laquelle détermine l'attitude des banquiers.

C'est ce qui vient de se passer. Le Brésil a respecté, et même dépassé, certains des objectifs qu'il s'était fixés l'an passé : il a redressé nettement ses comptes extérieurs, en obtenant un excédent commercial de 13 milliards de dollars. Mais dans d'autres domaines, comme le déficit public et l'inflation, il a continué de déraper.

Le directeur du FMI, M. Jacques de Larosière, a fait ces constatations dans un télex envoyé la semaine dernière aux créanciers du Brésil. Après avoir donné acte au gouvernement de Brasilia des progrès accomplis (reprise de la croissance, équilibre de la balance des comptes courants), il écrit que *« la persistance d'une inflation élevée rend incertains les progrès qui ont été faits ailleurs »*. Le taux d'inflation, en effet, a été de 223,8 % en 1984, et le rythme des six derniers mois s'est accéléré, puisqu'il atteint 250 % par an. M. de Larosière précise dans son télex que la politique monétaire de Brasilia *« s'est écartée substantiellement »* de ce qui avait été prévu, et qu'une telle *« déviation »* n'est pas compatible avec le programme économique que le gouvernement a établi pour 1985 et présenté dans sa *« dernière lettre d'intentions »* (la septième) au FMI. En conclusion, le directeur de cet organisme estime que la situation du pays doit être *« réexaminée »*.

Réexamen d'autant plus nécessaire que l'opposition va s'installer au pouvoir le 15 mars, et que c'est avec le prochain gouvernement, celui de M. Tancredo Neves, que le FMI et les banquiers entendent désormais négocier. On en voit la preuve dans la mission qui part cette semaine à Washington reprendre les conversations avec le Fonds monétaire. Deux des experts qui en font partie ont déjà leur place assurée, dit-on, dans le prochain gouvernement.

Chacun, ici, avait jugé *« irréalistes »* les objectifs fixés pour 1985 par l'équipe économique dans sa dernière *« lettre d'intentions »*. Celle-ci prévoit en effet que l'expansion de la masse monétaire sera ramenée à 60 % cette année, et l'inflation à un taux de 120 % en décembre. Elle établit également que le déficit public « nominal » (c'est-à-dire compte tenu de l'inflation) devra passer de 18 % à 12 % du PNB.

Or, l'an dernier, Brasilia avait promis au FMI de réduire à 50 % l'expansion des moyens de paiement : on a été loin du compte, puisque celle-ci a été de 247,9 %. Après de nouvelles promesses, le laxisme monétaire s'est poursuivi. C'est cette *« déviation »* que le FMI entend corriger. Quant au déficit public, un effort a été fait par le gouvernement sortant, qui a annoncé une coupe de 80 % pendant le premier trimestre dans les dépenses d'investissement du secteur public.

Deux mois pour un accord

Dès son arrivée au pouvoir, donc, M. Tancredo Neves devra négocier avec le Fonds monétaire. Il aura deux mois pour arriver à un accord, *selon le calendrier établi par les banquiers.* Les mots qu'il a prononcés avant et après son élection risquent alors de se révéler des pièges. N'a-t-il pas affirmé, en effet : *« L'argent se rembourse avec de l'argent, non avec la faim et la misère des gens »* ? Et aussi : *« Nous rembourserons dans les délais et aux conditions que nous jugerons possibles »* ? (*le Monde* du 17 janvier).

Les représentants des banques créancières ont interrompu, la semaine dernière, des négociations qui semblaient bien engagées. Pour la première fois depuis trois ans, le Brésil ne demandait pas d'argent frais. Il sollicitait le rééchelonnement sur seize ans (donc jusqu'à l'an 2000) de la dette venant à échéance entre 1985 et 1991, soit 43,5 milliards de dollars (sur une dette totale d'environ 100 milliards). Les dernières discussions portaient sur la taxe de risque exigée par les banquiers : le Brésil demandait qu'elle ne dépasse pas celle qui a été imposée au Mexique.

Les banquiers vont attendre évidemment une définition du FMI. Celui-ci *« n'a pas rompu avec le Brésil »*, écrit le quotidien *O Estado de Sao Paulo,* qui estime qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter. le pays a connu une situation plus grave en mai 1983, lorsque le Fonds monétaire suspendit son aide quelques mois après l'accord tri-annuel signé avec Brasilia, et que les banques étrangères firent de même en bloquant leurs apports d'argent frais. Le Brésil, alors, n'avait aucune réserve de devises, ce qui le conduisit, en août, à suspendre le paiement des intérêts qu'il devait à ses créanciers du Club de Paris (1). Il dut négocier tout le reste de l'année avant de parvenir à un accord avec les banques et le FMI.

Sa situation est meilleure aujourd'hui. Il a augmenté de 7 milliards de dollars ses réserves de change l'an dernier, ce qui lui a permis de payer ses arriérés. En outre, M. de Larosière a demandé aux créanciers du Brésil de maintenir les facilités commerciales accordées à ce pays ainsi que les crédits de banque à banque, qui doivent porter sur 6 milliards de dollars cette année.

Mais il est des questions qui reviennent avec insistance dans l'opposition, qui formera demain le gouvernement : Combien de temps le Brésil pourra-t-il se permettre une saignée annuelle de 12 milliards de dollars d'intérêts, ce qui représente le « transfert à l'étranger » de 4 % de son PNB ? Et que fera-t-il quand il devra payer le principal de sa dette, outre les intérêts ?

CHARLES VANHECKE.

(1) Le Club de Paris réunit non des banques privées, mais des gouvernements et des établissements publics.

Accord probable entre la Bolivie et ses créanciers

Les principes d'un accord entre la Bolivie et ses cent vingt-huit banques internationales créancières ont été négociés à New-York entre une délégation officielle du gouvernement de La Paz et les dirigeants des banques privées, indique-t-on, le 17 février, dans la capitale bolivienne.

Le ministre du Plan et président de l'équipe économique du gouvernement, M. Freddy Justiniano, a annoncé que le représentant de la Banque centrale de Bolivie, M. Reynaldo Cardoso, était engagé dans une négociation positive sur le règlement des 700 millions de dollars dus par la Bolivie, et dont le remboursement a été gelé par La Paz en avril 1984.

« Si les conditions économiques actuelles persistent, a ajouté le ministre, *la Bolivie ne pourra commencer à rembourser ses dettes à l'égard des banques privées que dans quinze ans. »*

La Bolivie, rappelle-t-on, a une dette extérieure supérieure à 4,5 milliards de dollars, et elle est le seul pays d'Amérique latine à avoir décrété un moratoire unilatéral. Selon la Banque centrale bolivienne, les arriérés de la Bolivie représentaient, en septembre 1984, 494 796 000 dollars, et le déficit en devises prévu pour 1985 atteindra 750 millions de dollars, soit autant que les recettes d'exportation attendues. – *(AFP.)*

NOUVEAUX FONDS POUR LE CHILI

Le Chili est parvenu le 16 janvier à un accord avec le Fonds monétaire international sur l'obtention par Santiago d'un nouveau crédit.

L'accord est le résultat d'entretiens entre les autorités chiliennes et une mission du FMI, qui a quitté Santiago pour Washington, où l'accord devrait être officiellement annoncé.

L'obtention de ce nouveau crédit stand-by est considéré comme « vitale » pour le Chili, qui veut recevoir de nouveaux concours financiers des banques internationales et renégocier le remboursement d'une dette extérieure supérieure à 20 milliards de dollars.

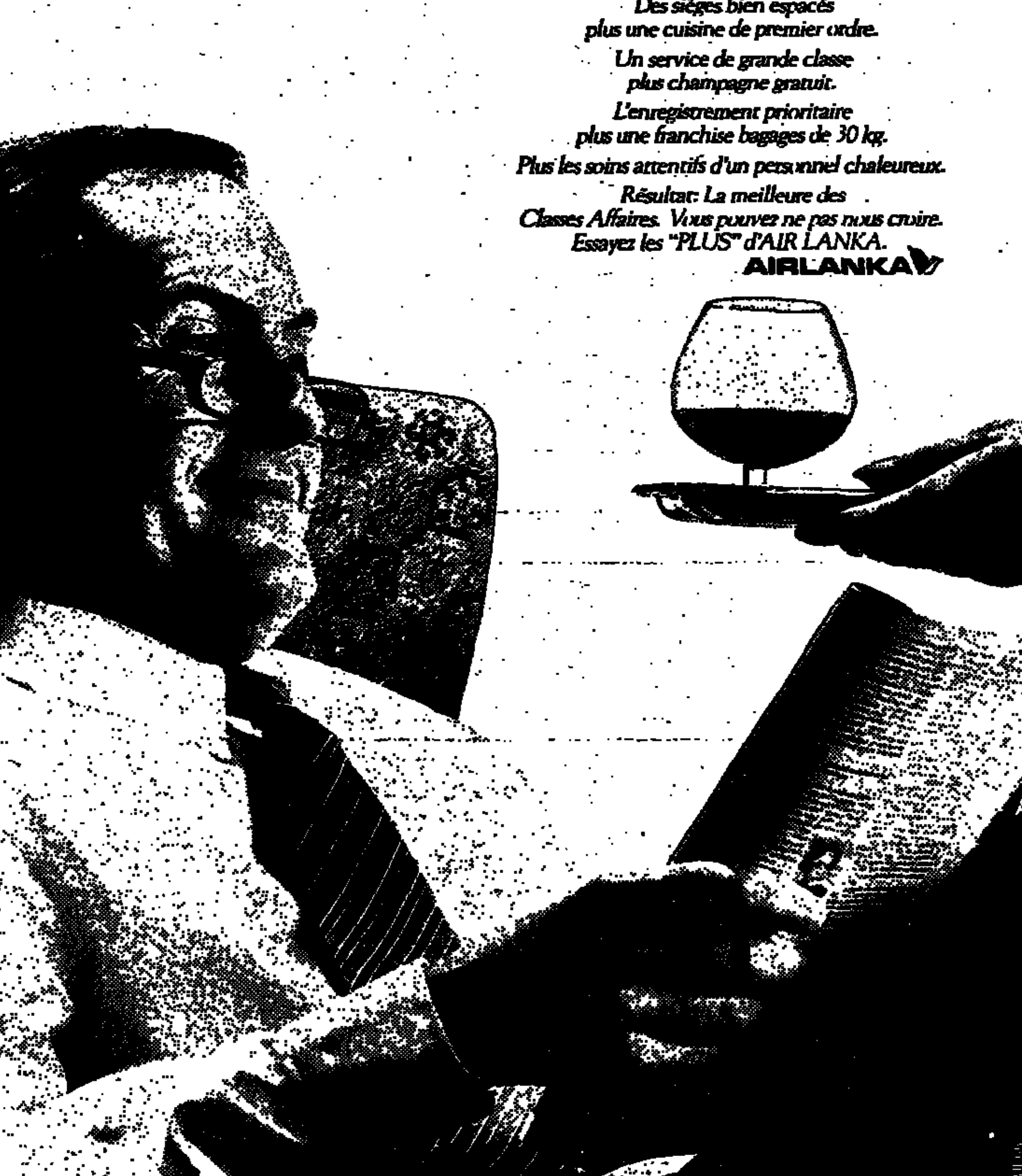
Le précédent accord *stand-by* passé il y a deux ans entre Santiago et le FMI avait permis au Chili de tirer 950 millions de dollars, en échange de l'application d'un sévère programme d'austérité. – *(AFP.)*

● **Philippines : le gouvernement va se plier aux exigences du Fonds monétaire international.** – Pour réduire le niveau des arriérés de la dette extérieure des Philippines le gouvernement va demander aux débiteurs publics et privés de déposer l'équivalent en pesos de leurs arriérés auprès de la banque centrale. Cela devrait permettre à Manille de recevoir du FMI 630 millions de dollars de crédit stand-by. Le Fonds avait mis pour condition de cet octroi la réduction des arriérés. – *(AFP.)*

● **Italie : la réforme fiscale est adoptée.** – Après cinq mois de débats au Parlement, le gouvernement italien a réussi, le 17 février, à faire voter par 255 députés (contre 89 et 140 abstentions) la loi sur la réforme fiscale. Les commerçants et les professions libérales sont les catégories les plus touchées par cette réforme.

Les "Plus" d'Air Lanka. Une Classe Affaires exceptionnelle.

Air Lanka a tout calculé pour vous offrir une Classe Affaires exceptionnelle.
Des sièges bien espacés plus une cuisine de premier ordre.
Un service de grande classe plus champagne gratuit.
L'enregistrement prioritaire plus une franchise bagages de 30 kg.
Plus les soins attentifs d'un personnel chaleureux.
Résultat: La meilleure des Classes Affaires. Vous pouvez ne pas nous croire.
Essayez les "PLUS" d'AIR LANKA.
AIRLANKA



Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris, 9 rue du 4 Septembre. Paris 75002. Tél. 297.43.44.

ÉTRANGER

Changement de porte-parole à la Commission européenne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Hugo Paemen a été nommé, le 13 février, porte-parole de la Commission européenne. Il prend ses nouvelles fonctions ce lundi 18 février. M. Paemen, un Belge qui dans la précédente Commission était chef de cabinet de M. Etienne Davignon, le vice-président chargé des affaires industrielles, remplace M. manuel Santarelli. Celui-ci, qui était le porte-parole de la Commission depuis 1981, devient directeur de l'information et sera notamment responsable de la trentaine de bureaux d'information dont dispose la Commission dans les Etats membres et les pays tiers.

M. Santarelli, cinquante-quatre ans, qui est français, quitte sa charge couvert de louanges. M. Delors ne manque pas une occasion, depuis le 7 janvier, de vanter ses mérites et de lui prédire le plus bel avenir.

Les raisons qui ont poussé M. Delors à décider dès décembre, plusieurs semaines avant son entrée en fonction, de remplacer un porte-parole qui bénéficiait de l'estime de l'ensemble de la presse demeurent mystérieuses. On ne sait s'il a été influencé par ceux qui, de manière bien injuste, rendaient le porte-parole responsable de la mauvaise image de marque de la précédente Commission, et singulièrement se son président, M. Gaston Thorn ; ou bien s'il a redouté que les relations de grande confiance établies entre M. Santarelli et les journalistes rendent plus difficile une reprise en charge directe et attentive de la politique d'information de la Commission.

PH. L.

L'entrée de l'Espagne dans la CEE en 1986 paraît compromise

(Suite de la première page.)

« Le Marché commun ne se justifie que si nous obtenons des conditions plus favorables que les actuelles. Nous sommes prêts à dire que nous abandonnons la négociation s'il n'y a pas d'autre issue », a affirmé M. Marin dans une entrevue publiée le dimanche 17 février par le journal *El Pais*.

Ces déclarations pessimistes visent-elles simplement à *« forcer la main »* des Dix, alors que les discussions sont censées entrer dans leur phase finale ? Il serait hasardeux de l'affirmer, d'autant que la négociation semble réellement dans l'impasse. La proposition globale de transaction sur les trois chapitres encore en discussion, formulée le 11 février par la Commission européenne, a été rejetée tant par les Dix que par l'Espagne, chacun la considérant comme trop favorable à l'autre.

En agriculture, des divergences subsistent, notamment à propos du vin, du sucre, de l'huile d'olive et des fruits et légumes. Le problème de la pêche semble plus délicat encore, Madrid rejetant le système d'étapes transitoires exigé par certains pays de la Communauté, qui conduirait à reporter sa pleine intégration dans l'« Europe bleue » jusqu'à l'an 2002.

Le gouvernement espagnol espérait que les négociations progresseraient suffisamment pour que les dernières questions non encore résolues puissent être tranchées directement par les chefs de gouvernement lors du conseil européen prévu pour les 30 et 31 mars. Tout porte à croire que ce calendrier ne pourra être respecté. Dans ces conditions, l'entrée de l'Espagne ne pourra pas, en tout état de cause, avoir lieu le 1er janvier prochain, étant donnés les délais nécessaires à la rédaction du traité d'adhésion et à sa ratification par les différents Parlements. A Madrid, on souligne qu'un tel retard posera de graves problèmes à la CEE elle-même, puisque la RFA continue de lier l'augmentation du budget communautaire — une nécessité à court terme — à l'élargissement.

Enfin, le thème de l'adhésion à la CEE a cessé désormais de constituer une « question d'Etat » échappant à la controverse politique entre les partis : tant l'opposition conservatrice que la presse de droite ont entamé une vive campagne à ce sujet contre le gouvernement socialiste, qu'elles accusent, sans grand motif apparemment, d'être prêt à entrer dans la Communauté en *« bradant les intérêts nationaux »*. Par ailleurs, le climat pré-électoral que connaissent plusieurs pays de la Communauté (Belgique, Grèce, France) ne facilite pas, estime-t-on à Madrid, une approche généreuse des problèmes de l'élargissement.

THIERRY MALINIAK.

Selon l'OCDE

LA NORVÈGE DOIT RÉDUIRE LES SUBVENTIONS A L'INDUSTRIE

Le pétrole a bien servi l'économie norvégienne : au cours des dix dernières années, la croissance a été de l'ordre de 4 % par an et l'emploi a progressé de plus de 20 %. Mais il a aussi contribué à l'apparition de rigidités, à la hausse des salaires et au tassement de la production industrielle : il en est résulté *« un affaiblissement du potentiel de réaction »*, que font ressortir les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans leur étude sur la Norvège.

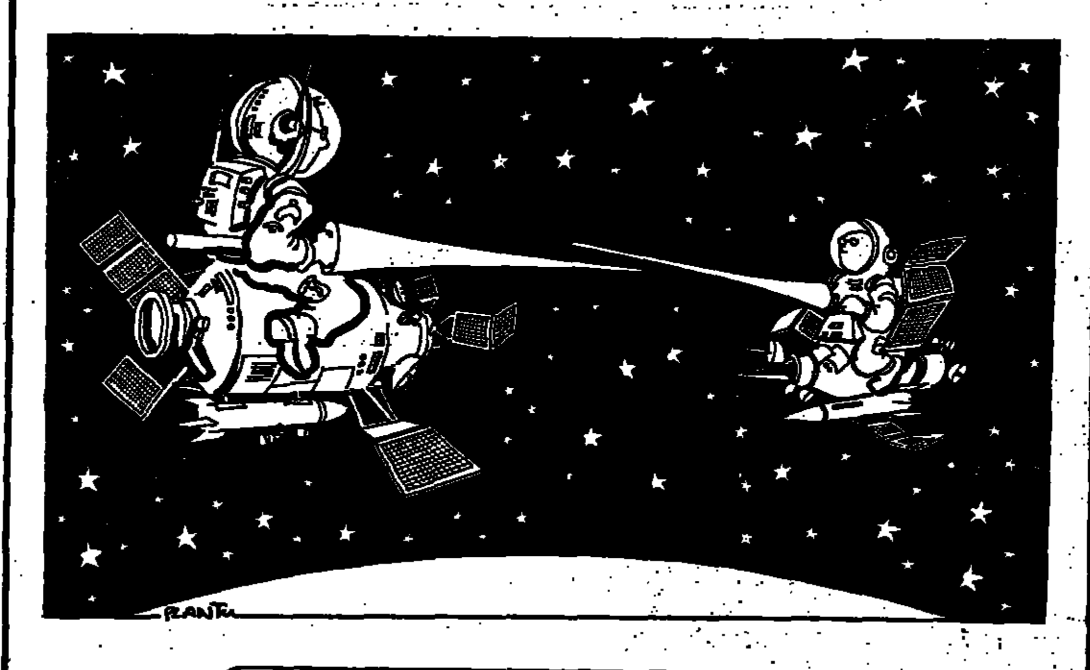
Ainsi les autorités d'Oslo doivent accélérer la réorientation d'une politique économique associant la stimulation de la demande à une augmentation régulière des subventions au secteur privé. Le système de formation des salaires doit notamment être modifié pour faire face aux exigences de la concurrence internationale. Pour sa part, l'aide de l'Etat à l'industrie doit être revue en baisse, alors que les branches à forte croissance emploient une part relativement faible de la main-d'œuvre.

« Il est nécessaire de s'engager de manière ferme et crédible dans la voie d'une réduction planifiée et progressive des subventions », soulignent les experts. D'une façon plus générale, *« un réexamen approfondi de la situation publique semble s'imposer : comme il est difficile de majorer encore les impôts — déjà les plus élevés de l'OCDE malgré la manne pétrolière — la croissance rapide des transferts au secteur privé* [plus de 60 % dess dépenses publiques] *en vient à poser un sérieux problème. »*

Afin de limiter les prélèvements sur les richesses pétrolières, la Norvège doit donner une plus large place au jeu du marché. Sinon, compte tenu de *« la grande incertitude qui entoure l'évolution future des prix pétroliers et de la parité de la couronne vis-à-vis du dollar »*, son économie sera trop vulnérable à des événements sur lesquels le gouvernement norvégien n'a pas de prise.

GALERIE NIKOLENKO
220, bd Saint-Germain - 7e - 548.20.62
ICÔNES
RUSSES et GRECQUES
du 15e au 19e siècle

LES ENJEUX DE L'ESPACE



Le Monde
dossiers et documents

NUMÉRO SPÉCIAL - FÉVRIER 1985

L'HISTOIRE D'UNE CONQUÊTE - LES FUSÉES ET LA NAVETTE - DES SATELLITES EN TOUS GENRES - VIVRE ET TRAVAILLER DANS L'ESPACE - LES STATIONS SPATIALES - LA GUERRE DES ÉTOILES - LES BATAILLES ÉCONOMIQUES ET TECHNIQUES - SCIENCE-FICTION - BD - CINÉMA

18 PAGES — CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX — 10,50 F

BANQUES

L'AIDE AUX CHOMEURS

Le Crédit mutuel de Bretagne va aider ses sociétaires en difficulté

De notre correspondant

Brest. — Et si les banques faisaient, elles aussi, un effort pour les gens en difficulté ? Le Crédit mutuel de Bretagne, qui est en train de monter un mécanisme de solidarité avec ses sociétaires dans le besoin, veut démontrer qu'on ne prête pas nécessairement qu'aux riches. La banque bretonne a, il est vrai, les reins solides. En dix ans, ses dépôts ont été multipliés par cinq. Ils atteignent aujourd'hui 20 milliards de francs, ce qui représente 20 % de l'épargne bretonne.

Dans la région, l'image que s'est forgée le CMB est aussi forte que celle de son concurrent direct, le Crédit agricole. Mais surtout, en même temps qu'il ne cesse d'affirmer son image régionaliste avec pour credo *« l'argent des Bretons doit revenir aux Bretons »*, il n'oublie pas que ce sont les ouvriers et les employés, ainsi que les jeunes qui constituent le gros bataillon de ses fidèles (respectivement 35,9 % et 27,2 % des sociétaires). Deux catégories sociales qui ressentent durement en Bretagne les difficultés de l'emploi en raison, premièrement, de la crise du bâtiment et des travaux publics, pièces maîtresse de l'économie régionale, et, deuxièmement, du marasme de l'industrie téléphonique implantée localement.

« Nous-mêmes au CMB, constate le président, M. Louis Lichou, *nous sommes sollicités tous les jours. Quand nous créons un emploi, nous recevons cent demandes, et bien souvent de la part des enfants des sociétaires et des administrations de nos caisses. »* Le Crédit mutuel de Bretagne estime qu'il est de son devoir d'apporter sa contribution aux chômeurs bretons. Et c'est l'occasion pour lui de prouver sa spécificité à un public qui ne fait pas la différence entre le système mutualiste et le système bancaire traditionnel.

« Concrètement, dit M. Lichou, *il s'agit de sécuriser la population en apportant des garanties en cas de coup dur comme la perte d'un emploi. »* Ces mesures, selon le président, auront pour effet de relancer le bâtiment, *« une industrie qui ne souffre pas des taux d'intérêt mais d'une insécurité devant l'emploi »*. Après avoir passé des conventions avec les quatre départements bretons aux termes desquels il apporte son concours pendant toute la durée du IXe Plan pour la réalisation d'objectifs à caractère social (1), le CMB met actuellement en place le deuxième volet de sa politique de solidarité en créant un fonds d'aide aux sociétaires en difficulté.

Ce fonds, dont profiteront les nouveaux emprunteurs, sera alimenté par les sociétaires (625 000) et la fédération bretonne. La part sociale devrait passer de 10 F à 50 F, et chaque emprunteur paiera une cotisation de 1,20 franc à 1,80 F par tranches de 10 000 F. Le CMB, quant à lui, prélèvera de l'argent sur ses réserves. Mais il espère que la ponction fiscale de 50 % au titre de l'impôt sur les sociétés n'affecte pas les sommes en question. La banque lorgne aussi vers les collectivités territoriales afin qu'elles versent leur obole.

Ce fonds servira à proposer des prêts à taux réduits, à consentir des bonifications d'intérêt et des remises sur certaines mensualités de remboursement, etc. Les caisses locales choisiront les formes d'aide cas par cas. le Crédit mutuel de Bretagne profite là de l'avantage de son organisation. Il se dit en effet très proche de ses clients grâce à ses quarante mille administrateurs bénévoles.

« Nous identifierons les gens qui sont dans dans le besoin et nous leur proposerons nos produits sans heurter leur dignité », assure M. Lichou. Pour preuve de sa contribution à l'effort, le CMB annonce pour la fin février deux formules d'aide à ses sociétaires en difficulté :

— Pour les emprunteurs, une avance assortie d'un taux spécial de 6,5 % leur permettant de différer de quelques mois le paiement de leurs échéances dans l'attente d'un nouvel emploi ou d'une amélioration de leur situation financière ;

— Pour les autres sociétaires, un prêt remboursable au même taux de 6,5 % sur une durée pouvant atteindre trente mois et avec déblocage progressif des fonds en fonction de l'évolution de leur situation.

GABRIEL SIMON.

(1) Le CMB met à la disposition de ces collectivités des enveloppes dans la proportion de 50 % des interventions économiques retenues.

SOCIAL

LE BILAN 1984 DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Un salarié sur cinq souffre du bruit

La durée moyenne hebdomadaire du travail n'a cessé de baisser depuis 1949. Telle est l'une des conclusions du Bilan 1984 des conditions de travail publié par le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Jusqu'en 1968, elle est restée voisine de 45 heures, pour atteindre 39 heures en 1984. Les chiffres étaient respectivement de 45 heures et 39 heures pour les ouvriers et de 43 heures et 39 heures pour les employés. D'autre part, le développement du travail à temps partiel s'est ralenti depuis quelques années ; il concernait 3,7 % des salariés en 1975 et 5 % en 1982.

C'est dans le secteur des services et des commerces que cette forme d'activité a le plus progressé. Le temps partiel touche en effet 36 % des salariés des services d'hygiène (nettoyage), un salarié sur cinq dans le commerce de détail alimentaire, un sur sept dans la restauration et l'hébergement. Il est rare dans l'industrie (1,7 %), mais cependant développé dans certains secteurs comme l'industrie du cuir, l'imprimerie ou l'édition.

Ce sont les femmes qui sont les premières concernées (elles représentent les deux tiers des salariés à temps partiel). Les employés sont plus nombreux à être intéressés par cette formule (11 %) que les ouvriers (8 %).

Une enquête sur les conditions de travail faite en 1978 montre que 850 000 salariés commencent leur travail avant 6 heures, 84 % d'entre eux sont des ouvriers. 680 000 salariés (dont 580 000 ouvriers) doivent quitter leur domicile avant 5 heures.

Un salarié sur cinq travaille de temps en temps le dimanche et 550 000 tous les dimanches. Dans les services médicaux et sociaux, plus des deux tiers des employés sont présents occasionnellement le dimanche et plus d'un sur dix tous les dimanches.

Pour 2,5 millions de salariés, les horaires sont différents d'un jour à l'autre. Plus de 2 millions de salariés travaillent au moins une nuit dans l'année. Ce sont les personnels médicaux et sociaux et le personnel hôtelier qui sont les plus nombreux à travailler la nuit.

Les statistiques concernant les nuisances montrent qu'un salarié sur cinq souffre du bruit, 69 % des ouvriers doivent rester debout durant de longs moments, un manœuvre sur deux porte de lourdes charges, 27 % des salariés respirent des poussières, 25 % craignent des brûlures, 25 % respirent des produits toxiques, 25 % en manipulent.

M.-Ch. R.

Chez Du Pont de Nemours à Besançon

PAS DE TRAVAIL LE DIMANCHE

L'inspection du travail ayant refusé la possibilité, pour des volontaires, de travailler le dimanche, la fabrique de connecteurs Du Pont de Nemours, à Besançon (Doubs), a annoncé, le 14 février, qu'elle avait dû renoncer à une partie de ses commandes. Le marché italien serait déjà affecté.

A l'automne dernier, la direction de l'entreprise avait demandé une dérogation pour pouvoir faire face à une reprise des marchés de l'électronique, consommatrice de connecteurs. *« Quand la reprise est là, tout le monde veut de nos connecteurs. Quand les marchés ralentissent, les commandes tombent en flèche »*, explique M. Jerry Violette, le directeur général, pour justifier le recours à cette formule qui prévoyait de faire travailler une partie du personnel le dimanche en heures supplémentaires. *« Un dimanche de fabrication, c'est 15 % de production en plus, cela permet de passer le cap d'une grosse commande à livrer à temps. »*

Consulté, le conseil municipal de Besançon, à majorité socialiste, et la chambre de commerce et d'industrie du Doubs avaient donné leur accord. Finalement, l'inspection du travail s'y est opposé, mais a autorisé la mise en place d'une équipe de maintenance en fin de semaine.

AUGMENTATION DE 3,4 % EN JANVIER DU NOMBRE DE CHOMEURS INDEMNISÉS

Selon les statistiques de l'UNEDIC, publiées le 15 février, le nombre de chômeurs indemnisés à la fin janvier a augmenté de 3,4 % en un mois, soit une hausse *« légèrement supérieure à la moyenne saisonnière »*. En cours d'indemnisation, on comptait 2 055 672 personnes, contre 1 988 954 en décembre. Il convient cependant d'ajouter à ce chiffre le nombre de chômeurs qui, ayant déposé une demande d'allocation, feront l'objet d'une décision positive avec effet rétroactif. On peut aussi estimer, selon l'UNEDIC, à 2 456 742 le nombre de personnes ayant reçu une allocation au titre du dernier jour de janvier, contre 2 330 131 en décembre (+ 5,4 % en un mois).

A la fin janvier, les indemnisations étaient versées à 1 744 564 chômeurs (+ 7,1 % en un mois, + 16,1 % en un an), à 691 263 préretraités (+ 2 % en un mois, — 3,6 % en un an) et à 20 915 bénéficiaires de l'indemnité de formation.

LA RECONVERSION AVEC FORMATION DOIT DÉBOUCHER SUR UN EMPLOI, ESTIMENT LES CADRES CGT

L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens UGICT-CGT tiendra son neuvième congrès du 30 mai au 2 juin prochains à Toulouse sur le thème *« s'unir, agir et gagner »*, a annoncé son secrétaire général, M. Alain Obadia, le 15 février devant la presse. M. Obadia s'est montré critique à l'égard du projet de congé formation recherche d'emploi (CFR), estimant qu'*« il s'agissait ni plus ni moins d'un élément de plus du traitement social du chômage »*. *« Il faut que la reconversion avec formation puisse déboucher sur un emploi »*, a-t-il ajouté.

M. Obadia a adopté une position plus nuancée sur l'individualisation des rémunérations, affirmant qu'il n'y était pas hostile *« à condition que les critères de détermination soient négociés et non pas décidés uniquement par le patronat ce qui ouvre la porte à l'arbitraire »*. Le secrétaire général de l'UGICT a considéré par ailleurs qu'*« une action de grande envergure est nécessaire et possible »*, l'objectif étant de *« faire grandir un grand mouvement revendicatif sans s'enfermer dans une formule unique »*. Il n'est pas question, a-t-il ajouté, de décider unilatéralement d'une grève générale mais de *« dialoguer avec les travailleurs et les faire réfléchir »* afin de développer l'action.

● **La société américaine Fonar va créer deux cent cinquante emplois à Montpellier.** — La société américaine Fonar Corporation a décidé d'installer à Montpellier son centre d'assemblage européen d'appareils d'imagerie par résonnance magnétique (IRM), Fonar qui emploiera deux cent cinquante personnes à Montpellier espère fournir 20 % du marché européen

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. —		Rep. + ou dép. —		Rep. + ou dép. —	
$ E.-U.	9,9660	9,9690	+ 158	+ 160	+ 280	+ 305	+ 600	+ 700
$ can.	7,4401	7,4451	+ 29	+ 47	+ 53	+ 89	— 46	+ 44
Yen (100)	3,8786	3,8813	+ 125	+ 135	+ 259	+ 277	+ 819	+ 867
DM	3,0616	3,0631	+ 114	+ 122	+ 238	+ 247	+ 645	+ 687
Florin	2,7037	2,7053	+ 75	+ 80	+ 159	+ 169	+ 469	+ 504
F.B. (100)	14,9865	15,2233	—	+ 35	— 18	+ 49	— 89	+ 138
F.S.	3,6008	3,6032	+ 134	+ 145	+ 293	+ 310	+ 849	+ 900
L (1 000)	4,9428	4,9468	— 158	— 141	— 330	— 300	—1 040	— 959
£	11,0184	11,0287	— 283	— 242	— 570	— 503	— 991	— 812

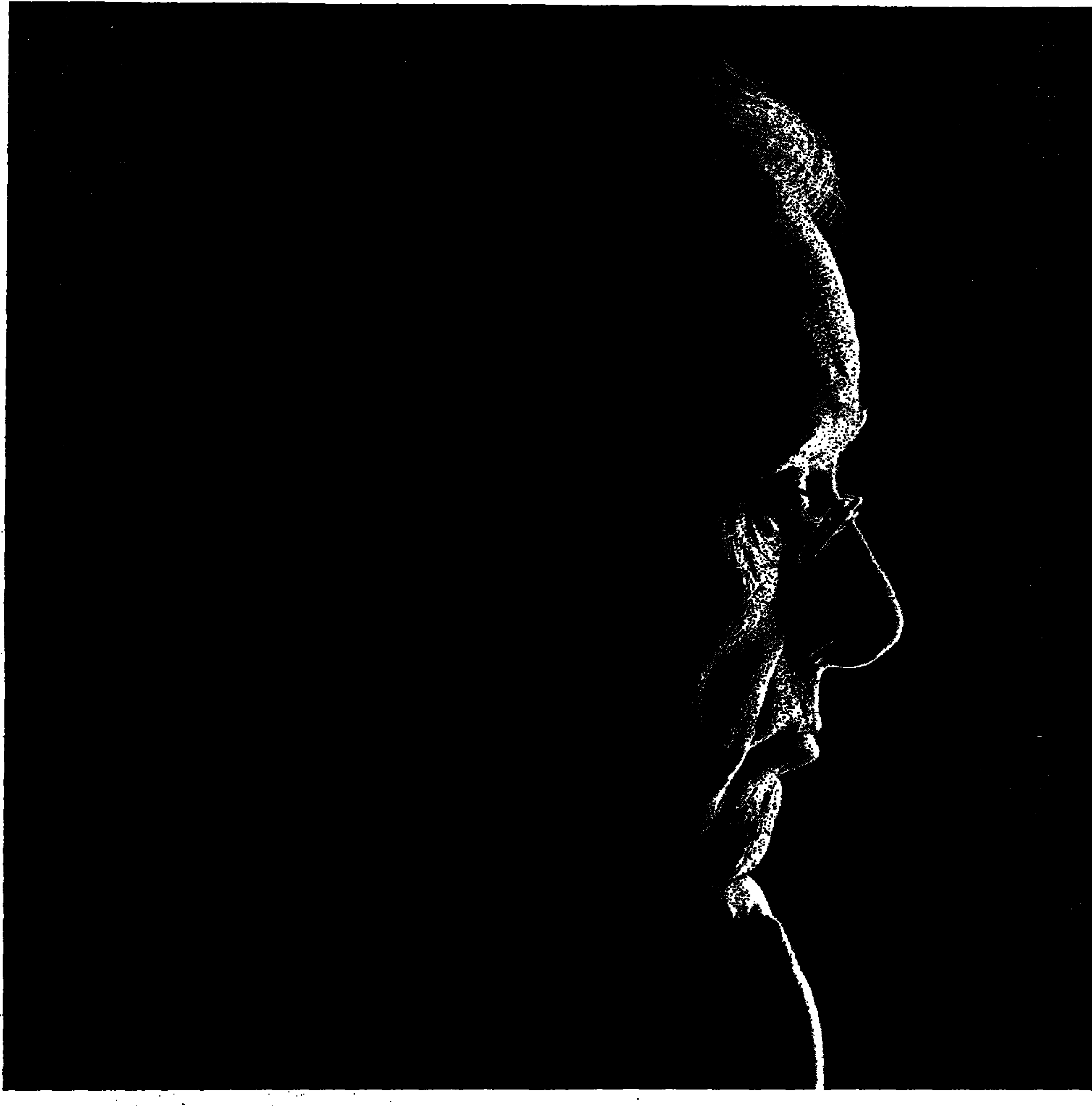
TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	—	—	8 9/16	8 11/16	8 7/8	9	9 7/16	9 9/16
DM	5 1/4	5 1/2	5 13/16	5 15/16	5 15/16	6 1/16	6 3/8	6 1/2
Florin	6 5/8	6 7/8	6 15/16	7 1/16	7	7 1/8	7	7 1/8
F.B. (100)	10	11	10 9/16	10 7/8	10 9/16	10 7/8	10 3/4	11 1/16
F.S.	2	2 1/2	5 9/16	5 11/16	5 9/16	5 11/16	5 13/16	5 15/16
L (1 000)	14	15	14 1/4	14 1/2	14 3/8	14 5/8	14 7/8	15 1/8
£	14	14 1/4	14 1/16	14 3/16	13 3/4	13 7/8	12 11/16	12 13/16
F. franç.	10 3/8	10 5/8	10 1/2	10 3/4	10 5/8	10 7/8	11 1/16	11 5/16

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

NON
Mr LE PRESIDENT, VOUS N'IREZ PAS EN ENFER.



L'heure du bilan a sonné. Eh oui ! Il va falloir payer les *conséquences de la crise*... Mais est-ce bien la crise qui vous a conduit là ? Ne serait-ce pas plutôt l'apathie, l'absentéisme ? Les contrats honorés avec retard par manque de productivité ?
Soyons francs, M. le Président, la situation est grave, *mais* pas désespérée. Colt International peut vous aider.

Comment ?

– La ventilation Colt des postes de travail surchauffés diminue les risques d'accidents (à 30 °C, les risques sont accrus de 50 %).
– La ventilation Colt libère l'environnement de la poussière, des gaz ou des odeurs. Résultat : moins de maladie, de fatigue et d'absentéisme.
– La ventilation Colt accroît la productivité (à 30 °C, elle baisse de 20 %).
– La ventilation Colt, en évacuant chaleur et fumée, facilite l'intervention en cas d'incendie, et protège votre personnel et votre capital.
– La ventilation Colt, en recyclant l'air chaud, allège jusqu'à 30 % vos factures de chauffage.
– La ventilation Colt est un principe qui n'occasionne aucun frais de fonctionnement. L'entretien est minimum et les produits garantis 10 ans.
– Colt met gratuitement à votre disposition son bureau d'études pour vous aider à déterminer la meilleure installation sur le plan technique et financier dans vos bâtiments existants et pour vos prochaines implantations.

Comme 60 % des entreprises françaises qui réalisent les plus forts bénéfices, équipez-vous Colt, M. le Président, ne risquez plus l'enfer !

Pour plus d'informations, appelez-nous au : (3) 030.93.55.



L'AIR DES GAGNANTS

AFFAIRES

L'OFFRE D'ACHAT SUR PHILLIPS PETROLEUM

Capitalistes sauvages et industrie du « soleil couchant »

Pas de pitié pour les faibles. La règle vaut désormais outre-Atlantique pour les compagnies pétrolières comme pour les hommes. Depuis trois ans, une nouvelle race de financiers, dont le prototype est M. T. Bonne Pickens, PDG de la société Mesa Petroleum, écume la Bourse, semant la terreur parmi les états-majors et réjouissant actionnaires et analystes. Leur philosophie est simple : toute société qui, faute de succès, ne renouvelle pas suffisamment ses réserves d'hydrocarbures est à court ou moyen terme vouée à la liquidation. Pourquoi, dès lors, ne pas donner aux actionnaires le moyen d'en profiter en liquidant eux-mêmes ladite société avant que sa valeur ne chute ? Aussi le secteur pétrolier et gazier américain, qualifié par M. Pickens d'industrie *« du soleil couchant » – « sunset industrie »* – fait-il l'objet d'attaques incessantes, toute société dont la valeur boursière est inférieure à celle qui résulterait de la vente par appartements de ses actifs étant considérée comme une victime potentielle.

Pionnier de ce nouveau capitalisme sauvage, M. T. Boone Pickens s'est attaqué, en lançant à l'improviste des offres publiques d'achat, depuis 1982, d'abord à deux petites compagnies, Cities Service et General American, puis fin 1983, à la Gulf, finalement rachetée par Chevron, et l'an passé à Phillips, qui, après un accord à l'amiable avec M. Pickens, se débat toujours pour échapper aux griffes de ses émules. Plus récemment, Mesa Petroleum, qui a réalisé l'an passé des bénéfices records (254 millions de dollars, soit plus du double de l'année précédente, dont 214 millions de dollars de bénéfices sur titres boursiers), a acquis 7,9 % du capital d'Unocal, quatorzième société pétrolière américaine. Déjà sont considérées comme des proies possibles, les sociétés Tenneco et surtout Mobil, dont l'action, selon la sociéré John S. Herold Inc., vaudrait 88 dollars en cas de liquidation par appartement contre 28,75 dollars à la Bourse actuellement.

Faire monter les enchères

Le cas de Phillips est exemplaire. Contrairement à la tradition qui jusqu'ici voulait que toute société américaine confrontée à une offre publique d'achat non désirée n'ait pour seule issue que de racheter elle-même en Bourse ses propres actions ou provoquer une « contre OPA » amicale, par une autre société – ce qu'a fait Gulf l'an passé, – Phillips, pour répondre à l'OPA lancée en 1974 par M. T. Boone Pickens, a mis sur pied un schéma original. Après accord avec M. Pickens, la compagnie, qui a réalisé 15,76 milliards de dollars de chiffre d'affaires l'an passé et emploie 29 600 salariés dans le monde, a proposé à ses actionnaires un plan de recapitalisation prévoyant l'échange de 38 % des actions contre des titres, ce qui lui coûte 3,5 milliards de dollars. De plus, profitant des nouvelles dispositions fiscales favorables au plan de participation des salariés, Phillips a proposé aux membres de son personnel 32 millions d'actions nouvelles au prix du marché, pour un total de 1,6 milliard de dollars. L'opération, fort compliquée, laisse au bout du compte aux actionnaires – y compris M. Pickens – un bénéfice de 2,7 à 2,8 milliards de dollars et oblige la compagnie à emprunter 2,9 milliards de dollars supplémentaires, donc à céder pour ce faire une partie de ses actifs (pour une valeur d'environ 2 milliards de dollars).

Cela n'a pas suffi. A peine l'accord à l'amiable était-il conclu avec le PDG de Mesa – qui empochait au passage la coquette somme de 89 millions de dollars grâce à la vente pour l'équivalent de 53 dollars d'actions, achetées en moyenne à 43 dollars – qu'un autre financier, M. Carl Icahn, lançait sur Phillips plusieurs offres publiques d'achat successives risquant de remettre en question la proposition faite par la compagnie à ses actionnaires. Alors que l'offre de Phillips visait à stabiliser le prix de son action au cours de 53 dollars, M. Icahn a proposé en effet des valeurs supérieures (55 puis 57 dollars par action). Phillips, jusqu'ici, a tenu bon, assurant qu'elle n'accepterait aucune offre inférieure à 62 dollars par action. Il semble, toutefois, probable que la compagnie sera contrainte d'augmenter l'offre faite aux actionnaires.

C'est d'ailleurs probablement l'objectif de M. Icahn, qui détient déjà 4,85 % du capital de Phillips, et a, dit-on, reçu le support de M. Pickens, lequel finalement, insatisfait de l'accord à l'amiable conclu avec la compagnie, mais lié par ses engagements, chercherait ainsi, une nouvelle fois, à faire monter les enchères.

Quelle qu'en soit l'issue, ces péripéties, qui font les délices de Wall Street, risquent fort, *in fine*, d'entraîner la compagnie à une quasi liquidation de fait. Guettant ces déboires, la plupart de ses concurrents se sont déjà mis sur les rangs pour racheter les réserves que Phillips détient, notamment en mer du Nord, avec des participations dans les gisements d'Ekofisk (Norvège), Maureen et Hewett (Grande-Bretagne).

A long terme, le renouveau de ce capitalisme sauvage risque de s'avérer fort dangereux. Quand bien même elles ne sont pas, comme Phillips, obligées de céder des réserves pour se prémunir contre des prises de contrôle indésirables, les compagnies visées – ou victimes potentielles – sont contraintes de distribuer à leurs actionnaires des fonds qu'elles auraient, en d'autres temps, consacrés à l'exploration et au développement de nouvelles réserves. Ces pratiques réduisent donc, de fait, les efforts à long terme d'exploitation des compagnies, accélérant le déclin dont elles tirent profit.

VÉRONIQUE MAURUS.

POCLAIN DÉCIDE DE CONSERVER SA FILIALE PPM (GRUES MOBILES)

Le président du directoire de Poclain, M. Bigelow, a annoncé qu'il conserverait la société PPM (Poclain-Potain Matériels), spécialisée dans la construction de grues mobiles. « *Aucune des sociétés avec lesquelles des négociations étaient en cours depuis quelques mois n'a été en mesure de faire une offre conforme* » aux intérêts de Poclain et de l'industrie française, a précisé M. Bigelow.

Poclain, en difficulté, essaie de rationaliser ses activités. Poclain Hydraulics doit être repris par le groupe américain Vickers. PPM, dont Poclain détient 79 % des actions, doit, pour sa part, faire face à une chute brutale de son marché (– 40 % en 1984). PPM, qui emploie environ sept cent cinquante personnes, a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 485 millions de francs et de pertes de 1,2 million.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● **Force ouvrière demande au CNPF l'ouverture de négociations sur l'extension des congés de conversion.** – Ainsi qu'il l'avait déjà annoncé, M. Bergeron, secrétaire général de FO, a adressé, le 17 février, une lettre à M. Yvon Gattaz, président du CNPF, pour demander *« l'ouverture de négociations en vue d'étendre à l'ensemble des salariés les garanties du type de celles existant dans la sidérurgie, la construction navale ou l'automobile »*.

Sans répondre directement, M. Gattaz a fait part de son sentiment dans une interview publiée par *le Journal du dimanche* du 17 février. *« Le dialogue avec M. Laurent Fabius est facile*, souligne le président du CNPF, *mais l'on ne peut être que déçu devant le peu d'écho que rencontrent les propositions du CNPF pour l'entreprise et pour l'emploi. »*

Pêche

● **Huit tonnes de sardines déversées dans une avenue de Perpignan.** – Une cinquantaine de marins-pêcheurs ont déversé, samedi 16 février, huit tonnes de sardines dans l'une des principales avenues de Perpignan. Ils entendaient attirer l'attention sur le marasme que connaît actuellement leur profession face, notamment, à la concurrence italienne. – *(AFP.)*

CONJONCTURE

Au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. EMMANUELLI SE DIT « OPPOSÉ A TOUTE RELANCE SYSTÉMATIQUE »

Reconnaissant que les réductions d'impôts allaient introduire un peu de pouvoir d'achat pour les ménages, M. Henri Emmanuelli a affirmé, le 17 février, au « Grand Jury RTL-le Monde : *« On n'abandonne pas la rigueur. Simplement, après avoir demandé des efforts aux Français, comme nous constatons que des résultats sont visibles et tangibles et que nous retrouvons ici ou là quelques marges de manœuvre, lorsque nous le pouvons (...) nous essayons effectivement de soutenir l'activité de manière raisonnable (...). Il ne s'agit pas d'une politique de relance systématique »*.

Après avoir énuméré les *« succès »* du gouvernement socialiste, le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation s'en est pris à *« certains discours »*. Ainsi, a-t-il dit, *« en 1981 le taux de pression fiscale était de 18,5 %, en 1984 il était de 18 %. En 1985 il sera de 17,7 % »*. Et de souligner qu'il n'y a pas de matraquage fiscal puisque *« la masse des impôts payés par les Français a diminué en valeur relative »*.

De même pour les contrôles fiscaux qui sont *« stables depuis 1981* (il y a 40 000 contrôles fiscaux par an), mais dont *« le rendement a été doublé »*.

M. Emmanuelli, enfin, a dénoncé le programme du RPR : *« J'y ai trouvé beaucoup de dépenses, je n'y ai pas trouvé de recettes »*, a-t-il dit. *« J'espère bien*, a-t-il ajouté, *que M. Juppé acceptera un jour d'en débattre avec moi. »*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

banque centrale des coopératives et des mutuelles

bccm

Le conseil d'administration réuni le 12 février 1985 a arrêté les comptes de **l'exercice 1984** qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire prévue le 2 avril prochain.

Cet exercice se caractérise par une nette progression des dépôts moyens (+ 12,8 %), des crédits moyens (+ 16,2 %) et du total du bilan (+ 21 %) qui atteint 6,7 milliards de F.

Par ailleurs, le conseil a constaté avec satisfaction la forte progression du résultat d'exploitation (+ 49,2 %). En effet, le produit net bancaire s'est accru de + 14,9 % par rapport à l'année précédente alors que la croissance des frais généraux s'élevait à + 10,4 %.

Après provisions le résultat marque un redressement tout aussi satisfaisant, atteignant 9,7 millions de F.

Le président a souligné combien ces résultats étaient dus aux efforts soutenus de chacun des collaborateurs de l'entreprise, et qu'ils devaient en être remerciés, tout en rappelant que la meilleure récompense pour tous est évidemment de savoir que l'entreprise réussit et peut donc poursuivre son développement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

sanofi

CHIFFRE D'AFFAIRES 1984

Le chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 1984 s'élève provisoirement à 11 230 millions de francs, en augmentation de 20,3 % par rapport à celui de l'exercice précédent (9 335 millions de francs).

A structure comparable, tenant compte des sociétés entrées en 1984 dans le groupe, l'augmentation ressort à 14,1 % comme il apparaît ci-après :

Ventilation par secteur	1983	1984	Variation
	(en millions de francs)		
Santé humaine	6 132	6 742	+ 9,9 %
Santé animale	628	665	+ 5,9 %
Arômes	405	434	+ 7,2 %
Parfums, produits de beauté	2 616	3 315	+ 26,7 %
Prestations et divers	62	74	n.s.
Total	9 843	11 120	+ 14,1 %
Ventilation géographique			
France	5 161	5 564	+ 7,8 %
Exportation	1 168	1 383	+ 18,4 %
Etranger	3 514	4 283	+ 21,9 %
Total	9 843	11 230	+ 14,1 %

Pour l'ensemble de l'exercice, la part de l'activité assurée à l'étranger (exportations depuis la France et ventes des filiales étrangères), a représenté plus de 50 % du total des ventes contre 48 % précédemment.

COFIMEG

Les produits locatifs de la Société au cours de l'exercice 1984 se sont élevés à 154,6 millions de francs. Ce chiffre, inférieur à celui de l'exercice précédent en raison de la cession de deux ensembles immobiliers de Moselle intervenue à la fin de 1983, est complété par des produits financiers et accessoires, en augmentation concomitante, qui portent le total des recettes à 177,96 millions de francs contre 174,73 en 1983.

Il s'y ajoutera les indemnités dues par l'Etat au titre de la garantie contre les effets du blocage des loyers, pour former un montant global supérieur à 180 millions de francs qui autorisera comme prévu, et malgré la très forte croissance des impôts fonciers, une légère augmentation du dividende.

Béghin Say

Le 13 février, au cours d'une conférence de presse, le président Jean-Marc Vernes a annoncé officiellement que Béghin Say participait, en tant qu'actionnaire, à la création aux Etats-Unis (Etat de Louisiane) d'une distillerie qui produira par an, et à partir de céréales, 1 600 000 hl d'éthanol déshydraté destinés à la carburation.

Missalco, société créée à cet effet, a passé un contrat avec le constructeur français Speichim pour la fourniture de l'installation, et le major pétrolier américain Texaco s'est engagé à enlever la moitié de l'éthanol produit.

Le président Vernes a indiqué, par ailleurs, que Béghin Say était tout disposé à envisager pour la France des projets de ce type mettant en œuvre de la betterave et des céréales. Cela permettrait de réduire les excédents agricoles de sucre et de céréales dont l'écoulement sur le marché mondial est de plus en plus difficile à réaliser.

A titre indicatif, en France, l'introduction de 7 % d'éthanol dans les carburants correspondrait à la transformation de 4 millions de tonnes de blé ou de 2 millions de tonnes d'équivalent sucre.

Cette perspective conforterait l'avenir des sucreries existantes et de leur amont agricole betteravier et céréalier.

Elle permettrait de contribuer à résoudre en France et en Europe la question de la suppression du plomb tétraéthyle dans les carburants.

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

PRISE DE PARTICIPATION DANS SOFINCO

L'Etat, la COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ et la BANQUE SOFINCO ont arrêté le principe d'une prise de participation majoritaire de SUEZ dans SOFINCO. D'ores et déjà ces deux dernières sont convenues que SOFINCO constituera, au sein du Groupe SUEZ, le pôle de sociétés spécialisées dans les crédits aux particuliers : crédits à la consommation et leasing. Les moyens nécessaires seront donnés à SOFINCO pour développer ses activités en France et à l'étranger. La cession par l'État de 51 % du capital de SOFINCO devrait être réalisée au cours du deuxième trimestre 1985.



Le conseil d'administration de SOGERAP s'est réuni le 8 février 1985.

Les comptes de l'exercice clos, d'une durée de quinze mois, arrêtés au 31 décembre 1984, font apparaître un bénéfice net de 104,9 millions de francs (après un résultat exceptionnel de 18,4 millions de francs et 15 millions de francs d'impôts), contre 139 millions de francs l'année précédente (après un résultat exceptionnel de 23,8 millions de francs et 24,5 millions de francs d'impôts).

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 23 F par action pour tenir compte de la durée de l'exercice, contre 21 F l'année précédente. Le revenu global s'élèvera à 34,50 F par action, compte tenu d'un avoir fiscal de 11,50 F (impôt déjà payé au Trésor), contre 31,50 F l'année précédente.

Les actionnaires pourront opter pour un paiement du dividende, soit en numéraire, soit en actions nouvelles créées jouissance du 1er janvier 1985, conformément à la loi nº 83.1 du 3 janvier 1983. Le prix d'émission de l'action sera déterminé lors de l'assemblée générale.

Les actionnaires de SOGERAP seront convoqués en assemblée générale ordinaire le mercredi 27 mars 1985, à 10 h 30, afin de statuer sur les comptes et les résultats de l'exercice.

GROUPE BRUNO PETIT

PRINCIPAUX CHIFFRES INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ

En 1984, toutes marques confondues, 4655 maisons individuelles sur catalogue ont été vendues, chiffre pratiquement stable d'une année sur l'autre. Cela traduit un gain important en terme de parts de marché. En effet, en l'absence de chiffres définitifs, on peut estimer la baisse du marché à au moins 10 %.

Le groupe a réalisé 3 202 ouvertures de chantiers, contre 2982 en 1983, soit une progression de 7,4 %. Le chiffre d'affaires TTC construction s'est élevé à 1.033 millions de francs, contre 985 en 1983, soit une progression de 4,8 %.

Le secteur de la construction de maisons groupées, en villages, pour le compte de maîtres d'ouvrages publics et privés, a dégagé 69 millions de francs de chiffre d'affaires TTC, contre 74 en 1984. Ce secteur de diversification, n'ayant pas donné les résultats escomptés lors de son lancement en 1982, est aujourd'hui totalement abandonné au profit d'un recentrage sur les métiers traditionnels du Groupe.

L'activité foncière, sous la marque France Terre, et l'activité de Composants Industrialisés du Bâtiment ont réalisé respectivement un chiffre d'affaires TTC de 91,5 et 72,4 millions de francs, soit 13,7 % du chiffre d'affaires total du Groupe.

Les résultats, qui seront arrêtés au Conseil d'Administration du mois de mai, traduiront un net redressement du Groupe.

Carnet des Entreprises

● BANQUE NATIONALE DE PARIS

M. EMMANUEL PHILIPPON

directeur central, qui assurait jusqu'à ce jour la responsabilité des réseaux extérieurs de la BNP, est nommé directeur général adjoint de la BANQUE NATIONALE DE PARIS et chargé de la direction de l'ensemble de la division internationale de la banque.

Agé de cinquante-six ans, entré à la banque en 1951, M. Philippon y a fait toute sa carrière. Successivement inspecteur à l'inspection générale, directeur d'une agence de Paris, M. Philippon a été appelé en direction générale en 1967, où il a occupé différents postes à la direction des agences parisiennes et à la direction des grandes entreprises et du développement.

Les activités internationales de la BNP relèvent du domaine placé sous la responsabilité de M. Jacques Henri Wahl, directeur général.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33.

Chez Citroën du 15 au 25 février 1985.

Reprise sauvage

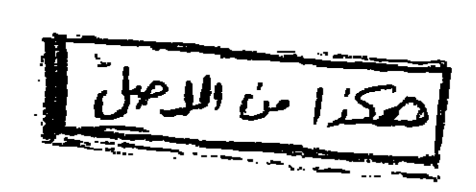
5000F au moins

pour tout achat d'une voiture neuve.

Pour tout achat d'une voiture neuve (disponible sur stocks), Citroën vous reprend votre ancienne voiture, quel que soit son état, au moins 5 000 F., sans discuter.
Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.
Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous!
C'est maintenant qu'il faut en profiter! Du 15 au 25 février 1985!
Possibilité de crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI-SOVAC.

CITROËN préfère TOTAL

هكذا من الاصل



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 7 fév.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	418 633
dont :	
Or	258 912
Disponibilités à vue à l'étranger	71 688
ECU	71 737
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 294
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	28 694
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	170 034
dont :	
Effets escomptés	87 020
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 231
5) DIVERS	7 870
Total	698 383

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	196 847
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 468
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10 248
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	92 401
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	18 815
5) ECU A LIVRER AU FECOM	71 737
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	9 509
Total	698 383

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	8 fév.	15 fév.
Valeurs franç. à revenu variable	107,8	108,5
Valeurs industrielles	106,8	108
Valeurs étrangères	112,1	113,1
Pétroles-Energie	104,5	108,2
Chimie	107,9	108,5
Métallurgie, mécanique	110,6	113
Electricité, électronique	108,4	110,1
Bâtiment et matériaux	111,9	111,1
Ind. de consommation non-alimentaire	108,9	109,3
Agro-alimentaire	102,2	103,8
Distribution	104	103,8
Transports, loisirs, services	110,9	111,3
Assurances	115,7	116,4
Crédit banque	110,8	112,4
Siconi	104,9	104,5
Immobilier et foncier	111,2	112,4
Investissement et portefeuille	111,6	111
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	102,2	101,8
Emprunts d'Etat	101,6	101,1
Emprunts garantis et assimilés	102,6	102,1
Sociétés	101,5	101,5
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1683,8	1694,7
Valeurs étrangères	3642,3	3673,9
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	242,9	244,5
Valeurs étrangères	479,2	483,5
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	112,3	111,8
Emprunt d'Etat	111,6	111,3
Emprunts garantis et assimilés	112,4	111,9
Sociétés	112,7	112,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 31 décembre 1981

	8 fév.	15 fév.
Indice général	198,9	200,8
Produits de base	176,2	179,3
Construction	131,6	130,3
Biens d'équipement	180,6	185,5
Biens de consom. durables	193,2	193,6
Biens de consom. non durables	269	271,2
Biens de consom. alimentaires	246,7	251
Services	171,4	172,3
Sociétés financières	284,1	283,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	180,2	182,2
Valeurs industrielles	194,2	197,1

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 31 décembre 1981

	8 fév.	15 fév.
Indice général	188,2	185,5

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ZODIAK. – Connue du grand public pour l'une de ses spécialités, la fabrication de bateaux pneumatiques, cette société a été la première à inaugurer le second marché de la Bourse de Paris en février 1983, annonce une augmentation de capital par distribution d'actions gratuites à cet effet. 52245 actions nouvelles seront créées, portant jouissance au premier semestre 1984 et distribuées à raison d'une nouvelle pour huit anciennes. A l'issue de cette opération, le capital social de Zodiac sera porté à 23,5 millions de francs divisé en 470211 actions d'une valeur nominale de 50 F chacune.

INDOSUEZ. – La banque Indosuez va ouvrir dans les deux ou trois prochains mois une filiale à *Katmandou sur la base d'un* investissement financier à 50/50 conclu avec les autorités locales. Baptisée Banque Indosuez Népal cette création a été rendue possible à l'issue de la visite effectuée en France par le ministre népalais des finances, le Dr Prakash Chandra Lohani. De retour à Katmandou, le ministre a indiqué à l'AFP qu'un mémorandum d'accord sur la création de filiales à participation commune dans le secteur bancaire avait été signé avec le ministre français de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, prévoyant l'implantation, au Népal, de la banque Indosuez.

MONTEDISON. – Le premier producteur italien de textile synthétique a réalisé des bénéfices en 1984 selon les premières estimations publiées par la société, ce qui *constitue un événement exceptionnel dans* l'histoire récente de la société.

Ce redressement spectaculaire, résultat d'une longue période de restructuration et d'une spécialisation de sa production sur deux familles de produits (l'acrylique et le polyester), se traduit par un bénéfice de quelque 10 milliards de lires (50 millions de francs) en 1984 contre des pertes de 58 milliards de lires (290 millions de francs) en 1983. Le chiffre d'affaires a atteint 870 milliards de lires en 1984, contre 684 milliards en 1983 et seulement 516 milliards en 1982, indique-t-on au siège de la société à Milan. Ces résultats, qui surviennent après plus de quinze ans de difficultés, permettent même d'envisager le retour en Bourse de Montefibre.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	14 fév.
Valeurs françaises	107,8
Valeurs étrangères	113,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	14 fév.	15 fév.
Indice général	200,5	200,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 18 février .... 10 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15 fév.	18 fév.
1 dollar (en yens)	259,20	255,70

BOURSE DE PARIS — Comptant — 15 FEVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]								

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	221	....
[illegible]	295	295
[illegible]	82	82
C.G.M.	10	....
[illegible]	28	....
[illegible]	110 50	....
[illegible]	505	505
F.B.M. (LI)	70	3 50 o
[illegible]	60	....
[illegible]	195	....
[illegible]	1 52	....
[illegible]	122 10	....
[illegible]	....	....
[illegible]	124 50	124 70
[illegible]	70	....
[illegible]	174	....
[illegible]	96	89
[illegible]	43	....
[illegible]	335	....

SICAV 15/2

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]			[illegible]	122 08	116 55
[illegible]			[illegible]	121947 45	121947 45
[illegible]			[illegible]	694 59	663 09
[illegible]			[illegible]	229 75	219 31

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
....	4,5 % 1973	....	....	....	....
4100	C.N.E. 3 %	4075	4081	4091	– 0 39
1460	Electricité T.P.	1435	1437	1436	+ 0 06
515	Esso S.A.F.	499 50	488	512	+ 2 50
1250	Eurafrance	1383	1358	1358	[illegible]
920	Euromarché	861	860	860	[illegible]
925	Europe n° 1	975	974	979	[illegible]
[illegible]					
135	Harmony	146 50	148 20	148 20	[illegible]
38	Hitachi	36 65	37 40	37 60	+ 2 59
625	Hoechst Akt.	619	628	630	+ 1 77
99	Imp. Chemical	101 70	99 80	99 80	– 1 86
145	Inco. Limited	148 10	145	146 50	– 1 75
1390	IBM	1449	1418	1420	– 2
[illegible]					
420	Univ. Techn.	[illegible]	471	470 50	[illegible]
880	Vaal Reefs	966	975	971	+ 0 62
375	West Deep	406	403 80	405	– 0 24
300	West Hold.	319	318	317	– 0 62
460	Xerox Corp.	480	484 90	484	+ 0 83
1 81	Zambia Corp.	2 16	2 12	2 13	– 1 38

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/2	Cours des billets aux guichets: Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	10 061	10	9 730	10 210
ECU	6 797	6 810	....	....
Allemagne (100 DM)	305 810	306 240	294	314
Belgique (100 F)	15 227	15 233	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	269 970	270 440	260	280
Danemark (100 krd)	85 460	85 430	80	88
Norvège (100 k)	106 470	106 530	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	10 883	11 037	10 600	11 400
Grèce (100 drachmes)	7 525	7 510	6 400	7 900
Italie (1 000 lires)	4 957	4 946	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	359 120	360 250	348	366
Suède (100 krs)	108 060	107 940	103	110
Autriche (100 sch)	43 560	43 570	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 533	5 543	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	5 540	5 530	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 498	7 467	7 270	7 600
Japon (100 yens)	3 857	3 891	3 720	3 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

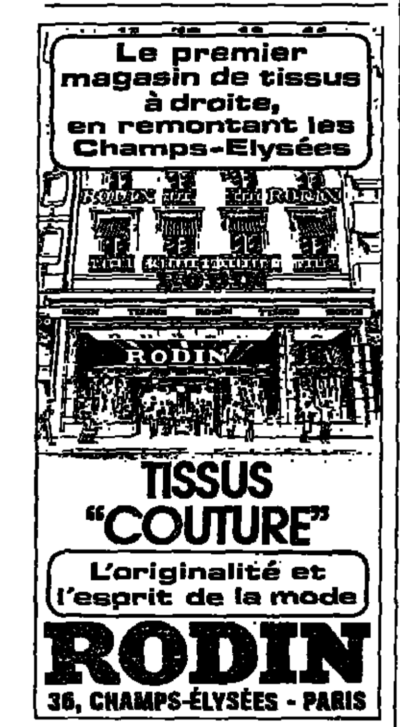
MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/2
Or fin (kilo en barre)	98000	97800
Or fin (en lingot)	97600	97450
Pièce française (20 fr)	573	574
Pièce française (10 fr)	455	.....
Pièce suisse (20 fr)	567	567
Pièce latine (20 fr)	557	557
Souverain	700	700
Pièce de 20 dollars	3960	4000
Pièce de 10 dollars	2090	2080
Pièce de 5 dollars	1350	.....
Pièce de 50 pesos	3660	3645
Pièce de 10 florins	590	589

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Lundi 18 février, 19 h 20
Échec au roi
BRUNO DE CAMAS et LASzLO NÉMÉTY répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

Le numéro du « Monde » daté 17-18 février 1985 a été tiré à 404412 exemplaires



En Grande-Bretagne

Débat aux Communes sur le torpillage du croiseur argentin « General-Belgrano » pendant la guerre des Malouines

Londres (*AFP, Reuter*). – Les députés britanniques devaient commencer, ce lundi 18 février, un débat sur les circonstances du torpillage, lors de la guerre des Malouines, en 1982, du croiseur argentin *General-Belgrano*, qui avait provoqué la mort de trois cent soixante-huit marins de l'équipage.

L'opposition travailliste accuse Mme Thatcher d'avoir ordonné ce fait d'armes dans le seul but de contrecarrer une médiation proposée alors par le Pérou. Le gouvernement conservateur soutient, en revanche, que le croiseur, bien que se trouvant hors de la « zone d'exclusion totale » décrétée par Londres autour des Falklands, constituait une menace réelle pour la flotte britannique dépêchée dans l'Atlantique Sud après l'invasion du 2 avril 1982 par les troupes de Buenos-Aires.

Cependant, M. Clive Ponting, ce haut fonctionnaire du ministère de la défense qui avait décidé de divulguer certains documents secrets relatifs au torpillage, qui venait d'être acquitté de ce chef, a annoncé, le 15 février, qu'il démissionnait de son poste, le gouvernement lui ayant retiré toute accréditation en matière de sécurité.

Le lendemain, dimanche 17, l'hebdomadaire *Observer* a commencé la publication de bonnes feuilles d'un ouvrage, *le Droit de savoir*, écrit par M. Ponting à propos de cette affaire. Le haut fonctionnaire démissionnaire y accuse M. John Stanley, secrétaire d'Etat aux forces armées, d'avoir personnellement insisté auprès de Mme Thatcher pour que certaines informations concernant le *General-Belgrano* soient « cachées » au Parlement.

Le ministère de la défense avait annoncé, le 15 février, qu'il allait entreprendre une nouvelle enquête sur les agissements de M. Ponting, portant sur des fuites autres que celles jusque-là reprochées au haut fonctionnaire et pour lesquelles la justice britannique avait, le 11 février, absous l'inculpé.

L'opposition travailliste entend faire préciser, ce lundi 18, par le ministre de la défense, M. Michael Heseltine, s'il est exact que le gouvernement de Londres avait eu connaissance de la proposition de médiation péruvienne *avant* le torpillage du *General-Belgrano*, comme l'a écrit dans ses mémoires l'ancien secrétaire d'Etat américain Alexander Haig, ou *après*, comme l'a déclaré en son temps Mme Thatcher.

Un autre point controversé sera la mystérieuse disparition, pendant quelque temps, du journal de bord du sous-marin nucléaire d'attaque *Conqueror*, qui a torpillé le croiseur argentin.

En Inde

Nouvelle arrestation dans l'affaire d'espionnage

New-Delhi (*AP*). – Un fonctionnaire indien retraité a été arrêté samedi 16 février à son domicile dans le cadre de l'affaire d'espionnage révélée en janvier (*le Monde* du 22 janvier), selon l'agence United News of India. Un homme d'affaires, M. Coormar Narrain, personnage clef semble-t-il du réseau, aurait déclaré à un magistrat avoir reçu de ce fonctionnaire des documents secrets qu'il remettait à des diplomates français, polonais et allemands de l'Est (*le Monde* du 13 février).

Deux diplomates soviétiques, un d'Allemagne de l'Est et l'attaché commercial de l'ambassade de Pologne sont impliqués dans l'affaire d'espionnage révélée le mois dernier, a-t-on indiqué dimanche au ministère indien des affaires étrangères. De même source, on a précisé que le diplomate polonais expulsé est M. Wincenty Rybak, qui occupait les fonctions d'attaché commercial avec rang de premier secrétaire depuis septembre 1983. Il travaillait pour les services de renseignement de son pays, a-t-on ajouté de même source.

Le diplomate est-allemand venait pour sa part de quitter l'Inde lorsque l'affaire a été découverte. Il n'est pas revenu. Enfin, on confirme au ministère que deux diplomates soviétiques sont effectivement impliqués. Leur identité n'a pas été révélée. « *Le gouvernement indien a déjà adressé à l'ambassade d'URSS une demande de rappel de ces diplomates* », a-t-on précisé.

(Voir l'article de Patrice Claude page 5.)

Pour contrer IBM

SIX CONSTRUCTEURS EUROPÉENS CHOISISSENT UN LOGICIEL D'ATT

L'Europe informatique choisit ATT contre IBM. Les six constructeurs principaux d'ordinateurs du vieux Continent – Bull, Siemens, ICL, Nixdorf, Philipps et Olivetti – ont annoncé le 18 février la création d'un « *club* » de promotion en Europe de la norme Unix, développée par les laboratoires de recherche du groupe américain Americain Telephone and Telegraph (ATT).

Voilà en réalité plusieurs mois que les constructeurs travaillaient à la fondation de ce club, qui devrait conforter l'unité européenne face à IBM après la création d'un centre de recherche commun entre Bull, Siemens et ICL.

Unix est un système d'exploitation, c'est-à-dire un logiciel de base indispensable pour faire fonctionner un ordinateur. Très efficace, en particulier pour les applications scientifiques, il a été adopté par de nombreux constructeurs et s'impose peu à peu comme une norme mondiale : quand nombre d'applications ont été développées « *sous Unix* », les constructeurs sont contraints de faire figurer ce système sur leur catalogue. Bull, par exemple, l'a déjà fait pour les ordinateurs DPS 6, SPS 7 et SPS 9.

En fondant ce club européen, les constructeurs concrétisent leur volonté d'« *ouverture* » : avec Unix, leurs ordinateurs seront plus facilement interchangeables ou du moins connectables entre eux. Ils donnent aussi un « *coup de main* » à ATT, le géant américain du téléphone, qui se diversifie dans l'informatique, face à IBM.

89 FM à Paris
du lundi au vendredi
à 12 h 55
Philippe Boucher

Au Maroc

M. FILALI, NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Rabat (*AFP*). – Le premier ministre marocain, M. Karim Lamrani, vient d'être chargé par le roi Hassan II de consulter les dirigeants de principaux partis politiques marocains sur leur intention de participation à un éventuel gouvernement d'« union nationale ».

Selon des informations non confirmées, la composition du nouveau gouvernement serait annoncée à l'issue du voyage que le monarque compte entreprendre début mars au Sahara occidental. En attendant, le ministre marocain de l'information, M. Abdellatif Filali, a été nommé, dimanche, par le roi Hassan II, ministre des affaires étrangères. M. Filali remplacera M. Abdelouahed Belkziz, à qui seront confiées d'autres fonctions.

[Agé de cinquante-sept ans, M. Abdellatif Filali était ministre de l'information depuis novembre 1983. Il avait déjà été à la tête de la diplomatie marocaine en 1971-1972. Ce proche du roi Hassan II – son fils Fouad, un jeune banquier, a épousé en 1984 la princesse Lalla Mériem, fille aînée du souverain – a également été délégué du Maroc aux Nations unies et ambassadeur de son pays à Alger, où il a accompli en janvier une importante mission, en compagnie de M. Réda Guédira, conseiller royal, en vue de la réunion d'un sommet maghrébin à cinq.]

Au Pakistan

DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION EN RÉSIDENCE SURVEILLÉE

Islamabad (*AFP*). – Le chef de l'opposition et plusieurs autres dirigeants du Mouvement pour la restauration de la démocratie ont été placés en résidence surveillée, lundi 18 février, à Karachi, une semaine avant des élections qu'ils avaient appelé à boycotter, a-t-on appris de sources sûres.

Il s'agit de MM. Ghulam Mustapha Jatoi, chef du Parti du peuple pakistanais (PPP), Khwaja Khairuddin et Sherbaz Khan Mazari. Selon les mêmes sources, la police a également tenté d'arrêter plusieurs responsables du PPP, qui sont, semble-t-il, passés dans la clandestinité.

Le Mouvement pour la restauration de la démocratie, dont la plupart des dirigeants ont été arrêtés au cours des dernières semaines, avait appelé, dimanche, la population à manifester, le 20 février, à travers le pays contre les élections.

Depuis l'annonce des élections, le 12 janvier, plus de trois cents opposants ont été arrêtés au Pakistan, selon des sources sûres.

Communiqué de **j4CM**

la serrure incrochetable (constat d'expertise 17 déc. 1984).

j4CM *déclare.*

A la suite d'une action malveillante, le code secret de 3 000 serrures de notre fabrication a fait l'objet d'un cambriolage à notre usine au mois d'août 1984, entraînant la possibilité pour un tiers de reproduire nos clés "non reproductibles." Les malfaiteurs sont aujourd'hui arrêtés et les risques de divulgation éliminés.

j4CM *s'engage.*

Sur simple demande, nous fournissons gratuitement 2 nouveaux cylindres avec les clés "non reproductibles" en remplacement des cylindres de serrures dont les installations datent de Mars 1983 à Août 1984, ce qui correspond au vol des codes secrets. Ainsi chaque client ayant choisi une serrure J4 CM se voit à nouveau certain d'une sécurité la plus totale.

j4CM *garantit.*

Notre ensemble représente la plus haute technologie dans la protection grâce aux cylindres MÉDECO qui constituent le cœur de la serrure J4 CM. Celle-ci ayant satisfait aux tests les plus rigoureux a été déclarée INCROCHETABLE (constat d'expert auprès de la Cour d'Appel - 17 déc. 1984). Nombreuses références d'appartements privés, banques, points sensibles, Fort Knox et la Maison Blanche aux USA, OTAN, IBM France, etc.

j4CM *remercie.*

Merci à tous les installateurs-revendeurs de leur soutien face à notre produit unanimement reconnu par les professionnels, et merci à tous les clients-acheteurs pour la confiance qu'ils continuent de nous témoigner en s'équipant de notre serrure comme l'attestent les multiples installations réalisées chaque jour actuellement.

j4CM FRANCE
13-15, impasse Trézel 93200 LA PLAINE-ST-DENIS ☎ 809.38.99

Sur le vif

Sucré

« Allô ! C'est moi...

– Ecoute, Minette, ça va pas la tête, t'as vu l'heure qu'il est ? Quatre heures du mat.

– Ben oui, justement. Je déprime complètement. Figure-toi que j'ai trouvé un mec, hier soir, au Palace et que j'ai même réussi à le ramener chez moi...

– C'est génial, ça, dis donc ! Comment t'as fait ?

– Je lui ai dis que j'étais directrice du personnel chez IBM.

– Je croyais que les hommes n'aimaient pas les femmes indépendantes, les femmes qui gagnent bien leur vie. Il paraît que ça leur fait peur.

– Qu'est-ce que tu racontes ?

– Ce que me racontent les nanas.

– Elles disent n'importe quoi. Ils sont ravis au contraire. Comme ça ils sont pas obligés de casquer pour s'envoyer en l'air.

– Ouais, t'as peut-être raison. Ça paraissait pas très vraisemblable cette trouille panique à la vue d'un carnet de chèques émergeant d'un sac à main. Donc, tu le ramènes rue Saint-Dominique. Et après ?...

– Le grand jeu. Bain de mousse arrosé au champagne, feu de bois, chablis, toasts, saumon fumé.

– Tu t'es pas moquée de lui, dis donc !

– Moi, non. Lui, oui. Je pensais qu'il passerait la nuit ici. Je viens de me réveiller. Il s'est déjà tiré. Je sais plus quoi faire, moi, pour en épingler un. C'est à désespérer.

– Ecoute, je crois que j'ai un truc pour toi. Il faudrait que je te le fasse venir de Rome ou de Turin. Tu sais ce qu'elles s'achètent à tour de bras, les filles là-bas, pour séduire et retenir les mecs ? Des soutiens-gorge et des slips à la fraise ou au chocolat.

– Tu te fous de moi ou quoi !

– Mais non, je te jure, c'est très sérieux. J'ai lu ça dans un journal italien.

– Et ça marche ?

– Le tonnerre. Ils adorent. C'est des grands enfants, faut jamais oublier ça. L'ennui, c'est que le service de répression des fraudes en a déjà saisi des stocks entiers. Ça risque de manquer dans les rayons.

– Il y a fraude ?

– Oui, il y a pas de sucre. C'est à la saccharine. »

CLAUDE SARRAUTE.

L'ANNULATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS

Boris Spassky : « M. Karpomanes... »

La décision prise, samedi 15 février, par M. Florencio Campomanes, président de la Fédération internationale des échecs (FIDE), d'annuler le championnat du monde continue de susciter de vives réactions dans le monde entier, l'URSS exceptée, du moins officiellement.

Aux États-Unis, dans un communiqué, la fédération américaine se déclare « atterrée » par cette décision survenant alors que Kasparov était « *en voie d'infliger à Karpov un KO technique* ».

En Yougoslavie, les milieux des échecs sont « indignés ». « *J'ai été choqué par cette décision inouïe. A quoi bon organiser de tels matchs si la FIDE peut les interrompre quand bon lui semble ?* », a déclaré Ljubomir Ljubojevic, actuel tenant du titre yougoslave.

Aux Philippines, pays de M. Campomanes, le *Daily Express* commente dans un éditorial la décision du président de la FIDE et pose deux questions importantes pour les échecs et l'avenir de la fédération : « *Campomanes a-t-il subi des pressions de la part des autorités soviétiques, et bien que le plan des règlements lui permette de prendre des décisions dicrétionnaires, la première des choses à faire n'aurait-elle pas été de consulter les deux joueurs préalablement ? Et, finalement, même avec l'apparente intention de prendre en compte l'intérêt des deux joueurs, que va-t-il advenir de la crédibilité de la FIDE après cette décision ?* »

De son côté, Boris Spassky, l'ancien champion du monde, ex-Soviétique et aujourd'hui de nationalité française, s'est étonné, à Reykjavik, où il dispute un tournoi, des conditions de l'annulation du championnat, par le président de la FIDE, M. Campomanes, « *dont on sait qu'il est un ami personnel de Karpov* », a-t-il remarqué. Cette décision « *est un produit typique de la paranoïa des échecs* », a-t-il ajouté, avant de préciser qu'il considérait avec scepticisme l'hypothèse d'une manœuvre politique, « *Karpov et Kasparov étant tous deux communistes, même si le premier est mieux en cour que le second* ». En revanche, il n'a pas exclu « *une cabale russe, Kasparov n'étant pas d'origine russe comme Karpov* » (Kasparov est un juif arménien).

L'ancien champion du monde a conclu ses déclarations en Islande en ironisant : « *Campomanes devrait être appelé Karpomanes.* »

M. Olafson, qui présidait aux destinées de la FIDE, avant M. Campomanes, a lui aussi critiqué cette décision, précisant qu'elle était « *nettement en faveur de Karpov* ». En URSS, les Soviétiques n'ont eu connaissance que des déclarations officielles. Les médias n'ont publié aucune prise de position à l'appui de Kasparov, qui a violemment critiqué l'annulation du match et dont les propos n'ont pas été non plus portés à la connaissance du public soviétique.

Le seul point qui fasse l'unanimité dans cette sombre affaire concerne l'organisation même du championnat du monde. L'ensemble du monde des échecs souligne l'« absurdité » du principe du temps illimité. « *Cette règle est révolue, on jouait ainsi au dix-neuvième siècle* », a déclaré notamment le grand-maître yougoslave Dragoljub Velimirovic.

Il semble que dans l'avenir on reviendra à un nombre de parties limité. C'est du moins ce qui ressort des déclarations de la FIDE qui précise que ce match reprendra le 1er septembre de cette année et sera disputé en vingt-quatre parties.

UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE EN CORÉE DU SUD

A la suite du succès de l'opposition aux élections législatives, le président Chun Doo-hwan a accepté, lundi 18 février, la démission de son cabinet et nommé premier ministre M. Lho Shin-yong, responsable des services de sécurité, en remplacement de M. Chin Iee-chong. Les autres membres du gouvernement n'ont pas encore été désignés. M. Lho Shin-yong, qui est âgé de cinquante-cinq ans, a également occupé, dans le passé, les fonctions de ministre des affaires étrangères. – (*UPI.*)

● *Trente morts dans l'incendie d'un hôtel aux Philippines.* – Un incendie, qui a ravagé l'Hôtel Régent de Manille pendant quatre jours, a fait trente victimes. Quatre policiers qui surveillaient l'hôtel ont été arrêtés pour vol. Des pompiers ont également été surpris en train de piller l'établissement. – (*AFP.*)

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique / permanence télex
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



100 idées très originales pour votre ordinateur familial.
16 F. EN VENTE PARTOUT.

